



Université d'Oran 2

Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

**THESE**

Pour l'obtention du diplôme de Doctorat « L.M.D »

En Sciences Economiques

Spécialité : Economie Monétaire et Financière

**Impact des Composantes de la Politique Budgétaire  
sur l'Inflation et la Croissance en Algérie (1970 – 2014)**

Présentée et soutenue publiquement par :

M. AMANI Ismail

Devant le jury composé de :

Dr. BOULENOUAR Bachir	M.C A	Université d'Oran 2	Président
Pr. MAAMAR Belkheir	Professeur	Université d'Oran 2	Rapporteur
Pr. BOUTALEB Kouider	Professeur	Université de Tlemcen	Examineur
Pr. AMMEUR AMMEUR Ahmed	Professeur	Université de Mostaganem	Examineur
Dr. KIHHEL M'HAMED	M.C A	Université d'Oran 2	Examineur
Pr. BOUNOUA Chaib	Professeur	Université de Tlemcen	Examineur

Année Universitaire 2016-2017

## Dédicaces

*A la mémoire de mon père*

## Remerciements :

*Mes remerciements vont d'abord à mon directeur de thèse, Professeur Maamar Belkheir, pour sa disponibilité, sa présence permanente et son aide inestimable tout au long de ma formation. Sans qui ce travail n'aurait jamais pu être réalisé.*

*Au président du conseil de la formation doctoral, Monsieur le doyen, Boulenoir B., pour son orientation et ses conseils durant la préparation de cette thèse.*

*Aux membres du conseil de la formation doctorale, pour leurs présence et conseils pertinents.*

*A ma mère, frères et sœurs pour leur soutien et support*

*A mes collègues doctorants et enseignants de la faculté des sciences économiques pour leur aide et support.*

*Tous ceux qui ont participé de près ou de loin à la réalisation de ce travail*

**Citation :**

*« Pour être valable toute théorie, quelle qu'elle soit, doit être confirmée, tant dans ses hypothèses que dans ses conséquences, par les données de l'observation »*

Maurice Allais  
Prix Nobel d'Economie



## Sommaire

Introduction Générale : .....	1
Chapitre I Conduite de la Politique Budgétaire en Algérie.....	5
Introduction : .....	6
Section 1 : La Politique Budgétaire en Algérie entre 1967 et 1979 :.....	7
Section 2 : La Politique Budgétaire en Algérie entre 1980 et 1989.....	29
Section 3 : La Politique Budgétaire entre 1990 et 2014 : .....	50
Conclusion :.....	75
Chapitre II Orientation de la Politique Budgétaire en Algérie.....	80
Introduction : .....	80
Section 1 : Policy-Mix et Soutenabilité de la Dette :.....	81
Section 2 : Cycles Economiques et Cyclicité de la Politique Budgétaire : .....	99
Section 3 : Cyclicité de la Politique Budgétaire en Algérie .....	120
Conclusion .....	137
Chapitre III Impact des Composantes de la Politique Budgétaire sur l’Inflation et la Croissance .....	139
Introduction .....	140
Section 1 : Revue de la littérature : Approche par la Demande .....	141
Section 2 : Revue de la Littérature – Prise en Considération des Effets sur l’Offre : .....	160
Section 3 : Impact de la Politique Budgétaire en Algérie .....	180
Conclusion .....	203
Conclusion Générale .....	207
Liste des Tableaux .....	212
Liste des Figures .....	213
Bibliographie : .....	215

---

## **Introduction Générale :**

L'intervention de l'état dans la vie économique n'a pas toujours été admise, d'ailleurs la première forme d'intervention revient à la période mercantiliste. Dans ce contexte l'état se devait d'alléger les prélèvements de la fiscalité intérieure tout en augmentant la fiscalité sur les importations pour favoriser l'activité économique. Cette pensée perdure jusqu'à l'émergence des théories libérales à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle.

Ces théories regroupées dans le courant classique suggèrent une liberté absolue pour les agents privés alors que l'état ne doit pas intervenir dans la vie économique et dont le rôle se résume aux fonctions régaliennes. Ces dernières sont basées sur le principe du laisser-faire et la loi des débouchées stipulant que l'économie est toujours en situation de plein emploi négligeant de fait toute politique économique.

Ce n'est que vers le début du 20<sup>ème</sup> siècle et l'émergence des idées keynésiennes durant la grande dépression des années 1930 que la politique budgétaire conjoncturelle moderne a été conçue. Pour Keynes l'équilibre économique peut se réaliser dans une situation de sous-emploi d'où l'utilité de la politique budgétaire qui permettrait de se rapprocher du plein emploi. Cette dernière agit sur la demande effective à travers le mécanisme du multiplicateur permettant une plus grande croissance économique.

Ainsi, ces idées ont dominé les débats économiques pendant près de 50ans faisant face à de grandes critiques par les tenants des courants classiques, néoclassiques et monétaristes. D'ailleurs, à la suite des crises de stagflation des années 1980, les théories d'inspiration néoclassique sont revenues au centre des débats aboutissant à des politiques d'austérité notamment dans les pays développés. Cependant, la crise économique de 2007 et les crises de la dette des pays européens de la fin des années 2000 ont permis un retour des idées keynésiennes, notamment à travers l'apport des nouveaux keynésiens.

Aussi, dans le cadre d'une rationalisation de plus en plus marquée des décisions en termes de politique budgétaire, on s'intéresse de plus en plus dans les études empiriques notamment à l'impact individuel des composantes de la politique budgétaire.

En ce sens, cette thèse a pour principal objectif de déterminer l'impact des composantes de la politique budgétaire sur l'inflation et la croissance économique en Algérie durant une période s'étendant de 1970 à 2014. Ceci permettra d'évaluer l'efficacité de la politique budgétaire mais

---

aussi de connaître quelle politique économique serait la plus à même de réaliser une plus grande croissance au moindre coût en termes d'inflation et donc de perte de pouvoir d'achat.

Bien que la politique budgétaire est été largement utilisée dans l'économie algérienne, en période de planification comme en période de transition vers une économie de marché. L'évolution du système politique et économique de l'Algérie suggère une variation importante des composantes de la politique budgétaire suivant l'orientation budgétaire suivie. Cette dernière fait d'ailleurs l'objet de peu d'études empiriques sur son impact, dont nous pouvons citer celle de Sami & Zakane (2008) ou encore Chibi & Benbouziane (2010), se limitant principalement à l'impact global des dépenses ou recettes budgétaires.

Ainsi, notre problématique de recherche s'articule autour de la question centrale suivante :

**Quel est l'impact des composantes de la politique budgétaire sur l'inflation et la croissance économique en Algérie ?**

En nous s'inscrivant dans une perspective keynésienne nous posons les hypothèses suivantes ;

H1 : les dépenses budgétaires exercent un impact positif sur la croissance économique et l'inflation alors que les recettes budgétaires exècrent un effet inverse.

H2 : Les dépenses courantes stimulent la demande exerçant un impact positif sur la croissance et l'inflation mais de faible ampleur du fait d'une proportion à importer importante.

H3 : Les dépenses d'investissement exercent un impact positif sur la croissance et négatif sur l'inflation suivant les enseignements des théories de la croissance.

Pour vérifier ces hypothèses nous suivons une méthode hypothético-déductive préconisée pour la conduite des études positives. D'ailleurs Milton Friedmann (1953)<sup>1</sup> argue, dans sa méthodologie du positivisme, que les études empiriques ne sont tolérées que si elles sont fondées sur des prédictions théoriques solides conforme à la réalité économique, permettant une rigueur scientifique nécessaire à la validité des résultats.

Cette approche contraste avec celle de Koopmans, réaliste, dont la méthodologie se construit par des approximations successives des modèles économiques sans base théorique. Dans ce contexte les éléments, y compris les postulats, seraient soumis à des tests de plus en plus rigoureux.

---

<sup>1</sup> Milton Friedman (1953), « Essays in Positive Economics », University of Chicago Press, p3-43.

---

En ce sens, pour répondre à la question centrale et vérifier les hypothèses nous posons les questions secondaires suivantes dont chacune sera traitée dans un chapitre distinct :

1. La conduite de la politique budgétaire en Algérie est-elle efficace dans l'atteinte de ses objectifs ?

Pour répondre à cette question nous abordons, dans le premier chapitre, la conduite de la politique budgétaire en Algérie durant les différentes phases caractérisant la période de l'étude. Une première période entre 1970 et 1979 caractérisée par une planification centralisée et une politique d'industrialisation. Une seconde période de planification de plus en plus décentralisée entre 1980 et 1989 axées principalement sur les secteurs sociaux et un équilibre budgétaire. Finalement une troisième période marquée par une transition vers l'économie de marché, scindée en deux sous-périodes. D'abord une crise économique et une soumission de la politique budgétaire aux mesures du plan d'ajustement structurel entre 1990 et 2000 ensuite des plans de relance budgétaire axés sur la demande à partir de 2001.

2. Quels sont les déterminants de la politique budgétaire en Algérie ?

Nous essayons de répondre à cette question au cours du deuxième chapitre, eu égard à la conduite de la politique budgétaire précédemment analysée, à travers trois notions essentielles. D'abord en étudiant si la politique budgétaire en Algérie est soumise à une contrainte intertemporelle de soutenabilité de sa dette. Ensuite, en analysant sa relation avec la politique monétaire dans le cadre du *policy-mix*. Finalement nous étudions l'orientation de la politique budgétaire pour connaître sa réactivité au cycle économique et aux fluctuations des recettes des ressources non renouvelables.

3. Quel est l'impact des composantes de la politique budgétaire sur l'inflation et la croissance en Algérie ?

Pour répondre à cette question, nous faisons d'abord une revue de la littérature théorique et empirique. Les approches concernant l'impact de la politique budgétaire diffèrent selon que l'on se situe dans une optique de demande et une optique d'offre. En ce sens nous traitons chacune de ces deux approches dans une section distincte.

En nous basant sur les préceptes théoriques et l'évolution de la politique budgétaire abordée dans les deux premiers chapitres, nous essayons d'analyser l'impact de la politique budgétaire en Algérie dans la dernière section. En ce sens, un modèle empirique est construit à partir de la

---

revue de la littérature empirique en adéquation avec les caractéristiques de la politique budgétaire en Algérie.

Finally, in the general conclusion we analyze the concordance of the results obtained with the hypotheses of base posée. Also, these results will be analyzed in view of the conclusions drawn from the conduct of the budgetary policy and its orientation in the measure where these two last ones can affect its effectiveness.

---

# **Chapitre I**

## **Conduite de la Politique Budgétaire en Algérie**

---

## **Introduction :**

Les autorités budgétaires doivent assumer généralement trois fonctions décrites par R.A. et P. Musgrave (1978)<sup>2</sup>. Une fonction d'allocation des biens publics que le secteur privé ne peut supporter du fait de bénéfices non individualisables ou de rendements à très long terme. Une fonction de redistribution assurant une équité sociale notamment à travers les subventions, les prestations sociales et les prélèvements fiscaux, dont nous aborderons l'effet sur l'économie en étudiant les stabilisateurs automatiques.

Enfin, la fonction la plus récente de ces dernières concerne la stabilisation macroéconomique qui permet de réduire l'instabilité du système économique et vise généralement des objectifs de croissance. C'est justement cette fonction qui nous intéresse particulièrement dans cette étude.

Ainsi, nous pouvons distinguer à priori trois grandes périodes dans la conduite de la politique budgétaire en Algérie entre 1970 et 2014. Une première période allant de 1970 à 1979 marquée par une planification centralisée et des programmes d'investissements publics importants dont le principal objectif l'industrialisation de l'économie. Nous étudions cette période dans la première section de ce chapitre.

La seconde période entre 1980 et 1989 marque une décentralisation progressive tout en restant dans un système de planification. Cette dernière est aussi marquée par une réorientation de la politique budgétaire en faveur d'un équilibre macroéconomique et une meilleure équité sociale. Cependant, cette période est enclenchée à la suite d'un choc pétrolier important et est marquée aussi par des fluctuations importantes des cours des hydrocarbures. En ce sens la deuxième section de ce chapitre est consacrée à cette période.

Enfin, à partir de 1990 et le déclenchement d'une crise de la dette souveraine en Algérie, le système économique commence une transition vers une économie de marché modifiant la conduite de la politique budgétaire. Cette dernière n'est plus organisée en plans d'investissement périodiques mais seulement régie par des lois de finance annuelles fixant les différentes composantes et les objectifs à atteindre. Cette période est aussi marquée par un intervalle où la politique budgétaire est soumise aux mesures de l'ajustement structurel.

La troisième section de ce chapitre est consacrée à la conduite de la politique budgétaire durant cette dernière période.

---

<sup>2</sup> Richard A. Musgrave & Peggy Musgrave (1978), "Public Finance in Theory and Practice", ed. International Student, P10-14

---

## **Section 1 : La Politique Budgétaire en Algérie entre 1967 et 1979 :**

Pendant cette période, l'Algérie poursuivait une stratégie de long terme qui commence par le plan triennal 1967-1969 et les deux plans qui l'ont suivie ; 1970-73 et 1974-77. Les résultats de cette stratégie ne devaient être visibles que vers la fin de la décennie 1970<sup>3</sup>. Ces objectifs fondamentaux ont été définis en 1966 et réaffirmés dans la charte nationale de 1976, ils concernent notamment<sup>4</sup> ;

- Un élargissement et une organisation de la base productive nationale pour atteindre le sentier de la croissance auto-entretenu et le plein emploi.
- Atteindre une indépendance économique dans le domaine du développement tout en diversifiant ses relations économiques internationales.
- Une amélioration de la répartition des revenus. Cela implique deux axes majeurs, une répartition régionale des revenus mais aussi la réduction des inégalités entre les différentes tranches de la population.

A ces objectifs, la charte et la nouvelle constitution de Novembre 1976 ont ajouté un nouvel objectif consistant dans la démocratie économique, faisant référence notamment à une plus grande décentralisation économique au profit des assemblées des travailleurs et des assemblées populaires. Ces objectifs induisent aussi certains axes principaux notamment;

- Une industrie diversifiée et intégrée pour la réalisation de la croissance auto-entretenu et l'acquisition d'une indépendance vis-à-vis des ressources naturelles non renouvelables. Cette industrie a comme principal rôle la transformation des ressources naturelles et la création de biens à l'exportation permettant l'importation de biens d'équipement nécessaires à la réalisation des investissements, ainsi que l'approvisionnement de la population en biens de consommation essentiels.
- Accélération de la formation pour un meilleur accès au travail pour correspondre aux nouvelles normes du marché du travail et l'atteinte du plein emploi. Cette initiative vise aussi à atteindre une certaine indépendance technologique vis-à-vis de l'extérieur.

---

<sup>3</sup> Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (1971), "Evolutions et Perspectives Economiques de l'Algérie", Vol. 1, Rapport n°39-EMA, 29 Octobre 1971, p13.

<sup>4</sup> La Banque Mondiale (1982a), "Algérie ; Le Plan de Développement Quinquennal et les Perspectives à Moyen Terme 1980-84", Vol. 1, Rapport n°3668-AL, 25 Juin 1982, p3.

- L'austérité dans la consommation pour accroître l'épargne nationale nécessaire pour la réalisation des projets d'investissement en gardant une indépendance financière vis-à-vis des ressources étrangères.
- Une décentralisation régionale et de meilleures structures de gestion économique. A travers l'introduction de l'autogestion du système coopératif.

Ainsi, nous aborderons au cours de cette section les 3 plans économique mis en place durant cette période ainsi que les deux années hors plan, 1978 et 1979, qui ont suivi la fin du deuxième plan quadriennal. Ceci en axant notre analyse principalement sur le volet budgétaire de ces plans.

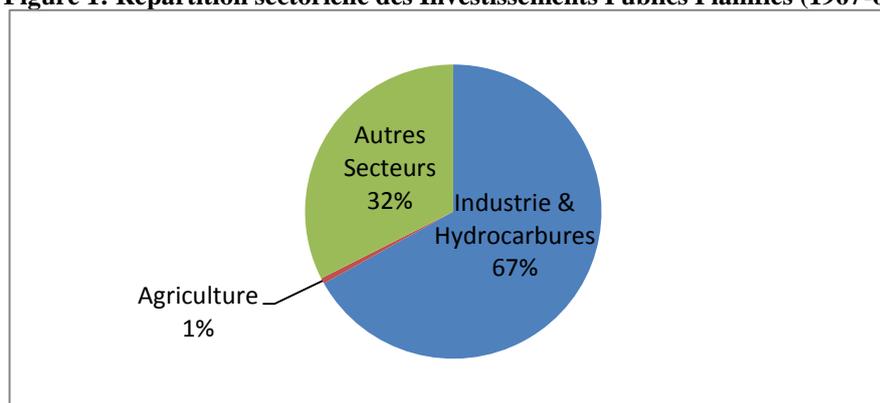
### 1.1. Plan Triennal 1967-69 :

Le plan triennal est conçu comme un pré-plan pour préparer les futur plan d'investissement public d'où sa qualification de plan expérimental et représente le lancement de la stratégie d'industrialisation de l'économie algérienne qui sera poursuivie dans les deux prochains plans quadriennaux<sup>5</sup>.

#### 1.1.1. Moyens mis en œuvre :

Le plan triennal prévoit un investissement public total de 11 milliard DA. Ces investissements devaient être principalement réalisés dans les secteurs industriels, 67%, dont les hydrocarbures représentent une part majeure. En outre, l'agriculture ne devait bénéficier que d'une très faible part, 1%, le reste étant répartis entre les différents secteurs.

**Figure 1: Répartition sectorielle des Investissements Publics Planifiés (1967-69)**



Source : BIRD (1975), Evolutions et Perspectives Economiques de l'Algérie

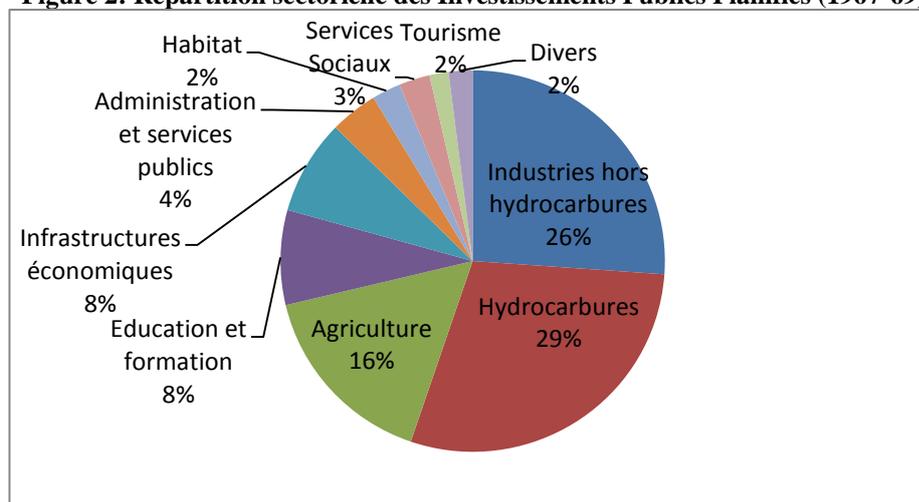
Cette répartition concorde avec l'orientation de la politique budgétaire enclenchée durant ce plan triennal et maintenue durant les deux prochains plans.

<sup>5</sup> Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (1975), "Evolutions et perspectives de l'économie algérienne", Vol.1, rapport n°900-AL, 20 Octobre 1975, p6-10.

### 1.1.2. Résultats :

Pendant la durée de ce plan la croissance économique a atteint 11% par an, poussée principalement par les exportations qui ont cru à un rythme annuel moyen de 12% à prix courants découlant notamment de la hausse des recettes des hydrocarbures.

**Figure 2: Répartition sectorielle des Investissements Publics Planifiés (1967-69)**



Source : BIRD (1975), Evolutions et Perspectives Economiques de l'Algérie

L'investissement a aussi fortement contribué à ce niveau de croissance passant de 15% au début du plan à 28% du PIB en 1969. D'ailleurs l'investissement public réalisé a été de 10,3 milliard DA, dont 4.750 million DA dans le secteur de l'industrie, atteignant presque l'objectif initial du plan fixé à 11 milliard DA.

A noter que les dépenses de fonctionnement ont atteint 3,6 milliard DA durant la dernière année de ce plan triennal. Ces dernières sont principalement composées des dépenses en salaires et rémunération à hauteur de 68% alors que le service de la dette ne représentait que 4%. Aussi, il est important de noter que le taux de couverture des dépenses courantes par les recettes ordinaires a été largement positif durant cette période atteignant 120% durant l'année 1969.

Pendant ce plan l'épargne nationale a été supérieure à l'investissement cependant sa tendance est décroissance du fait de l'accélération des investissements et de la consommation du ménage conjointement, cette dernière a atteint un rythme de croissance annuel moyen de 10%. Pour répondre à cette croissance de la demande interne, les importations ont aussi fortement augmenté leur valeur en 1969 atteignant le double de celle atteinte en 1966.

En ce sens le déficit courant a été de l'ordre de 5,7% du PIB pour l'année 1969, qui nécessite un recours à l'endettement extérieure public et privé de l'ordre de 450 millions USD sur la durée du

---

plan. A noter que cette endettement s'est aussi accompagné d'une baisse des réserves de change détenus par la banque centrale passant de 492 millions USD en 1966 à 410 millions USD en 1969.

Cependant, ce plan a connu quelques retards importants dans la réalisation des investissements publics notamment dans les domaines de l'industrie de base hors hydrocarbures, les engrais et l'acier, les transports, le logement et le tourisme.

## **1.2. Plan Quadriennal 1970-1973:**

Le plan quadriennal 1970-73 est promulgué par décret en Janvier 1970, introduisant des objectifs qualitatifs et quantitatifs ainsi que des réformes institutionnelles dans le domaine des finances publics tout en restant dans un système de planification centralisée. Ce plan prévoyait notamment des investissements publics de l'ordre de 27,7 milliard DA, soit 6,94 milliard DA par an en moyenne, en quatre ans pour atteindre une croissance annuelle moyenne de la production de 9%. A noter que les prévisions de ce plan ont été formulées initialement en volume et en prix constants de 1967 notamment concernant les cours des hydrocarbures<sup>6</sup>.

Les réformes institutionnelles concernent notamment les prérogatives du Secrétariat d'Etat au Plan, qui supervise tous les projets d'investissements publics, de même que les dépenses hors budget qui doivent aussi faire l'objet d'un accord de la caisse algérienne du développement (CAD) et de la banque centrale. Aussi, ce plan introduit une certaine décentralisation des entreprises d'état et autogérées, avec la publication de la charte des entreprises socialistes en 1971, qui sont désormais soumises à la législation commerciale et ont un but lucratif. Paradoxalement, ces dernières restent soumises aux accords du secrétariat au plan et vendent aux prix réglementés. Parallèlement à ces réformes, la période de ce plan inclut aussi la nationalisation des hydrocarbures en Février 1971 et la promulgation des textes concernant la révolution agraire en Novembre 1971.

### **1.2.1. Objectifs :**

Les principaux objectifs en matière qualitative, outre l'objectif quantitatif de taux de croissance annuel à 9% en moyenne, concernent l'augmentation de la part de la production nationale agricole et de l'industrie de masse dans la consommation privée conjointement à une baisse de la part des produits importés, produits de luxe ainsi que des services.

---

<sup>6</sup> Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (1971), Op. Cit., P13

---

Concernant la croissance de la production, notons que l'objectif de 9% concerne une notion restreinte de la production intérieure et non le PIB tel que défini dans la comptabilité nationale. Ce dernier exclue notamment la valeur ajoutée des entreprises étrangères, des services administratifs ainsi que la production pétrolière. Ainsi, une croissance annuelle moyenne de 6,7 du PIB devait permettre d'atteindre l'objectif de croissance de la production de 9% fixé dans le plan<sup>7</sup>.

D'ailleurs, la composition du produit intérieure brute devait varier suivant les prévisions du présent plan. Ainsi, la part de l'agriculture devait baisser de 13% en 1969 à 11% en 1973 alors que la part des hydrocarbures devait augmenter de 19% à 22% entre 1969 et 1973 à la suite de la finalisation des projets de pipelines. Finalement, ce plan prévoit une diminution de la part de tous les services non administratifs dans le produit intérieur brut.

Concernant les prévisions, le présent plan prévoyait d'atteindre une croissance annuelle des investissements de 7% contre 30% pour la période 1967-69, portant la part de l'investissement public dans le PIB de 26% en 1969 à 29% en 1973.

### **1.2.2. Moyens prévus :**

Pour atteindre l'objectif de rééquilibrage en faveur de la production locale, l'état suit une politique de découragement en imposant des droits de douanes ainsi que des impôts indirects importants sur ces produits. Aussi, ce plan prévoit une fixation des importations, monopole de l'état, en fonction des besoins de l'industrie et n'autorise le recours à ces dernières que si la production locale est de 20% plus chère et n'inclus pas une part importante de capital humain<sup>8</sup>.

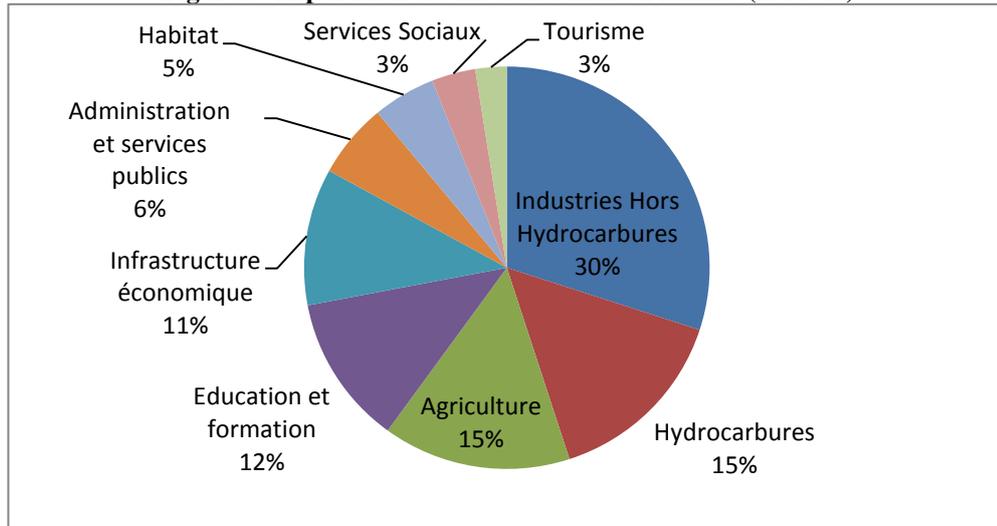
Les investissements publics planifiés sont de l'ordre de 27,7 milliard DA, soit 6,94 milliard DA par an en moyenne. La composition de ces investissements est résumée dans le graphique suivant :

---

<sup>7</sup> Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (1971), Op. Cit., P14-16

<sup>8</sup> Ibid., p14

**Figure 3: Répartition des Investissements Planifiés (1970-73)**



Source : BIRD (1971), Evolutions et Perspectives Economiques de l'Algérie.

Ainsi, le plan budgétaire 1970-73 donne la plus grande importance au secteur de l'industrie qui occupe 30% des investissements planifiés. Alors que ce plan prévoit une réduction importante, 50% par rapport au précédent plan, de la part des investissements en hydrocarbures, 15%, 1 milliard par an en moyenne, au profit des autres secteurs économiques, dont l'éducation (12%), les infrastructures économiques (11%) et l'habitat (5%) connaissent les plus fortes hausses. Alors que le part des investissements publics dans l'agriculture restent stables à 15%.

Cependant, les montants des investissements prévus pour le secteur des hydrocarbures doivent être relativisés dans la mesure où ce secteur n'a été nationalisé qu'en Février 1971, et que ce plan n'en tient pas compte par conséquent, cependant l'analyse des résultats nous renseignera sur l'impact de cette nationalisation sur les équilibres budgétaires.

En outre ce plan prévoit certains investissements non inclus dans les chiffres précédents, programmes spéciaux, et qui concernent une meilleur affectation régionale et la création d'emploi dans certaines régions, notamment Tlemcen, Saida et Sétif avec une enveloppe financière de près de 3,7 milliard DA mais dont l'exécution dépasse l'échéancier de ce plan.

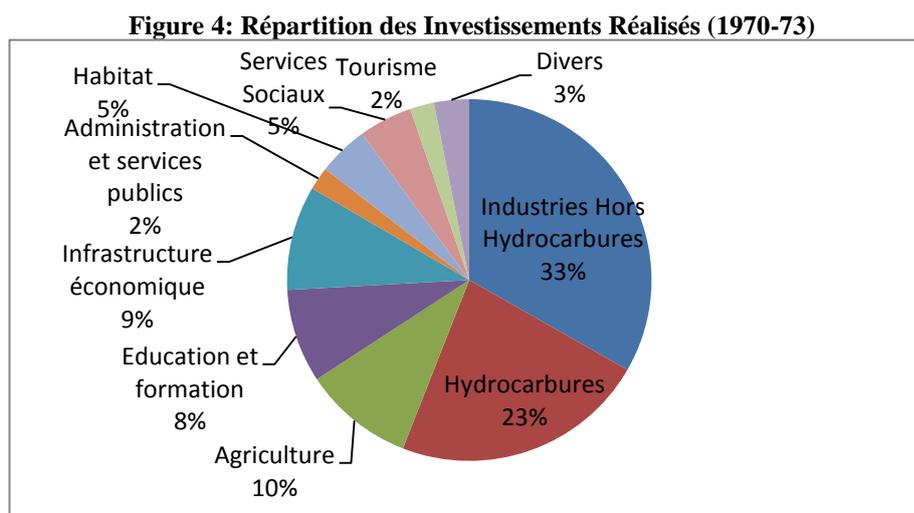
D'un point de vue des recettes, le présent plan estimait les recettes des hydrocarbures à 5,1 milliard DA à fin 1973, cependant ces prévisions sont à prix constants de 1967 et ne prennent donc pas en compte l'évolution rapide des cours d'hydrocarbures, ni les répercussions de la nationalisation de ces dernières en 1971.

### 1.2.3. Résultats du Plan 1970-73 :

Durant la période d'exécution de ce plan, le PIB à prix courants a connu en moyenne une croissance annuelle de 11%, cependant cette période a été marquée par une certaine inflation des prix, 5% par an en moyenne. Ainsi, la croissance réelle du PIB n'a été que de 6%, et donc en deca de l'objectif de 9%. Cependant, comme noté précédemment, l'objectif faisait référence à une notion restreinte de la production, par conséquent l'objectif correspondrait à 6,5% de croissance réelle du PIB qui est relativement atteint malgré les contraintes extérieures importantes.

Par ailleurs la part de l'investissement dans le PIB est passée de 29,5% en 1969 à 40,6% à la fin du Plan, ces derniers ayant connu une croissance de 21%, alors que la croissance de la consommation des ménages est restée stable à 8,7% contre 8,5% pour le précédent plan. Cependant la croissance réelle de la consommation n'a été que de 3,5% du fait des mesures d'austérité prises par l'état algérien. Durant la même période, les exportations ont augmenté de 13,6%, alors que, pour couvrir ces besoins importants, l'importation a augmenté de 15,1% entre 1969 et 1973. Provoquant un déficit extérieur courant moyen de 8,4% du PIB par an alors qu'il n'était que de 0,4% en moyenne pour le plan 1967-69<sup>9</sup>.

Parallèlement à l'évolution de la consommation et de l'investissement l'épargne nationale a augmenté de 24% à 32% du PIB entre 1969 et 1973, notamment l'épargne publique grâce à la hausse du surplus budgétaire courant de 2,1 milliard DA à 4,6 milliard DA soit 14,8% du PIB.



Source : BIRD (1975), Evolutions et Perspectives Economiques de l'Algérie

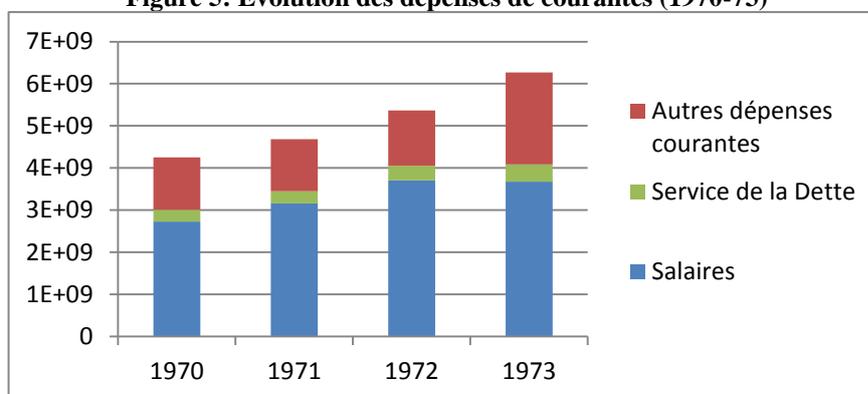
<sup>9</sup> Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (1975), Op.cit., p8-9

Malgré les contraintes financières non prévues dans le plan initial, les investissements publics ont dépassé le montant initialement prévu de 27,7 milliard DA pour atteindre 38,1 milliard DA. Ainsi, les investissements dans les différentes industries, notamment les hydrocarbures et le BTP, ont eu la plus grande part des dépenses avec 55% et ont réalisé un taux de croissance annuel de 16%. Cependant, l'industrie manufacturière n'a connue qu'une croissance de 9,5%, donc en deçà de la moyenne du secteur.

Notons qu'en termes de composition des investissements par rapport au plan initiale, la part des hydrocarbures a fortement augmenté, de même que celle du reste de l'industrie, alors que la part des investissements dans les secteurs de la formation et de l'administration public ont baissés. Ces variations importantes tiennent notamment à la nationalisation des hydrocarbures en 1971.

Le rapport de la banque mondiale (1975)<sup>10</sup>, note que l'efficacité marginale du capital, rapport entre l'accroissement de la valeur ajouté et l'investissement réalisé, a baissé entre le plan triennal 1967-69 et le plan quadriennal 1970-73 passant de 0,66 à 0,3. Ceci tiens selon le même rapport à la réduction des capacités non employés entre les deux périodes, dans la mesure où le premier plan a bénéficié d'un effet de rattrapage important.

**Figure 5: Evolution des dépenses de courantes (1970-73)**



Source : données de l'ONS

Durant la même période, les dépenses de fonctionnement ont continué leur progression graduelle passant de 4,3 milliard DA en 1970 à plus de 6,2 milliard DA en 1973. Si les dépenses courantes ont augmenté durant les premières années du plan du fait la croissance des salaires et des rémunérations, ces derniers se sont stabilisés à près de 3,7 milliard DA durant les deux dernières années. Cependant, forte croissance des dépenses courantes en 1973 est principalement due à la hausse d'autres types de dépenses, notamment celles relatives aux diverses subventions, mais aussi à une certaine hausse du service de la dette. A noter que les dépenses de fonctionnement

<sup>10</sup> Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (1975), Op.cit., P12.

---

ont été totalement couvertes par les recettes ordinaires durant cette période, avec un taux de couverture de près de 110%.

Concernant les recettes budgétaires, notons d'abord que la nationalisation des hydrocarbures a provoqué certaines réactions internationales qui ont fortement impacté les recettes budgétaires, notamment l'arrêt des importations de la France en pétrole provoquant une baisse de 338 million DA en 1971 ainsi que des restrictions de la Communauté Economique Européenne CEE sur les produits algériens, notamment le vin et les agrumes dont les pertes se sont chiffrées à 450 million DA pour des pertes cumulés de 15% des exportations en 1971.

Ces facteurs externes ont fortement affecté la contrainte financière des finances publiques pour l'accomplissement des investissements prévus, que l'état a continué à accomplir. Cependant, cette dernière fut allégée par la baisse de la consommation privée et donc des importations ainsi qu'un recours important de l'état à l'endettement extérieur auprès des banques commerciales. Cette contrainte fut complètement dépassée par la forte hausse des cours des hydrocarbures notamment en 1973 à la suite du choc pétrolier, une hausse de près de 70% entre 1969 et 1973<sup>11</sup>.

En ce sens les recettes pétrolières ont cru de 1,3 en 1969 à 4,1 milliard DA en 1973, de même les bénéfices de la société nationale des hydrocarbures qui ont augmenté de 344 millions DA pour atteindre 2,2 milliard DA en 1973.

Ainsi, le solde budgétaire courant a été positif entre 1970 et 1973, cumulant un excédent de 13,5 milliard DA. Cependant, le montant important des investissements publics a contraint les autorités budgétaires à recourir à d'autres sources de financement, interne et externes, pour financer le déficit budgétaire global. Les ressources internes concernent notamment les concours des banques privées nationales avec 8,1 milliard DA et les bons d'équipement avec 4,33 milliard DA ainsi que les dépôts auprès du Trésor qui représente 2,4 milliard DA.

En outre une partie importante, 5,46 milliard DA, provient d'emprunts extérieurs auprès d'agents privés, du fait des restrictions. Ces emprunts ont porté le stock total de la dette extérieure algérienne à 5 milliard USD, dont 3 milliard mobilisés et 2 milliard USD non mobilisés. Cependant, ces emprunts induisent un service de la dette important du fait qu'il est été souscrit aux conditions du marché, d'ailleurs, ce dernier est passé de 6% des exportations en 1969 à 11% en 1973<sup>12</sup>.

---

<sup>11</sup> BIRD (1975), Op.cit., p8

<sup>12</sup> Ibid., p21

---

### **1.3. Plan Quadriennal 1974-1977 :**

Le plan quadriennal 1974-77 est promulgué le 24 Juin 1974, ordonnance n°74-68. Bien que programmé depuis 1972, ce dernier a dû être modifié par le Secrétariat d'Etat à la Planification, pour intégrer l'amélioration des perspectives financières qui se sont confirmés en 1973, notamment concernant la bonne tenue des cours des hydrocarbures. Ces modifications concernent principalement un élargissement global des enveloppes financières des diverses dépenses. Ce plan contient par ailleurs une tranche pour la finition des projets entamé dans le cadre du plan précédent et une deuxième tranche pour le nouveau plan.

L'ordonnance du plan quadriennal établie par le gouvernement central aux différents fixes des orientations qualitatifs et des objectifs quantitatifs précis pour la durée du plan. Pour tenir compte des incertitudes concernant la réalisation en termes d'investissement et de production, ce plan fixe des objectifs minimums à atteindre dans la réalisation des projets en cours en intégrant des objectifs complémentaires pour les projets nouvellement amorcés. Ces derniers, sont fixés annuellement en fonction des taux de réalisation et des recettes budgétaires collectées, notamment celles des hydrocarbures qui peuvent connaitre des variations soudaines<sup>13</sup>.

#### **1.3.1. Objectifs :**

Le plan quadriennal 1974-77 confirme les objectifs de long terme de la politique budgétaire en Algérie et fixe des objectifs qualitatifs et quantitatifs clairs<sup>14</sup>. Ainsi, les objectifs qualitatifs sont au nombre de six et se présentent comme suite ;

- Une augmentation de la production pour la consommation intérieure et l'exportation par la poursuite de l'industrialisation et la révolution agraire.
- Une meilleurs capacité d'absorption des investissements et une maitrise de leurs délais d'exécution tout en garantissant une formation adéquate au capital humain impliqué. Les délais d'exécution sont notamment suivit à l'aide des indices de réalisation des plans annuels.
- L'augmentation de l'emploi, notamment dans les zones rurales pour limiter l'exode qui nuit à la production agricole.

---

<sup>13</sup> BIRD (1975), Op.cit., p32

<sup>14</sup> Ibid., p33-34

- 
- Une amélioration du niveau de vie de la population à travers des programmes d'habitation ainsi qu'une meilleure couverture sociale et médicale.
  - Une meilleure répartition des projets sur le territoire nationale et des mesures de répartition en faveur des régions les plus démunies.
  - Stabilisation du nombre de travailleurs algériens à l'étrangers et favoriser leur insertion dans l'économie nationale.

En termes d'objectifs quantitatifs, les prévisions sont basées sur l'hypothèse du maintien des cours des hydrocarbures atteints à fin 1973. Ces objectifs sont fixés comme suite;

- Réalisation de 110 milliards DA (à prix constants de 1973) en termes d'investissement publics avec un objectif minimum obligatoire de 85 milliards DA.
- Un objectif minimum, de taux de croissance annuelle moyenne de 10%, si les réalisations se limitent aux objectifs minimum. Ce taux peut augmenter pour atteindre 11,2% dans le cas de la réalisation des objectifs prévus.
- Création de 450.000 emploi, en dehors du secteur de l'agriculture tout en réduisant le sous-emploi dans ce dernier.
- Une croissance annuelle de la consommation des ménages de 11,3%, avec taux de 5,5% et 9,6% respectivement pour les secteurs urbains et ruraux en termes de consommation par tête<sup>15</sup>. Et donc une réduction de l'écart entre les deux.

Le présent plan prévoit en outre dans ses hypothèses une croissance de 21,5% par an pour les importations à prix constants pour couvrir tous les besoins de l'économie en investissement et consommation. Quant aux exportations, le solde des biens et services serait faiblement positif au cours des quatre années et serait en déficit vers la fin de l'année 1978, même dans l'hypothèse du maintien des cours d'hydrocarbures. Cependant, le plan quadriennal ne fixe pas quantitativement les anticipations en termes d'endettement, extérieur ou intérieur, laissant place à une gestion plus conjoncturel à travers les lois de finances annuelles.

Concernant l'emploi le présent plan, estime que l'offre de main d'œuvre qualifiée serait inférieure à la demande pour la période concernée à cause des besoins croissants et diversifiés

---

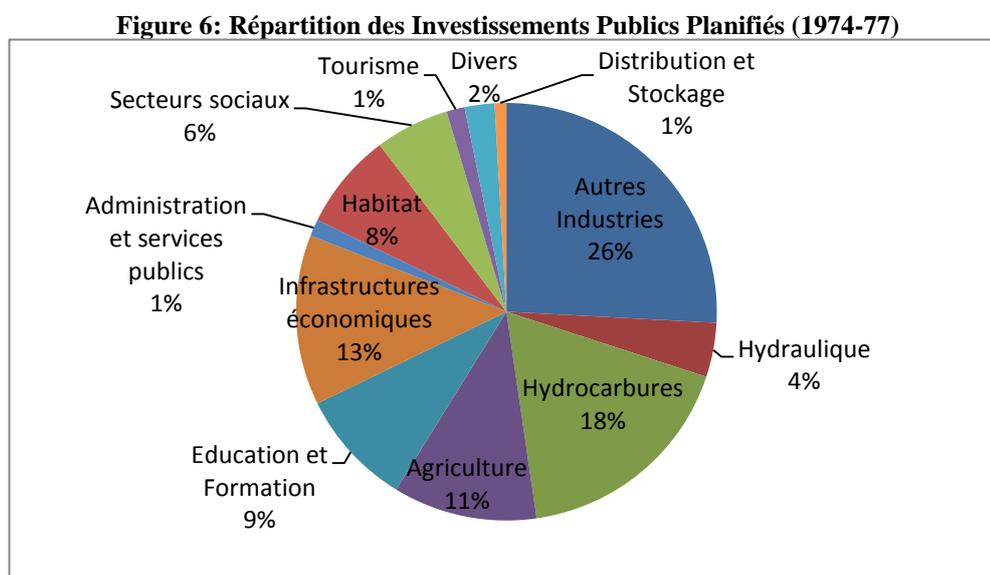
<sup>15</sup> Notons que dans ces plans les ménages ruraux sont définis comme ceux ayant une consommation annuelle de moins de 900 DA, alors que seuil de pauvreté est de 400 DA soit 45 USD.

dans de nombreux secteurs et la faiblesse du système de formation. Ce plan vise aussi à mettre en place une grille des salaires et un système de prix pour l'économie, qui tarde à se concrétiser malgré son introduction dans les précédents plans.

Donc ce plan vise principalement à donner une impulsion aux investissements et à la consommation des ménages, qui a connu une faible progression entre 1967-73, grâce aux importantes ressources générées par les exportations des hydrocarbures. Ces mesures visent notamment à hausser le niveau de vie des ménages et réduire les écarts entre les différentes tranches de la population.

### 1.3.2. Moyens mis en œuvre :

Les investissements prévus durant ce plan budgétaire sont estimés à 110 milliards DA dont 85 comme objectif minimal. Ces investissements représentent 230% des investissements du plan précédent. En outre ces derniers sont principalement axés sur le bâtiment et les travaux publics ainsi que les matériaux de constructions, ce qui induit un certain changement sectoriel dans la répartition des investissements publics par rapport au plan précédent.



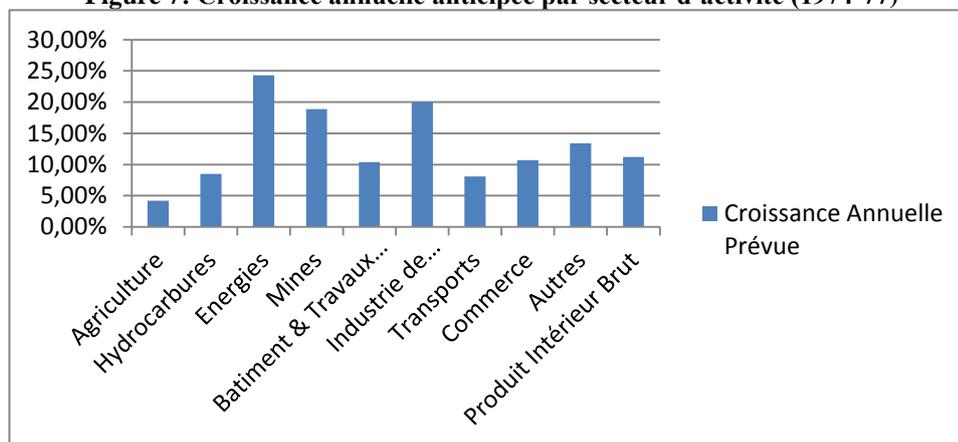
Source : BIRD (1975), Evolutions et Perspectives Economiques de l'Algérie

Ce changement d'orientation se traduit par une baisse relative des investissements dans l'industrie<sup>16</sup> qui passent de 54% au cours du plan 1970-73 à 44% dans le présent plan. Cette baisse, ainsi que celle du secteur touristique, bénéficie aux secteurs de l'agriculture, des infrastructures et aux secteurs sociaux, ce qui permet de réaliser un certain équilibre sectoriel.

<sup>16</sup> Qui regroupe principalement deux secteurs ; les énergies et les mines, le BTP ainsi que les hydrocarbures.

D'un point de vue de distribution géographique et pour éviter une concentration des projets dans le nord des pays, le présent plan offre une place importante aux investissements dans les zones rurales et les villes moyennes et intérieures à travers la création de petite et moyenne industrie et une plus grande décentralisation des programmes au profit des wilayas et communes.

**Figure 7: Croissance annuelle anticipée par secteur d'activité (1974-77)**



Source : BIRD (1975), Evolutions et Perspectives Economiques de l'Algérie

Les résultats attendus de ces investissements par secteur, résumés dans le graphique précédent, démontrent que malgré l'effort important pour le secteur de l'agriculture, ce dernier devrait contribuer le moins à la croissance économique, le même constat peut être fait concernant les hydrocarbures, confirmant les théories sur la faiblesse des externalités de ce secteur sur la croissance globale de l'économie.

Par contre les secteurs des énergies et des mines, de l'industrie ainsi que ceux du BTP, de même que les services, contribuent le plus à la croissance économique, ce qui justifie les investissements dans ces secteurs. La faiblesse des rendements des investissements prévus est due au fait qu'il concernent principalement des projets dont le rendement ne serait effectif qu'après 1977 notamment pour le secteur de l'agriculture mais aussi pour une part importante des investissements dans des secteurs improductifs, notamment l'éducation et le reste des services sociaux<sup>17</sup>.

Concernant les recettes budgétaires, les autorités budgétaires ont posé l'hypothèse de maintien des cours internationaux des hydrocarbures. En ce sens, les recettes budgétaires découlant des exportations des hydrocarbures devaient atteindre 26,4 milliards USD, soit 107 milliards de dinars algériens. Ce montant permettrait de couvrir presque entièrement les dépenses d'investissement prévues durant la durée de ce plan.

<sup>17</sup> BIRD (1975), Op.cit., p39

---

Cependant, un retournement de la conjoncture des cours des hydrocarbures a obligé les autorités budgétaires à revoir leurs hypothèses. Pour couvrir ces besoins financiers nouvellement générés, les autorités budgétaires algériennes prévoient le recours à l'endettement extérieur auprès de banques privées internationales pouvant atteindre 1,2 milliard USD ainsi que le recours à ses réserves de change estimées à 1,7 milliard USD en 1974<sup>18</sup>.

### **1.3.3. Résultats du Plan 1974-77 :**

Durant la période considérée la production globale a enregistré une croissance annuelle moyenne de 6,1% par an en termes réels. Cependant, cela est principalement dû à la volatilité accru du secteur des hydrocarbures. En ce sens, la croissance du PIB hors hydrocarbure a été de l'ordre de 9% par an en moyenne ce qui est très proche de l'objectif initialement fixé à 10%. Cependant, cette croissance a été accompagnée d'une inflation supérieure à 6% par an.

Cette croissance économique est notamment tirée par les exportations et les dépenses publiques, notamment d'investissement. Cependant, la consommation privée a aussi enregistré une évolution positive avec un taux de croissance annuel moyen de 9%, ce qui reste quand même inférieur à l'objectif fixé à 11,3% dans le plan initial. Cette croissance de la consommation a notamment été réalisée à travers une réévaluation des salaires dans la fonction publique de même qu'une croissance importante des emplois, près de 500.000 durant ce plan<sup>19</sup>.

Les dépenses d'investissement public entre 1974 et 1977 ont atteint 84 milliard DA en dinars constants, qui représente presque la totalité de l'objectif minimal fixé à 85 milliard DA dans le plan initial. Cependant ce chiffre reste loin des 110 milliard DA posé comme objectif final durant cette période.

A noter que dans une optique sectorielle, les investissements publics dans les secteurs de l'hydrocarbure et de l'industrie ont dépassé les objectifs finaux fixés, représentant 132% et 108% des montants du plan. Cependant, les investissements publics dans les domaines non-industriels n'ont pas pu être réalisés malgré les mesures de rééquilibrage des investissements introduites par les autorités budgétaires en 1976, notamment le plan de restructuration du programme d'investissement public en faveur des secteurs non-industriels.

---

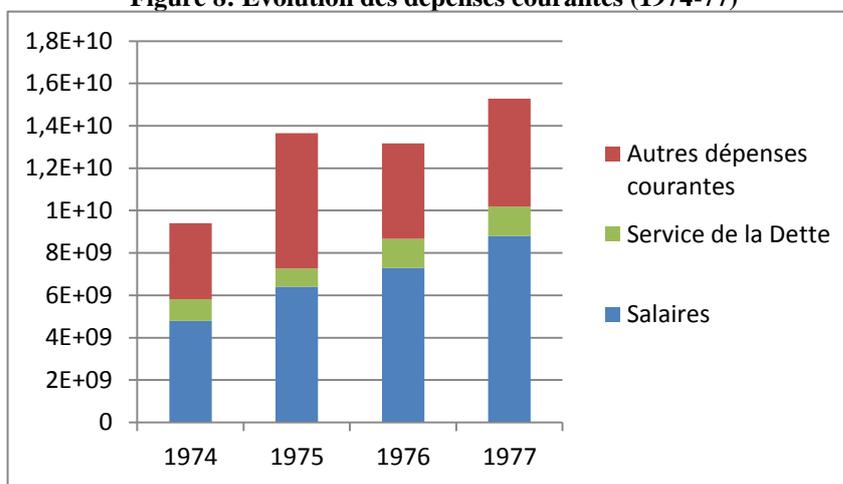
<sup>18</sup> BIRD (1975), Op.cit., p43

<sup>19</sup> La Banque Mondiale (1980), "Algérie ; Evolution Récente et Perspectives de l'Economie", Rapport n°3018-AL, 03 Octobre 1980, p18

Ainsi, ces taux de réalisation disproportionnés se sont traduits dans la répartition sectorielle de l'investissement public total qui diverge légèrement du plan initial. Ainsi, la part des investissements publics réalisés dans le secteur des hydrocarbures représente 26% alors qu'elle ne devait être que de 18%. Le même constat est à faire pour les secteurs industriels qui ont atteint 31% de l'ensemble des investissements publics alors que la part ne devait représenter que près de 26%. Par conséquent, la part du reste des secteurs a baissé de 66% à 43% ce qui traduit des déséquilibres sectoriels importants en faveur de deux secteurs de l'économie, qui aspirent plus de 50% des investissements publics.

Outres ces dépenses, notons, que les investissements publics réalisés ont majoritairement été réalisés dans les villes intérieures. De même, ces dernières ont bénéficié de dépenses supplémentaires contenues dans le programme de modernisation urbaine (PMU) et des programmes communaux de développement (PCD) pour un investissement public total de 11 milliard DA. Ces programmes viennent principalement à améliorer les infrastructures économiques et sociales, qui ont constitué une contrainte financière importante pour la réalisation des investissements publics dans ces régions durant ce plan quinquennal. Ainsi, l'objectif qualitatif de rééquilibrage régional a été globalement respecté<sup>20</sup>.

**Figure 8: Evolution des dépenses courantes (1974-77)**



Source : données de l'ONS

Aussi, et suivant les variations importantes des recettes budgétaires, les dépenses de fonctionnement ont connu une progression en dents de scie. Ces derniers ont augmenté de 50% en 1974 et plus de 45% durant l'année 1975 atteignant 13,7 milliard DA, cependant, les autorités budgétaires ont dû réduire leurs dépenses durant l'année 1976 de près de 3,6% à 13,1 milliard DA pour reprendre leur croissance durant l'année 1977 où ils ont atteint 15,3 milliard DA. A

<sup>20</sup> La Banque Mondiale (1982a), Op.cit., p9

---

noter que malgré la tentative des autorités budgétaires de réduire leurs dépenses courantes durant les périodes de faibles revenus, le taux de couverture des dépenses courantes par les recettes ordinaires a fortement chuté durant les deux années intermédiaires, entre 84 et 90%, alors que ce taux a été de 100% pour la première et la dernière année.

Si les dépenses totales ont fluctué durant cette période, les dépenses en salaires et service de la dette, notamment à cause de la hausse de la dette extérieure, ont connu une croissance continue et stable. Ces variations ont été répercutées sur d'autres dépenses plus facilement compressibles, notamment celles relatives aux fournitures des administrations.

Contrairement à l'hypothèse de maintien des cours des hydrocarbures à 14 USD/baril enregistrés durant le début de l'année 1974, alors qu'ils n'étaient que de 5 USD/baril en 1973, les prix de ces derniers ont décliné suite au début de la disparition des effets du choc pétrolier. Ces derniers sont tombés à 12,75USD/baril à la fin de l'année 1974 pour atteindre leur minimum durant l'année 1975 où ils se sont établis à 11,75USD/baril. Cependant, les cours des hydrocarbures ont ensuite repris une tendance haussière pour revenir à 14,3 USD/baril durant la dernière année du plan, 1977<sup>21</sup>.

De même les recettes tirées des hydrocarbures bien que connaissant une hausse importante entre 1973 et 1974 passant de 4,1 milliard DA à 13,4 milliard DA, ces derniers ont faiblement progressé durant les 3 premières années du présent plan n'atteignant que 14,2 milliard DA en 1976 pour finalement grimper à 18 milliard DA en 1977 sous l'effet des hausses importantes des cours internationaux<sup>22</sup>. Cependant, le total cumulé des recettes des hydrocarbures ne s'est établi qu'à 59,1 milliard DA, très en dessous des hypothèses du plan initial qui prévoyaient des recettes des hydrocarbures de l'ordre de 107 milliard DA.

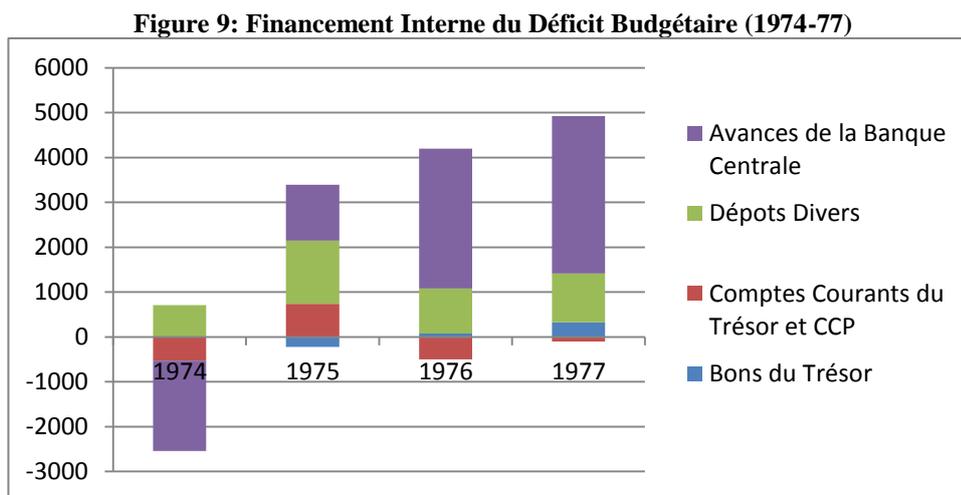
En ce sens les recettes budgétaires totales ont suivies l'évolution de la fiscalité des hydrocarbures. Ainsi, les recettes totales sont passées de 9,8 milliard DA en 1973 à 21,4 milliard DA en 1974 et 25,6 milliard DA en 1976 et enregistrer une forte hausse en 1977, sous l'effet du boom des hydrocarbures, pour atteindre 33 milliard DA. De même les recettes ordinaires sont passées de 5,7 milliard DA en 1973 à 8 milliard DA en 1974 pour atteindre près du double de sa valeur en début de période en 1977 à 15 milliard DA. Aussi, les recettes totales cumulées durant le plan 1974-77 se sont établies à 103,3 milliard DA.

---

<sup>21</sup> La Banque Mondiale (1982b), "Algérie ; Le Plan de Développement Quinquennal et les Perspectives à Moyen Terme 1980-84", Vol. 2, 25 Juin 1982, p75

<sup>22</sup> Ibid., p77

Ainsi, le solde budgétaire courant a été positif mais décroissant durant les trois premières années suivant l'évolution des cours d'hydrocarbures, passant de 15,5 milliard DA en 1974 à 13 milliard DA pour les années 1975 et 1976 pour se redresser durant la dernière année à 20,4 milliard DA. Cependant, le solde budgétaire global a été négatif tout au long du plan quadriennal 1974-77. Hormis l'année 1974 où il a été faiblement positif à 0,8 milliard DA, le déficit budgétaire a été de, respectivement, 4 milliard DA, 3,6 milliard DA et a fortement chuté pour atteindre un déficit de 6 milliard DA en 1977 malgré la bonne tenue des recettes des hydrocarbures.



Source : La Banque Mondiale (1982b), op.cit.

Ainsi, ce déficit budgétaire a été principalement monétisé à travers les avances de la banque centrale qui ont dépassé 3 milliard DA pendant les deux dernières années alors que durant la seconde année la majeure part du déficit a été couverte par les différents dépôts auprès du Trésor et du Centre des Cheque postaux. A noter que durant l'année 1974, du fait de l'excédent budgétaire, l'état a pu se désendetter auprès de la Banque centrale pour un montant de 2 milliard DA.

Aussi, la dette extérieure publique nouvellement créée de l'Algérie, à travers les entreprises publiques et non le gouvernement central, s'est maintenue entre 3 et 3,3 milliard USD entre 1974 et 1977. Ces nouveaux engagements ont été réalisés notamment auprès de sources privées, principalement le secteur bancaire, à hauteur de 2,2 milliard USD alors que les prêts auprès de sources publiques n'ont été que de 0,8 milliard USD pendant l'année 1977.

En ce sens le stock total de la dette extérieur a atteint 15 milliard USD en 1977, dont 8 milliard de dette mobilisée<sup>23</sup>. Ce niveau d'endettement important n'a cependant pas induit une charge de

<sup>23</sup> La Banque Mondiale (1982a), Op.cit., p34

---

la dette conséquente sur l'économie algérienne, atteignant 1 milliard USD en 1977 mais ne représentant que 15% des exportations et 12% des recettes budgétaires courantes.

#### **1.4. Les années hors plan 1978-79 :**

Eu égard au changement politique en Algérie à la fin du dernier plan quadriennal, aucun plan économique n'a été mis en place pour prendre la suite du plan 1974-77. Cette période de transition est aussi appelée la période des Restes à Réaliser (RAR) durant lequel les autorités budgétaires ont essayé de mener à termes les programmes entreprises durant les deux derniers plans quadriennaux.

##### **1.4.1. Objectifs :**

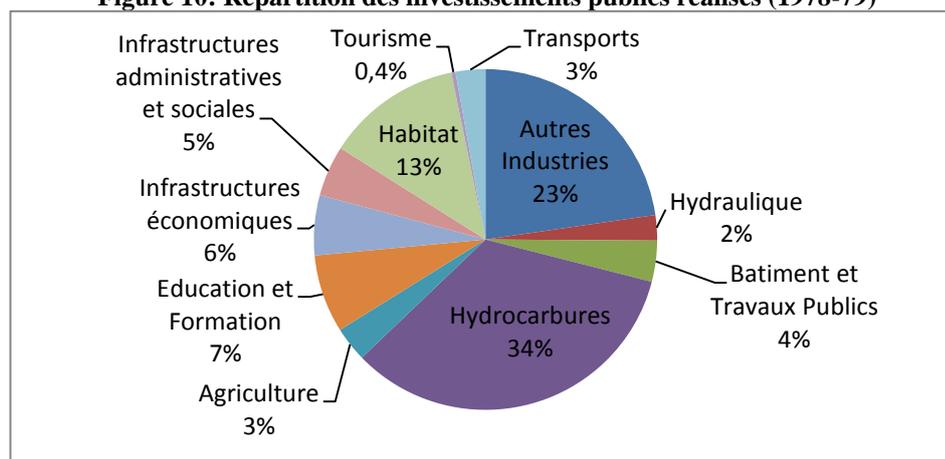
Pendant cette période, les autorités en charge de la politique budgétaire se sont assigné trois objectifs majeurs :

- Faire un bilan des réalisations effectuées pendant les deux derniers plans quadriennaux.
- Vérifier le degré de réalisation des projets lancés pendant les précédents plans, et ainsi tenter de finaliser les projets prévus et investir dans certains secteurs qui accusent un retard sur le reste de l'économie.
- Finalement, libérer les entreprises publics, autant que possible, des contraintes notamment financières imposées par les précédents plan pour les préparer aux nouvelles orientations économiques des futurs plans.

##### **1.4.2. Moyens mis en œuvre :**

Au cours de ces deux années hors plan, les autorités budgétaires ont continué à réaliser des investissements publics importants. Ces derniers ont atteint 51 milliard DA en 1978, dont 60,2% pour les secteurs industriels et d'hydrocarbures et 7,6% pour l'agriculture, et 54,8 milliard DA en 1979, dont 62,2% pour les secteurs industriels et d'hydrocarbures et seulement 4,2% pour l'agriculture. Part relativement faible comparée aux précédents plans budgétaires.

**Figure 10: Répartition des investissements publics réalisés (1978-79)**



Source : La Banque Mondiale (1980), Op.cit.

Il est à noter que même si les secteurs industriels et d'hydrocarbure continuent de représenter la majeure part des investissements publics, les autorités budgétaires n'ont pas lancés de nouveaux projets dans ces secteurs et ont simplement continué ceux déjà lancé et poursuivi le programme de développement des hydrocarbures déjà en place. Ainsi, la part de l'industrie a relativement baissé permettant de relancer d'autres secteurs pour réaliser un rééquilibrage sectoriel, notamment celui de l'habitat qui a obtenu plus de 13% des investissements publics durant cette période.

Quant aux dépenses courantes, elles ont continué de progressé passant de 15,2 milliard DA en 1977 à 17,5 milliard DA en 1978 et 20,9 milliard DA en 1979, soit un total cumulé de 38,4 milliard DA pendant les deux années hors plan. Cependant, ces dépenses ont diminué en pourcentage du PIB, ceci est notamment due à la baisse de la charge imposée par les subventions qui sont passées de 25% à seulement 7% de l'ensemble des dépenses budgétaires du fait notamment d'une réévaluation des prix internes<sup>24</sup>. Cependant, cette suppression progressive des subventions s'est aussi accompagnée de hausses salariales importantes notamment durant l'année 1978, ce qui a augmenté la part de la masse salariale dans les dépenses courantes.

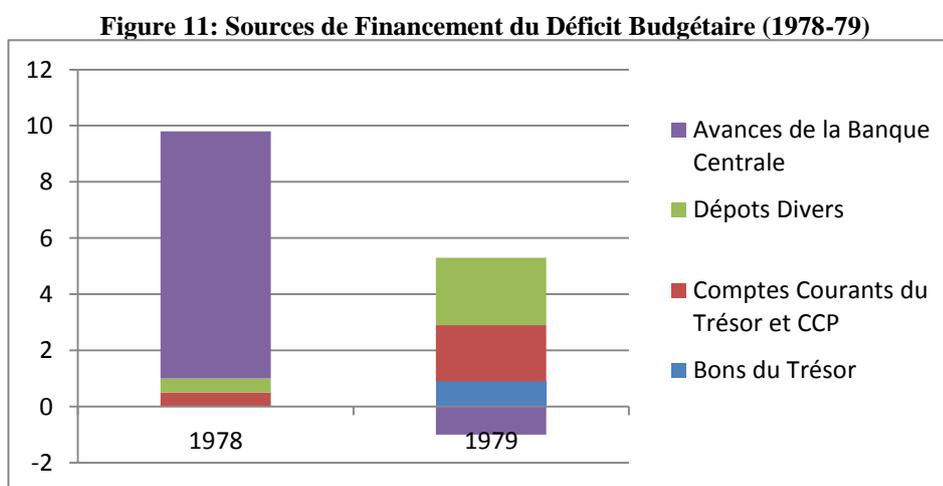
Concernant les recettes budgétaires, ces dernières ont atteint 86,4 milliard DA entre 1978 et 1979, soit 43,2 milliard DA en moyenne. Les recettes des hydrocarbures ont représenté 51% des recettes budgétaires totales durant les deux années hors plan, soit 43,9 milliard DA, en légère baisse par rapport au plan 1974-77 où ils représentaient en moyenne 53%, étant même inférieure aux recettes ordinaires durant l'année 1978. La part importante des recettes d'hydrocarbures est

<sup>24</sup> La Banque Mondiale (1980), Op.cit., p23

notamment due à la bonne tenue des cours des hydrocarbures en 1979 après leur baisse de 1978, portant leurs recettes de 17,4 milliard DA à 26,5 milliard DA.

Cependant, ce résultat est aussi dû à la baisse de la fiscalité ordinaire, qui a atteint 19,7 milliard DA en moyenne durant les deux années, découlant de certaines mesures fiscales introduites pour répondre à des objectifs de répartition du revenu et de décentralisation<sup>25</sup>. Ces dernières concernent un relèvement du plafond d'exonération pour les salaires ainsi que la suppression d'un nombre important de taxes sur l'importation. Aussi, certains secteurs prioritaires, dont l'agriculture, les transports et le bâtiment, ont pu bénéficier d'un nombre important d'avantages fiscaux. A cela, s'ajoute la hausse de la part des recettes fiscales affectées aux collectivités locales au détriment du budget de l'état.

Ainsi, le solde budgétaire courant a été globalement excédentaire, malgré la mauvaise tenue des recettes des hydrocarbures durant la première année, passant de 20,4 milliard DA en 1977 à 21,8 et 26,8 milliard DA respectivement pour les années 1978 et 1979. Cependant, le solde budgétaire global a été négatif durant les deux années hors plan, avec un déficit de 9,8 milliard DA en 1978 et 4,3 milliard DA en 1979. Ce déficit a été aggravé principalement par les prêts d'investissement offerts aux entreprises publiques pour plus de 24 milliard DA par an.



Source : La Banque Mondiale (1980), Op.cit.

Comme nous pouvons le remarquer dans le graphique précédent, le déficit budgétaire durant cette période a été exclusivement couvert par des sources de financement internes, avec un changement de structure importante entre les deux années hors plan. Ainsi, durant l'année 1978 les avances de la banque centrale ont permis de financer la majeure part du déficit, 8,8 milliard DA. Durant la même année, les dépôts courants et autres dépôts auprès du Trésor et du Centre

<sup>25</sup> La Banque Mondiale (1980), Op.cit., p21

---

des Chèques Postaux n'ont couvert que 1 milliard DA alors que l'état n'a pas eu recours aux bons du Trésor durant cette année.

La structure de financement du déficit a largement changé durant la seconde année hors plan. Ce dernier a été financé principalement par les différents dépôts auprès du Trésor et du CCP à hauteur de 4,4 milliard DA ainsi que par l'émission pour plus de 0,9 milliard DA de bons du Trésor. Cependant, les autorités budgétaires ont pu réduire leur endettement vis-à-vis de la Banque Centrale à hauteur de 1 milliard DA.

Notons, que si les autorités budgétaires n'ont pas eu recours aux emprunts extérieurs, cela est dû principalement au changement de la procédure dans ce domaine. Ainsi, les emprunts extérieurs réalisés durant cette période ont été directement réalisés par les entreprises publiques ou indirectement via les banques commerciales, et n'apparaissent donc initialement pas dans les comptes du gouvernement central<sup>26</sup>. Cependant, les autorités budgétaires ont consolidé une part importante des dettes des entreprises publiques.

En ce sens, la dette extérieure publique a augmentée de 4,7 milliard USD par an durant les deux années hors plan, portant le stock de la dette extérieure de 15 milliard USD en 1977 à 20 milliard en 1978 pour atteindre 23,2 milliard USD en 1979, dont 12 et 15 milliard de dette mobilisée respectivement. Ces nouveaux engagements extérieurs ont principalement été réalisés auprès de sources privées, 4,5 milliard USD par an, alors que les sources publiques n'ont contribué qu'à hauteur 0,3 et 0,2 milliard USD pour les années 1978 et 1979 respectivement.

Ainsi, le service de la dette a fortement augmenté, 260% sur la période, passant de 1 milliard USD en 1977 à 1,5 milliard en 1978 pour atteindre 2,6 milliard USD en 1979. Outre, la hausse nominale importante, cela s'est aussi traduit en pourcentage des exportations, ce dernier étant passé de 15,6% en 1977 à 25,2% en 1979. Aussi, le service de la dette est passé de seulement 12% des recettes courantes à 21,7% de ces dernières, ce qui représente une charge importante pour la politique budgétaire. Cette hausse est aussi due au fait que la dette effectuée auprès des organismes privées est établie sur la base de taux flottant et que ces derniers ont fortement augmenté durant cette période, causant une charge supplémentaire estimée à 0,2 milliard USD pour l'Algérie<sup>27</sup>.

---

<sup>26</sup> La Banque Mondiale (1980), Op.cit., p24

<sup>27</sup> La Banque Mondiale (1980), Op.cit., p33

### 1.4.3. Résultats :

Durant l'année 1978, la croissance économique a atteint 12,2% notamment sous l'impulsion de la croissance des exportations et des investissements qui ont cru respectivement de 8% et 14%. Cependant, l'année 1979 n'a enregistré qu'un taux de croissance de l'ordre de 5% notamment du fait du ralentissement de la production des hydrocarbures durant cette seconde année, bien que les cours internationaux commençaient à augmenter, alors que la croissance hors secteur des hydrocarbures s'est maintenu à 10%.

**Tableau 1: Objectifs et Réalisation de la Politique Budgétaire (1967 – 1979)**

	1967-1969		1970-1973		1974-1977		1978-1979	
	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
Investissement Public (10 <sup>9</sup> DA)	11	10,3	31,4	38,1	85 min 110 max	84		106
Croissance <sup>28</sup> (%/an)		11%	6,5%	6%	10%	9%		10%
Emplois Nouveaux (10 <sup>3</sup> )					450	500		380
Inflation (%)				5%		6,3%		14,5%
Dette Extérieure (10 <sup>9</sup> USD)		0,45		5,1		15		20

Cette croissance s'est traduite par des effets positifs sur l'emploi, ainsi ce dernier a augmenté de 380.000 pendant les deux années hors plan. Ainsi, le taux de chômage a baissé pour atteindre 16% pendant l'année 1979.

Ainsi, l'inflation est passée de 12% en 1977 à 17% en 1978 puis est revenue à 12% en 1979. Cette inflation découle notamment de la monétisation importante du déficit budgétaire durant la première année hors plan mais aussi de la suppression de certaines subventions à la consommation. Cependant, l'accélération de l'inflation au vue des mesures précédentes reste relativement modérée, selon le rapport de la banque mondiale (1980)<sup>29</sup>.

Cela est dû à plusieurs facteurs notamment une vitesse de circulation lente de la monnaie découlant de l'épargne liquide importante des agents économiques et la faiblesse de leurs relations financières avec les entreprises publiques. Ceci s'explique aussi par les rigidités importantes dans le marché des biens en Algérie durant cette période, caractérisé notamment par des prix fixés et des limitations à l'importation et donc de l'offre de biens.

<sup>28</sup> Croissance nominale pour la première période, croissance réelle hors secteur des hydrocarbures pour les trois dernières périodes.

<sup>29</sup> La Banque Mondiale (1980), Op.cit., p24

---

## **Section 2 : La Politique Budgétaire en Algérie entre 1980 et 1989**

Les objectifs de long terme de la politique budgétaire à partir de 1980 sont scindés en deux phases, chacune étant représentée par un plan quinquennal. La première phase vise à rétablir un équilibre financier et poser des bases solides pour la conduite du second plan, qui permettrait le lancement d'importants investissements, notamment dans le domaine social et les petites et moyennes industries. Ce qui marque une réorientation majeure de la politique budgétaire.

Le nouveau système de planification qui commence à se mettre en place à partir de cette année, prévoit une programmation de plans pluriannuels au niveau national, alors que des plans annuels sont réalisés dans chacune des entreprises publiques et les Wilayas qui encadrent les plans annuels des communes. Ainsi, les plans pluriannuels fixent les objectifs à moyen terme et les contraintes auxquels ils sont soumis. Alors que les plans annuels contiennent les plans d'exécution des investissements et des rapports détaillés sur les projets en cours de réalisation.

Ces derniers plans doivent aussi chercher un équilibre financier, sectoriel et régional pour satisfaire les conditions de l'encadrement économique mis en place par les plans pluriannuels. Notons que les plans annuels sont publiés dans le journal officiel au même titre que les lois de finance.

### **2.1. Plan Quinquennal 1980-1984 :**

Ce est décidé lors du congrès du parti unique en Juin 1980 et confirmé lors du comité central en Décembre de la même année.

#### **2.1.1. Objectifs :**

Le plan quinquennal 1980-84 fixe sept objectifs principaux<sup>30</sup> ;

- Consolider la structure socialiste de l'économie tout en élargissant la décentralisation.
- Assurer les besoins fondamentaux de l'économie algérienne en termes d'habitat et d'éducation à travers la production nationale.
- Développer une production nationale intégrée à travers les petites et moyennes entreprises installées et lancer de nouvelle industrie de base.
- Stimuler les compétences humaines nationales notamment dans les domaines techniques pour réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

---

<sup>30</sup> La Banque Mondiale (1982a), op.cit., p35-38

- 
- Atteindre le plein emploi durant la décennie en cours.
  - Rétablir un équilibre structurel et financier.
  - Réaliser un développement économique et social équitable en termes régionales.

Ainsi, ce plan vise principalement à augmenter la productivité de l'économie, notamment celles des projets réalisés lors des précédents plans d'investissement public, dits reste à réaliser. Il vise aussi au lancement de nouvelles petites et moyennes entreprises pour couvrir les principaux axes de la politique poursuivie à savoir la consommation et le logement. Dans le même sens, l'état a procédé à une large restructuration de ses entreprises pour améliorer leur productivité à travers une plus grande décentralisation des décisions d'investissement et de production sensées réduire les lenteurs bureaucratiques.

D'un point de vue macroéconomique l'objectif de croissance du PIB est fixé à 7,1% en moyenne par an et un taux d'investissement de l'ordre de 48,1% du PIB.

L'un des axes principaux de ce plan dans le domaine de la politique budgétaire concerne la réduction de la dépendance économique vis-à-vis de l'extérieur. Pour atteindre cet objectif l'état mise principalement sur trois stratégies à savoir la limitation de l'endettement extérieur, la substitution des produits importés, en stimulant les prix à l'exportation, et en investissant massivement dans certains secteurs agricoles et industriels. Aussi, l'indépendance économique requiert une indépendance technologique par une plus grande maîtrise de cette dernière que l'état ambitionne d'atteindre en augmentant ses dépenses dans les domaines de l'enseignement et de la formation.

Dans le même sens ce plan vise l'introduction de mesures permettant une meilleure utilisation intertemporelle des ressources d'hydrocarbures. Et une diversification de l'économie. Ces mesures incluent la constitution de réserves permettant un approvisionnement énergétique stable de l'économie algérienne à long terme. Aussi, dans le même sens, l'état vise une croissance stable des exportations d'hydrocarbures, cependant, ce plan prévoit une flexibilité de ces volumes en fonction des cours internationaux des hydrocarbures et des besoins en ressources financières pour les autorités budgétaires. Sur ce dernier point, ce plan privilégie un endettement modéré lorsque la conjoncture n'est pas favorable aux exportations.

Un second axe concerne la protection et la satisfaction des besoins fondamentaux des citoyens et consommateurs algériens. En ce sens, les autorités publiques posent une stratégie de préservation du pouvoir d'achat en contrôlant les prix à la consommation à travers les subventions publics,

---

tout en décentralisant les prix à la production, et en augmentant la part de la production nationale dans les biens de consommation mais aussi par une politique des revenus.

Aussi, ces dernières se fixent comme objectif l'atteinte du plein emploi pendant la décennie 1980, en poursuivant les projets créateurs d'emploi mais aussi en offrant une meilleure formation à la population active pour faciliter son entrée dans le marché du travail. Finalement, ce plan ambitionne de développer les structures sociales et collectives en augmentant les investissements dans ces secteurs, notamment pour faciliter l'accès au logement.

Le troisième axe concerne un rééquilibrage de l'économie algérienne, notamment en termes régional, hauts-plateaux et Sud à travers une plus grande décentralisation, et sectoriel. Ce dernier point porte notamment sur un rééquilibrage entre l'industrie lourde et d'hydrocarbures, privilégiés pendant les plans précédents, au profit des autres secteurs de l'industrie. Ainsi, ce plan donne une part importante des investissements aux secteurs des industries légères et de distribution mais aussi à la construction des infrastructures économiques essentielles aux développements des autres activités économiques.

Par ailleurs, ce plan prévoit une restructuration des entreprises par l'introduction d'une division fonctionnelle de ces dernières ainsi que l'utilisation des critères de rentabilité dans les décisions d'investissement. Ainsi, les entreprises publiques sont classifiées selon trois critères ; spécialisation technique, fonctions de production et région d'implantation. Dans le même sens, l'état prévoyait à travers ce plan, la consolidation des dettes des entreprises publiques et une augmentation de leur capital circulant et de leurs fonds propres ainsi qu'un accès plus facile au crédit bancaire. Toutes ces mesures sont estimées dans le présent plan à 30 milliard DA par an en moyenne.

Le dernier grand axe concerne l'amélioration structurelle du socialisme en Algérie. Les principaux changements portent sur la réduction des interventions directes du ministère au plan en limitant ses prérogatives à l'encadrement des investissements, des prix et des revenus, en se focalisant principalement sur les critères d'allocation, cela s'est traduit par l'installation de comité statuant sur chacun des domaines précédemment énumérés. Parallèlement à ce changement, l'état encourage l'intervention des citoyens et travailleurs dans les décisions économiques.

Ce point est marqué par la réglementation des activités économiques pour le secteur privé notamment dans le secteur industriel ainsi que la fixation d'un statut pour les travailleurs. Aussi,

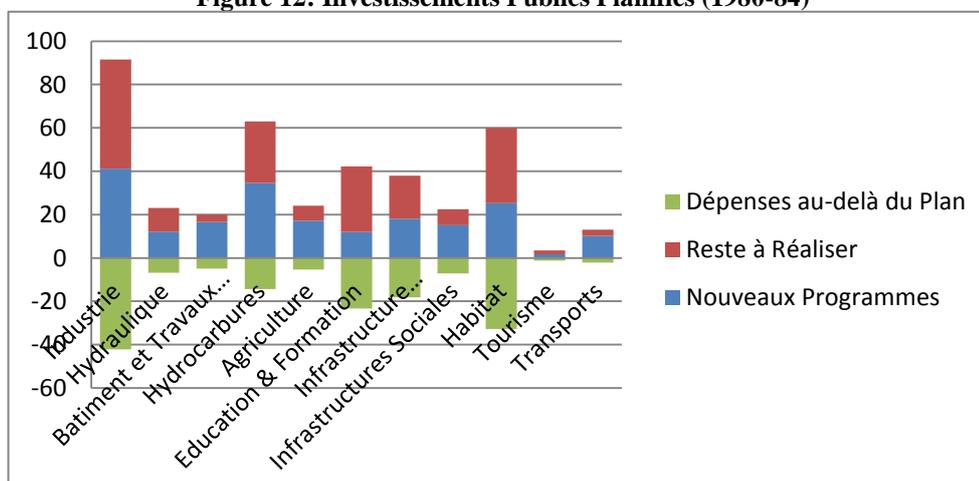
ce plan prévoit des changements financiers dans la politique budgétaire avec une plus grande participation au financement des dépenses publiques par le secteur bancaire et l'introduction de mesures d'incitation financière pour la réalisation des objectifs dans les entreprises publiques.

Noter que ce plan est construit de sorte que le budget puisse atteindre un équilibre financier. L'état devrait résorber les déficits des entreprises des secteurs productifs pendant les deux premières années. Pendant, les trois années restantes du plan, ce dernier prévoit que les entreprises publiques généreraient assez de ressources financières pour assurer leur autofinancement et alléger le budget de l'état.

### 2.1.2. Moyens mis en œuvre :

Le plan quadriennal 1980-84 prévoyait un investissement total de l'ordre de 400,6 milliard DA sur la durée du plan, bien qu'importants en valeur ce plan prévoit une baisse de la part des investissements de 41% en 1980 à 39% en 1984. Ces investissements publics sont répartis équitablement entre les «reste à réaliser» des programmes précédents et les nouveaux investissements introduits dans le présent plan avec respectivement 195,7 milliard DA et 203,9 milliard DA.

Figure 12: Investissements Publics Planifiés (1980-84)

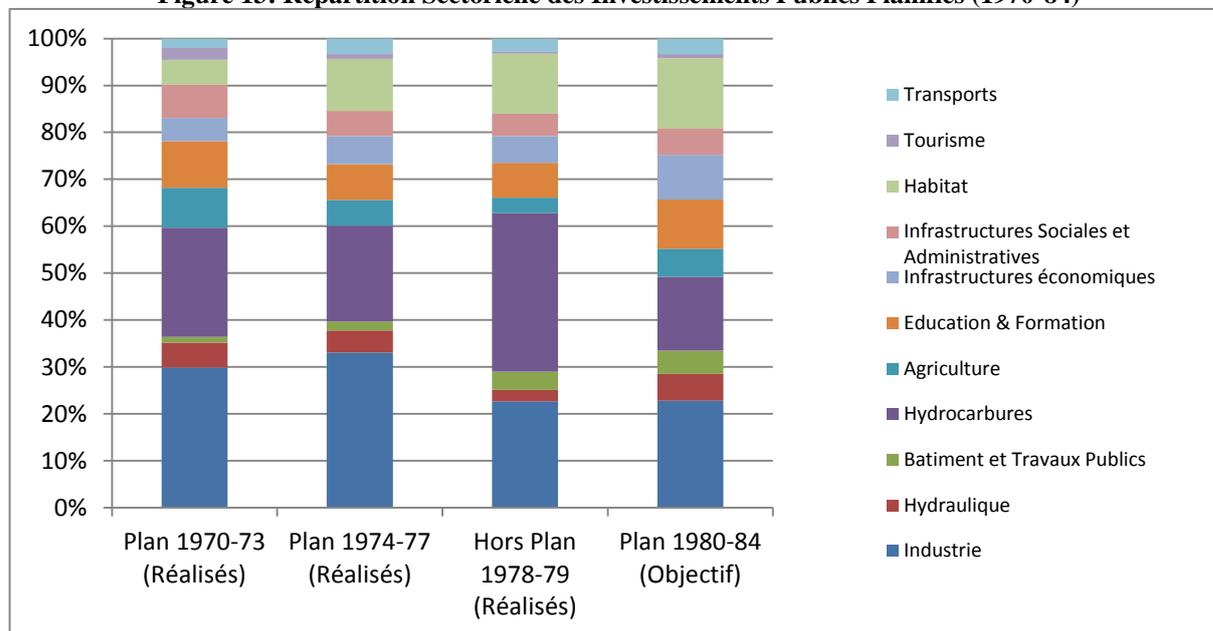


Source : La Banque Mondiale (1982a), op.cit.

Notons qu'un investissement important est prévu dans des projets dont la réalisation ne sera faite qu'au-delà du plan quinquennal avec un montant total de 158,6 milliard DA démontrant une certaine vision à long terme. Concernant ces derniers, la majeure part est allouée aux industries autres que les hydrocarbures ainsi qu'aux secteurs de l'habitat, de l'éducation et des infrastructures économiques par ordre décroissant. Cette répartition est conforme aux objectifs de moyen et long terme fixés pour la décennie 1980. A noter qu'une part importante de ces

investissements, 240 milliard DA, devait être réalisée par les entreprises publiques et ne devait donc pas influencer sur le solde publique.

**Figure 13: Répartition Sectorielle des Investissements Publics Planifiés (1970-84)**



Source : La Banque Mondiale (1982a), op.cit.

Concernant la répartition de ces investissements prévus dans le plan quadriennal, il ressort que le secteur des industries autres que les hydrocarbures ainsi que ceux dans le domaine social, incluant les infrastructures sociales et le logement, détiennent les majeurs parts avec respectivement 22,8% et 20,6%. Ces deux secteurs sont suivis de ceux des hydrocarbures et de l'éducation qui constituent toujours deux domaines stratégiques pour l'économie algérienne avec respectivement 15,7% et 10,5%. Par contre l'agriculture et le tourisme détiennent toujours une faible part de ces investissements avec 6% et 0,9%.

Ainsi, comparé aux deux précédents plans 1970-73 et 1974-77, il apparaît clairement une hausse de la part des dépenses sociales, notamment concernant l'habitat, l'éducation et les infrastructures économiques. Cependant, des baisses notables sont enregistrées dans les secteurs des industries et de l'hydrocarbure confirmant les nouvelles tendances dans les investissements annoncés dans les objectifs du plan.

Dans un autre registre les dépenses de fonctionnement prévues sont estimées à 180 milliard DA, en plus de 20 milliard DA comme concours définitifs attribués aux entreprises publiques.

Concernant, l'équilibre financier et dans la continuité des efforts réalisés dans les deux années hors plan pour un retour à une croissance équilibrée. Ce plan prévoit l'adaptation des montants

---

des investissements publics aux faibles cours des hydrocarbures connus les dernières années précédant le présent plan et une limitation du recours à l'endettement extérieur, qui devait ne plus être autorisé aux entreprises publiques à partir de 1982, et la limitation de la création monétaire, largement utilisées lors des trois premiers plans budgétaires.

Ainsi, ce plan ambitionne de financer les investissements nouveaux tout en réduisant la dette extérieure et en limitant la création monétaire pour préserver le pouvoir d'achat de la monnaie. Notons, que la nouvelle stratégie de préservation des ressources énergétiques devrait se répercuter négativement sur les recettes de l'état, notamment celles des hydrocarbures qui constituent la majeure part de ces dernières. Ainsi, les recettes budgétaires ordinaires devaient constituer 40% du total des recettes alors que les recettes des hydrocarbures représenteraient 60%.

Aussi, les recettes ordinaires prévues sont de l'ordre de 146 milliard DA, contre des recettes découlant des exportations d'hydrocarbures estimées à 238 milliard DA pour un total des recettes budgétaires de l'ordre de 384 milliard DA. De fait le solde courant budgétaire devait s'établir à 184 milliard DA, déduction faite des investissements directs de l'état estimés à 140 milliard DA, le solde financier devait atteindre 44 milliard DA d'excédent.

Notons que l'état utilise également au cours de ce plan des instruments de financement interne, notamment les bons d'équipement et les dépôts des établissements et collectivités locales. Le montant de ces ressources a été évalué en 1980 à 10,6 milliard DA soit 46% des besoins financiers des entreprises publiques.

### **2.1.3. Résultats du Plan 1980-84 :**

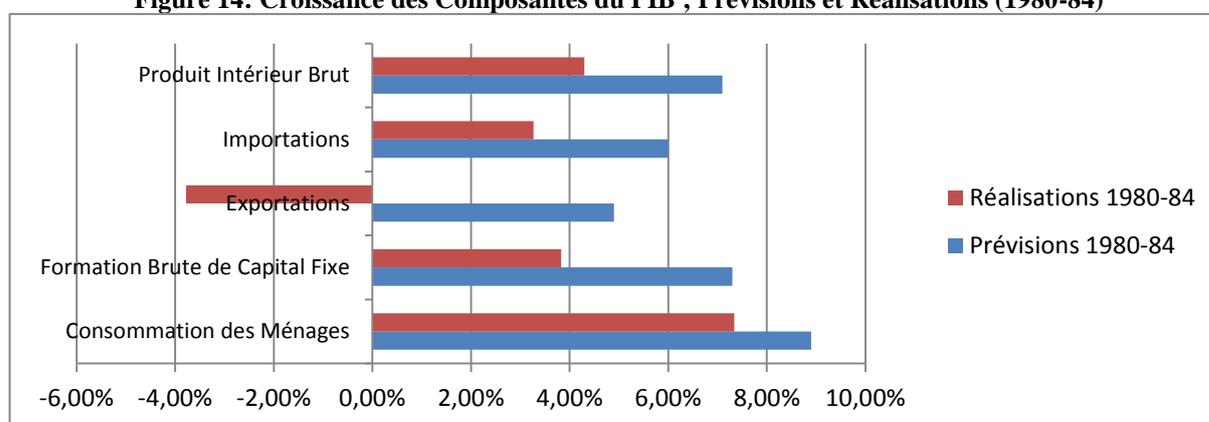
Cette période a été marquée par plusieurs résultats qui contrarient fortement les hypothèses initiales posées dans le cadre du plan quinquennal 1980-84, notamment ;

- Un retournement du marché des hydrocarbures à partir de 1982, après des hausses importantes pendant les deux premières années, rendant peu faisable la stratégie de préservation des ressources énergétiques initialement programmée et diminuant largement les recettes des exportations. Les prix des hydrocarbures ont perdu 18% de leur valeur entre 1980 et 1985. Ainsi, la dette extérieure a atteint 16 milliard USD en 1981, obligeant l'état à réduire considérablement les importations et donc à revoir ses plans d'investissement à la baisse.

- La baisse des importations des biens d'équipements a fortement freiné la réalisation des investissements programmés.
- Le premier plan quinquennal misait, par ses différentes mesures et notamment la restructuration des entreprises, sur une augmentation importante de la productivité des entreprises publiques. Cependant, les réalités du terrain n'ont pas suivis les résultats attendus, la productivité de ces entreprises restant relativement faible.

Concernant l'objectif de croissance économique, le Produit Intérieur Brut n'a cru que de 4,3% par an ce qui est largement inférieur à l'objectif fixé initialement à 7,1%. Aussi, l'investissement a aussi été en deçà de l'objectif fixé à 48% et ne s'est établi qu'à 38% du PIB.

**Figure 14: Croissance des Composantes du PIB ; Prévisions et Réalisations (1980-84)**



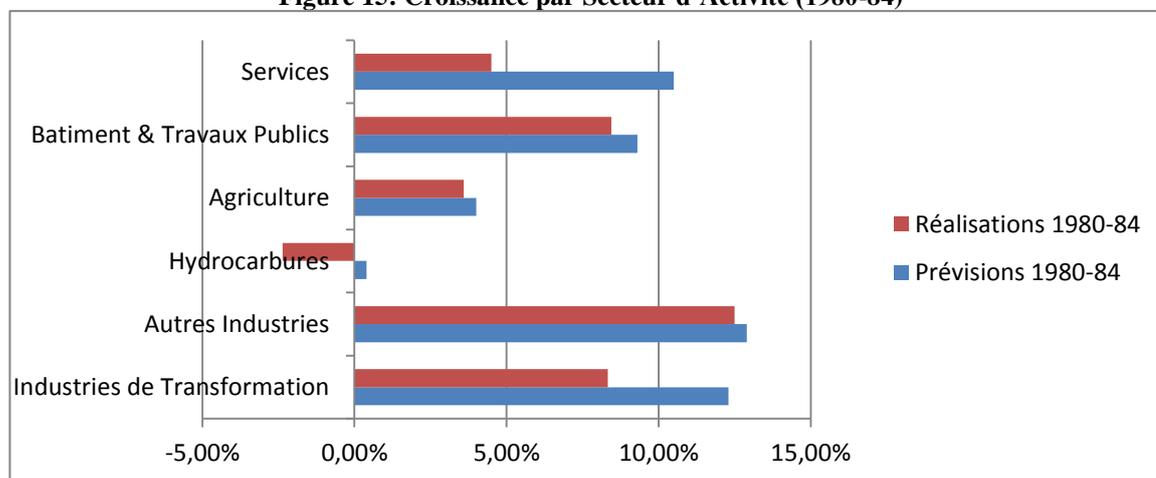
Source : La Banque Mondiale (1987), Algérie, le Plan de Développement 1985-1989 et les Perspectives à Moyen et Long Terme

Dans le même sens la formation brute de capital fixe prévu dans le plan prévoyait une croissance de 7,3 de cette dernière alors qu'elle n'a cru au final que de 3,83. Autre facteur qui a largement contribué aux résultats négatifs en termes de croissance, la croissance des exportations qui a été négative -3,78%, bien que l'état ait essayé de couvrir cela par une baisse des importations, ces dernières ont quand même cru de 3,27%. A noter que la réduction des importations a été répercutée majoritairement sur biens nécessaires aux investissements, vue le caractère incompressible des biens de consommation importés par l'Algérie durant cette période.

La baisse du produit intérieur brut, montrée dans le graphique suivant, ne s'est cependant pas répercutée sur l'ensemble des secteurs de l'économie. D'ailleurs le secteur de l'agriculture a été très proche du taux de croissance initialement planifié à 4% en réalisant 3,6% de croissance annuelle en moyenne. Par contre les plus fortes baisses ont été enregistrées dans les secteurs des industries de transformation et des services, les résultats étant inférieur de 4% de croissance par an en moyenne par rapport aux taux planifiés.

A noter que le secteur des hydrocarbures a même enregistré des taux de croissance globalement négatifs, -2,3% en moyenne, suite à la chute des cours internationaux des hydrocarbures et leurs répercussions sur l'économie algérienne.

**Figure 15: Croissance par Secteur d'Activité (1980-84)**



Source : La Banque Mondiale (1987), op.cit.

Les objectifs en termes d'emploi spécifiaient une progression annuelle de l'emploi hors agriculture de 8,7% par an mais aussi en termes qualitatifs un rajeunissement des employés dans le secteur de l'agriculture et une meilleure liaison entre le salaire et la productivité. Cependant, Les résultats dans ce domaine sont aussi inférieurs aux objectifs fixés avec une progression annuelle de l'emploi hors agriculture de l'ordre de 6,1% alors que le chômage a connu une croissance annuelle de 2%. Un tiers des emplois créés est compris dans le secteur des administrations publiques alors que l'industrie a réalisé 88% de ses objectifs en terme d'emplois créés.

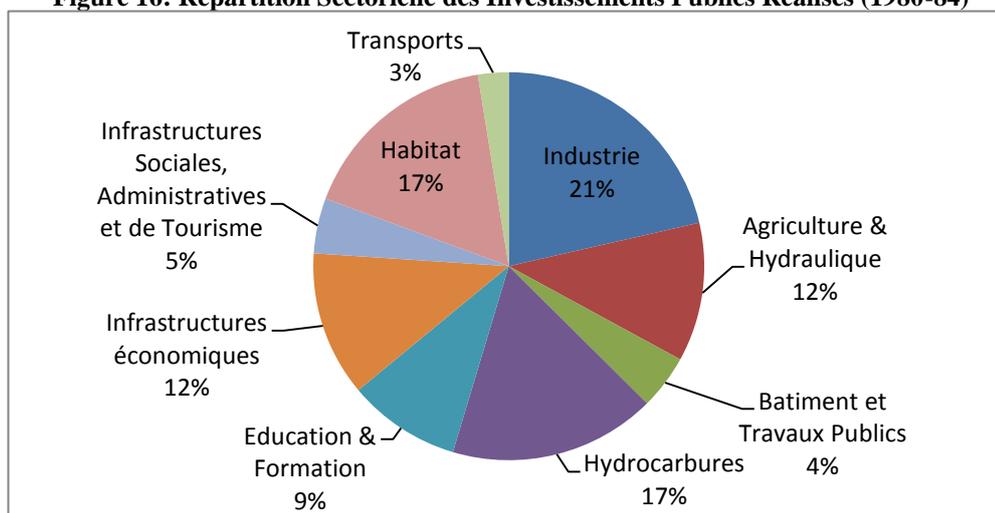
Concernant les investissements publics, ces derniers ont atteint 345 milliard DA largement inférieurs aux 400 milliard initialement planifiés. Ces faibles niveaux d'investissement comme noté dans le rapport de la Banque Mondiale (1987)<sup>31</sup>, rajoutent 55 milliard DA en plus des 160 milliard prévus, en restes à réaliser pour le prochain plan. Si l'en prend en considération le fait que les montants du plan initial étaient fixés à prix constants, la différence est encore plus importante. L'investissement totale réalisé à prix constants n'étant que de 252,3 milliard DA, ce qui ne constitue en fait que 63% des investissements prévus sur la période 1980-84.

Ainsi, les dépenses d'investissement ont connu une hausse annuelle moyenne de 12,1% pendant les 5 années. Ce résultat est inférieur à l'objectif fixé dans le plan initial à 13,5%. A noter que les

<sup>31</sup> La Banque Mondiale (1987), "Algérie, le Plan de Développement 1985-1989 et les Perspectives à Moyen et Long Terme", Rapport n°6607-AL, 30 Septembre 1987, p10.

investissements en infrastructures ont connu une croissance de 250%. Cependant, ces effets négatifs ont permis d'atteindre le rééquilibrage sectoriel voulu pour les investissements publics. Ainsi, l'industrie constituait 53,3% du total des investissements, alors que les secteurs sociaux occupaient 24,5% et les infrastructures économiques 11,5%, le reste étant pour les infrastructures sociales.

**Figure 16: Répartition Sectorielle des Investissements Publics Réalisés (1980-84)**



Source : La Banque Mondiale (1987), op.cit.

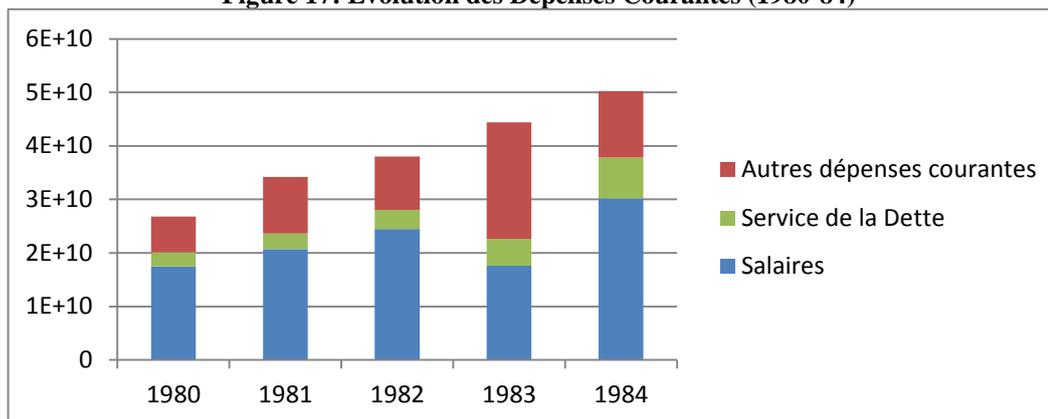
Dans le même sens les opérations indirectes du budget de l'état, comptabilisées dans les dépenses d'investissement, se sont chiffrées à 27 milliard DA par an en moyenne. Principalement sous la forme de prêts aux différentes banques spécialisées dans le financement de certains secteurs. Il est à noter que des dépenses supplémentaires importantes ont été utilisées pour épurer les dettes des entreprises publiques productives atteignant 8,4 milliard DA entre 1980 et 1982, à cela s'ajoute 13 milliard DA pour épurer les dettes restantes à partir de 1983 dans le cadre du programme de restructuration des entreprises publiques.

Aussi, le budget de l'état a dû supporter des subventions d'équilibre en faveur des entreprises publiques productives à raison de 2,8 milliard DA. Alors que les remboursements des dettes consenties par ses entreprises auprès de l'état<sup>32</sup> entre 1972 et 1977 devaient rapporter en moyenne 3,5 milliard DA par an, les remboursements effectifs n'ont été que de 700 millions DA par an<sup>33</sup>.

<sup>32</sup> D'une durée comprise entre 5 et 20ans avec 4 ans de différé de remboursement.

<sup>33</sup> La Banque Mondiale (1987), Op.cit., p15.

**Figure 17: Evolution des Dépenses Courantes (1980-84)**



Source : données de l'ONS

Sur la même période les dépenses courantes ont fortement progressé avec un taux annuel moyen de 17,4%, bien que ce taux soit mal réparti sur l'ensemble de la période. Ces dernières sont passées de 26,79 milliard DA en 1980 à 54,66 milliard DA en 1984. Cette hausse importante correspond à la politique fortement sociale adoptée dans ce plan qui privilégie les dépenses d'éducation, de santé mais aussi par une revalorisation des salaires dans la fonction publique.

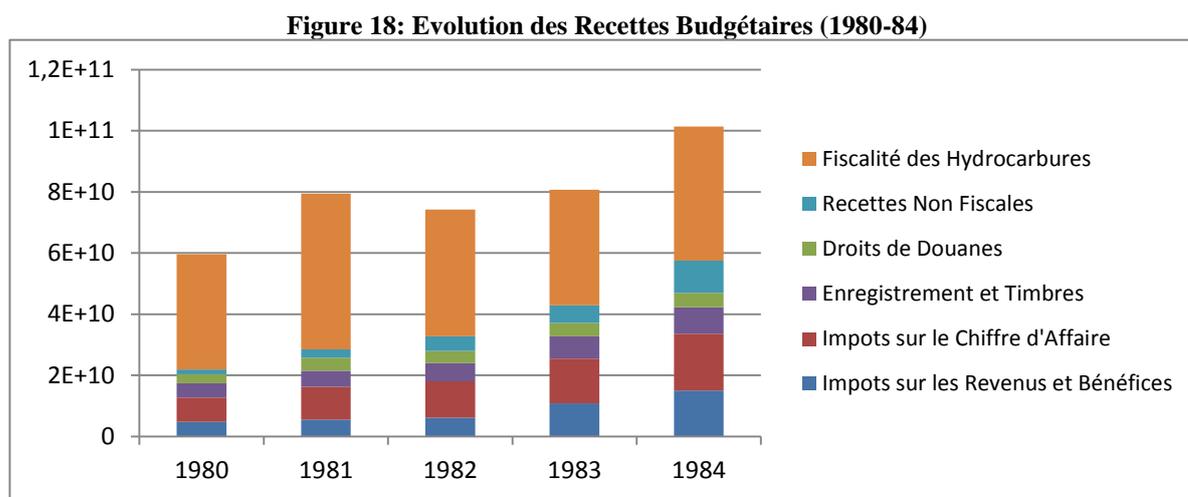
Ainsi, les salaires ont connu une hausse graduelle et continue, mis à part l'année 1983 marquée par une baisse importante des cours d'hydrocarbures. Ces dépenses sont passées de 17,5 milliard DA en 1980 à 30,20 milliard DA en 1985, alors qu'elles sont revenues durant l'année 1983 à une valeur proche de celle de 1980, soit 17,6 milliard DA. A noter que le service de la dette a été globalement faible durant les trois premières années, passant de 2,65 milliard DA à 3,56 milliard DA en 1982. Cependant, sa progression s'accélère du fait de l'endettement important engagé après la chute des prix des hydrocarbures, enregistrant 5,02 milliard DA en 1984 pour se stabiliser à 5,47 milliard DA en 1984.

Concernant les recettes budgétaires, ces dernières ont été fortement impactées par l'importante baisse des cours des hydrocarbures à partir de l'année 1982. Ainsi, ces dernières sont passées de 59,59 milliard DA en 1980 à 79,38 milliard DA en 1981 sous l'impulsion de la hausse des recettes des hydrocarbures, qui sont passées de 37,66 à 50,95 milliard DA entre ces deux années, alors que les autres recettes budgétaires ont faiblement progressé.

La forte baisse des cours des hydrocarbures a par conséquent induit une baisse des recettes totales en 1982 enregistrant seulement 74,25 milliard DA. Cependant, les autorités budgétaires ont pu compenser le contexte international défavorable en améliorant les recettes internes. Ainsi entre 1982 et 1984, les recettes totales ont connues une évolution positive, atteignant 101,37 milliard DA en 1984, sous l'impulsion des recettes fiscales. En ce sens les impôts sur les revenus

et les entreprises, ont eu une croissance de 67,8% durant ces trois années. Ces derniers sont passés respectivement de 6,17 et 11,83 milliard DA en 1982 à 14,99 et 18,62 milliard DA en 1984.

Concernant les autres recettes ordinaires, droits d'enregistrement et les taxes sur le commerce extérieur, ces dernières ont connu une progression stable et continue. Alors que les recettes des hydrocarbures se sont stabilisées entre 38 et 43 milliard DA durant les trois dernières années du plan, bien en deçà de leur valeur atteinte en 1981.



Source : données de l'ONS

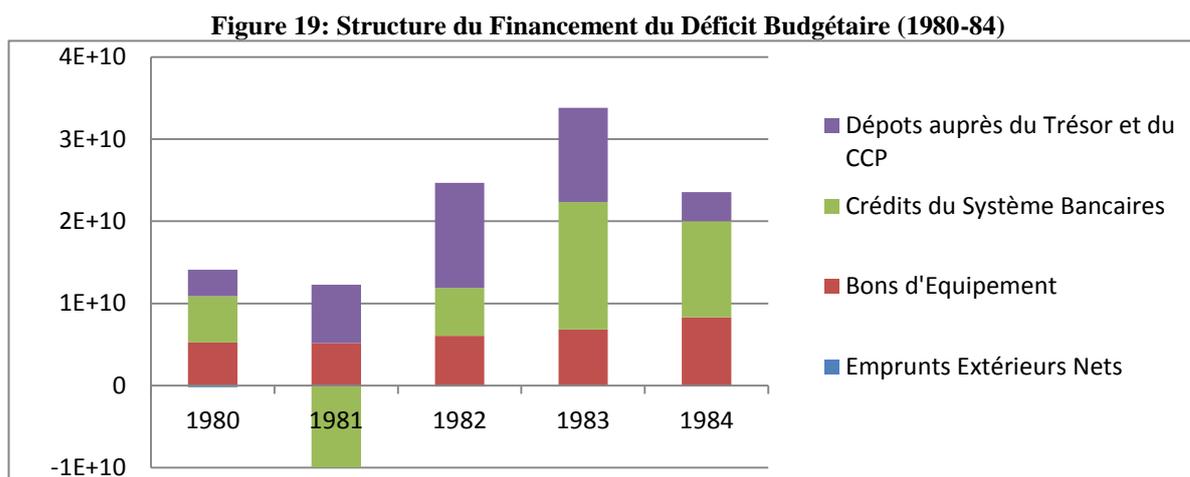
A noter que l'évolution positive des recettes hors hydrocarbures a permis d'améliorer le taux de couverture des dépenses courantes par les recettes ordinaires. Ce dernier ne s'établissait qu'à 81,88% en 1980 attestant de la forte dépendance vis-à-vis des ressources non renouvelables. Cependant, ce taux a connu une amélioration continue au cours de la période pour atteindre 114% en 1984, dégageant par conséquent une épargne budgétaires nécessaire à la réalisation des investissements publics planifiés.

Ainsi, le solde budgétaire courant a été positif entre 1980 et 1984, passant de 32,84 milliard DA en 1980 à 45,18 milliard DA en 1981, cette excédent baisse et se stabilise durant les deux années suivantes à 36,25 milliard DA pour augmenter fortement durant la dernière année à 51,09 milliard DA.

Cependant, le solde budgétaire global a été déficitaire tout au long de cette période passant de près de -14 milliard DA en 1980 à -33,8 en 1983 pour enregistré une légère amélioration, suite à une hausse de l'épargne publique, atteignant -23,5 milliard durant la dernière année du plan, alors que le déficit budgétaire n'a été que de -2,5 milliard DA durant l'année 1981 à la faveur

d'une conjoncture internationale favorable caractérisée par une hausse importante des cours des hydrocarbures.

En ce sens le déficit budgétaire a connu une progression annuelle moyenne de 11% et représentait par conséquent 11,8% du PIB par an en moyenne pendant les années du présent plan. Ainsi sur les 5 années du plan quinquennal le budget de l'état a accusé un déficit cumulé de 98,3 milliard DA.



Source : La Banque Mondiale (1987), op.cit.

Pour financer ce déficit cumulé, en poursuivant sa politique de désendettement vis-à-vis de l'extérieur, les autorités budgétaires se sont focalisées sur les sources de financement internes. Ainsi sur les 98,3 milliard de DA de déficit, 31,6 milliard DA ont été financés par l'émission de bons d'équipement et 18,9 milliard DA par les surplus financier des entreprises publiques alors que les dépôts courants récolté par le trésor auprès des citoyens ont financé 19 milliard DA.

Finalement, le financement monétaire par le circuit bancaire, principalement des avances de la banque centrale, a permis de financer près de 28,8 milliard DA sur les cinq années du plan portant l'inflation aux alentours de 7% par an. À noter que durant l'année 1981, du fait de la conjoncture favorable, l'état a pu rembourser une partie des créances de la banque centrale sur le trésor avec plus de 9,8 milliard DA.

Cette mobilisation importante du financement interne dans un contexte international défavorable a aussi permis un désendettement modéré vis-à-vis de l'extérieur. Ainsi, les autorités budgétaires algériennes ont pu rembourser un montant cumulé de 0,4 milliard DA durant les cinq années du plan, dont la principale partie durant les trois premières années.

---

En ce sens, la dette extérieure à moyen et long terme qui s'établissait à 16,3 milliard USD en 1980, nettement inférieure au 20 milliard pendant l'année 1979, a pu être portée à un niveau raisonnable. En poursuivant l'objectif de réduction de la dette extérieure celle-ci a baissé jusqu'à atteindre 12,1 milliard USD en 1984. Pour cela, l'état a principalement puisé dans les réserves de devises pour près de 3,9 milliard USD, alors que 450 million DA a été imputée aux différents exercices budgétaires tel que démontré dans le graphique précédent. Cependant, du fait de la réduction des exportations, le ratio du service de la dette rapporté à ces dernières à augmenter de 22,6% en 1980 pour atteindre 32,4% en 1984.

Enfin, notant que l'objectif d'assainissement total des dettes des entreprises publiques qui devait être atteint à la fin de la deuxième année du plan n'a pas pu être réalisé, même au terme de la cinquième année, le déficit cumulé des entreprises publiques se situant à 26 milliard DA en 1985. Dans le même sens, ces entreprises n'ont en outre pas atteint le second objectif qui leur était assigné de pouvoir s'autofinancer pendant les trois dernières années du plan. Ces résultats aggravent d'autant plus les perspectives budgétaires pour la préparation du prochain plan<sup>34</sup>.

Aussi, le rapport de la Banque Mondiale (1987), note que la faiblesse de la croissance économique et des autres agrégats macroéconomiques par rapport aux objectifs fixés, notamment l'atteinte d'une croissance équilibrée, est due à plusieurs facteurs. Ces derniers concernent notamment la facilité financière induite par la rente des hydrocarbures et les fortes incertitudes concernant son évolution potentielle mais aussi par une forte déficience technologique, économique et financière du secteur industriel. Ce rapport souligne aussi le poids de la bureaucratie découlant de la planification dans la lenteur de la réalisation des investissements publics.

## **2.2. Plan Quinquennal 1985-89 :**

Le plan quinquennal 1985-89, a été mis en place dans un contexte économique difficile pour l'Algérie avec une baisse importante des cours internationaux des hydrocarbures, perdant 40% de leur valeur pendant l'année 1985<sup>35</sup>.

### **2.2.1. Objectifs :**

Ce plan intègre une révision à la baisse des ambitions des autorités budgétaires algériennes avec un objectif de croissance du produit intérieur brut fixé à 6,6% et un taux d'investissement de

---

<sup>34</sup> La Banque Mondiale (1987), Op.cit., P15

<sup>35</sup> La Banque Mondiale (1987), Op.cit., p55-76

---

40% du PIB, pour un investissement total sur la durée du plan égal à 550 milliard DA. Ce plan prévoit aussi une croissance du PIB hors hydrocarbures de 7,5% par en moyenne.

Pour réaliser ces objectifs finaux, le plan 1985-89, fixe des objectifs quantitatifs secondaires :

- Une croissance de la valeur ajoutée de 4,5% en moyenne par an dans le secteur de l'agriculture.
- Une croissance de la valeur ajoutée de 4% en moyenne par an dans le secteur des hydrocarbures. Faible mais conforme au contexte de baisse des cours des hydrocarbures.
- Une croissance importante de la valeur ajoutée des autres industries. En termes sectoriels, l'industrie de transformation devrait enregistrer un taux de 9%, celle de l'eau et des énergies 10%. Cette croissance est fixée suivant l'hypothèse d'une utilisation à 85% des capacités de production.
- Une croissance de la valeur ajoutée de 8,7% en moyenne par an dans le secteur du bâtiment et des travaux publics.
- Une croissance de la valeur ajoutée de 7,2% en moyenne par an dans le secteur des services sous l'impulsion d'une demande interne importante.

Pour cela les autorités budgétaires posent les hypothèses suivantes ; une évolution de la formation brute de capital fixe de 7,3% par an, une faible croissance des exportations estimée à 5,3% au vue de l'évolution des cours des hydrocarbures. Dans le même sens, les importations devraient être restreintes pour ne croître qu'à un rythme de 6% par an. Parallèlement à l'évolution prévue des importations, la consommation ne devrait connaître qu'une croissance de 5,9%. Cette compression de la consommation est plus marquée pour la consommation privée qui ne devait croître que de 5,7% alors que la consommation publique devrait augmenter de 7,5% par an.

A ces objectifs le plan ajoute des objectifs qualitatifs, notamment ;

- Maintenir la dette publique et le service de la dette à un niveau soutenable.
- Réduire les coûts d'investissement et de fonctionnement des secteurs productifs.
- Encourager l'initiative privée pour un meilleur équilibre dans l'effort de développement entre l'état et les agents privés.
- Une réorientation des efforts de l'investissement publics ;
  - Privilégié les secteurs de l'agriculture et de l'hydraulique pour réduire la dépendance alimentaire.

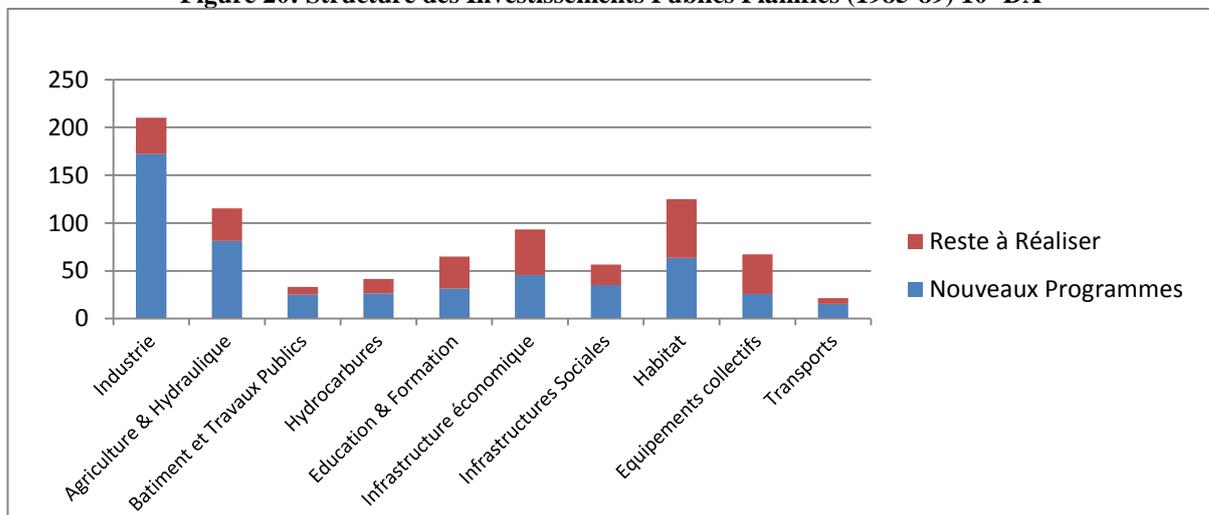
- Concentrer les investissements publics sur les infrastructures économiques et sociales.
- Dans les secteurs industriels : privilégier les industries moyennes, notamment de transformation pour réduire les importations, tout en continuant les efforts de restructuration pour atteindre l'autofinancement de ces entreprises.

Parallèlement à ces objectifs, le plan 1985-89 prévoit des surplus budgétaires importants, notamment pour les dernières années du plan. Ces derniers devraient permettre d'atteindre un équilibre budgétaire global, permettant ainsi de maîtriser les taux d'inflations.

### 2.2.2. Moyens Mis en Œuvre :

Tout d'abord, il faut préciser qu'avant la mise en place du plan quinquennal 1985-89, l'Etat a réévalué les projets « restes à réaliser » du plan 1980-84. Cette mesure leur a permis de réduire leur montant de plus de 136 milliard DA, baissant de 442 milliard DA initialement prévus à 306,77 milliard, soit une réduction de plus de 30% de leur valeur. Ces réductions ont concerné plus particulièrement les secteurs dont l'état ambitionne de se désengager progressivement tel que décrit dans les objectifs. Ainsi, les Restes à Réaliser dans le secteur de l'industrie ont été réduits de 68%, ceux de la construction et des transports de respectivement 58% et 53%.

**Figure 20: Structure des Investissements Publics Planifiés (1985-89) 10<sup>6</sup> DA**

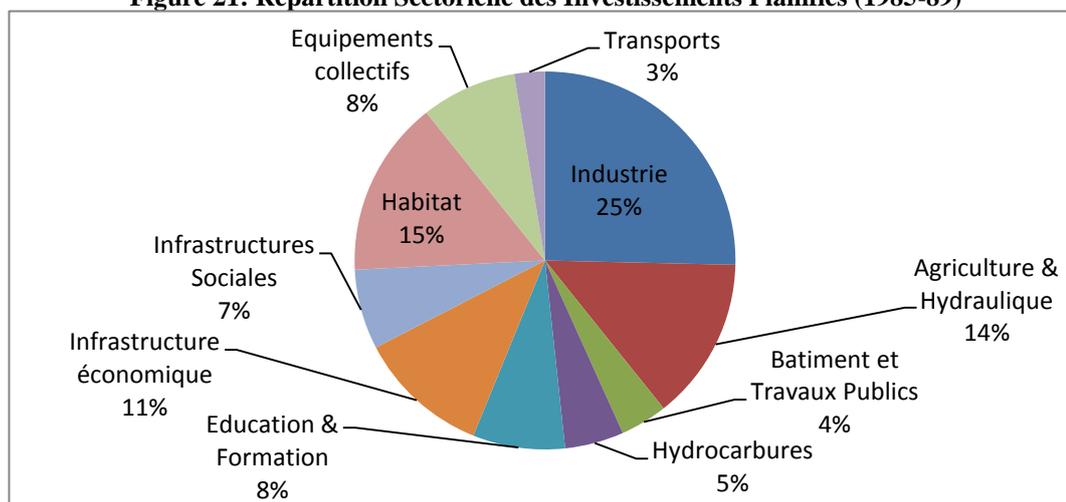


Source : La Banque Mondiale (1987), op.cit.

A noter que, paradoxalement aux nouvelles orientations, même le secteur de l'éducation a subi une réévaluation à la baisse de près de 45%. Par contre les projets des infrastructures économiques et sociales ont été revus à la hausse pour, respectivement, 3,5% et 9%, alors que ceux des équipements collectifs ont augmenté de plus de 150% de leur valeur initiale, ceci en accord avec les nouveaux objectifs fixés.

Ainsi, conformément aux nouvelles orientations du plan 1985-89, la part du secteur industriel dans les investissements planifiés a baissé de 45% dans le premier plan quinquennal à 30% pour le présent plan, celle des entreprises de réalisation de 5% à 3,5%, celle des transports de 3,2% à 2,7%. Autre baisse importante et paradoxale concerne le secteur de l'éducation dont la part baisse de 10,5% durant le premier plan à 8,2% pour le présent plan.

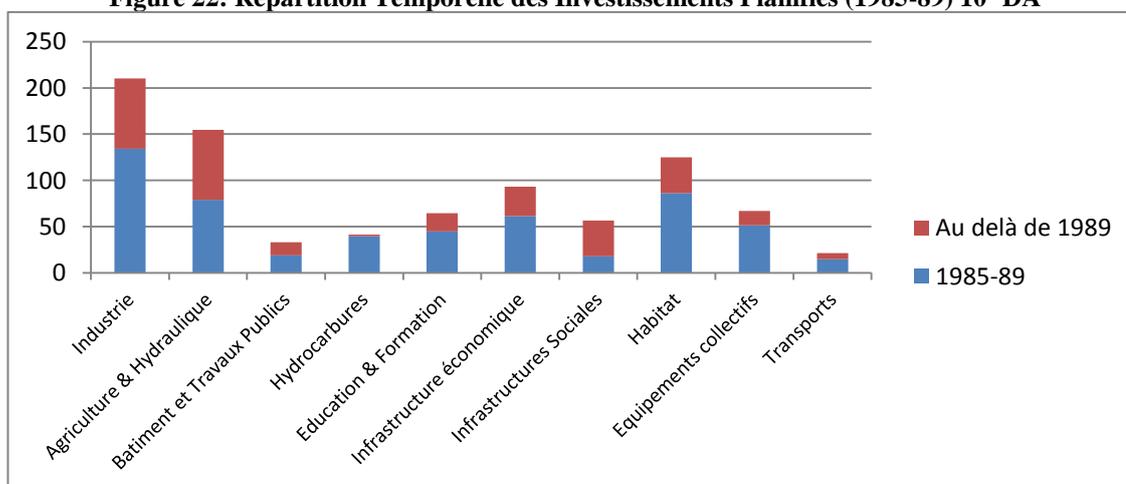
**Figure 21: Répartition Sectorielle des Investissements Planifiés (1985-89)**



Source : La Banque Mondiale (1987), op.cit.

Ces baisses devaient permettre des hausses dans les secteurs de l'agriculture dont la part augmente de 11,8% pour le plan 1980-84 à 14,3 pour ce dernier, celle de l'habitat de 15% à 15,7%, celle des infrastructures économiques de 9,5% à 11,2%. Cependant, la plus forte hausse et comme nous le notions déjà pour les restes à réaliser, concerne les équipements collectifs dont la part augmente fortement de 2,4% à plus de 9,4% pour le plan 1985-89.

**Figure 22: Répartition Temporelle des Investissements Planifiés (1985-89) 10<sup>6</sup> DA**



Source : La Banque Mondiale (1987), op.cit.

---

Ainsi, les dépenses d'investissement totales sont évaluées à 828,38 milliard DA, dont 306,77 milliard pour les « reste à réaliser » et 521,61 milliard pour les nouveaux programmes. Cependant, seulement 550 milliard DA devraient être déboursés sur la durée du plan, alors que 278,38 milliard DA seraient reportées dans le prochain plan budgétaire. Ces reports concernent notamment les secteurs de l'industrie et de l'agriculture mais aussi une part importante (2/3) des investissements dans les infrastructures sociales prévus. Alors que les investissements dans le secteur des hydrocarbures doivent dans une large mesure être réalisés durant le présent plan pour améliorer leur rendement.

Notons que les hypothèses du plan suggèrent une progression annuelle de 6,5% par an pour les dépenses courantes qui devait atteindre 71,7 milliard DA en 1989.

Pour couvrir ces dépenses, les autorités budgétaires posent l'hypothèse d'une stabilisation des recettes des hydrocarbures à 48 milliard DA en 1989, suivant une hypothèse d'un prix de référence du baril de pétrole entre 28 et 30 dollars, alors que la fiscalité ordinaire devait atteindre 88 milliard DA pendant la même année. Ainsi, le total des recettes courantes devait se situer à 155 milliard DA en fin de période permettant de réaliser un excédent budgétaire courant de 83 milliard DA<sup>36</sup>.

Concernant les ressources en capital, les autorités budgétaires prévoyaient de lever près de 30 milliard DA sur la durée du plan auprès des différents agents économiques en Algérie, notamment les banques et les ménages. Ainsi, le solde budgétaire global serait près de l'équilibre si l'on prend en considération toute la durée du plan cumulée, avec un déficit en décroissance pendant les trois premières années dont 11 milliard DA en 1985 et un excédent croissant durant les deux dernières atteignant 13 milliard DA en 1989<sup>37</sup>.

### **2.2.3. Résultats du Plan 1985-89 :**

Bien que le plan initial prenait en compte le faible niveau des cours des hydrocarbures ces derniers ont chuté plus fortement encore. Cette situation tiens notamment à la décision de l'Arabie Saoudite d'utiliser la méthode du *Netback* à partir d'Octobre 1985, basée sur le prix de vente des produits finaux aux consommateurs. Ces prix connaissent logiquement une forte concurrence à la baisse du fait d'un certain excès d'offre, suite à l'entrée d'un nombre importants

---

<sup>36</sup> La Banque Mondiale (1987), Op.cit., p36

<sup>37</sup> Ibid., p37

de producteurs hors OPEP sur le marché et à la volonté de cette organisation de garder ses parts de marché.

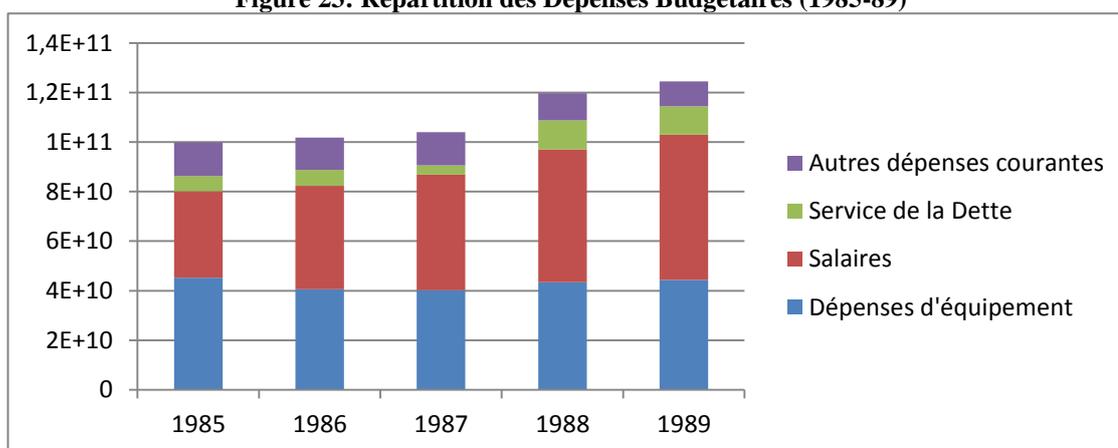
Cependant, après l'utilisation de la nouvelle méthode de fixation des prix, les cours du pétrole ont chuté à une moyenne de 15 USD/baril à la fin de l'année 1985, passant par moments par des niveaux historiquement bas de 10 USD/baril, soit près de la moitié du prix minimum prévu dans le plan quinquennal fixé à 28 USD/baril, basé sur le prix atteint au début de l'année 1985. A noter que l'Algérie ne s'est alignée sur cette nouvelle méthode pour ses exportations d'hydrocarbures que depuis Février 1986. Les cours des exportations algériennes d'hydrocarbures ont été négociés après l'application du *Netback* à un prix de 16-17 USD/baril<sup>38</sup>.

**Tableau 2: Objectifs et Résultats (1980-89)**

	1980-84		1985-89	
	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
Investissement Public (10 <sup>9</sup> DA)	400,6 <sup>39</sup>	252,3	550	213,86
Croissance (%)	7,1%	4,3%	6,6% (7,5% HH)	1,47%
Emploi (% /an)	8,7% <sup>40</sup>	6,1%		4,5%
Dette extérieure (10 <sup>9</sup> USD)	Limitation	12,1	Soutenable	12,1
Inflation (%)	Maitrisée	7%	Maitrisée	10%

Dans ces conditions, le taux de croissance économique a été d'abord positif durant l'année 1985 enregistrant un taux 5,6%, puis négatif pour les trois dernières années suivantes, entre -0,2% et -1,9%. Ce dernier ne redevient positif que durant la dernière année du plan atteignant 4,9%. Cependant, le taux d'inflation a été très important durant cette période enregistrant une moyenne de 10% par an.

**Figure 23: Répartition des Dépenses Budgétaires (1985-89)**



Source : données de l'ONS

<sup>38</sup> Ibid., p59

<sup>39</sup> Investissements à prix constants pour la période 1980-84.

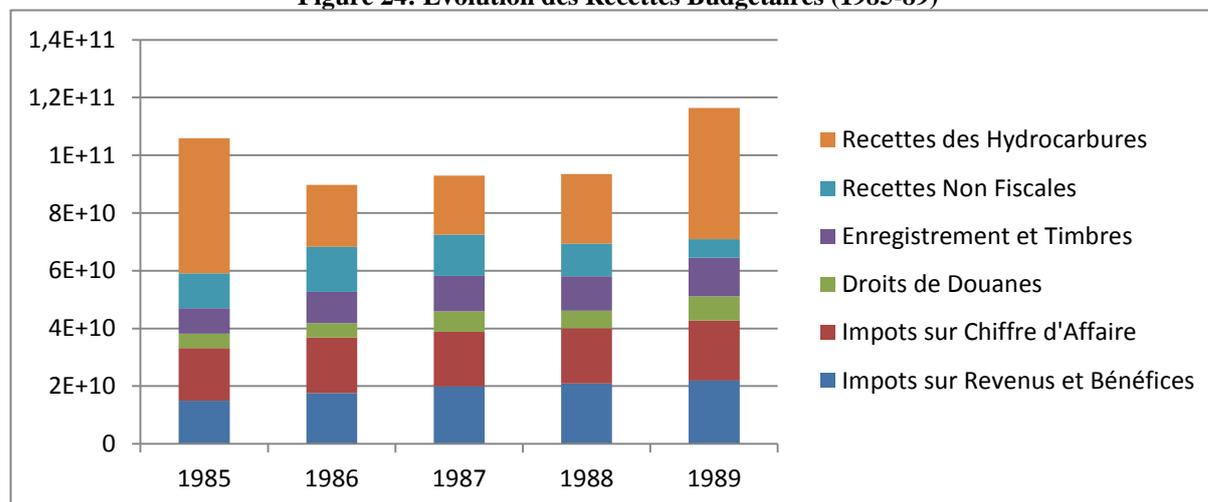
<sup>40</sup> Emploi hors secteur de l'agriculture

Ainsi, les investissements publics réalisés ont été en moyenne de 42,7 milliard DA par an, pour un total cumulé de 213,86 milliard DA pour les cinq années du plan. Ces dépenses représentent seulement 38,7% des dépenses initialement planifiées à 550 milliard DA. D'ailleurs le graphique précédent démontre que la part relative des dépenses d'investissement a largement diminué suite aux difficultés financières, du fait du caractère incompressible d'une part importante des dépenses de fonctionnement.

En ce sens, les dépenses courantes ont continué de progresser sur cette période, passant de 54,66 milliard DA en 1985 à 80,2 milliard DA en 1989. Ces dépenses sont poussées principalement par les traitements et salaires qui ont progressé de 67,43% durant cette période atteignant 58,6 milliard DA en fin de période.

Cependant, il est à noter que si le service de la dette est resté relativement faible durant les trois premières années, ce dernier a fortement augmenté durant les deux dernières. En effet, le service de la dette est passé de 5,47 milliard DA en moyenne entre 1985 et 1987, et seulement 3,8 milliard durant l'année 1987, à plus de 11,5 milliard DA durant les deux dernières soit une croissance de plus de 200% de la moyenne des trois premières années et une croissance de 210% entre 1987 et 1988. Ce résultat traduit les difficultés financières qui devraient s'imposer à la politique budgétaire durant les années suivantes.

**Figure 24: Evolution des Recettes Budgétaires (1985-89)**



Source : données de l'ONS

Concernant les recettes budgétaires, la forte hausse des cours des hydrocarbures s'est fortement répercutée sur ces dernières. Ainsi, les recettes totales ont baissé de 105,85 milliard DA en 1985 à 89,69 milliard DA en 1986 et sont restée autour de 90 milliard entre 1986, cette baisse est notamment due à la baisse des recettes d'hydrocarbures qui ont perdu plus de 54% de leur valeur

---

entre ces deux années, enregistrant une moyenne de 22 milliard DA durant cette période contre 46,79 milliard en 1985. Même si cette baisse a été légèrement compensée par les recettes ordinaires qui sont passées de 57,52 milliard DA en 1985 à une moyenne de 70 milliard DA durant les trois années suivantes.

Finally, les recettes budgétaires totales se sont redressées durant la dernière année du plan atteignant 116,4 milliard DA en 1989. Ce résultat reflète notamment une plus grande valeur des recettes des hydrocarbures, due conjointement à une meilleur conjoncture des cours internationaux de ces derniers mais plus spécialement à dépréciation du taux de change algérien et une inflation importante. En ce sens les recettes ordinaires se sont stabilisées à 70,9 milliard DA alors que celles des hydrocarbures ont atteint 45,5 milliard DA.

A noter que le solde courant a été positif durant toute la période, résultat en une couverture des dépenses courantes de 110% durant les trois premières années. Ce taux a baissé à une moyenne de 90% durant les deux dernières années du fait de l'augmentation des dépenses de fonctionnement.

Ainsi, le solde budgétaire a été négatif sur toute la période, sauf l'année 1985 où il a enregistré un excédent de 6 milliard DA. Ce déficit s'est établi à 12 et 11 milliard DA pour les années 1986 et 1987 respectivement, puis s'est fortement aggravé en 1988 pour atteindre 26,2 milliard DA, soit 12,8% du PIB, du fait des hausses salariales importantes. Ce déficit a pu être réduit à 8,1 milliard DA en 1989 par l'effet d'une inflation importante et dépréciation du taux de change qui se sont répercutée sur la valeur des recettes budgétaires.

A noter qu'en plus des dépenses d'investissement et de fonctionnement les autorités budgétaires ont continué de fournir des prêts d'investissements et d'autres avances en faveur des entreprises publiques pour une valeur totale cumulées de 113,90 milliard DA, soit 22,78 milliard DA par an en moyenne. Cependant, ces dernières ont pu rembourser 38,41 milliard DA de leur dettes envers l'état durant les cinq années du plan, alors qu'elles ont aussi bénéficié d'un assainissement de leurs dettes pour près de 7 milliard DA. En ce sens, le besoin de financement cumulé des autorités budgétaires a été de 139,45 milliard DA au cours de cette période, soit près de 28 milliard par an.

Pour couvrir ces besoins, les autorités budgétaires ont principalement eu recours aux sources de financement internes, notamment à travers la monétisation du déficit budgétaire. En ce sens, le système bancaire, principalement des avances de la banque centrale, a contribué à hauteur de

---

86,29 milliard DA soit près de 62% de ces besoins. Cette situation a résulté en une inflation importante atteignant 10% par an en moyenne, malgré des prix largement contrôlés.

Les autres financements internes sont constitués par les différents dépôts auprès du Trésor et du CCP en comptes courants et à termes. Ces sources ont contribué pour 43,37 milliard DA durant les cinq années, soit 31,1% du total des besoins de financement. Aussi, les emprunts extérieurs ont été maintenus à de faibles niveaux cumulant seulement 0,19 milliard DA durant ce plan quinquennal, poursuivant la politique de désendettement enclenchée durant le plan précédent<sup>41</sup>. Cependant, cette dette concerne seulement l'administration centrale, alors que l'état continuait de s'endetter à travers les entreprises publiques.

---

<sup>41</sup> La Banque Mondiale (1994), Mémorandum Economique ; La Transition vers une Economie de Marché, Vol. 1, Rapport n°12048-AL, 25 Mai 1994, p59

---

### **Section 3 : La Politique Budgétaire entre 1990 et 2014 :**

Au cours de cette période l'état algérien, non sans contraintes, a changé son orientation économique enclenchant une période de transition d'une économie planifiée vers une économie de marché. Pour la réalisation de ce changement, les autorités budgétaires ont lancé le programme de stabilisation macroéconomique et de réformes structurels, renommé programme de travail du gouvernement, ainsi que le plan d'ajustement structurelle.

Cependant, dès que l'équilibre économique a été retrouvé vers la fin des années 1990, les autorités budgétaires ont, en continuant sur la nouvelle orientation économique, enclenché une politique budgétaire expansive axée principalement sur la demande pour améliorer le pouvoir d'achat et le niveau de vie.

#### **3.1. Programme de Stabilisation Macroéconomique et Programme de Travail du Gouvernement (1990-1993)**

Le programme de stabilisation macroéconomique et de réformes structurelles ambitionnait d'engager l'Algérie sur la voie de la transition vers une économie de marché. Pour cela, l'Algérie a pu bénéficier d'un accord de confirmation du FMI de l'ordre de 471 millions DTS (soit 600 millions USD) ainsi que d'un Prêt d'Appui à la Réforme Economique (ERSL) de la Banque Mondiale de l'ordre de 300 millions USD en Aout 1989.

En raison de la crise économique, politique et sociale grave qu'a connue l'Algérie dans la période qui a suivi l'introduction du programme de stabilisation macroéconomique, ce dernier a réalisé un progrès très limité et a subi un arrêt dès 1991. Cependant, le programme de stabilisation a été relancé au cours de l'année suivante, en Septembre 1992 et rebaptisé le programme de travail du gouvernement PTG, apportant des modifications importantes dans les objectifs et les mesures du programme initial. Ce dernier est mis en place en collaboration avec le Fond Monétaire International à travers un second accord de confirmation de 300 millions de DTS approuvé en Juin 1991 ainsi que d'un Prêt d'Assainissement et de Restructuration des Entreprises et du Secteur Financier (EFSAL) d'un montant de 350 millions USD en Juin 1991<sup>42</sup>.

---

<sup>42</sup> La Banque Mondiale (1994), "Mémorandum Economique ; La Transition vers une Economie de Marché", Vol. 1, Rapport n°12048-AL, 25 Mai 1994, P13.

---

### **3.1.1. Objectifs :**

Le programme de stabilisation macroéconomique a introduit des objectifs d'ordre économique et structurels. Ainsi les objectifs économiques concernent notamment<sup>43</sup> :

- Relancer la croissance et la mettre sur un sentier de croissance soutenable à long terme.
- Eliminer les déséquilibres macroéconomiques.
- Réduire les distorsions des prix pour maîtriser l'inflation.

Parallèlement à ces objectifs, l'état assigne à ce programme des objectifs concernant les réformes structurelles, ces derniers concernent :

- Promouvoir le développement du secteur privé.
- Réforme et restructuration des entreprises publiques.
- Approfondir la réforme du secteur agricole.
- Développement du secteur financier.
- Améliorer l'efficacité du marché du travail.
- Améliorer l'efficacité de la protection sociale en se basant sur les principes de l'économie de marché.
- Intégrer l'économie algérienne dans le système économique mondial.

Cependant, comme noté précédemment, le programme de stabilisation macroéconomique a été stoppé prématurément et remplacé par le Programme de Travail du Gouvernement en Septembre 1992. Ce dernier pose comme principal objectif la réduction de la contrainte extérieure à moyen terme et permettre d'honorer les engagements financiers extérieurs de l'Algérie pour éviter un rééchelonnement de la dette.

### **3.1.2. Moyens mis en œuvre :**

Pour réaliser ces objectifs les autorités budgétaires ont pratiqué, à partir de l'année 1990, une politique de rigueur en s'inspirant des réformes de la Banque Mondiale<sup>44</sup> qui préconise une réduction des dépenses budgétaires et un gel du niveau des salaires pour sortir du déficit budgétaire. Cependant, pour réduire l'impact social de ces mesures l'état a mis en place une caisse de soutien aux tranches sociales vulnérables. Les autorités budgétaires ont aussi mis en place un système d'assainissement automatique des comptes des entreprises publiques.

---

<sup>43</sup> La Banque Mondiale (1994), Op.cit., P13-14

<sup>44</sup> Khaled Menna, "Etude de la politique budgétaire en Algérie durant la période des réformes depuis 1990", Les Cahiers du Cread, n°109, p08.

---

En ce sens, des changements importants ont été opérés dans le système de la fiscalité pour l'adapter à l'économie de marché. Bien que voulant augmenter ses recettes pour réduire son déficit, les autorités budgétaires ne pouvaient augmenter les charges fiscales au risque de nuire à l'objectif de croissance assigné. Aussi, les réductions des dépenses budgétaires ont concerné ses deux composantes, les dépenses de fonctionnement et celles d'investissement.

Concernant la réduction des dépenses de fonctionnement, dont la masse salariale représente la majeure part, cela s'est fait à travers deux mesures importantes ; d'abord une stabilisation du nombre de fonctionnaires et des réductions d'effectifs pour les entreprises publiques. Ensuite la seconde mesure concerne les salaires, ces derniers étant gelés et déconnectés de l'évolution de l'inflation.

Par ailleurs, pour compresser les dépenses de fonctionnement, les autorités budgétaires ont réduit d'une manière importante les subventions aux différents produits et la libéré une part importante des prix contrôlés, à travers une loi promulguée en 1989, ce qui s'inscrit dans la logique de la transition à une économie de marché<sup>45</sup>.

En 1991, il a été remarqué que le niveau de la dette n'était pas très élevé mais la dette à court terme était très importante, ce qui induit un service de la dette très important. Cette situation a obligé les autorités algériennes à abandonner le programme de stabilisation macroéconomique en faveur du Programme de Travail du Gouvernement PTG<sup>46</sup>.

Ce programme dont le principal objectif consiste à recouvrer une soutenabilité de la dette extérieure introduit, pour la réalisation de cet objectif, une limitation de l'emprunt extérieur à court terme. Aussi, pour préserver les ressources en devises, une compression des importations non essentielles a été opérée ainsi qu'un contrôle des crédits extérieurs et des allocations de devises. Dans le même sens, les investissements publics ont été réorientés vers le secteur des hydrocarbures pour augmenter sa capacité d'exportation, qui représente la majeure source des ressources budgétaires.

Aussi, pour alléger les dépenses budgétaires, les autorités budgétaires ont décidé un ralentissement dans la mise en œuvre des réformes économiques pour réduire les coûts à court terme de ces dernières. De même, un contrôle plus strict de l'augmentation de la masse salariale dans l'administration et les entreprises publiques devait être mis en place.

---

<sup>45</sup> Khaled Menna (2014), Op.cit., P10

<sup>46</sup> La Banque Mondiale (1994), Op.cit., P13-14

---

Concernant les recettes budgétaires, des réformes de la fiscalité interne devaient être réalisées pour améliorer leur efficacité. Ces dernières concernent notamment l'introduction de la TVA ainsi que l'unification des impôts et taxes sur les entreprises et les personnes qui étaient auparavant dispersés sur plusieurs types d'imposition. Dans le même sens, le niveau général d'imposition a été réduit en plus d'une unification du taux de la taxe compensatoire entre les produits importés et locaux. Cependant, le rapport de la Banque Mondiale (1994)<sup>47</sup>, note qu'en dépit de ces mesures les taux d'imposition sont restés relativement élevés ce qui, ajouté au système de subventions de certains produits<sup>48</sup> et des prix régulés ainsi que des taux d'intérêts négatifs, nuit fortement à la concurrence et à l'initiative privée.

Dans le domaine social, pour réduire l'impact négatif des mesures d'austérité et de libéralisation des prix ainsi que la suppression ou la réduction des subventions pour la majeure part des produits, l'état a mis en place un système de transferts directs envers les familles à revenus modestes. Ceci contraste avec le système social qu'a connu l'Algérie auparavant basé sur la sécurité des emplois dans la fonction publique et des subventions importantes au prix, qui pesaient lourdement sur le déficit budgétaire.

En outre des mesures monétaires ont été introduites pour accompagner ces mesures, notamment une stabilisation du taux de change officiel et le maintien du plafonnement des taux d'intérêt à 20%. Aussi, l'épargne interne devait être absorbée en stimulant la production de logements.

### **3.1.3. Résultats :**

Le Programme de Travail du Gouvernement n'a pas non plus permis de sortir de la crise économique avec une dette extérieure et une inflation toujours importante et une croissance économique en récession, toujours dans un contexte de faibles cours internationaux des hydrocarbures. Ainsi la croissance économique a connu une évolution en dents de scie entre une croissance faible et négative durant cette période. Cette dernière est passée de près de 5% en 1989 à 0,8% en 1990 pour devenir négatif en 1991 enregistrant un taux de -1,2%. Bien que la croissance économique est recouvré un taux positif en 1992 à 1,8%, ce dernier redevient négatif en 1993, principalement comme réponse aux mesures d'austérité, enregistrant une chute qui atteint -2,1%.

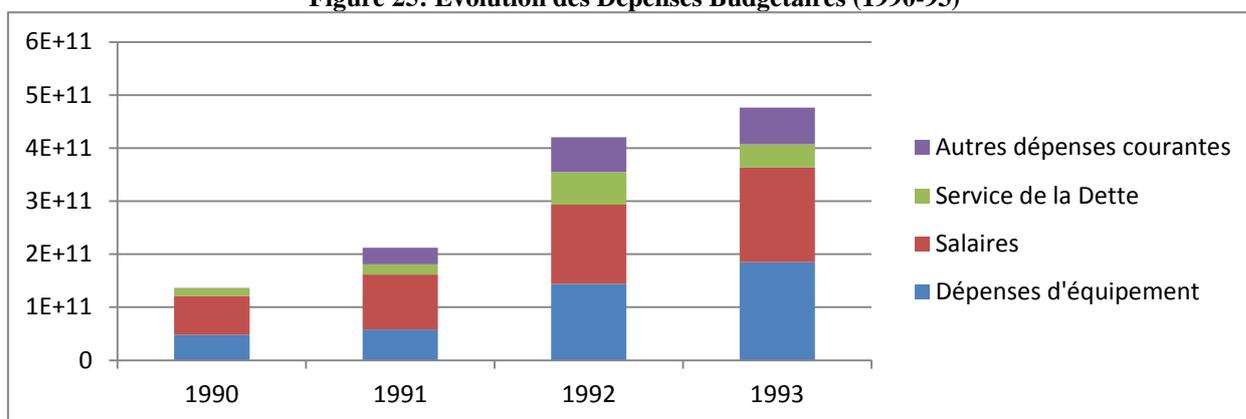
---

<sup>47</sup> Banque Mondiale (1994), Op.cit., Piii.

<sup>48</sup> Bien qu'après les réformes seuls trois produits bénéficiaient encore de subvention ; le pain, la semoule et le lait.

Sur la même période, les dépenses d'investissement ont été fortement comprimées, baissant de 12% du PIB en 1989 jusqu'à 06% en 1991 et remontant légèrement à 9% en 1993, confirmant la volonté de l'état d'une transition vers une économie de marché et s'adaptant à la forte contrainte budgétaire dont elle faisait face<sup>49</sup>. Cependant du fait d'une inflation importante, la valeur nominale de ces dépenses a fortement augmentée passant de 47,7 milliard DA en 1990 à 185,21 milliard DA en 1993. A noter que les autorités budgétaires ont continué leur initiative d'assainissement des comptes des entreprises publiques mais en les inscrivant en tant qu'opérations hors budget à travers une caisse nationale spécialement créée à cette effet.

**Figure 25: Evolution des Dépenses Budgétaires (1990-93)**

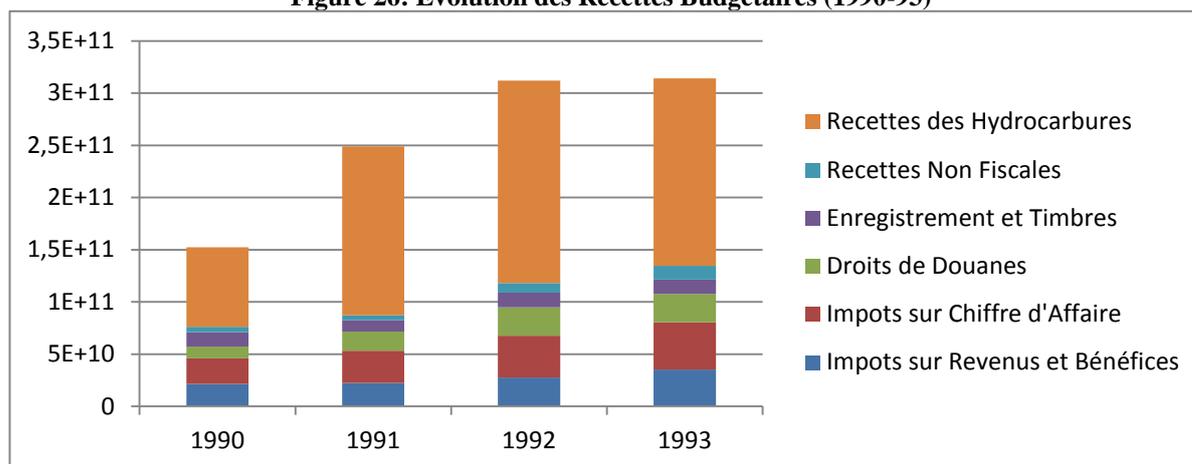


Source : données de l'ONS

Les dépenses de fonctionnement ont aussi eu une tendance décroissante passant de 33% du PIB en 1990 à 27% en 1991 et 1992 avant d'augmenter légèrement en 1993 à 29%. Cependant, le même constat que pour les dépenses d'investissement est fait concernant la valeur nominale de ces dernières, qui passent de 88,8 milliard DA en 1990 à 291,4 milliard DA en 1994. Les dépenses courantes sont toujours largement dominées par les dépenses en salaires qui représentent plus de 60% de ces dernières sur toute la période, alors que la perte de valeur du dinar s'est répercutée sur le service de la dette qui passe de 14,2 milliard DA en 1990 à 65,22 et 69,37 milliard DA respectivement pour 1993 et 1994. A noter que la politique de soutien des prix, a été poursuivie bien qu'à un rythme plus modéré, qui a coûté 27 milliard en 1991 et 57 milliard DA en 1993.

<sup>49</sup> Khaled Menna (2014), Op.cit., P12

**Figure 26: Evolution des Recettes Budgétaires (1990-93)**



Source : données de l'ONS

Concernant les recettes budgétaires, ces dernières sont passées de 152,5 milliard DA, dont 76,2 milliard de recettes d'hydrocarbures, en 1990 à 312 milliard DA pendant les deux dernières années dont 193 milliard DA de recettes d'hydrocarbures pour 1992 et 180 milliard en 1993, ces dernières étant fortement influencées par la dépréciation de la valeur de la monnaie locale, alors que leur cours internationaux sont toujours faibles. Durant la même période les recettes ordinaires ont faiblement progressées du fait de la politique fiscale suivie, ceci malgré l'inflation importante.

Ainsi, le solde budgétaire global qui était d'abord excédentaire durant les années 1990 et 1991 avec 17 et 8 milliard DA respectivement, et devenu fortement déficitaire en 1992 et 1993 avec respectivement 66,4 et 173,7 milliard DA. Alors que le solde courant a été positif mais décroissant sur toute la période, dégagant une épargne publique de 63,7 milliard DA en 1990 et seulement 17,3 milliard en 1993.

Durant les deux premières années du fait des excédents réalisés, les autorités budgétaires ont pu se désendetter auprès du système bancaire pour un montant de 14,6 milliard DA en 1990 et 12,1 milliard DA en 1991 ne s'endettant que 0,9 milliard DA par an durant cette période. Durant les deux années suivantes, du fait du déficit important, les autorités budgétaires ont dû se financer par des sources externes des montants important estimés à 64,4 milliard en 1992 et 44,2 milliard en 1993. Cependant, les sources internes n'ont contribué que de 2 milliard en 1992, notamment à cause d'un désendettement vis-à-vis des banques commerciales de 52,3 milliard couverts par des avances de la banque centrales de 65,8 milliard DA.

---

Ce montant a fortement augmenté en 1993 pour atteindre 129,5 milliard principalement fournit par le système bancaire, dont la majeure part par la Banque Centrale<sup>50</sup>. En ce sens, le service de la dette à moyen et long terme atteignait 9 milliard USD en 1993 soit 68% du PIB, de fait les importations ont été réduites de 10 milliard USD en 1992 à 9,5 milliard en 1993.

Les réformes structurelles initiées pour atteindre les objectifs précédents concernent d'abord une libéralisation des prix dont la part dans le panier du consommateur en Algérie est passée de 10% en 1989 à 78% en 1994 après la mise en place du plan. Toutefois, et résultant principalement des mesures monétaires citées, plafonnement des taux d'intérêt notamment, et de la stabilisation des salaires, le taux d'inflation a pu être contenue autour de 21%.

### **3.2. Plan de Stabilisation et d'Ajustement Structurel 1994-2001 :**

Un programme de stabilisation macroéconomique à court terme a été mis en place au début de l'année 1994 pour accélérer les réformes structurelles avec l'appui du FMI à travers l'accord de confirmation et le financement compensatoire couvrant 12 mois. Ce programme a pour principal objectif un retour à la croissance et une maîtrise du niveau de l'inflation.

Le plan d'ajustement structurel est réalisé à travers le « mécanisme élargi du crédit » du FMI et les « prêts d'ajustement » de la Banque Mondiale introduits en 1995. Ces deux mesures devaient permettre de viser des objectifs de court et de long terme, qui concernent non seulement la politique budgétaire mais la politique macroéconomique globalement.

#### **3.2.1. Objectifs :**

A court terme, ce plan vise principalement à recouvrer les équilibres macroéconomiques, notamment<sup>51</sup> ;

- une soutenabilité de la dette
- un retour à une croissance positive
- une maîtrise de l'inflation
- une baisse du chômage à un niveau acceptable.

En ce sens la dette publique constituait un problème important pour les autorités budgétaires dans la mesure où le service de cette dernière absorbait une part importante des recettes tirées principalement des exportations d'hydrocarbures dont les prix n'avaient pas encore repris un

---

<sup>50</sup> La Banque Mondiale (1994), Op.cit., p9-14

<sup>51</sup> Ibid., p17-22

---

niveau viable. Ainsi, la réduction du service de la dette, représentait un objectif important de ce plan.

Cette dernière devait baisser progressivement de 7,9 milliard USD en 1993 à 5,1 puis 4,3 milliard USD respectivement pour 1994 et 1995, soit 47% et 36% des exportations, ces résultats sont notamment dus à la restructuration de la dette. Cependant, l'encours total de la dette devait continuer à progresser notamment celle à moyen et long terme qui passerait de 23,9 milliard USD en 1993 à 25,7 en 1994 et 28,2 en 1995, alors que celle à court terme devait se stabiliser à 0,7 milliard USD sur toute la période.

Une reprise de la croissance économique même modérée, selon le présent plan, permettrait d'absorber le surplus de la demande qui constitue la source principale de l'inflation. En outre cette reprise devait permettre d'améliorer les recettes budgétaires de l'état pour accélérer les réformes structurelles nécessaires, notamment celles concernant la restructuration des entreprises publiques. Ainsi, le principal objectif de la politique budgétaire pendant cette période est de stimuler la croissance économique dans un premier temps pour pouvoir atteindre les autres objectifs assignés, notamment en termes d'emploi, même si cela devait retarder la réalisation des ajustements structurels<sup>52</sup>.

En ce sens, l'objectif établi pour la croissance économique est de fixé à 3% pour l'année 1994 et 6,2% pour l'année 1995. Ces niveaux de croissance sont basés sur une hypothèse d'une amélioration dans le secteur des hydrocarbures, malgré des prévisions de stagnation des prix internationaux entre 15 et 16USD/baril, qui devrait connaître une croissance de 1,4% en 1994 et 9,2% en 1995. Le plan table aussi sur une croissance importante dans le secteur privé atteignant 4,9% et 7,1% respectivement pour les deux années du plan. Les deux autres secteurs qui devaient connaître une croissance importante sont ceux de l'agriculture et la construction.

Le programme de stabilisation macroéconomique à court terme visait aussi une stabilisation du taux d'inflation qui devait passer de 21% en 1993 à 38,7% en 1994 puis baisser à 22% en 1995.

Le programme d'ajustement structurel était aussi accompagné d'un ensemble d'objectifs macroéconomiques et budgétaires à moyen et long terme. L'objectif principal dans cette optique est d'appuyer les réformes structurelles pour la transition vers une économie de marché et permettre une croissance soutenue.

---

<sup>52</sup> La Banque Mondiale (1994), Op.cit., p18

---

D'un point de vue macroéconomique, le plan d'ajustement structurel fixe l'objectif de croissance du PIB à 5% pour les années 1996 et 1997 puis une stabilisation de ce taux à 6% par an entre 1998 et 2001. Cette croissance est accompagnée d'un objectif de baisse du taux de chômage à 23% en 1996 à 22% en 1997 puis se stabiliser à 18% entre 1998 et 2001. L'atteinte de ces objectifs devait permettre de réaliser un taux de croissance de la consommation privée de 2% pour l'année 1996, 4% pour l'année 1997 et qui se stabiliserait à 6% par an entre 1998 et 2001. Ces prévisions prennent comme hypothèse une très faible hausse des prix du pétrole qui passerait de 16,5 USD/baril en 1996 à 17,1 USD/baril en 1998.

Cependant, l'objectif principal, eu égard à l'origine de la crise économique algérienne, consistait dans l'atteinte d'un niveau relativement faible du service de la dette à moyen et long terme, pour rendre cette dernière soutenable, dont le ratio devait atteindre 40% pour les années 1996 et 1997 et se stabiliser à 35% entre 1998 et 2001. A noter que l'encours de la dette totale, selon les hypothèses posées, passerait de 32 milliard USD en 1996 à 33,4 milliard USD en 1997 pour commencer à baisser en 1998 à 33 milliard USD.

### **3.2.2. Moyens mis en œuvre :**

#### **a) Mesures du Plan de Stabilisation Macroéconomique :**

Pour l'atteinte des objectifs assignés, le plan de stabilisation introduit plusieurs mesures monétaires et budgétaires. Dans le domaine monétaire cela inclut notamment une dépréciation de la valeur du dinar algérien, largement surévalué auparavant, de près de 50% en termes nominal entre Mars et Avril 1994 et la mise en place d'un système de fixage de ce dernier par la banque centrale en concertation avec les banques commerciales. Ces dernières ayant le pouvoir d'allocation des devises, abolissant au passage le comité ad-hoc introduit par le PTG, et introduisant un marché interbancaire de devises. Ce plan prévoit aussi l'annulation d'une part importante des restrictions commerciales introduites par le PTG. Il est à noter que le plafonnement des taux d'intérêts bancaires a été levé avec ces mesures et un plafond de marge bancaire de 5% a été imposé<sup>53</sup>.

Ces mesures monétaires devaient en effet avoir un impact important sur la politique budgétaire. D'abord le plan de stabilisation prévoit une croissance des crédits à l'économie de l'ordre de 65% en 1994 et 57% en 1995. Pour cela, il mise sur une réduction importante des crédits à l'état, de la banque centrale et banques commerciales, de même qu'une baisse de la part aspirée par

---

<sup>53</sup> La Banque Mondiale (1994), Op.cit., p20

---

l'état des dépôts des entreprises publiques, principalement d'hydrocarbures. Aussi, dans le même sens, ce plan prévoit le transfert de la valeur des dettes restructurées vers le compte du Trésor qui devra utiliser sa contrevaletur en monnaie locale pour réduire sa dette envers le système bancaire algérien. Cette mesure concerne notamment un remboursement par anticipation des obligations de rachat pour un montant estimé à 72 milliard DA. En outre, les banques devaient continuer à assurer les versements inhérents au service de la dette non restructurée.

Aussi, la dépréciation du taux de change du dinar devait se répercuter positivement sur les recettes fiscales provenant des opérations du commerce extérieur ; principalement la fiscalité pétrolière mais aussi les droits de douanes et les taxes à l'importation. D'autres mesures introduites par ce plan devaient permettre d'augmenter les recettes budgétaires de l'état<sup>54</sup> ;

- Une libéralisation des prix<sup>55</sup> et une augmentation des prix de l'énergie, notamment en augmentant la fiscalité sur les produits pétroliers.
- Plus grande couverture de la TVA et une réduction des exonérations fiscales.
- Levée du plafonnement à 40% de la TVA et augmentation de la part consacrée au budget de l'état par rapport aux collectivités locales.
- Augmentation des taxes sur les produits de luxe.
- Une hausse des impôts sur les sociétés, concernant les revenus non distribués de 5% à 33%.

Ainsi, ces mesures devaient permettre de faire croître les recettes budgétaires de 29% du PIB en 1993 à 30% en 1994 pour atteindre 32% du PIB en 1995.

Concernant les dépenses budgétaires, les principales mesures imposées concernent un plafonnement des hausses salariales dans la fonction publique fixées à 12,5%<sup>56</sup> sur la durée du plan et une faible croissance des dépenses d'équipement mais aussi une importante réduction des subventions aux produits alimentaires. En ce sens, les dépenses budgétaires totales devaient baisser de 36% du PIB en 1993 à 33% en 1994 et atteindre 29% du PIB en 1995. Ainsi, le solde global du trésor, déficitaire à 9,2% du PIB en 1993, devait enregistrer d'abord un plus faible

---

<sup>54</sup> Khaled Menna (2014), Op.cit., p13

<sup>55</sup> Après la libéralisation des prix, seulement 8 produits sont restés subventionnés notamment les médicaments et les produits alimentaires de première nécessité.

<sup>56</sup> Ces hausses sont imposées aux administrations publiques mais aussi au reste des entreprises publiques. A noter que les hausses sont inférieures au taux d'inflation pour les années considérées, ce qui devrait permettre une baisse du salaire réel qui devait stimuler l'emploi, selon les hypothèses posées par la Banque Mondiale et le FMI.

---

déficit en 1994 à 5,7% du PIB et devenir faiblement excédentaire en 1995 à 1,4% du PIB en 1995<sup>57</sup>.

A noter que ces mesures, notamment la libéralisation des prix et les hausses fiscales, jointes à une libéralisation des marges commerciales doivent provoquer un taux d'inflation important pour l'année 1994 atteignant 39%, cependant ce taux baissera progressivement à 22% en 1995 pour se stabiliser autour de 10% pour les dernières années du plan d'ajustement structurel.

Concernant la balance des paiements<sup>58</sup>, cette dernière devait enregistrer un déficit courant de 2,19 et 2,25 milliard USD respectivement pour les deux années du plan de stabilisation. A noter que dans ce schéma, pendant les deux années, les exportations devaient se situer à 9,56 milliard USD et 11,04 milliard USD et les importations augmenter de 9,46 milliard USD en 1993 à 11,37 et 12,99 milliard USD pour 1994 et 1995 pour couvrir les mesures de relance du plan. Cependant, les remboursements importants au titre du principal de la dette à moyen et long terme estimés à 6,6 et 5,66 milliard USD pour les deux années respectivement devaient graver le déficit global qui se situerait à 8,79 et 7,91 respectivement, et donc un besoin de financement équivalent.

Ce besoin de financement était très important, notamment dans un contexte d'épuisement des réserves de changes qui étaient évaluées à 1,4 et 1,8 milliard USD pour les deux années respectivement soit près de 18 mois d'importations. A cela s'ajoutait de faibles investissements directs étrangers du fait de la situation économique et politique dégradée, une grande partie de ce besoin est couverte par les mécanismes du FMI et les restructurations multilatérales de la dette, notamment le Club de Paris. Cette part représente 5,73 milliard USD pour l'année 1994 et 4 milliard USD pour l'année 1995, alors que le reste des besoins de financement sont couverts par de nouvelles mobilisations de dette à moyen et long terme, soit respectivement 3,06 et 3,91 milliard USD.

#### b) Mesures du Plan d'Ajustement Structurel

A moyen et long terme, selon le rapport de la Banque Mondiale (1994)<sup>59</sup>, la baisse du service de la dette devait permettre à l'Algérie de relancer ses importations en vue d'accomplir les ajustements structurels programmés. Les ressources en devises dégagées par cette baisse du service de la dette devaient être allouées de façon optimale à travers le marché interbancaire.

---

<sup>57</sup> La Banque Mondiale (1994), Op.cit., p21

<sup>58</sup> Ibid., p18-20

<sup>59</sup> Ibid., p22-26

---

Cette dernière mesure constituerait une première étape pour l'atteinte d'un objectif à moyen terme fixés par le plan d'ajustement structurel, à savoir une convertibilité du dinar pour les transactions courantes. Cela devait aussi permettre de réduire la part importante des ressources financières par le secteur public en faveur du secteur privé pour stimuler ce dernier.

Cette libéralisation devait être accompagnée de taxes douanières dans un premier temps pour limiter les importations de biens de consommation et contribuer aux recettes de l'état. A noter que d'un point de vue monétaire, les taux d'intérêts nominaux pourrait commencer à être baissés dès que l'inflation sera réduite de façon à maintenir des taux d'intérêt réels positifs nécessaires au développement économique. Cette mesure devait aussi permettre d'assurer un flux réguliers des capitaux étrangers, notamment sous forme d'investissements directs.

Dans le domaine budgétaire, la politique de rigueur devait se poursuivre pour dégager les ressources nécessaires à l'ajustement structurel programmé. Cette politique passe par un maintien de la limitation des salaires réels et des recettes importantes provenant de la mise en circulation des devises sur le marché interbancaire par le Trésor. En outre, les dépenses de fonctionnement et d'investissement devaient être réduites équitablement. Cependant, le plan d'ajustement structurel prévoit une meilleure allocation des dépenses d'investissement aux projets dont la rentabilité économique est la plus élevée. A noter que ce dernier ne pose pas d'objectifs quantitatifs quant à la croissance des dépenses et recettes budgétaires ainsi que le déficit.

Concernant les réformes structurelles, celles-ci visent principalement à stimuler une réponse de l'offre aux mesures sur la demande induites par le plan de stabilisation macroéconomique pour réaliser une croissance soutenable.

Ainsi, ces réformes concernent des réductions des rigidités structurelles et des distorsions des incitations pour encourager la concurrence interne et externe. Cela concerne principalement une plus large libéralisation des prix et une élimination des pénuries qui caractérisée la période de planification. Dans le même sens, le plan d'ajustement structurel prévoit une plus large restructuration des entreprises publiques et du secteur agricole et un développement du secteur privé pour encourager la concurrence.

En ce sens, l'ajustement structurel devait permettre aux entreprises publiques de devenir rentables à long terme par les différentes mesures qui l'accompagnent mais aussi par un

---

épurement des créances non performantes des banques sur ces dernières estimées à 400 milliard DA en 1993.

En outre, des réformes structurelles devaient être réalisées dans les marchés financiers et ceux du travail pour garantir une meilleure allocation des facteurs de production et des ressources financières. Aussi, pour accompagner les différentes mesures du plan d'ajustement structurel et un passage à une économie de marché, les mesures de protection sociale devaient être adaptées à la nouvelle structure de l'économie. Ce changement doit notamment permettre de concentrer les ressources budgétaires, rares, aux groupes les plus vulnérables, qui devaient être les plus touchés par les mesures d'austérité et de transition.

Il est à noter que les résultats, notamment quantitatifs, annuels de la conduite du plan d'ajustement structurel devaient être présentés et discutés auprès de deux organes institutionnels algériens à savoir le conseil national économique et social CNES et le conseil national de transition CNT, parlement législatif effectif entre Mai 1994 et Juin 1997<sup>60</sup>.

### **3.2.3. Résultats de la période :**

La croissance s'est largement améliorée depuis le début d'application de ce plan atteignant 4% pour les années 1995 et 1996 après des taux négatifs en 1993 et 1994, alors qu'en moyenne la croissance a été de 3,2% entre 1994 et 2000. Bien que ces résultats constituent une évolution positive, ceux-ci restent inférieurs aux objectifs fixés initialement par le plan d'ajustement structurel, notamment pour l'année 1995 où le taux réalisé est inférieur de 2,2% alors que celui de 1996 est inférieur de 1%. Cette reprise de la croissance est notamment marquée dans deux secteurs, celui des hydrocarbures et celui de l'agriculture, ce qui peut induire que l'économie algérienne est encore dépendante de l'évolution des cours internationaux des hydrocarbures, alors que celui de l'agriculture dépend en grande partie des aléas naturels<sup>61</sup>.

Concernant l'inflation, cette dernière a atteint 29% en 1995 pour baisser à 16,5% en 1996 et tomber jusqu'à 0,3% en 2000. Ces taux sont supérieurs à ceux fixés comme objectif par le plan d'ajustement structurel à savoir une inflation de 22% en 1995 et 10,5% en 1996. Ce résultat concorde avec celui réalisé pour la croissance puisque l'atteinte de cet objectif était basée sur une absorption importante de la demande par une croissance plus importante de la production.

---

<sup>60</sup> Ahmed Bouyacoub (1997), "L'économie algérienne et le programme d'ajustement structurel", Confluences, Printemps 1997, p78.

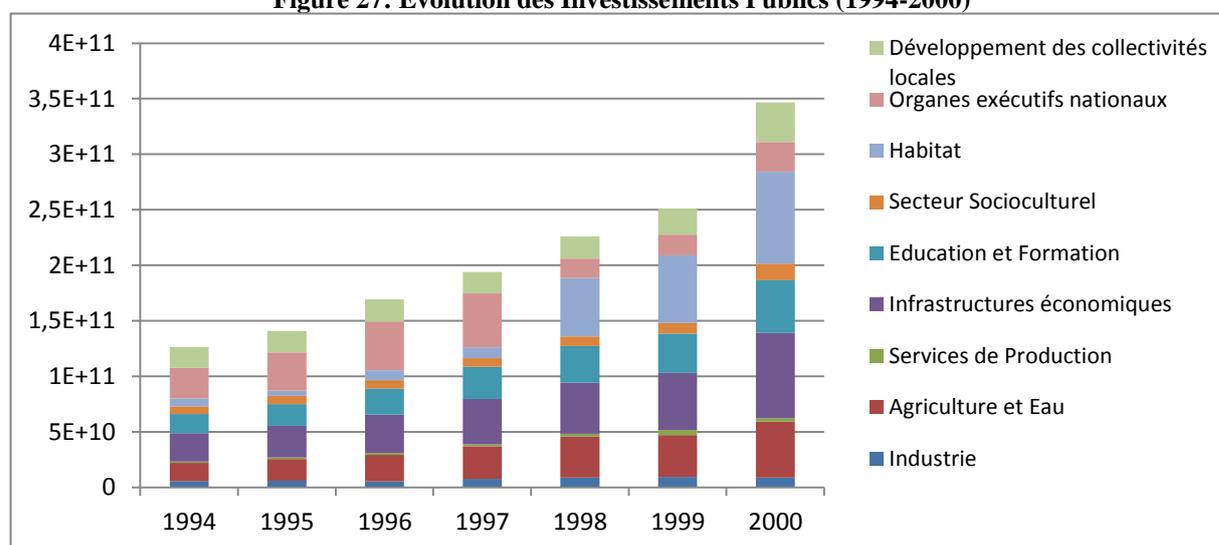
<sup>61</sup> Kouider Boutaleb (2004), "La problématique de l'efficacité des politiques économiques dans les PVD : le cas de l'Algérie", communication au colloque international sur "l'évaluation des politiques économiques : réalités et perspectives" ; Novembre 2004, Tlemcen (Algérie), p6

**Tableau 3: Objectifs et Résultats (1994-2001)**

	1994		1995		1996		1997		1998-2001	
	Prévu	Réal.	Prévu	Réal.	Prévu	Réal.	Prévu	Réal.	Prévu	Réal.
Dép. Bud. (% PIB)	33%	38%	29%	37,9%		28,2%		30,4%		30%
Croissance	3%	-3%	6,2%	4%	5%	4%	5%	1,1%	6%	3,8%
Chômage		24%		27,9%	23%	28,7%	22%	25,4%	18%	27%
Inflation	38,7%	29%	22%	29%	10,5 %	16,5%	10%	5,7%	10%	3%
Dette Ext. (10 <sup>9</sup> USD)	25,7	28,4	28,2	31,3	32	31,3	33,4	28,7	33	23,37
Service Dette <sup>62</sup>	47%	50,6 %	36%	36,4%	40%	28,5%	40%	26,6%	35%	29,5 %

Malgré les contraintes imposées par la mise en place du plan d'ajustement structurel, les investissements publics ont continué de croître à un rythme plus ou moins soutenus durant cette période. Le taux de croissance de ces dernières a été en moyenne de 15,5% par an durant la période du PAS (1994-98), ce taux a fortement augmenté pour la dernière année atteignant 38%. En ce sens, les dépenses d'investissement sont passées de 126,44 milliard DA en 1994 à 225,80 milliard DA en 1998 pour atteindre 346,58 milliard DA pour l'année 2000.

**Figure 27: Evolution des Investissements Publics (1994-2000)**



Source : La Banque Mondiale (2007), Op.cit.

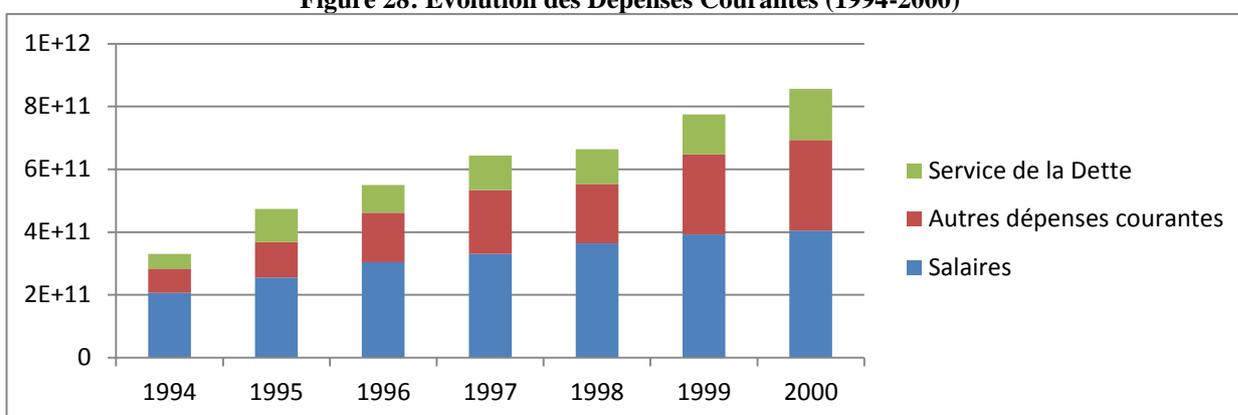
La composition sectorielle des investissements publics a aussi fortement changé. Durant les quatre premières années, les dépenses relatives aux organes d'exécution ont représenté la majeure part, principalement pour les réformes structurelles, cette part a fortement baissé à partir de l'année 1998. Contrairement à la composante précédente, les dépenses dans le secteur de l'habitat ont été très faibles durant la période 1994-97 puis ont fortement augmenté pour la

<sup>62</sup> En % des exportations

période 1998-2000. Cela est principalement dû à la limitation des dépenses sociales durant la période du plan d'ajustement et la volonté des autorités budgétaires de revenir à une situation sociale saine par la suite.

Les autres secteur qui composent les investissements publics ont maintenus des parts relativement stables et enregistrent une croissance continue durant cette période. Cependant, notons que contrairement aux plans budgétaires de la période de planification, les investissements publics dans les secteurs de l'industrie et des services de production ont fortement diminués et ne représentent plus qu'une part très faible des dépenses budgétaires totales.

**Figure 28: Evolution des Dépenses Courantes (1994-2000)**

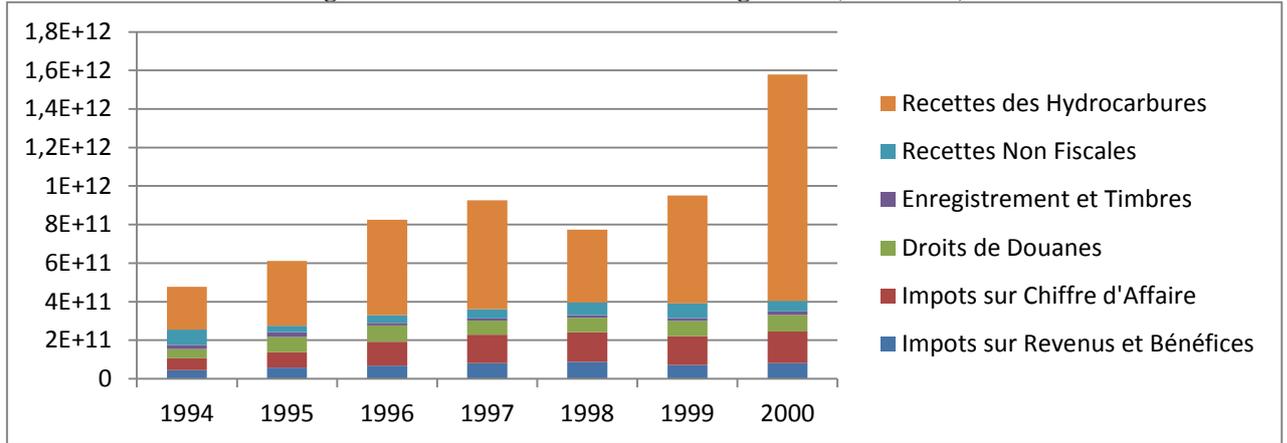


Source : données de l'ONS

Les dépenses de fonctionnement ont connu un bond important, 43% entre 1994 et 1995, passant de 330,4 milliard DA à 473,69 milliard DA. Durant les années suivantes la croissance de ces dépenses s'est stabilisé aux alentours de 15% par an à l'exception de l'année 1998 où ces dernières n'ont cru que de 3%. Notons que la masse salariale a été globalement maîtrisée à un taux inférieur à 10% sauf pour les deux premières années d'exécution du PAS. Ces deux années ont aussi été marquées par une forte inflation ce qui a permis d'atteindre l'objectif de stabilité de ces derniers en termes réels.

Dans le même sens, bien que la valeur du service de la dette ait augmenté en dinars courant durant cette période, ceci est due principalement à l'inflation importante entre 1994 et 1998. Cela a permis de réduire fortement le ratio du service de la dette rapporté au PIB. Ce dernier a été ramené à 32% du PIB en 1996 alors que l'objectif du plan été fixé à 40%, ce taux est même inférieur à l'objectif de long terme posé pour la période entre 1998 et 2001 fixé à 35%. Ce résultat est important dans la mesure où il a permis aux autorités budgétaires de mieux gérer leurs ressources pour l'atteinte des objectifs de long terme.

**Figure 29: Evolution des Recettes Budgétaires (1994-2000)**



Source : données de l'ONS

Durant la période de stabilisation structurelle, les recettes budgétaires sont passées de 477,18 milliard DA en 1994 à 926,67 milliard DA en 1997 pour retomber à 774,51 milliard DA en 1998 et remonter ensuite jusqu'à 1578,2 milliard DA. Cette volatilité est notamment due aux fortes fluctuations des recettes des hydrocarbures qui ont dominées les recettes totales durant cette période malgré les réformes structurelles apportées. Ainsi, ces dernières ont d'abord cru pour atteindre 56,47 milliard DA en 1997 en réponse à la dépréciation du taux de change et une faible hausse de leurs cours internationaux. Cependant, l'année 1998 a vu l'éclatement d'une crise internationale importante résultant sur la baisse des cours de ces derniers et donc des recettes budgétaires qui ont décollé baissant jusqu'à 37,85 milliard DA.

Les prix internationaux remontent fortement vers la fin du 20<sup>ème</sup> siècle, les recettes des hydrocarbures ont enregistré une hausse très importante entre 1999 et 2000, 109,5%, pour atteindre 1173,2 milliard DA. Aussi, les recettes ordinaires ont faiblement évolué durant cette période, on notera cependant une légère hausse des recettes tirées du commerce international et du chiffre d'affaire pendant l'année 1995 suite aux mesures structurelles de libéralisation de l'activité et du commerce international. Cette situation a notamment résulté en un taux de couverture des dépenses courantes par les recettes ordinaires en large baisse passant de 77% en 1994 à seulement 47% en 2000.

Ainsi, le solde budgétaire global a d'abord été déficitaire durant les années 1994 et 1995 autour d'une moyenne de 11 milliard DA, alors que le plan prévoyait un excédent dès 1995, pour enregistrer un excédent durant les deux années suivantes atteignant 9 milliard DA en moyenne. Cependant, ce solde est fortement affecté par la baisse des cours des hydrocarbures durant la crise internationale pour enregistré un taux négatif puis nul durant l'année 1998 et 1999. A noter

---

que sous l'impulsion des hausses importantes des cours des hydrocarbures, ce dernier devient fortement excédentaire en 2000 atteignant 40 milliard DA.

En ce sens, la dette extérieure algérienne, a d'abord enregistrée une hausse passant de 28,4 milliard USD en 1994 à 31,3 milliard en 1995 et 1996. Par la suite, cette dernière a connu une tendance clairement décroissance pour atteindre 23,37 milliard USD en 2000, soit une baisse annuelle de 6%. D'un autre coté les réserves de change ont connues une évolution positive et supérieure aux objectifs fixés atteignant 2 milliard USD en 1995 et doublent à 4 milliard USD en 1996 soit 4 mois d'importation. Ceci alors que les prévisions du plan les situaient à 1,8 milliard USD en 1995 et 2,3 milliard USD en 1996.

Les mesures structurelles du plan ont été dans une grande mesure appliquée. Concernant les entreprises publiques, un nombre important de ces dernières, 900 entreprises, ont été dissoutes. Près de 20% des entreprises à vocation nationale et 30% des entreprises locales. Par ailleurs l'état a procédé à de fortes réductions d'effectifs dans les entreprises publiques avec un taux de plus de 18% pour l'année 1996 seulement, alors que ce taux atteint 40% entre 1994 et 2000 soit 320000 emplois. Ainsi, le taux de chômage a augmenté de 24% en 1994 jusqu'à 30% en 2000, ce qui démontre l'impact sociale de l'ajustement.

Cependant, les effets positifs sur le reste de l'économie, notamment une compensation du secteur privé, n'avait pas accompagné immédiatement ces mesures résultant dans une baisse de la production industrielle de 20% entre 1989 et 1996. Par ailleurs, les mesures de maîtrise de l'évolution des salaires en deçà des taux d'inflation ont été réalisées résultant en une baisse du pouvoir d'achat de 20% en moyenne entre 1989 et 1996. À noter que cette baisse du pouvoir d'achat a été plus marquée pour les cadres que pour les agents d'exécution, ce qui confirme les mesures d'ordre social accompagnant le plan d'ajustement structurel<sup>63</sup>.

### **3.3. Les Plans de Soutien à la Croissance Economiques (2001-2014) :**

Les déséquilibres macroéconomiques, découlant de la période de planification et la crise économique qui s'en est suivie, ont été corrigés au cours de la décennie 1990<sup>64</sup> qui a été aussi marquée par l'abandon du système de planification et le désengagement progressif de l'état des activités industriels. A partir de l'année 2001 suite à une forte hausse des recettes des hydrocarbures, les autorités budgétaires algériennes se sont lancé dans des programmes

---

<sup>63</sup> Ahmed Bouyacoub (1997), Op.cit., p79-80.

<sup>64</sup> Khaled Menna (2014), Op.cit., p15

---

importants d'investissements publics, notamment dans les infrastructures économiques et sociales.

Ainsi, le plan de soutien à la relance économique PSRE est mis en place, en Avril 2001 et couvre la période 2001-2004, pour répondre au niveau important du chômage et au niveau de croissance jugée insuffisant après la fin du plan d'ajustement structurel. Ce dernier a d'ailleurs été réalisé avec un coût social important du fait des mesures de rigueur imposées, comme le souligne Kouider Boutaleb (2004)<sup>65</sup>. Ce plan est suivie d'un plan quinquennal en 2005, dénommé le Plan Complémentaire de Soutien à la Croissance PCSC, sensé donnée une continuité aux mesures du premier plan quadriennal.

Ces deux plans d'investissement public sont suivis d'un second plan quinquennal 2010-2014 appelé le Programme d'Investissement Public. Ce dernier est mis en place d'abord pour mener à terme les projets lancés pendant les deux plans précédents et introduit aussi de nouveaux investissement dans les infrastructures économiques.

### **3.3.1. Objectifs :**

Ainsi, les objectifs de la politique budgétaire pendant cette période se résument dans les points suivants<sup>66</sup> :

- Réaliser une croissance importante par la politique des grands travaux.
- Réduire les inégalités en termes d'infrastructure et de pouvoir d'achat entre les zones urbaines et rurales pour une meilleure équité régionale.
- Améliorer le climat social et le niveau de vie, notamment par les projets d'habitation et un meilleur accès aux soins et à l'éducation.

A ces objectifs repris dans chacun des plans mis en place durant cette période, qui représentent les objectifs principaux de ces derniers, s'ajoutent des objectifs de court terme spécifique à chaque plan.

Ainsi, le Plan de Soutien à la Relance Economique du fait des effets négatifs encore importants hérités du plan d'ajustement structurel vise principalement à réduire le taux de chômage, avec un objectif de création de 850.000 emplois entre 2001 et 2004, et développer les ressources humaines. Aussi, ce dernier ambitionne de développer la production locale et stimuler

---

<sup>65</sup> Kouider Boutaleb (2004), Op.cit., p7

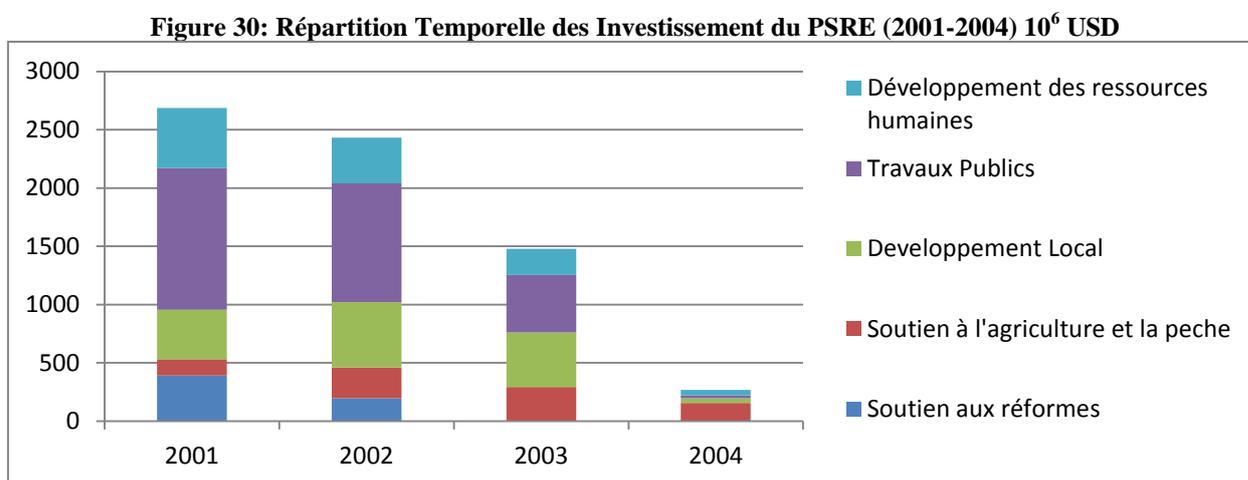
<sup>66</sup> La Banque Mondiale (2007), "Une Revue des Dépenses Publiques ; A la Recherche d'un Investissement Public de Qualité", Vol. 1, Rapport n°36270-DZ, 15 Aout 2007, p4.

la demande interne en améliorant le pouvoir d'achat des consommateurs. En ce sens, le Plan Complémentaire de Soutien à la Croissance reprend les objectifs initiaux et rajoute un objectif d'amélioration du service public, en développant les infrastructures relevant de ce dernier.

### 3.3.2. Moyens Mis en œuvre :

a) Plan de Soutien à la Relance Economique PSRE 2001-2004 :

Pour ce plan, les autorités budgétaires consacrent 7 milliard de dollars sur la durée du plan, soit 525 milliard DA. Les investissements prévus pour chaque année sont décroissant passant de 2,69 milliard USD en 2001 à seulement 0,27 milliard USD pour 2004, la dernière année du plan. Entre les deux années, 2,43 milliard USD devaient être déboursées en 2002 et 1,48 milliard USD en 2003.



Source : Ivan Martin, politique économique et stabilité de l'état, CERI, Mars/Avril 2003

Ces derniers sont répartis en fonction des priorités de la politique budgétaire. Ainsi, 35% de ce montant est consacrée aux travaux publics, qui visent aussi à l'amélioration du service public, à travers les infrastructures économiques et de communication, mais aussi un programme important d'habitat. Aussi, 24% de ce plan est consacrée au développement local et 19% pour le développement des ressources humaines. Finalement, 22% de ce plan est consacrée à l'appui de certaines réformes, notamment par la consolidation des bilans des banques commerciales et soutiens divers au secteur de l'agriculture.

Ce plan intègre aussi des mesures d'allègement fiscal en faveur des entreprises nationales et des investisseurs étrangers. Notons aussi, qu'en parallèle au PSRE, il a été mis en place, en Juillet

---

2002, un plan national de développement agricole PNDA, pour soutenir la croissance dans ce secteur mais induit des dépenses supplémentaires au PSRE<sup>67</sup>.

b) Plan de Complémentaire de Soutien à la Croissance 2005-2009:

Pour la réalisation du plan complémentaire de soutien à la croissance les autorités budgétaires réservent initialement un montant de 4203 milliard DA, soit 55 milliard USD, pendant les cinq années du plan. Ce montant est augmenté de 1191 milliard DA comme dépenses supplémentaires. Cependant, ce plan est révisé par l'ajout de deux programmes majeures, pour les années 2006 et 2007, à savoir le programme spécial pour le développement de la région du Sud d'un montant de 432 milliard DA et le programme spécial pour le développement de la région des hauts plateaux d'un montant de 668 milliard DA.

A cela s'ajoute un reliquat du précédent programme d'investissements publics, le PSRE, d'un montant de 1071 milliard DA et diverses dépenses estimées à 1140 milliard DA. Ainsi le montant total des investissements prévus pour le PCSC est estimé à 8705 milliard DA soit 114 milliard USD<sup>68</sup>.

c) Programme d'Investissement Publics 2010-2014 :

Le programme d'investissement public est mis en place en 2010, d'abord pour mener à terme les projets lancés pendant les deux plans précédents, estimés à 9.700 milliard DA soit 130 milliard USD principalement pour la réalisation des routes, voies ferrées et dans le secteur de l'hydraulique. Ensuite, ce dernier introduit de nouveaux investissements estimés à 11.534 milliard DA, soit 130 milliard USD sur la durée du programme. Ainsi, l'enveloppe totale de ce plan d'investissement public est de 21.124 milliard DA, soit 286 milliard USD<sup>69</sup>.

### 3.3.3. Résultats de la Période :

Les résultats en termes de croissance réelle et d'emplois pendant la période d'exécution du PSRE semblent positifs et concordent avec les objectifs fixés. Ainsi, la croissance économique a enregistré un taux de 5,2% par en moyenne avec un maximum de 7,2% pour l'année 2003 et un minimum de 4,3% en 2004. Ces taux représentent une évolution marquée par rapport au taux enregistré en 2000, estimé à 2,2%.

---

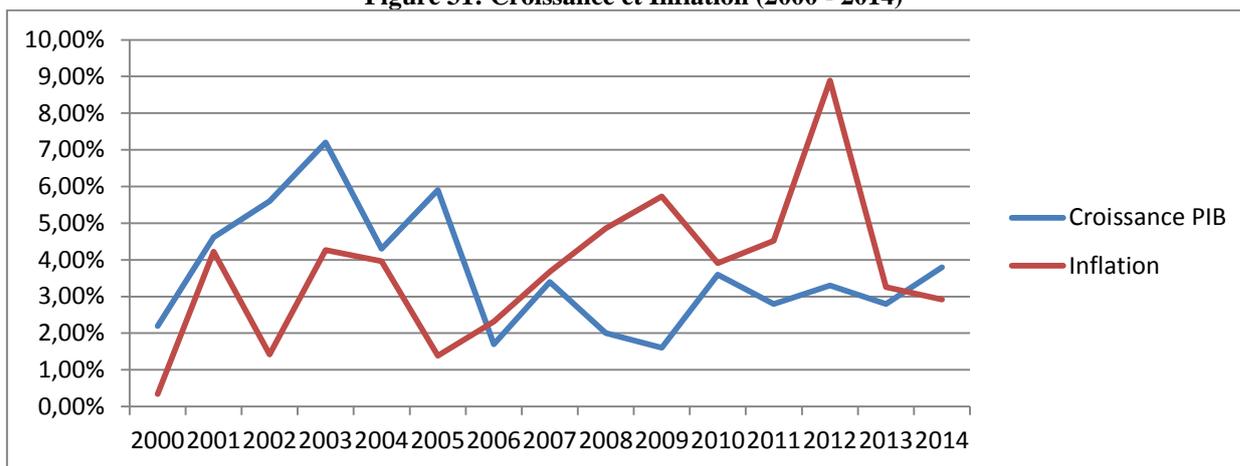
<sup>67</sup> Ivan Martin (2003), "Politique économique et stabilité de l'état", CERI, Mars/Avril 2003, p10-11.

<sup>68</sup> La Banque Mondiale (2007), Op.cit., p1

<sup>69</sup> Khaled Menna (2014), Op.cit., p17

Ces résultats positifs en termes de croissance ce sont aussi répercutés sur le marché de l'emploi. Ainsi, le taux de chômage qui s'établissait à 29,8% en 2000 a pu être réduit de près de 10% durant les quatre années de ce plan pour s'établir à 20% pendant l'année 2004. A noter que la croissance réalisée ne s'est pas faite au dépend de la stabilité des prix. En ce sens le taux d'inflation est resté relativement stable autour de 4% par an, sauf l'année 2002 ou cette dernière a été très avec seulement 1,42%.

**Figure 31: Croissance et Inflation (2000 - 2014)**



Source : données de l'ONS

Cependant, bien que l'année 2005 a enregistré un taux de croissance important, les autres années du PCSC, entre 2005 et 2009, ont été globalement marquée par une croissance modérée autour d'une moyenne de 2,1%, ont comptant l'année 2005 cette moyenne monte à 2,9%. Cette croissance atteint d'ailleurs sont minimum pendant l'année 2009 avec un taux de croissance réelle de seulement 1,6%.

Parallèlement à la faible croissance de la croissance économique, le taux d'inflation a d'abord été très faible en 2005 à seulement 1,38%. Mais ce dernier a suivi une tendance haussière durant cette période sans pour autant enregistré des taux très élevés, sont maximum étant atteint en 2009 avec un taux de 5,73%, alors la moyenne de cette période s'est établie à 3,6%.

Finalement, entre 2010 et 2014, période durant laquelle les autorités budgétaires appliquait les mesures du programme d'investissement, la croissance économique a été très stable ne variant que faiblement autour de sa moyenne de la période égale à un taux de croissance annuel de 3,2%. Concernant l'inflation, en dehors de l'année 2012 marquée par des rappels de salaires importants qui ont poussés le taux d'inflation à 8,89%, cette dernière a été globalement modérée et a baissé jusqu'à 2,92% en 2014. En ce sens, le taux d'inflation a enregistré une moyenne de 4,69% pour toute la période et seulement 3,6% en excluant l'année 2012.

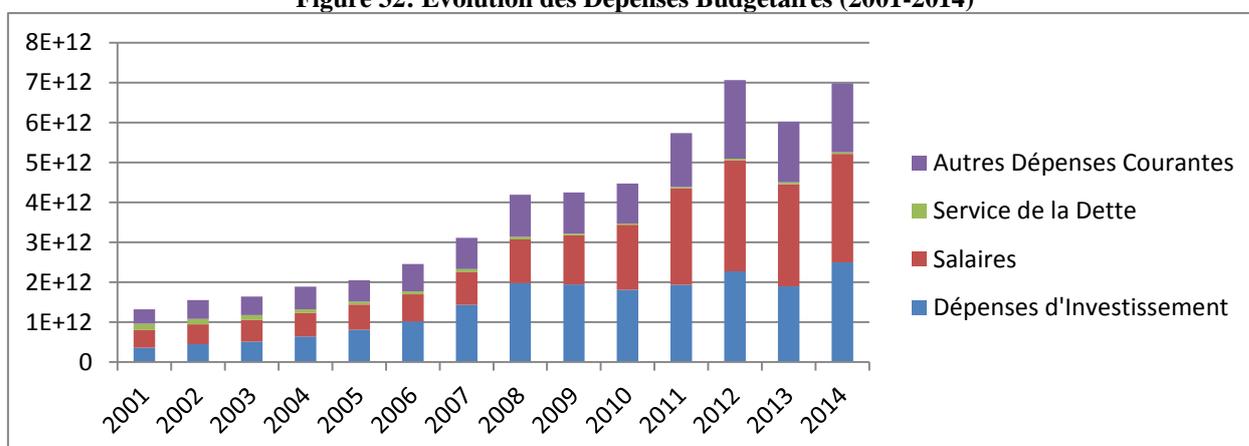
Concernant les dépenses d'investissement public, ces dernières ont d'abord connue une hausse continue entre 2001 et 2008 passant de 357,4 milliard DA à 1973,3 milliard DA. Ces derniers se stabilisent entre 2008 et 2014 autour d'une moyenne de 2000 milliard DA par an.

Ainsi, l'investissement cumulé durant la période d'exécution du Plan de Soutien à la Relance Economique PSRE, a atteint 1964,87 milliard DA alors que ces dépenses ont cru de 78,5% entre 2001 et 2004. Cependant, ces dépenses incluent aussi les dépenses d'équipement des administrations publiques et les dépenses supplémentaires du PNDA non inclus dans le plan initial.

Ces dépenses ont fortement augmenté pendant la mise en œuvre du PCSC, entre 2005 et 2009, en accord avec son ampleur relative, les autorités budgétaires ayant cumulés des dépenses d'investissement de l'ordre de 7176,28 milliard DA durant les cinq années du plan, représentant 265% des dépenses du plan précédent, mais reste légèrement inférieurs au PCSC initial. En ce sens ces dernières ont enregistré une croissance de 140% durant cette période passant de 80,69 milliard DA en 2005 à 1946,3 milliard en 2009, soit une croissance de 28,24% par an en moyenne.

Suite à la conjoncture internationale défavorable et la baisse des cours des hydrocarbures les autorités budgétaires n'ont réalisé que 10404 milliard DA d'investissements publics entre 2010 et 2014 alors que le programme d'investissement publics pour la période prévoyait des dépenses de l'ordre de 21124 milliard DA. Ainsi, ces derniers ont connu une évolution en dents de scie enregistrant néanmoins un investissement de 2493,9 milliard en 2014, soit une croissance de 37,94% par rapport à sa valeur en 2010.

**Figure 32: Evolution des Dépenses Budgétaires (2001-2014)**



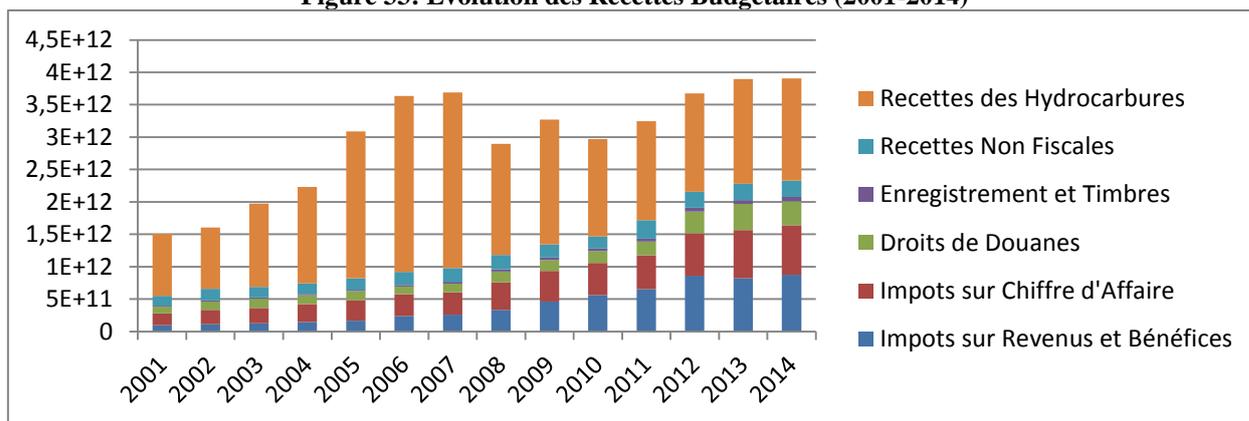
Source : données de l'ONS

Concernant les dépenses courantes, ces dernières ont connue trois tendances durant cette période. D'abord une tendance légèrement croissante passant de 963,6 milliard DA en 2001 à 1250,9 milliard DA en 2004 soit un taux de croissance de 7,4% par an en moyenne. Cette période est marquée notamment par un niveau relativement stable des salaires et un service de la dette en baisse continue après des remboursements anticipés de la dette extérieure publique.

La tendance s'accélère fortement à partir de l'année 2005 passants de 124,5 milliard DA pendant cette année à 2218 milliard en 2008, soit une hausse de 78% sur la période ou 19,5% par an en moyenne. Les dépenses de fonctionnement se stabilisent pendant l'année suivante à 2300 milliard DA. Ces hausses sont notamment dues à de fortes hausses salariales dans la fonction publique pendant cette période suite à la promulgation d'une nouvelle grille des salaires en 2007 et l'application de nouveaux statuts pour les différents services relevant de la fonction publique. A noter que le service de la dette devient presque insignifiant à partir de cette période.

Entre 2010 et 2014, les dépenses courantes connaissent d'abord un taux de croissance important de 79,8% durant les trois premières années, soit 26,6% par an en moyenne, passant de 2659,1 milliard DA en 2010 à 4782,6 milliard en 2012. Ces fortes hausses sont dues à des dépenses ponctuelles, principalement des rappels issus des hausses salariales pendant la période précédentes versés durant les trois premières années de cette période. Ainsi, ce montant baisse pour les deux dernières années à 4131,5 et 4486,3 milliard DA respectivement pour 2013 et 2014.

**Figure 33: Evolution des Recettes Budgétaires (2001-2014)**



Source : données de l'ONS

Concernant les recettes budgétaires, ces dernières ont été dominées par celles des hydrocarbures jusqu'en 2009. Cependant, du fait de la baisse des cours des hydrocarbures après cette période, la part de ces dernières n'a pas cessé de diminuer et a pu être compensée par les recettes ordinaires.

---

Ainsi, les recettes budgétaires ont d'abord connue une croissance modérée de 48% entre 2001 et 2004, soit 12% par an, passant de 1505,5 milliard DA à 2229,9 milliard entre ces deux années. Ces dernières sont principalement influencées par les recettes des hydrocarbures qui ont connu une hausse de 55,3% durant cette période, et ont par conséquent représenté 63,9% du total des recettes cumulées estimées à 7313,1 milliard DA. Cependant, les recettes ordinaires n'ont que faiblement évolué passant de 549,1 milliard DA à 744,2 milliard pendant la durée du PSRE, soit une hausse moyenne de 8,8% par an.

La seconde période, coïncidant avec le PCSC, est caractérisée par trois tendances à l'instar de l'évolution des dépenses au cours de la même période. D'abord une hausse importante des recettes entre les deux premières années qui passent de 3082,8 milliard DA en 2005 à 3639,9 milliard en 2006 soit une hausse de 18%. Cette croissance est notamment due à la forte croissance des recettes des hydrocarbures qui passent de 2267,8 à 2714 milliard DA entre ces deux années. Les recettes totales se stabilisent durant l'année 2008 à 3687 milliard DA avant de chuter de 21,2% en 2008 baissant à 2902,4 milliard DA suivant l'évolution négative des recettes des hydrocarbures suite à la crise économique internationale, ces dernières baissant de 36,7% entre ces deux années et sont relativement compensées par une croissance de 21% des recettes ordinaires. A noter que les recettes budgétaires remontent légèrement en 2009 pour atteindre 3275,4 milliard DA malgré des niveaux toujours bas des recettes pétrolières, biens que meilleurs que celles de 2008, aidés par une croissance des recettes ordinaires qui enregistrent une croissance de 13,6% durant cette année.

Entre 2010 et 2014, les recettes retrouvent une tendance croissante passant de 2989,4 milliard DA en 2010 à 3908,3 milliard en 2014 soit une hausse de 37% durant ces deux années. Ces dernières sont principalement poussées par les recettes ordinaires qui enregistrent une croissance de 56,65% durant cette période, soit 11,3% par an en moyenne atteignant 2330,6 milliard DA en 2014. Ceci alors que les recettes découlant des exportations des hydrocarbures restent toujours faibles et fluctuantes autour d'une moyenne de 1550 milliard DA durant cette période. A noter que la croissance des recettes ordinaires est stimulée par une hausse des impôts sur l'activité et les revenus, poussés par les hausses salariales notamment, mais aussi une hausse importante des taxes sur le commerce extérieur.

Suivant les développements précédents, le solde budgétaire a connu deux grandes tendances entre 2001 et 2014 passant d'un solde excédentaire à un solde fortement déficitaire. Ainsi, le solde public a été d'abord excédentaire et a enregistré une croissance de 543,31% entre 2001 et

---

2006 passant de 184,5 milliard DA à 1186,9 milliard DA entre ces deux années. Cette croissance est notamment due à la bonne tenue des cours des hydrocarbures et des recettes budgétaires qui en découlent.

Cependant, la crise internationale affectant les recettes des hydrocarbures, l'excédent solde budgétaire baisse de moitié durant l'année 2007 pour s'établir à 579,2 milliard DA et devient négatif dès l'année 2008 jusqu'en 2014 avec une tendance globale toujours décroissance. Ainsi, le solde budgétaire global baisse de 630,34% entre 2007 et 2014, passant d'un excédent de 579,2 milliard à un déficit de 3071,9 milliard DA durant cette période. A noter que le déficit atteint une valeur maximale en 2012 s'établissant à 3384,1 milliard DA et enregistrent de légère amélioration tout en restant négatif durant les années 2009 et 2013.

Durant la même période la dette extérieure a d'abord eu une très faible hausse durant les trois premières années passant de 20,7 à 21,89 milliard USD entre 2001 et 2003. Ensuite, cette dernière a commencé à baisser fortement pour atteindre 15,5 milliard USD en 2005 puis 3,87 milliard USD en 2006 soit une baisse de 82% en trois années. Malgré le faible niveau la dette extérieure et les déficits budgétaires enregistrés dans le solde budgétaire à partir de l'année 2008, cette dernière a continué sa baisse jusqu'en 2014 ou elle s'est établie à 1,1 milliard USD.

A noter qu'un fond de régulation des recettes a été créé en 2001, ce dernier est alimenté par la différence entre les recettes des hydrocarbures réels et celles comptabilisées comme recettes budgétaires au prix de référence dans les lois de finance.

---

## **Conclusion :**

Au cours de la première période traitant de la période de planification axée sur l'industrialisation pratiquée entre 1967 et 1979, les autorités budgétaires ont mis en place trois plans budgétaires suivis de deux années hors plan.

Tous ces plans, y compris les deux années des restes à réaliser, ont accordé une importance particulière aux secteurs industriels au détriment de l'agriculture et des secteurs sociaux. En ce sens la part des industries dans les dépenses d'investissement public est restée supérieure à 60% durant toute la période confirmant l'orientation de la politique budgétaire, et la politique économique plus globalement, pendant cette période.

Aussi, les investissements publics ont connu une très forte croissance sous l'effet d'une augmentation des recettes budgétaires, notamment après la nationalisation des hydrocarbures. Ces derniers ont été multipliés par dix durant cette période, passant de 10,3 milliard DA pour le premier plan 84 milliard pour le troisième plan et 106 milliard DA pour les deux années hors plan. Ceci a aussi été accompagné d'une croissance continue des dépenses courantes sous l'impulsion des rémunérations et de la charge de la dette.

Par ailleurs, les recettes budgétaires ont aussi connu une forte croissance notamment depuis la nationalisation des hydrocarbures, malgré leur volatilité principalement répercutée sur les dépenses courantes. Ces dernières ont atteint plus de 50 milliard DA pendant le dernier plan quadriennal sur des recettes anticipées de 100 milliard. La difficulté de mise en place de prévisions fiables concernant ces dernières a fortement influé sur le déficit budgétaire dont le financement s'est principalement réalisé sous formes d'avances de la banque centrale, poussant l'inflation vers la hausse passant de 5% en début de période à plus de 12% durant les dernières années, mais aussi l'endettement extérieur. Ce dernier est passé de 5,1 milliard USD durant le premier plan quadriennal à 20 milliard USD à la fin des années hors plan.

Grace à l'atteinte des objectifs fixés pour les instruments dans les différents plans, notamment en termes d'investissement public, les objectifs assignés à la politique budgétaire pendant cette période ont été globalement atteints, tel que démontré par le tableau n°01. L'objectif de croissance a été atteint avec 6% de croissance annuelle moyenne pendant le premier plan quadriennal et 9% pour le second alors que les objectifs étaient fixés à respectivement 6,5% et 10%. Cette croissance a même permis de dépasser l'objectif d'emploi avec 500 mille poste créée

---

contre un objectif de seulement 450 mille durant le second plan quadriennal. Cependant, cela s'est réalisé au détriment d'un certain niveau d'inflation.

Ainsi, suivant les critères de réalisation des objectifs et les instruments utilisés pour les atteindre, nous pouvons conclure à l'efficacité de la politique budgétaire entre 1967 et 1979.

Pendant la seconde période considérée, entre 1980 et 1989, deux plans quinquennaux ont été mis en place. Ces derniers visaient principalement à rétablir l'équilibre financier, largement déséquilibré pendant la première période, du budget de l'état et des entreprises publiques tout en réalisant le plein emploi. Cet objectif devait passer par une limitation de la dette extérieure et de la monétisation des déficits budgétaires tout en consolidant les dettes des entreprises publiques. La limitation de la monétisation devait aussi permettre une meilleure maîtrise des taux d'inflation qui ont dépassé 10% pendant les dernières années de la précédente période.

La divergence principale durant cette période résidait dans l'affectation des investissements publics. Si la première période était axée sur les industries lourdes, la seconde est réorientée vers les secteurs sociaux et l'éducation en désengageant l'état de l'industrie lourde en faveur des petites et moyennes industries. Ainsi, la part des secteurs sociaux a représenté 45% entre 1980 et 1989 contre 25% pour la première alors que l'industrie n'a représenté que 37% contre plus de 60% pendant la première période.

Concernant l'ampleur de ces investissements, la bonne tenue des hydrocarbures en début de période a induit des prévisions très optimistes poussant vers la planification de 400 milliard DA pour le premier plan et 550 milliard DA pour le second, dont une part importante devait être allouée aux projets restants à réaliser de la précédente période. Cependant, la conjoncture défavorable des cours des hydrocarbures, qui ont atteint 15 USD/baril pendant le second plan contre des prévisions de 28 USD/baril, n'a permis de réaliser que 60% des investissements du premier plan et seulement 39% du second.

En ce sens les résultats en termes de croissance ont été largement inférieurs aux objectifs fixés. Le taux de croissance a été en moyenne de 2,9% dont 4,3% pour le premier plan et 1,47% pour le second alors que les objectifs fixés étaient de, respectivement, 7,1% et 6,6%. Ce résultat s'est aussi répercuté sur l'emploi qui n'a cru que de 6,1% pendant la première période et 4,5% pendant la seconde contre un objectif de 8,7%. Cependant, l'objectif de limitation de la dette extérieure a été globalement atteint en réduisant le stock de cette dernière 12,1 milliard USD. Néanmoins l'atteinte de cette objectif s'est faite par le recours aux réserves de change et à la

---

monétisation des déficits, pourtant devant être limitée, ce qui a créé une inflation importante ; 7% et 10% respectivement pour les deux périodes.

Enfin, la dernière période entre 1990 et 2014 marque l'abandon de la planification et l'enclenchement de la transition vers une économie de marché, ce qui change considérablement la conduite de la politique budgétaire. Cette transition a été forcée par la situation économique délicate de la fin des années 1980 et le déclenchement de la dette et la crise économique au début de la décennie 1990.

En ce sens cette période a été d'abord marquée par plusieurs programmes de stabilisation et d'ajustement structurels. D'abord nationaux mais bénéficiant d'aides financières internationales pour plus de 1,5 milliard USD; Programme de Stabilisation Macroéconomique et Programme de Travail du Gouvernement entre 1990 et 1993. Puis sous la tutelle des institutions internationales FMI et Banque Mondiale ; Plan de Stabilisation et Plan d'Ajustement Structurels entre 1994 et 2001, le premier fixant des objectifs de court terme alors que le second était focalisé sur le moyen et long terme.

Ces plans visaient globalement les mêmes objectifs, alors que les objectifs quantitatifs n'ont été introduits qu'en 1994, à savoir un rétablissement des équilibres macroéconomiques ; soutenabilité de la dette extérieure et maîtrise du service de la dette, une maîtrise de l'inflation, une relance de la croissance économique et une réduction du chômage. Ainsi, l'objectif de croissance économique a été établi à 3% pour 1994, 6,2% pour 1995, 5% pour 1996 et 1997 et se stabilisait à 6% entre 1998 et 2001. Cette croissance devait permettre de résorber l'inflation, qui devait atteindre 38,7% en 1994 et commencé à baisser en 1995 à 22%, et le chômage, ce dernier devant baisser à 23% en 1996, 22% en 1997 et se stabiliser à 18% entre 1998 et 2001.

Concernant le service de la dette ce dernier devait baisser progressivement à 47% des exportations en 1994 puis 36% en 1995, cet objectif a été réévalué avec le plan d'ajustement et a été maintenu à 40% pour 1996 et 1997 pour baisser à 35% entre 1998 et 2001. Cet objectif devait être atteint principalement par les rééchelonnements alors que le stock de la dette devait continuer de croître passant de 25,7 milliard USD en 1994 à 33,4 en 1997 et ne commencer à baisser qu'à partir de cette année.

Cependant, l'atteinte de ces objectifs ne dépendait pas uniquement de la politique budgétaire, dans la mesure où des mesures structurelles ont été mises en place de même qu'une politique monétaire active. En ce sens, la monétisation du déficit a été fortement limitée alors que les

---

autorités budgétaires devaient se désendetter du système bancaire. A noter que ces mesures ont été accompagnées de fortes dévaluations de la monnaie nationale.

Concernant la politique budgétaire, une politique d'austérité a été mise en place avec un relèvement des taux d'impositions devant permettre de faire croître les recettes budgétaires de 29% à 30% puis 32% du PIB entre 1993 et 1995. Aussi, les dépenses budgétaires ont été fortement limitées avec un plafonnement des hausses salariales et suppression des subventions pour réduire les dépenses courantes ainsi qu'une forte baisse des dépenses d'investissement. En ce sens, les dépenses publiques devaient baisser de 36% du PIB à 33% puis 29% entre 1993 et 1995.

Les résultats en termes d'équilibre macroéconomique ont été globalement atteints, notamment en ce qui concerne la réduction de la dette extérieure et de son service dont les résultats sont meilleurs que les objectifs fixés. Si l'inflation a été largement inférieure aux objectifs notamment après 1996, cela est dû en grande partie à l'efficacité de la politique monétaire pendant cette période. Par contre les résultats en termes de croissance et d'emploi n'ont pu être atteints et sont largement éloignés des cibles fixées, cela est principalement dû aux fortes mesures d'austérité structurelle et fiscales, malgré la moindre réduction des dépenses budgétaires.

En ce sens, dès la fin de ces programmes d'austérité, les autorités budgétaires ont mis en place un ensemble de plans de relance économique axés sur la demande, notamment des projets d'infrastructures et d'habitat mais aussi d'éducation, pour relancer la croissance économique et améliorer le niveau de vie en réduisant le chômage. Cependant, ces programmes ne fixent pas d'objectifs quantitatifs clairs.

Ces trois programmes devaient initialement cumuler un investissement public total de 30.354 milliard DA dont 525 pour PSRE, 8705 pour le PCSC et 21124 pour le PIP. Cependant, les investissements publics réels ont suivi les évolutions des hydrocarbures avec des révisions optimistes ou pessimistes. Ainsi, ces derniers ont été supérieurs à l'objectif entre 2001 et 2004 atteignant 1960 milliard DA, alors qu'ils ont été légèrement inférieurs aux prévisions pour le second plan avec 7176 milliard DA et ne représente que 50% de l'objectif entre 2010 et 2014 à seulement 10404 milliard DA.

Cependant, ces différents programmes ont permis de réaliser un certain niveau de croissance économique avec une moyenne proche de 4% par an pendant cette période. Ceci a permis aussi de résorber une part importante du chômage qui est passé de 27,3% en 2001 à seulement 9,5%

---

pendant l'année 2014. Ces résultats ont pu être réalisés tout en maintenant un niveau d'inflation faible à près de 4% par an. De même la dette extérieure a été fortement réduite atteignant près de 1% du PIB en 2014 avec un service de la dette estimé à 0,4% pendant la même année.

En ce sens même si tous les instruments, notamment les investissements publics, n'ont pas pu être mis en place, les objectifs macroéconomiques ont globalement pu être atteints.

---

## **Chapitre II**

# **Déterminants de la Politique Budgétaire en Algérie**

---

## Introduction :

La conduite de la politique budgétaire est déterminée par plusieurs facteurs dont la position de l'économie dans le cycle économique ainsi que la soutenabilité de la dette publique.

D'abord, la conduite de la politique budgétaire est conditionnée par la soutenabilité de sa dette publique. Cette condition peut être étudiée à travers la contrainte de solvabilité telle qu'utilisée par les institutions internationales ou par d'autres indicateurs de soutenabilité budgétaire. Aussi, la dette est liée au système monétaire dans lequel elle est créée<sup>70</sup>, en ce sens, la relation avec la conduite de la politique monétaire revêt une importance particulière concernant l'évolution de l'endettement public.

Cette relation est notamment étudiée dans une perspective stratégique principalement à travers la théorie budgétaire du niveau des prix TBNP « *fiscal theory of price level FTPL* ». Cette dernière permet non seulement de schématiser la relation entre politique budgétaire et monétaire, mais aussi de déterminer la dynamique de la dette publique en fonction de cette relation.

Aussi, la réaction de la politique budgétaire conjoncturelle au cycle économique est étudiée à travers la notion de cyclicité qui permet d'estimer la réaction de cette dernière aux variations de la croissance économique. A cela s'ajoute deux notions essentielles ; les stabilisateurs automatiques qui permettent de lisser l'activité économique et le solde budgétaire ainsi que les soldes conjoncturels et structurels qui permettent de distinguer entre les variations de court et de long terme de la politique budgétaire.

Ainsi, nous étudions dans la première section la contrainte de solvabilité de la dette publique. Ensuite nous analyserons la relation entre politique monétaire et budgétaire en nous basant sur une approche stratégique, après avoir abordé la conduite de la politique monétaire en Algérie. La deuxième section est consacrée à la réaction de la politique budgétaire au cycle économique, nous étudions en ce sens les stabilisateurs automatiques, le solde conjoncturel et structurel, et les théories déterminants les facteurs et effets de la cyclicité de la politique budgétaire.

Finalement, dans la troisième section nous évaluons le degré de cyclicité de la politique budgétaire face aux variations de la croissance économique, mais aussi aux variations de la rente des hydrocarbures. Cette analyse permettra aussi de savoir si la politique budgétaire suit une contrainte de solvabilité vis-à-vis de la dette extérieure.

---

<sup>70</sup> Bruno Théret ( 2016), "Dette Publique et et Auto-Repression Monétaire des Etats", *Savoir/agir*, 2016/1, p63

---

## Section 1 : Policy-Mix et Soutenabilité de la Dette :

Le déficit public peut être financé par la dette intérieure ou extérieure, l'émission monétaire, appelée aussi le seignuriage, ou par la vente d'actifs financiers ou réels. En ce sens, il est clair que les variations de la dette publique ne suivent pas totalement l'évolution du déficit public.

Dans la théorie de la finance fonctionnelle d'Abba Lerner (1943)<sup>71</sup> les impôts doivent être utilisés pour que la demande globale atteigne le plein emploi, alors que la dette doit être monétisée de façon à ce que les taux d'intérêt réel obtenus permettent le taux d'investissement optimal. Dans ce sens, le déficit budgétaire importe peu.

Aussi, selon Daniel Vasseur (1995)<sup>72</sup>, l'état peut se permettre de s'endetter en période de sous-emploi, alors qu'une partie du déficit peut être compensée par l'expansion provoquée par celui-ci. Alors qu'en situation de plein emploi l'état resserre sa politique budgétaire et augmente les charges fiscales pour équilibrer son budget et, peut-être même, dégager un surplus permettant de rembourser la dette cumulée.

Par contre Daniel Tomassi (2010)<sup>73</sup> considère que la politique budgétaire doit être viable à moyen et même à court terme, en ce sens il est important de disposer d'un cadre macroéconomique et financier à moyen terme ainsi que de connaître l'impact financier futur des décisions de politique budgétaire. Cette contrainte de soutenabilité de la dette publique, si elle est appliquée par les autorités budgétaires, conditionne la conduite de la politique budgétaire et risque même de la rendre pro-cyclique. En ce sens, nous étudions dans ce qui suit les différentes approches de la dette et des contraintes de solvabilité et soutenabilité.

La théorie keynésienne, reprise notamment par Eisner & Sang-In Hwang (1993)<sup>74</sup>, évoque aussi un autre mécanisme auto-correcteur des déficits publics ; à savoir l'inflation. Cette dernière réduit la charge réelle de la dette, dont les titres ne sont généralement pas indexés sur le taux d'inflation. C'est justement ce mécanisme qui détermine la relation entre politique monétaire, dont l'objectif principal serait une maîtrise de l'inflation, et la politique budgétaire.

---

<sup>71</sup> Abba Lerner (1943), "Functional Finance and the Federal Debt", *Social Research*, Vol. 10, n°1, February 1943, p38-53

<sup>72</sup> Daniel Vasseur (1995), "les déficits publics : enjeux central de la politique et de la théorie économique des années quatre-vingt-dix", *Revue Française d'Economie*.

<sup>73</sup> Daniel Tomassi (2010), "Gestion des Dépenses Publiques dans les Pays en Développement", éd. Agence Française de Développement, P81

<sup>74</sup> Robert Eisner & Sang-In Hwang (1993), "Self-Correcting Real Deficits: a new lesson in functional finance", in *The Political Economic of Public Debt*, éd. Varbon & Van Winden, p254-294.

---

Ainsi, les économistes keynésiens imputent la responsabilité de l'envolée des dettes publiques aux taux d'intérêts réels élevés découlant de politique monétaire trop restrictive. Creel & Sterdyniak (1995)<sup>75</sup> démontrent dans leur étude que l'augmentation importante de la dette publique entre 1980 et 1993 au niveau mondiale est principalement due aux hausses du taux d'intérêt suite aux politiques monétaires restrictives. Pour ces derniers, l'envolée des déficits et dettes publiques ne peut être la résultante des politiques budgétaires de demande globale, préconisées par les économistes keynésiens.

En ce sens, nous étudions dans un second temps la relation entre politique budgétaire et monétaire suivant les différentes théories et approches du *policy-mix* et notamment la théorie budgétaire du niveau des prix qui met en avant un arbitrage entre inflation et endettement. Ensuite nous abordons la conduite de la politique monétaire parallèlement à la conduite de la politique budgétaire abordée dans le chapitre précédent.

### **1.1. Dette Publique et Contrainte de Soutenabilité:**

Pour les classiques, quel que soit le mode de financement des déficits que ce soit par impôt ou emprunt, les ressources des agents privés restent inchangées. Alors que les économistes keynésiens considèrent que le financement des dépenses publiques par la dette crée une charge pour les générations futures seulement quand celle-ci est détenue par les non-résidents ; dette extérieure<sup>76</sup>. Pour ces derniers, tant qu'une partie du déficit est financée par l'expansion qu'il a provoqué il est préférable de le financer par emprunt plutôt que par impôt, pour éviter les effets récessifs des prélèvements fiscaux.

La dette est considérée comme un instrument de lissage intergénérationnel du risque par Gali (1990)<sup>77</sup>. Ce dernier étudie la composition optimale de la dette publique dans son modèle. Il démontre que la dette non-contingente peut améliorer la richesse si le marché des actifs est suffisamment diversifié et la dette à long terme est assez importante et corrélée avec les chocs de productivité. Dans ce cas le prix des titres publics variera négativement par rapport au rendement des actifs. D'ailleurs le modèle intergénérationnel de Diamond (1965)<sup>78</sup> démontre que la dette publique peut améliorer l'allocation intertemporelle de l'investissement en évinçant l'excès de ce

---

<sup>75</sup> Jerome Creel & Henri Sterdyniak (1995), "Les déficits publics en Europe : causes, conséquences ou remède à la crise ?", Revue de l'ODCE, n°54, Juillet 1995, p57-100.

<sup>76</sup> Bernard Landais (1998), « Leçons de politique budgétaire », éd. De Boeck, Université, Bruxelles (Belgique), p36

<sup>77</sup> Jordi Gali (1990), "Finite Horizon, Life Cycle Saving and the Time Series Evidence on Consumption", Journal of Monetary Economics, Vol. 90, p433-452.

<sup>78</sup> Que nous verrons en détail dans le prochain chapitre.

---

dernier qui aurait pu se réaliser dans l'absence de l'effet d'éviction, vision reprise plus tard par Holmstrom & Tirole (1998)<sup>79</sup>.

Aussi, une accumulation de la dette extérieure peut évincer l'investissement et de fait la croissance économique. Certains économistes dont Krugman (1988) et Sachs (1988) dont les travaux sont repris par Agenor (2004)<sup>80</sup> suggèrent que cet impact négatif n'apparaît qu'après un certain niveau de dette. Pour ce dernier, le niveau de la dette devient menaçant lorsque le remboursement anticipé de cette dernière baisse en dessous de sa valeur contractuelle, traduisant une incapacité des autorités budgétaires à faire face à leurs obligations.

Ce point de retournement apparaît du fait de la prise en considération, notamment concernant les investissements, d'une taxe sur la dette sous formes de remboursements, qu'ils assimilent à une courbe de Laffer de la dette. Cette dernière relie les obligations de dette nominale aux anticipations du marché concernant les remboursements. Au-delà du point maximal les incitations négatives d'investissements sont très fortes de sorte qu'une réduction du stock de la dette publique, ne permettant pas de descendre sous le niveau maximal, résulterait en une hausse de sa valeur de marché.

### **1.1.1. Soutenabilité de la Dette Publique :**

Une approche conventionnelle pour mesurer la soutenabilité de la dette publique consiste en la mesure des rapports de cette dernière à certains indicateurs économiques. La dette publique est jugée insoutenable lorsque ces ratios demeurent élevés de sorte que les autorités budgétaires ne peuvent plus assurer le remboursement du service de la dette. Ces différents ratios sont présentés par Agenor (2004)<sup>81</sup> :

- L'un des ratios les plus utilisés consiste dans le rapport entre stock de la dette et produit intérieur brut, ou exportations de biens et services. Cependant, cet indicateur n'est pas forcément optimal dans la mesure où il ne prend pas en compte la durée de remboursement et les variations des taux d'intérêts. Ce ratio est considéré comme critique à 80%.

---

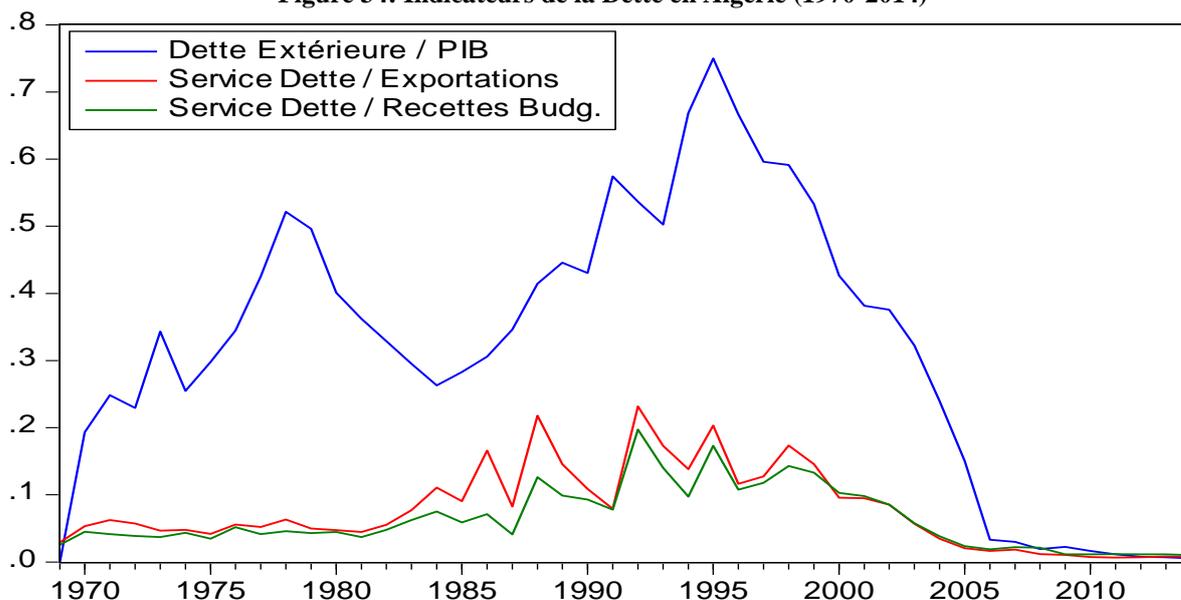
<sup>79</sup> Bengt Holmstrom & Jean Tirole (1998), "Private and Public Supply of Liquidity", *Journal of Political Economy*, Vol. 106, n°1, p1-40.

<sup>80</sup> Pierre Richard Agénor (2004), "The Economics of Adjustment and Growth", Harvard University Press, USA, p562-565

<sup>81</sup> Ibid., p567

- Autre indicateur important, le ratio du service de la dette aux exportations. Ce dernier représente la contrainte en devises d'un état du fait qu'il mesure la relation entre les obligations découlant de la dette et les entrées de devises sous forme d'exportations. Ce dernier permet, contrairement au premier indicateur, de prendre en considération la durée de la dette et les taux d'intérêt qui lui sont imposés de même que les arriérés de paiement et les rééchelonnements de la dette.
- Ratio du service de la dette aux recettes publiques, permet de mesurer la capacité de remboursement des autorités budgétaires. Cette définition des recettes exclue les dons extérieurs et les ventes d'actifs financiers ou réels. Ce ratio est considéré comme faible sous 20%, modéré entre 20% et 50% et élevé au-delà de 50%.
- Ratio des intérêts de la dette aux dépenses publiques, permet de mesurer la contrainte imposée aux dépenses budgétaires.

**Figure 34: Indicateurs de la Dette en Algérie (1970-2014)**



Source : Données de la Banque Mondiale pour la dette et ONS pour le service de la dette

Le graphique précédent illustre l'évolution des différents indicateurs abordés pour l'économie algérienne. Comme nous le notions déjà dans le chapitre précédent, bien que le ratio de dette totale continuait de croître entre 1970 et 1979 les ratios de la dette ont été maintenus globalement bas, sous 10%. Cependant ces ratios s'élèvent fortement à partir de 1985 et jusqu'en 1998 traduisant la situation de crise de la dette qu'a connu l'Algérie pendant cette période. A noter que bien que le ratio de la dette au PIB soit passé de 50% à plus de 70% entre 1990 et 1995, les ratios

---

du service de la dette ont globalement pu être maîtrisés grâce aux accords de rééchelonnement et l'inflation importante durant cette période.

Agenor (2004) préconise une autre méthode pour mesurer la soutenabilité de la dette extérieure consistant dans la comparaison de la valeur actualisée des recettes des exportations à la valeur actualisée des versements futurs, jusqu'à son remboursement total, au titre du service de la dette. Ces valeurs sont actualisées au taux d'escompte, si ce dernier est supérieur au taux d'intérêt de la dette, la valeur actualisée de la dette serait moins importante que sa valeur faciale alors que dans le cas contraire sa valeur sera supérieure à sa valeur faciale.

### **1.1.2. Contrainte de Solvabilité : la méthode des institutions internationales :**

Les institutions internationales, Banque Mondiale et Fond Monétaire Internationale, adoptent une approche par la solvabilité de la dette extérieure, Analyse de la Viabilité de la Dette AVD, dont nous reprenons ici la formulation tirée du manuel de programmation financière (2013)<sup>82</sup>. Dans ce dernier la solvabilité est définie comme étant la situation dans laquelle un pays est en mesure d'assurer le service de sa dette extérieure à moyen et long terme sans avoir à faire défaut ou à renégocier sa dette, cela sans devoir faire des ajustements budgétaires et économiques importants.

Dans ce contexte, le stock de la dette publique dépend, du stock passé de la dette publique, des réévaluations dues au taux de change ainsi que d'autres flux. L'évolution de la dette publique est représentée par la loi dynamique de la dette publique, qui correspond dans une certaine mesure à la contrainte intertemporelle de la politique budgétaire comme nous allons le voir par la suite, cette dernière prend comme point de départ la définition que nous venons de donner à la dette publique et dont nous allons présenter les étapes de spécification.

Les différentes variables utilisées sont les suivantes :

- Le stock de la dette :  $D_t = D_{t-1} + \Delta D_t$
- Dépenses d'Intérêts sur la dette :  $I_t = i_t D_{t-1}$
- Recettes Budgétaires  $R_t$  (nettes des opérations sur actifs financiers et notamment avec les entreprises publiques)
- Dépenses budgétaires primaires  $G_t$  (nettes des intérêts sur la dette)

---

<sup>82</sup> FMI (2013), "Programmation et Politiques Financières", Institut du FMI, p238-247

- Déficit Primaire (ou balance primaire, surplus primaire)) :  $BP_t = R_t - G_t$
- Taux d'intérêt nominal  $i_t$ , taux d'intérêt réel  $r_t$  et le taux d'inflation  $\Pi_t$ . De sorte que, suivant l'équation de Fischer :  $(1 + i_t) = (1 + \Pi_t) (1 + r_t)$
- Le produit national brut PIB donné par sa définition ;  $Y_t P_t$ , ainsi que le taux de croissance réel du PIB nommé ici  $g_t$  ;  $P_t Y_t = (1 + \Pi_t) (1 + g_t) P_{t-1} Y_{t-1}$
- Ainsi que les autres flux AF. Ces flux incluent les autres dépenses non incluses dans G (notamment celles relatives aux entreprises publiques et aux recapitalisations des banques), les autres moyens de financement hors dette (incluant la vente d'actifs) ainsi que les réévaluations dues aux variations du taux de change.
- L'émission monétaire est donnée par  $M_t - M_{t-1}$  et représente le seignuriage. Dans un premier temps nous supposons ce type de financement comme partie des autres flux AF.

Ainsi, la spécification mathématique de la loi dynamique de la dette publique, devient :

$$(G_t + i_t D_{t-1}) - R_t - (M_t - M_{t-1}) + AF_t = (D_t - D_{t-1})$$

$$- BP_t - (M_t - M_{t-1}) + i_t D_{t-1} + AF_t = (D_t - D_{t-1}) \rightarrow \text{Loi Dynamique de la Dette Publique}$$

Pour étudier l'évolution de la dette publique en partant de la loi dynamique, nous exprimons la dette au moment  $t$ <sup>83</sup>,  $D_t$  comme suite :

$$D_t = (1+i_t) D_{t-1} - BP_t - (M_t - M_{t-1}) = (1+i_t) D_{t-1} - (BP_t + \Delta M_t)$$

Afin d'exprimer l'évolution réelle de ces indicateurs nous divisons les deux parties par le PIB nominal «  $Y P$  »<sup>84</sup>:

$$\frac{D_t}{Y_t P_t} = \frac{1 + i_t}{(1 + g_t)(1 + \pi_t)} \frac{D_{t-1}}{Y_{t-1} P_{t-1}} - \left( \frac{BP_t}{Y_t P_t} + \frac{\Delta M_t}{Y_t P_t} \right)$$

Pour simplifier chaque ratio rapporté au PIB sera représenté par sa lettre minuscule ;  $d_t$ ,  $d_{t-1}$ ,  $bp_t$ ,  $m_t$ , respectivement pour la dette au moment  $t$ , la dette au moment  $t-1$ , la balance primaire et la création monétaire.  $(1+i) / (1+\Pi)$  représente le taux d'intérêt réel. Donc l'équation précédente devient :

<sup>83</sup> Pour simplifier nous supposons que les autres flux sont nuls.

<sup>84</sup>  $Y_t = Y_{t-1} * (1 + g_t)$  et  $P_t = P_{t-1} * (1 + \Pi_t)$

$$d_t = \frac{1 + r_t}{1 + g_t} d_{t-1} - (bp_t + m_t)$$

Ainsi, la trajectoire explosive ou non-explosive de la dette dépend du ratio entre taux d'intérêt réel et taux de croissance réel qui détermine la dynamique automatique de la dette. Si ce ratio est supérieur à 1 la trajectoire de la dette est explosive, dans ce cas il faudrait soit des excédents budgétaires supplémentaires ou une plus grande création monétaire. En ce sens le ratio du déficit budgétaire au PIB constitue un indicateur du rééquilibrage budgétaire et permet mesurer les efforts nécessaires pour la stabilisation de la dette. Cet effort est d'autant plus important que le ratio de la dette initial est élevé ou que la différence entre taux d'intérêt réel et taux de croissance est important. Par contre un ratio plus important de seigneuriage réduit l'effort de rééquilibrage nécessaire.

En considérant une économie ouverte, le taux d'intérêt réel ne dépend plus seulement du taux d'intérêt nominal et du taux d'inflation. Dans ce cas, le taux nominal et le taux d'inflation sont une pondération des taux nationaux et étrangers, alors que le taux d'intérêt réel intègre non seulement l'inflation mais aussi les variations du taux de change. Dans ce cas une dépréciation de la monnaie nationale imposerait un effort de rééquilibrage plus important du déficit primaire, les charges de la dette devenant plus importantes.

- **Contrainte Intertemporelle de Solvabilité de la Politique Budgétaire :**

A partir de la loi dynamique de la dette publique simplifiée, nous pouvons déduire la contrainte intertemporelle de solvabilité de la politique budgétaire de sorte que la dette à la période N,  $D_N$ , soit égale à la somme actualisée des surplus primaires BP jusqu'à la période N ainsi que les charges d'intérêts sur la dette initiale  $D_0$ . Ainsi, l'équation de la Contrainte intertemporelle de la politique budgétaire s'écrit comme suite :

$$D_N = (1 + i)^N D_0 - \sum_{j=1}^N (1 + i)^{N-j} BP_j$$

Cette équation peut être réécrite de façon à mettre en évidence le financement de la dette initiale, en divisant tous ses termes par  $(1 + i)^N$  ;

$$D_0 = \sum_{j=1}^N \left( \frac{1}{1 + i} \right)^j PB_j + \left( \frac{1}{1 + i} \right)^N D_N$$

Ainsi la dette initiale est égale à la valeur actualisée des déficits primaires futurs plus la valeur actualisée de la dette à la période finale. Pour transformer cette équation en contrainte budgétaire, on introduit une condition, appelée la condition de transversalité ou condition de Non-Ponzi, pour la dette à la période finale  $D_N$ .

$$\lim_{N \rightarrow \infty} \left( \frac{1}{1+i} \right)^N D_N = 0 \quad \text{Alors}$$

Cette condition impose que, dans un horizon infini, la dette initiale doit toujours pouvoir être financée par les déficits futurs. Ainsi, nous avons pu former la contrainte de solvabilité de la dette publique à partir de la loi dynamique de la dette publique. Pour qu'une politique budgétaire soit solvable à terme, elle doit répondre à cette contrainte.

$$D_0 = \sum_{j=1}^N \left( \frac{1}{1+i} \right)^j PB_j$$

Outre la solvabilité, les institutions internationales insiste aussi sur les problèmes de liquidité qui peuvent avoir lieu même lorsque la dette extérieure est viable à moyen et long terme, représenté par un ratio de la dette faible et en baisse<sup>85</sup>. Ce problème concerne la capacité de remboursement à court terme et dépend aussi de la confiance des prêteurs qui peuvent considérer d'augmenter la couverture à court terme de la dette arrivée à échéance. D'ailleurs le ratio étudié dans le point précédent, service de la dette rapportée aux recettes budgétaires ou recettes des exportations, permet une mesure du risque de liquidité.

## **1.2. Dette Publique et Politique Monétaire : Une Approche par la Théorie Budgétaire du Niveau des Prix**

La théorie budgétaire du niveau des prix, TBNP ou FTPL, est purement théorique, cependant elle nous permet de comprendre la relation entre les deux politiques économiques et son impact sur la dette publique et la conduite de la politique budgétaire.

En ce sens, la TBNP permet d'analyser la cohérence des comportements des deux politiques économiques à travers la fonction de réaction de la Banque Centrale et celle des autorités budgétaires. Leurs actions peuvent être coordonnées ou conflictuel, une institution pouvant être dominante ou dominée, ces derniers conduisent à des équilibres stables ou des déséquilibres macroéconomiques importants.

---

<sup>85</sup> Ce qui correspond à la contrainte de solvabilité explicité dans cette section.

---

En ce sens nous étudions d'abord l'approche traditionnelle du Policy-mix dans une optique d'efficacité. Dans une seconde étape nous aborderons les approches stratégiques de la relation entre politique monétaire et budgétaire et leurs conséquences sur la conduite de la politique budgétaire. Ces dernières aboutissent à la théorie budgétaire du niveau des prix que nous étudions dans le troisième point. Finalement, on procédera à l'analyse de la conduite de la politique monétaire en Algérie durant la période de l'étude parallèlement à la conduite de la politique budgétaire abordée dans le chapitre précédent.

### **1.2.1. Interactions entre politique monétaire et budgétaire, le policy mix :**

La relation entre ces deux politiques apparaît d'abord dans les modes de financement de la politique budgétaire. Les monétaristes considèrent tous les instruments comme équivalents. Une hausse actuelle de la dette équivaut à des augmentations futures des prélèvements fiscaux alors qu'une monétisation du déficit provoque une inflation qui réduit le pouvoir d'achat des ménages. Au final quel que soit le mode de financement la consommation des ménages baisse. Par contre Blinder & Solow (1972)<sup>86</sup> et Buiter & Tobin (1974)<sup>87</sup> ajoutent que la monétisation pourrait être bénéfique dans la mesure où elle réduit les effets d'éviction permettant un multiplicateur proche de 1 malgré la hausse de l'inflation.

Se basant sur le théorème de Tinbergen (1952), Mundell (1962)<sup>88</sup> argue que chaque politique économique doit poursuivre l'objectif sur lequel elle a la meilleure efficacité relative. Ceci suggère une coordination des politiques monétaires et budgétaires pour réduire les effets indirects découlant de la poursuite de leurs objectifs respectifs, principalement inflation et croissance. Sous l'hypothèse d'une économie fermée l'interaction entre les deux politiques n'est pas importante selon le mécanisme de l'entonnoir commun de J. Tobin (1982), les deux politiques ayant les mêmes effets sur l'activité économique.

Dans le cas d'une économie ouverte avec change fixe, Mundell (1962), suggère une affectation de la politique budgétaire à l'équilibre interne, déficit intérieur, et la politique monétaire à l'équilibre externe, déficit extérieure. Par contre en change flexible, selon ce dernier, l'équilibre externe se réalisant automatiquement, il est préférable d'affecter un objectif d'inflation à la

---

<sup>86</sup> Alan S. Blinder & Robert M. Solow (1972), "Does Fiscal Policy Matter?", Research Memorandum, n°144, August 1972.

<sup>87</sup> James Tobin & Willem Buiter (1974), "Long Run Effects of Fiscal and Monetary Policy on Aggregate Demand", Cowles Foundation Discussion Paper, n°384.

<sup>88</sup> Robert A. Mundell (1962), "The Appropriate Use of Monetary and Fiscal Policy for Internal and External Stability", IMF Staff Papers, Vol.9, n°1, March 1962, p70-79.

---

politique monétaire et un objectif de croissance à la politique budgétaire pour atteindre un équilibre interne.

Cependant, avec l'indépendance accrue des banques centrales, la coordination des politiques monétaires et budgétaires devient difficile selon Persson & Tabellini (1993)<sup>89</sup> et peut même aboutir à des stratégies contradictoires. Ces derniers arguent en faveur d'une fixation des objectifs de la politique monétaire par l'état en accord avec les objectifs de politique budgétaire alors que la banque centrale serait indépendante dans les instruments utilisés.

### 1.2.2. Dette, inflation et Policy-mix :

Cette théorie est née à partir de plusieurs travaux traitant de la relation entre politique budgétaire et monétaire et leurs interactions avec l'inflation et le niveau de la dette. En ce sens, nous adoptons la présentation de Creel J. & Sterdyniak H. (2001)<sup>90</sup> faite de ces derniers qu'ils considèrent comme précurseurs de la TBNP.

Pour Sargent & Wallace (1981), l'état fixe un déficit primaire en pourcentage du PIB « d »<sup>91</sup> alors que la banque centrale fixe un taux de croissance de la masse monétaire en pourcentage du PIB « m », ce dernier détermine le taux d'inflation «  $\Pi$  ». Ainsi, tant que le taux d'intérêt réel « r » est positif et le déficit primaire supérieure au taux d'inflation, la dette publique croît en pourcentage du PIB. Cette situation conduit à une trajectoire explosive de la dette « b »;

$$b_t = (1+r) b_{t-1} + d_t - \Pi_t$$

Ainsi, ces deux économistes, suggèrent deux situations de Policy-mix excluant une non-coordination. Une première où la politique monétaire domine, donc les autorités budgétaires, à un moment « T », se soucient du niveau de la dette et pratiquent une politique d'excédent budgétaire. Cet excédent est d'autant plus important que les autorités budgétaires tardent à réagir, dans la mesure où il intègre le taux d'inflation déterminé par la banque centrale et le niveau de la dette croissant avec le temps.

$$d_t = \Pi - (1+r) b_T$$

---

<sup>89</sup> Persson T. & Tabellini G. (1993), "Designing Institutions for Monetary Stability", Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policies, Vol. 39, p53-84.

<sup>90</sup> Jerome Creel & Henri Sterdyniak (2001), "La Théorie Budgétaire du Niveau des Prix : un Bilan Critique", Revue d'économie Politique, Vol. 111, p909-939.

<sup>91</sup> Un d négatif représente un excédent budgétaire

---

Une seconde combinaison où la politique budgétaire domine et c'est les autorités monétaires qui se soucient du niveau de la dette à un moment T. Ainsi, la banque centrale laisse croître l'inflation  $\Pi$  d'autant plus fort que la réaction aurait été tardive.

$$\Pi_t = (1+r) b_T/M$$

Ce modèle décrit ce que la théorie des jeux appelle un jeu de « poule mouillée » ; chaque autorité suit sa logique ce qui fait que la dette explose, la première institution qui cède permet d'éviter la catastrophe mais accepte la domination de l'autre institution. Ainsi, l'indépendance de la Banque Centrale n'est pas suffisante pour contrôler le niveau d'inflation, il faut aussi qu'elle soit l'institution dominante et que l'état ou les syndicats ne réussissent pas à lui imposer le rôle du joueur dominé.

Pour Creel & Sterdyniak (2001)<sup>92</sup>, ce dernier comporte quelques défauts notamment ; l'hypothèse d'un contrôle direct du niveau des prix à travers la quantité de monnaie par la banque centrale et un système de seigneurage, qui n'est plus utilisé par la plupart des banques centrales. Aussi, aucune considération n'est attribuée aux objectifs des autorités monétaires ou budgétaires, de même que sur ce qui fait que l'une ou l'autre domine.

Dans une étude ultérieure de Sargent (1982), ce dernier fait dépendre le niveau de la dette non pas des déficits passés mais des déficits futurs anticipés. En partant de la contrainte budgétaire, ce dernier argue que pour contrôler le niveau de la dette, le solde budgétaire ne doit pas être déterminé par le niveau de la dette et les prix ne doivent pas être contrôlés par la politique monétaire. Sargent (1982) ajoute aussi que si l'état est ricardien, toute hausse de la dette équivaut à des hausses futures des prélèvements, dans le cas contraire celle-ci équivaut à un seigneurage futur de la dette<sup>93</sup>.

Se basant sur un modèle à générations imbriquées avec l'hypothèse d'un taux d'intérêt nominal fixe, Aiyagari & Gertler (1985) arguent que la hausse de l'inflation permet de stabiliser l'économie suite à une hausse du déficit budgétaire, déterminé par les autorités budgétaires. Dans ce cas, l'état ne doit pas tenir compte d'une contrainte budgétaire, d'où une domination de la politique budgétaire.

L'étude de Leeper (1991) constitue une base solide à la FTPL, cette dernière étudie la relation entre politiques monétaire et budgétaire, aboutissant à quatre situations d'équilibre ou

---

<sup>92</sup> J. Creel & H. Sterdyniak (2001), *Op.cit.*, P914

<sup>93</sup> Nous y reviendrons dans le chapitre 3 en étudiant la théorie néoricardienne d'équivalence.

---

déséquilibre. Ce dernier suppose dans chaque situation l'une des politiques active alors que l'autre politique est supposée passive, soumise aux actions de la politique active, ou d'autres combinaisons des deux. La politique monétaire est active lorsqu'elle augmente le taux d'intérêt nominal en réaction à une hausse de l'inflation, ne souciant pas de son effet sur la dette, alors que la politique budgétaire est passive si elle réduit son déficit budgétaire, ou produit un excédent, lorsque la dette augmente.

Ainsi, lorsque les deux politiques sont actives l'économie est instable. Cela se traduit par une inflation et un taux d'intérêt réel très élevés ainsi qu'une trajectoire explosive de la dette publique. Si les deux politiques sont passives, l'économie converge toujours vers les valeurs initiales de l'inflation et de la dette.

La troisième situation suppose une politique monétaire active stabilisant l'inflation par les taux d'intérêt et une politique budgétaire passive stabilisant le niveau de la dette. Ceci aboutit à un équilibre stable alors que la politique budgétaire suit une contrainte budgétaire. Finalement, la quatrième situation suppose une politique monétaire passive, ne réagissant pas à l'inflation, et une politique budgétaire active, ne réagissant pas à la dette. Dans cette situation le niveau des prix est déterminé par la politique budgétaire qui n'est pas soumise à une contrainte budgétaire.

Pour Sims (1994), la politique budgétaire doit satisfaire une contrainte d'équilibre budgétaire alors que l'inflation est déterminée par l'offre de monnaie de la banque centrale. Ce dernier ajoute, que si la politique monétaire control seulement le taux d'intérêt nominal alors le niveau des prix est déterminé par la dette publique initiale.

L'article de Woodford (1995) suggère la mise en place d'une théorie quantitative de la dette publique pour déterminer le niveau des prix, considérant que la masse monétaire ne peut plus être contrôlée directement par la banque centrale. En ce sens, la politique budgétaire est soumise à une contrainte de soutenabilité de sorte que les excédents budgétaires futurs puissent couvrir la dette initiale. Dans cette situation, appelée régime ricardien, la politique monétaire domine, le niveau des prix étant indéterminé sauf si le taux d'intérêt nominal est fixé en fonction de l'inflation.

L'économiste aborde aussi la situation d'un régime non ricardien où la politique budgétaire domine, ne se souciant pas du niveau de la dette. Ainsi, c'est l'inflation qui permet de satisfaire la contrainte budgétaire de l'état. Cette hausse des prix se réalise, suivant un article ultérieur de

---

Woodford (1998b), par l'effet de la politique budgétaire expansionniste sur le marché des biens, notamment à travers l'augmentation de la consommation des ménages, supposés non ricardien.

### 1.2.3. La Théorie Budgétaire du Niveau des Prix :

La théorie budgétaire du niveau des prix TBNP étudie la détermination des prix dans une économie à prix parfaitement flexibles avec des autorités monétaires ne réagissant pas à l'inflation et des autorités budgétaires ne réagissant pas au niveau de la dette publique. Aussi, cette théorie est construite autour de quelques hypothèses ;

- Le niveau des prix ne peut être déterminé par l'offre exogène de la monnaie.
- L'inflation ne peut être déterminée par le taux de croissance de la masse monétaire.
- L'inflation dépend de la règle de fixation du taux d'intérêt par la banque centrale.

Dans ce contexte, c'est le niveau des prix qui s'ajuste de façon à ce que l'endettement public satisfait la contrainte budgétaire :

$$P_0 = \frac{B_0}{\sum_{j=t}^{\infty} (\prod_{k=t}^{j-1} (1 + r_k^*)^{-1}) s_j}$$

$B_0$  étant le stock de la dette publique,  $r$  taux d'intérêt réel,  $s$  surplus public primaire et  $P_0$  le niveau des prix. Ainsi, si le solde public  $s_j$ , ou les anticipations des agents privés de ce dernier, baisse suite à une hausse des dépenses budgétaires ou baisse des prélèvements, le rapport entre dette publique et solde primaire augmente. Dans ce cas, le niveau des prix  $P_0$  doit augmenter pour rétablir l'équilibre. Donc, la politique monétaire est passive et le niveau des prix est déterminé par le niveau de la dette publique.

Par ailleurs, Carlstrom & Fuerst (1999)<sup>94</sup>, distinguent deux versions de la TBNP :

- a) Une version faible où les autorités budgétaires dominent et imposent une certaine politique monétaire.
- b) Une version forte où la politique monétaire ne peut en elle-même déterminer le niveau des prix ; cela implique soit qu'elle ne contrôle pas le taux d'intérêt ou qu'elle ne contrôle pas la masse monétaire.

---

<sup>94</sup> Carlstrom, Charles T. & Fuerst, Timothy S. (1999), "Money Growth and Inflation: Does Fiscal Policy Matter?", Economic Commentary, Federal Reserve Bank of Cleveland, April 1999. In Creel & Sterdyniak (2001), op.cit.

Le comportement des agents publics, banque centrale et autorités budgétaires, a été introduit dans plusieurs modèles macroéconomiques. En ce sens la TBNP n'est pas toujours valable suivant les hypothèses de ces modèles ;

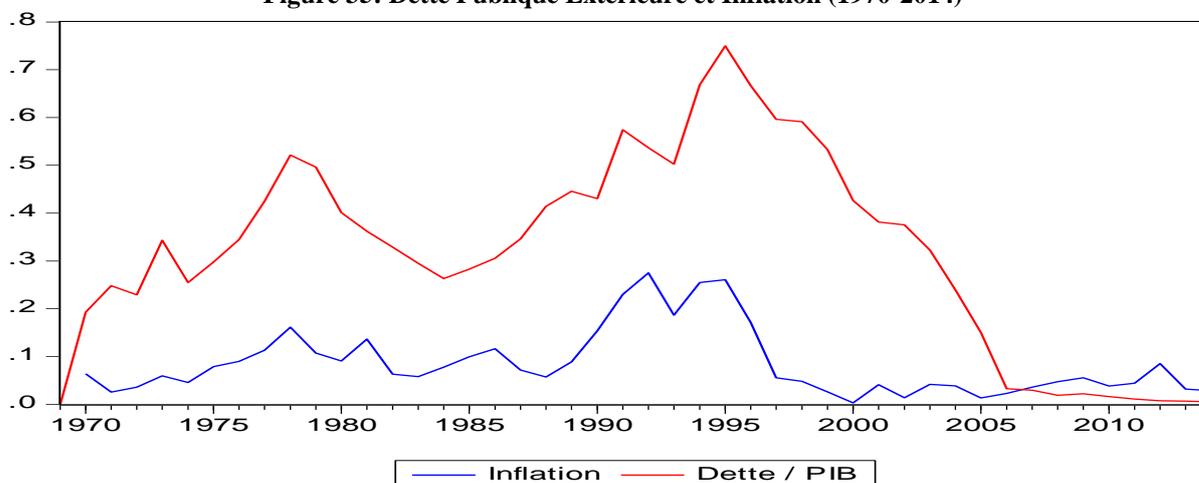
- Le comportement des ménages ; peut être ricardien ou non ricardien.
- L'ajustement des prix ; le niveau des prix peut être parfaitement flexible et peut donc augmenter rapidement pour assurer la solvabilité de l'état, il dépend alors directement des politiques économiques anticipés. Cependant, l'évolution des prix peut aussi être discontinue et lente selon les déséquilibres des marchés des biens et du travail

### 1.3. Conduite de la Politique Monétaire et Policy-Mix en Algérie :

Dans le cadre du système de planification centralisée entre 1967 et 1979, la politique monétaire a été globalement passive, la conduite de cette dernière se limitant à fournir les liquidités nécessaires au fonctionnement de l'économie et monétiser les déficits budgétaires. Bien que les deux plans quinquennaux entre 1980 et 1989 prévoyaient une limitation de la monétisation et de l'endettement extérieur, comme nous le notions dans le chapitre précédent.

Le seignuriage a dû couvrir près de 30% et plus de 60% des besoins de financement respectivement durant ces deux plans. Cela tient à une baisse importante des recettes budgétaires, notamment celles liées aux hydrocarbures. Cette monétisation a cependant provoqué une inflation importante, plus de 7% en moyenne. Ceci démontre une certaine domination de la politique budgétaire avant 1990. A noter une courte période de entre 1980 et 1985 où la politique monétaire permet de réduire l'inflation et la politique budgétaire maîtrise son ratio de dette extérieure.

Figure 35: Dette Publique Extérieure et Inflation (1970-2014)

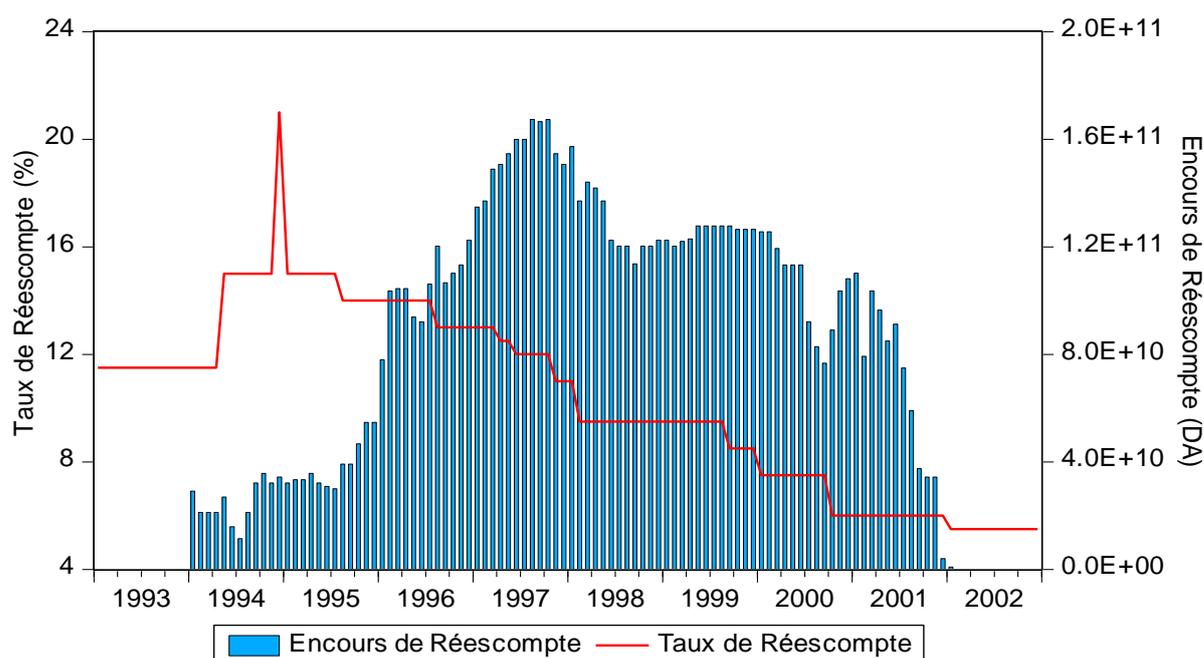


Source : données de la Banque Mondiale

A partir de 1990 et le début de la crise économique en Algérie, les autorités budgétaires ont enclenché une politique de rigueur pour réduire le niveau de la dette. Bien que le niveau de cette dernière ne soit pas trop élevé, le service de la dette a atteint 20% en 1991 et n'a pu être contenu par la suite malgré la hausse du stock de la dette que grâce aux différentes mesures des institutions internationales et le rééchelonnement de la dette.

Parallèlement, l'inflation a d'abord connu une hausse importante atteignant 32% en 1992 et 29% en 1995, principalement comme conséquence aux suppressions des subventions différents produits conjointement à une dévaluation importante de la monnaie locale. A noter qu'entre 1990 et 1994 les objectifs de la politique monétaire étaient de réaliser le plein emploi en parallèle à une stabilité de la valeur de la monnaie, ce qui ne met pas l'inflation comme objectif unique de la politique monétaire. Ce n'est qu'à partir de 1994 que l'objectif de croissance est devenu secondaire, instituant l'inflation comme principal objectif. D'ailleurs les objectifs intermédiaires introduits stipulent clairement une limitation de la création monétaire.

**Figure 36: Evolution du Réescompte en Algérie (1993-2002)**



Source : Banque d'Algérie

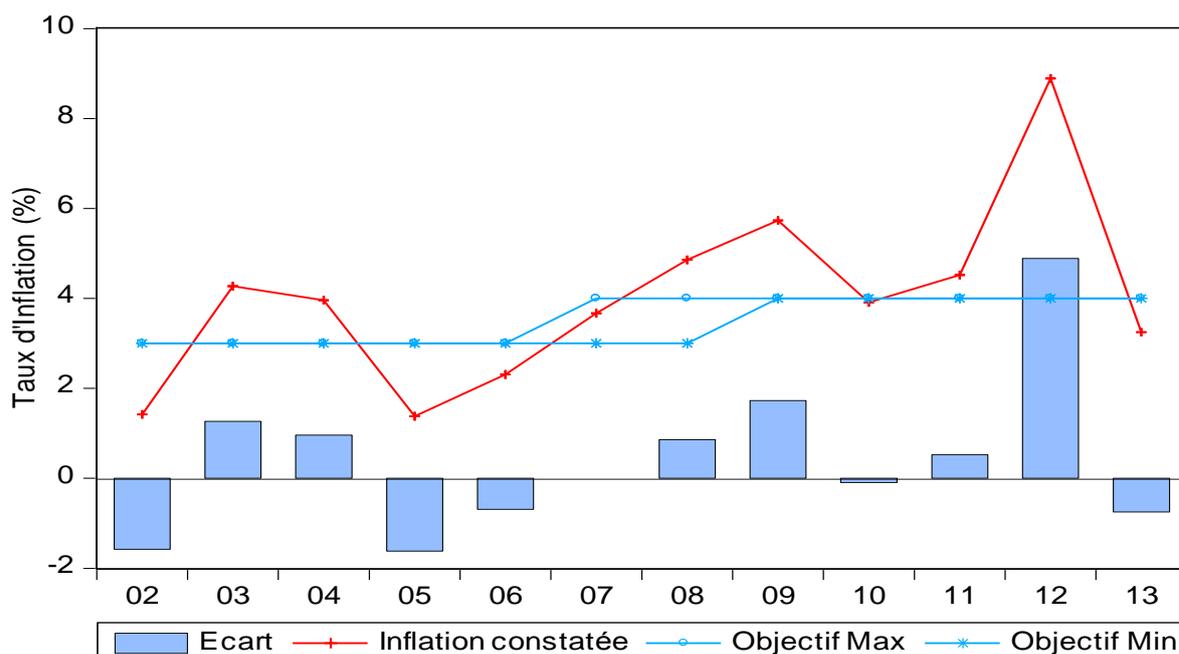
Aussi, les instruments de la politique monétaire utilisés entre 1990 et 2000 ont suivis l'évolution de l'inflation. Le taux de réescompte, principal instrument durant cette période, est passé de 5% en 1988 à 21% en 1995, l'encours de réescompte restant relativement faible. Ceci alors même que le stock de la dette publique continuait de croître en pourcentage du PIB atteignant plus de 75% en 1995. Cependant, dès que les tensions inflationnistes ont commencé à baisser, passant de

29% en 1995 à moins de 1% en 2000, les autorités monétaires ont réduit progressivement le taux de réescompte permettant un plus grand encours de ce dernier.

Entre 2001 et 2014, le ratio de la dette a été en constante baisse du fait des remboursements anticipés de cette dernière, ce dernier devient inférieur à 5% depuis 2005. Ceci laisse suggérer une politique budgétaire permettant de rembourser la dette extérieure, bien que les revenus des hydrocarbures aient largement contribué à la réalisation de ce résultat.

Concernant la politique monétaire, cette dernière s'est fixé un objectif final et unique de maîtrise du taux d'inflation en mettant en place une cible précise ou une fourchette cible pour chaque année. Cette dernière a été de 3% entre 2002 et 2006, entre 3% et 4% pour 2007 et 2008 pour finalement être fixée à 4% depuis 2009. D'ailleurs ces objectifs ont été globalement réalisés, sauf pour l'année 2012 marquée par des dépenses budgétaires courantes, salaires notamment, importantes.

**Figure 37: Objectif et Taux Effectif de l'Inflation en Algérie (2002-2013)**



Source : Rapports de la Banque d'Algérie

Du fait de l'excès de liquidité qui caractérisait le système bancaire en Algérie à partir de 2001 les instruments traditionnels, notamment le réescompte, sont devenus inefficaces. Les banques commerciales ne recourant plus au refinancement de la banque centrale. En ce sens, des instruments de ponction de liquidité, reprises de liquidité et facilités permanentes de dépôt, ont

---

été introduit par la banque d'Algérie, de même qu'une réactivation des réserves obligatoires, avec des montants et des taux de rémunérations toujours plus importants.

Cependant, bien que l'objectif d'inflation soit atteint sur la majeure part de cette période, cela n'est pas forcément dû à la conduite de la politique monétaire. D'ailleurs, en contexte d'excès de liquidité l'efficacité de la politique monétaire est relativement limitée. D'ailleurs une étude de Maamar B. & Amani I. (2015)<sup>95</sup> démontre un très faible impact des différents chocs monétaires, notamment la masse monétaire, sur l'inflation entre 2001 et 2014 alors que cette dernière exerçait un impact significatif entre 1991 et 2000.

Ces résultats laissent suggérer que malgré l'indépendance de la banque d'Algérie et l'orientation clairement en faveur d'une maîtrise de l'inflation pour la politique monétaire, l'inflation dépend à priori globalement des chocs réels et de chocs budgétaires, cet impact sera étudié dans le dernier chapitre. Cependant, nous vérifierons empiriquement si la politique budgétaire en Algérie suit une contrainte de soutenabilité de la dette publique, dans la dernière section de ce chapitre. Ceci permettra de savoir si la politique budgétaire a été active ou passive durant les années de l'étude.

---

<sup>95</sup> Belkheir Maamar & Ismail Amani (2015), "Impact des Chocs Monétaires sur l'Inflation et la Croissance ; cas de l'économie algérienne (1991-2014)", *Revue Stratégie et Développement*, n°9, Juillet 2015.

---

## Section 2 : Cycles Economiques et Cyclicité de la Politique Budgétaire :

Le concept de cycles économiques n'a pris de l'importance que depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle, alors que durant la période précédente les économistes ne s'intéressaient qu'au concept de crises<sup>96</sup>. En effet, le concept de cycles renvoi à l'étude d'un mécanisme et de ses séquences au cours d'une certaine période. A noter que ce dernier existait auparavant à travers l'idée des périodes se joignant selon le principe de la thèse-antithèse-synthèse de G.W. Friedrich Hegel ou encore dans les phases de l'évolution chez Auguste Comte. Aussi, Windelband et Rickert démontrent que les théoriciens considèrent les faits comme des manifestations répétitives, contrairement aux historiens qui les considèrent comme uniques<sup>97</sup>.

Aussi, une grande part des économistes considère que les cycles économiques sont plus prononcés dans les pays en développement, plus spécialement celles dont l'économie est basée sur les revenus des matières premières. Ceci est dû principalement à la forte volatilité des prix de ces derniers qui résultent dans des variations importantes dans les recettes de l'état et affectent ainsi proportionnellement les dépenses budgétaires.

En ce sens une large littérature s'intéresse aux effets des variations économiques au cours du cycle sur la conduite de la politique budgétaire. Cette dernière est considérée comme contra-cyclique si elle permet un lissage de l'activité économique, expansive en période de faible conjoncture et restrictive en période d'expansion. Elle est considérée comme contra-cyclique dans le cas contraire.

Cette cyclicité conditionne l'efficacité de la politique budgétaire selon Aghion (2007)<sup>98</sup>. Ce dernier démontre que les investissements publics contra-cycliques favorisent la croissance économique quand le niveau de développement est faible, caractérisé dans l'étude empirique par une relation négative entre la croissance de la production et la variable retardée de la cyclicité. Le coefficient d'impact de la politique budgétaire est négatif lorsqu'elle est pro-cyclique et nuit à la croissance économique dans les pays avec un faible accès au crédit. Alors que le coefficient de la variable représentant la relation entre la cyclicité et le développement financier est positif indiquant qu'une politique budgétaire pro-cyclique est moins néfaste si le système financier est développé.

---

<sup>96</sup> Dont la première théorie sur les crises est attribuée à Sismondi, lui-même basant son analyse sur les travaux de Rodbertus, Marx et Tougan-Baranowsky.

<sup>97</sup> Johan Akerman (1952), "Cycles et Structure", Revue économique, Vol. 3, n°1, P1-3

<sup>98</sup> Philippe Aghion (2007), "Croissance et Finance", Revue de l'OFCE, n°102, P93

---

## **2.1. Les Cycles économiques :**

Les cycles économiques sont définis par A.F. Burns & W.C. Mitchell (1946)<sup>99</sup> comme une succession d'une phase d'expansion de nombreux secteurs d'activité qui se termine sur un point de retournement suivi d'une contraction similaire à la première phase, celle-ci débouche sur un autre point de retournement qui enclenche la reprise d'une nouvelle phase d'expansion correspondant à un nouveau cycle. Selon ces deux économistes ces cycles sont récurrents mais non périodiques et leur durée varie d'une année à douze ans.

Aussi, selon Johan Akerman (1952)<sup>100</sup>, les cycles économiques se succèdent et se différencient selon leurs structures, économiques, politiques, sociales ou démographiques prévalant à une certaine époque, arguant que les cycles modernes ont commencé avec les crises prévalant dans la période mercantiliste. L'un des points importants dans cette approche est le changement de la structure entre les différents cycles économiques qui se succèdent, contrairement aux principales idées des économistes concernant les cycles, tels qu'Alvin Hansen (1964) ou encore Mitchell (1946), qui considèrent la structure des cycles économiques comme invariable dans le temps.

### **2.1.1. Typologie des Cycles Economiques Réguliers:**

Certains chercheurs sur les cycles économiques considèrent ces derniers comme des phases successives avec une périodicité fixe en partant d'observations sur l'évolution de la croissance économique. Ainsi, les cycles mineurs de J. Kitchin (1922), observés aux USA et Grande Bretagne entre 1890 et 1922, représentent la plus courte périodicité avec une durée de 40 mois. Ce dernier conclut aussi l'existence de cycles plus longs, cependant ces cycles sont plus reconnus sous l'appellation des cycles de C. Juglar (1862), d'une durée de 9 à 10 années, ce dernier part d'observations sur l'économie de la France et celle de la Grande-Bretagne.

Aussi, Simon Kuznets (1930) conclut, dans sa thèse en se basant sur les mouvements de la production et des prix aux États-Unis, à l'existence de cycles moyens d'une durée variant entre 15 et 25 années. Finalement, les cycles de Kondratiev (1925) représentent la plus longue périodicité avec des cycles de 50 à 60 années. Ce dernier aboutit à ce résultat en étudiant les cycles économiques de la France, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne et des États-Unis entre 1780 et 1920

---

<sup>99</sup> Burns Arthur F. & Mitchell Wesley C. (1946), "Measuring Business Cycles", NBER working papers, New York.

<sup>100</sup> Johan Akerman (1952), op.cit., P1, P4

---

A noter que la plupart des études sur les cycles économiques considèrent que les cycles précédemment discutés s'emboîtent. Ainsi, les cycles longs de Kondratiev incluent les cycles moyens de Kuznets, ces derniers incluant les cycles majeurs de Juglar qui regroupent des cycles mineurs de Kitchin.

### 2.1.2. Les Cycles Endogènes :

Les cycles économiques peuvent constituer un cercle endogène auto-entretenu, selon A. Vendetti (1996)<sup>101</sup>, contrairement aux théories de la croissance endogène<sup>102</sup>, en se basant sur un modèle keynésien dynamique à prix fixes. Ainsi, les phases d'expansion provoquent les phases de récession, et ces dernières enclenchent les phases d'expansion suivant l'approche du multiplicateur-accélérateur. Ceci concorde avec la théorie de la destruction créatrice avancée par Schumpeter. D'ailleurs certaines théories concordent cette approche que nous allons discuter dans ce qui suit, en partant du travail d'Alexis Direr (2003)<sup>103</sup> ;

- La théorie de l'oscillateur :

P. Samuelson (1939) part d'un modèle keynésien statique avec une production fonction de la consommation  $C$  et de l'investissement  $I$ , fonctions du revenu suivant  $c$  et  $B$  respectivement, mais en le dynamisant en introduisant des retards. En situation d'équilibre stationnaire le niveau de la production est fixe. Cependant en dehors de l'équilibre stationnaire, Samuelson, distingue quatre situations ; deux divergence instables, une convergence avec oscillations et une convergence stable. Entre ces deux dernières situations existe un sentier de croissance autoentretenu par le jeu d'accélérateur de la demande et du multiplicateur lorsque  $c=1/B$ .

- Modèle de croissance avec butoir :

Développé par J. Hicks (1950) « *A contribution to the Theory of Trade Cycle* », ce dernier se base sur le modèle de Harrod (1939) qui conclue à une croissance économique instable. Toute divergence d'une croissance équilibrée, qui est réalisée lorsque la demande effective est égale à la demande anticipée, s'amplifie d'une façon cumulative. Cependant, cette approche conduit à des valeurs infinies dans un sens, croissance, comme dans l'autre, décroissance, ce qui n'explique pas l'existence des cycles économiques.

---

<sup>101</sup> Alain Vendetti (1996), "Croissance Optimale et Fluctuations Endogènes", Revue d'économie politique, Vol. 106, n°5, Septembre-Octobre 1996.

<sup>102</sup> Que nous verrons dans le chapitre suivant.

<sup>103</sup> Alexis Direr (2003), "Croissance et Cycles", ENS, P32-48

---

Hicks (1950) ajoute dans son modèle deux butoirs pour la croissance économique, ces derniers évoluent, vers le haut, suivant l'évolution de la croissance économique. Ainsi, il introduit un maximum déterminé par l'évolution de la population active et de la productivité conduisant à un ralentissement de la production effective dès qu'on s'approche de cette limite. D'un autre côté il introduit un taux de croissance minimum déterminé par l'investissement autonome tel que décrit dans les modèles keynésiens de base. Ainsi, on distingue quatre phases du cycle économique ;

Une première phase de forte croissance par le jeu du multiplicateur accélérateur suite à un choc exogène d'offre, cette phase est généralement décrite par un boom de croissance. S'ensuit une phase de décélération de la croissance économique à mesure que l'économie se rapproche du maximum permis par les capacités de production, le plein emploi, cette phase est aussi appelée phase de retournement.

Puisque l'investissement est fonction des variations du revenu national, donc une décélération de la croissance induit *in fine* une baisse de l'investissement, ce dernier commence à décroître suivant encore le jeu du multiplicateur accélérateur provoquant une phase de récession caractérisée par une forte décroissance de la production. Finalement, cette décroissance n'est pas infinie est l'investissement atteint son minimum, cependant, l'investissement autonome est par hypothèse en croissance constante ce qui provoque une phase de reprise et un retour à la première phase d'expansion cumulative.

- Cycles et relation Salaires-Profits-Chômage :

En s'inspirant des travaux de Keynes et Marx, Goodwin (1967) tente d'expliquer les différentes phases du cycle économique par les interactions entre les différentes répartitions du revenu. Ainsi lorsque le chômage est important, cela induit une baisse des salaires et donc une hausse des profits qui génèrent des investissements source de forte croissance. A mesure que le chômage est résorbé par la croissance les salaires réels tendent à croître plus fortement que la productivité, ce qui ralentit la croissance aboutissant après un certain point à un retournement et le début d'une phase de décroissance accompagnée d'une hausse du chômage et une baisse des salaires réels jusqu'au retour de la première phase du cycle, formant ainsi les cycles économiques.

- Cycles et Crédits:

Une analyse intéressante de cette relation entre les crédits et les cycles économiques se trouve dans l'étude de Fischer (1933), ce dernier note que la forte hausse des crédits en période

---

d'expansion crée de l'inflation, ce qui fragilise le système financier et économique. Ainsi, un faible choc exogène peut provoquer un retournement du cycle enclenchant une phase de récession accompagnée d'une déflation.

Une fois la période de récession enclenchée les banques ont tendance à suivre un mouvement pro-cyclique réduisant fortement leurs crédits pour réduire les risques. Stiglitz et Weiss (1983) expliquent cela par un rationnement des crédits qui exclue de fait les petits emprunteurs. Par ailleurs, Bernanke & Gertler (1989) expliquent cette situation par l'évolution contra-cyclique de la prime de risque, qui augmente en période de récession et baisse en période d'expansion suivant la situation financière des entreprises.

- Crises Financières et Cycles économiques :

Pour sa part, Kindelberg (1978) assimile les différentes phases du cycle économique à celles des crises financières. Ainsi, tout cycle commence par des placements spéculatifs massifs. Cette spéculation se répercute dans l'économie par la hausse des prix des actifs accompagnée par des injections de liquidités pour accompagner l'évolution du marché monétaire, ces deux premières phases représentent les phases d'expansion du cycle économique.

A un certain moment du cycle, un facteur psychologique, inverse la tendance à travers des anticipations négatives des agents économiques, ce qui représente le point de retournement du cycle économique. Ceci crée une phase de chutes massives des prix des actifs provoquant des faillites en chaînes représentant la phase de récession. Finalement, la phase de reprise se déclenche une fois l'économie assainie des actifs toxiques et que les agents aient retrouvés leur solvabilité, enclenchant un nouveau cycle économique.

## **2.2. Politique Budgétaire et Cycle Economique :**

Une politique économique est dite contra-cyclique, si elle est destinée à stabiliser les fluctuations économiques conjoncturelles. Ceci se traduit par des politiques économiques restrictives en périodes d'expansion et des politiques expansives en périodes de ralentissement de l'activité économique<sup>104</sup>. Aussi, une politique économique est dite acyclique si les dépenses et les taux

---

<sup>104</sup> E. Talvi & C. Vegh (2005), "Tax Base Variability and Procyclicality of Fiscal Policy", Journal of Development Economics, P17

---

d'impositions sont maintenus stables indépendamment des variations conjoncturelles, tel que préconisé par R. Barro (1979)<sup>105</sup>.

Ainsi, lorsqu'une politique budgétaire est contra-cyclique la relation entre les dépenses publiques, ou les flux de capitaux étrangers, avec les composantes du cycle économique, notamment le PIB, est négative. D'un point de vue de flux de capitaux, cela se traduit par une augmentation de la dette, entrée de capitaux étrangers, dans les phases de faible croissance alors que les phases de forte croissance se traduisent par des sorties de capitaux synonymes de désendettement.

L'avantage d'une conduite contra-cyclique réside dans la stabilisation et le lissage de l'activité économique, contrairement aux politiques pro-cycliques qui amplifient les phases d'expansion et, plus spécialement, les phases de récession<sup>106</sup>. Ainsi, quand la volatilité de la croissance est importante, les agents économiques réduisent leur investissement et préfèrent épargner sous forme liquide, selon P. Aghion & Al. (2010)<sup>107</sup>. En ce sens, une politique budgétaire permettant de réduire les fluctuations de la croissance économique permettrait de stimuler la croissance à long terme, selon P. Aghion & E. Kharroubi (2008)<sup>108</sup>.

Cependant, certains facteurs de volatilité ne peuvent être affectés à court terme par des politiques de stabilisation, comme les variations des termes de l'échange influencés par la structure de l'industrie, ou le développement financier. A noter que si les politiques budgétaires contra-cycliques contribuent au lissage du cycle économique et un retour au niveau de croissance à long terme face à des chocs négatifs de demande, sans conséquences durables sur la contrainte budgétaire de l'état. Ces dernières risquent de créer des déséquilibres budgétaires importants qui pourraient déboucher sur des crises souveraines, face à des chocs d'offre négatifs<sup>109</sup>.

Dans un autre sens, les gouvernements qui suivent des politiques pro-cycliques en période de ralentissement, contraints généralement par des conditions financières défavorables, réduisent les dépenses et augmentent les charges fiscales pour alléger les pressions sur le déficit budgétaire.

---

<sup>105</sup> Rober J. Barro (1979), "On the Determination of the Public Debt", *Journal of Political Economy*, Vol. 87, n°5, p940-971.

<sup>106</sup> S. Tounsi & K. El Mokri (2015), "Politique Budgétaire au Maroc Diagnostic et Défis", in *Politique Budgétaire et Activité Economique au Maroc*, Ouvrage Collectif, Rabat (Maroc), P22

<sup>107</sup> P. Aghion, G.M. Angeletos, A. Banerjee & K. Manova (2010), "Volatility and Growth: Credit Constraints and the Composition of Investment", *Journal of Monetary Economics*, Vol. 57, February 2010, p246-265

<sup>108</sup> P. Aghion & E. Kharroubi (2008), "*Cyclical Macro Policy and Industry Growth: the effect of counter-cyclical fiscal policy*", In the *Causes and Consequences of Structural Reforms*, FMI, Février 2008, P3.

<sup>109</sup> H. Baddi (2015), "*La réaction de la politique budgétaire au cycle économique au Maroc*", in *Politique Budgétaire et Activité Economique au Maroc*, Ouvrage Collectif, Rabat (Maroc), P83

---

Cependant, ces mesures peuvent provoquer une baisse de la production globale provoquant une plus grande dégradation du solde budgétaire. Cette cyclicité des politiques budgétaires induit, selon Frankel & Al. (2011)<sup>110</sup>, des effets négatifs importants sur l'économie notamment en termes de perte de compétitivité, d'expansion de la dette, formation de bulles d'actifs ainsi qu'une sur-expansion du secteur des bâtiments et travaux publics au détriment de ceux des produits manufacturés.

Aussi, la plupart des études sur la cyclicité insistent sur l'orientation des dépenses budgétaires, ces dernières étant faiblement affectées par les stabilisateurs automatiques alors que les recettes budgétaires, notamment les taxes, suivent naturellement l'évolution du cycle économique. En ce qui concerne les impôts bien que leur valeur suit le cycle par le jeu des stabilisateurs, les études sur leur cyclicité étudient l'évolution des taux d'imposition au lieu de la valeur totale collectée.

A noter que la cyclicité de la politique budgétaire n'est pas forcément stable dans le temps, d'ailleurs l'étude de Frankel & Al. (2011)<sup>111</sup> démontre que 10% des pays en voie de développement suivaient des politiques budgétaires contra-cycliques entre 1960 et 1999, alors que ce taux est passé à 35% entre 2000 et 2009. Ce résultat démontre les efforts institutionnels et politiques engagés par les pays en voie de développement.

### **2.2.1. Solde Structurel et Solde Conjoncturel**

L'utilisation d'indicateurs de l'orientation budgétaire, en distinguant entre composante structurelle et conjoncturelle, permet de porter un diagnostic sur l'état des finances publiques mais aussi de savoir si les résultats obtenus sont le fait de mesures structurelles ou de facteurs conjoncturels<sup>112</sup>. Ainsi, la composante discrétionnaire de la politique budgétaire traduit l'action délibérée du gouvernement. Et c'est justement sur cette dernière que doit se faire l'étude sur la cyclicité de la politique budgétaire pour juger de son orientation.

Pour atteindre cet objectif, les organismes internationaux (FMI, OCDE, etc.) recourent au solde budgétaire structurel. Cette approche se base sur le fait que les variations du solde budgétaire dues à des facteurs conjoncturels ont tendance à s'auto-corriger dès que le cycle s'inverse, alors que le solde structurel, ne varie que suivant des actions délibérées par les décideurs budgétaires, et de fait constitue une mesure adéquate de l'orientation budgétaire. Ainsi, le solde structurel ou

---

<sup>110</sup> J. A. Frankel, C. Vegh & G. Vuletin (2011), "On Graduation from Fiscal Procyclicality", NBER Working Papers, n°17619, P4

<sup>111</sup> J. A. Frankel (2011), *op.cit.*, p11

<sup>112</sup> S. Tounsi & K. El Mokri (2015), *Op.cit.*, P25-26

le solde budgétaire ajusté des fluctuations cycliques est égale au solde obtenu si le niveau de la production était équivalent à son niveau potentiel et est donc corrigé des fluctuations du cycle économique ainsi que des opérations ponctuelles.

Ce dernier solde permet, en outre, d'anticiper l'évolution et l'impact de la politique budgétaire à moyen terme, en faisant abstraction des facteurs conjoncturels et des ressources non-permanentes, ce qui est largement adapté pour des pays exportateurs de matière première comme l'Algérie. Un large solde structurel serait un indicateur, aussi, d'une part importante de composantes incompressibles, ce qui pourrait être contraignant en période de déficit<sup>113</sup>.

Pour obtenir ce solde, il est nécessaire de calculer, d'abord, les dépenses et recettes structurelles qui s'obtiennent en retranchant la composante conjoncturelle ou cyclique du total. Les composantes conjoncturelles s'obtiennent en estimant la réponse cyclique des valeurs totales aux variations de l'écart de production, différence entre production réelle et potentielle. Ainsi, il est possible de formuler mathématiquement une équation pour obtenir le solde structurel comme suite<sup>114</sup> :

On considère  $Y$  la production réelle,  $Y^*$  la production potentielle, et  $G$  une variable budgétaire (dépense, recette ou solde), avec  $s$  pour la variable structurel et  $c$  pour la variable conjoncturel alors que  $\alpha$  représente l'élasticité de la variable budgétaire à l'écart de production, nommé ici  $OG$  (output gap) qui est égale à la différence entre PIB réel et PIB potentiel rapportée au PIB réel.  $S$  étant le solde budgétaire,  $RNF$  représentant les recettes non fiscales et  $AD$  les autres dépenses, ces deux derniers sont indépendants du cycle économique :

$$G_c = \alpha \cdot G \cdot OG \quad \text{ou} \quad G_c = \alpha \cdot G \cdot \frac{(Y - Y^*)}{Y}$$

Donc le solde budgétaire structurel serait égale à ;

$$S_s = (R_s + RNF) - (D_s + AD)$$

Cependant, concernant les impôts sur le revenu  $RR$  il est nécessaire d'introduire un retard d'une année pour prendre en considération le fait que ces recettes sont recouvrées généralement l'année suivant l'exercice budgétaire considérée.

$$RR_c = \alpha \cdot RR \cdot \frac{(Y_{t-1} - Y_{t-1}^*)}{Y_{t-1}}$$

<sup>113</sup> N. Akboul & B. Ragbi (2015), *Op.cit.*, P60

<sup>114</sup> N. Akboul & B. Ragbi (Novembre 2015), *Op.cit.*, P63-80

---

Notons cependant, que le solde structurel peut ne pas être suffisant pour juger de l'orientation de la politique budgétaire. Ceci est due à plusieurs de ses caractéristiques ;

- D'abord il repose sur la mesure de la position de l'économie dans le cycle économique, ce qui n'est pas assez précis comme mesure, notamment à cause des approximations dans le calcul du PIB potentiel.
- Ensuite, concernant les recettes, celles-ci ne sont pas totalement liées aux variations de la production actuelle et retardée d'une année comme cela a été posé en hypothèse. Celles-ci peuvent résulter d'activités pendant des exercices antérieurs non pris en compte dans les estimations.
- Finalement, les élasticités entre les différentes composantes de la politique budgétaire et l'indicateur de production sont supposés fixes au fil du temps, alors que cela n'est pas forcément vérifié dans la réalité, notamment concernant les recettes ou les taux d'imposition varient fréquemment au cours d'une longue durée.

Ces insuffisances ont conduit à l'utilisation d'autres méthodes pour l'estimation du solde structurel. Ainsi, O. Blanchard (1993)<sup>115</sup> suggère une alternative largement utilisée dans les études empiriques pour le calcul du solde discrétionnaire. Cette méthode est basée sur l'estimation du solde primaire si le taux chômage est constant d'une année à une autre et calculer la différence de cet indicateur par rapport au solde primaire effectif. Cette méthode est reprise et améliorée par Alesina & Perotti (1996)<sup>116</sup> mais en restant sur les mêmes bases de calcul du solde budgétaire avec un taux de chômage constant.

Une méthode alternative préconisée par les économistes est l'utilisation de la méthode des VAR Structurels telle que décrite par Bouthevillain & Garcia (2000)<sup>117</sup> au lieu de la méthode abordée précédemment. Cette méthode a l'avantage de distinguer entre deux types de chocs ; les chocs structurels, d'offre, de long terme découlant des fluctuations de l'activité économique et les chocs temporaires, de demande, de court terme lié aux variations de la politique budgétaire. Cette méthode garantit une non corrélation entre les deux parts du déficit budgétaire vue qu'ils découlent de chocs indépendants.

---

<sup>115</sup> Olivier Blanchard (1993), "Suggestion of a New Set of Fiscal Indicators", in Alesina & Perotti (1996) « *Fiscal Adjustments in OECD Countries: Composition and Macroeconomic Effects* », NBER Working Papers, n°5730.

<sup>116</sup> Alberto Alesina & Roberto Perotti (1996), "Fiscal Adjustments in OECD Countries: Composition and Macroeconomic Effects", NBER Working Papers, n°5730 ,p10

<sup>117</sup> C. Bouthevillain & S. Garcia (2000), "Limites des méthodes d'évaluation et pertinence du concept de déficit public structurel", *Revue Française d'Economie*, Vol. 15, N°1, P95-96

---

Ces dernières utilisent un VARS bivarié avec une seule restriction qui consiste en la limitation de la dynamique de long terme seulement aux chocs d'offre, donc de l'activité économique. Les résultats de leur étude démontrent par ailleurs que pour la France, le solde budgétaire a été amélioré grâce au solde structurel.

Enfin, Fatas & Mihov (2003)<sup>118</sup> suggèrent que le résidu issu de l'estimation de la fonction de réaction de la politique budgétaire serait un indicateur de la politique budgétaire discrétionnaire. Cependant, cet indicateur ne serait valide que si la politique budgétaire poursuivie par le gouvernement est acyclique. Aussi, d'autres auteurs, notamment Reinhart, Kaminsky & Végh (2005)<sup>119</sup>, suggèrent un approfondissement de l'estimation de la cyclicité des composantes de la politique budgétaire au lieu de celle du solde budgétaire global.

### **2.2.2. Stabilisateurs automatiques :**

Les stabilisateurs automatiques traduisent la composante cyclique des dépenses et recettes budgétaires. Ainsi, ils représentent une cyclicité passive de la politique budgétaire alors que les politiques conjoncturelles pro-cycliques constituent une cyclicité active. En ce sens, les composantes de la politique budgétaire fluctuent dans certaines proportions en fonction de l'évolution de la production et de la consommation, permettant de réduire les fluctuations du cycle économique sources d'effets négatifs sur le potentiel de croissance à long terme de l'économie à travers l'instabilité.

Ainsi, les stabilisateurs automatiques tendent à freiner l'activité dans les périodes de surchauffe et à la stimuler dans les périodes de faible croissance. En ce sens, ils contribuent à faire converger la croissance économique effective vers son niveau potentiel. Cependant, il est à noter, que les fonctions régulatrices des stabilisateurs ne représentent que des effets secondaires aux autres fonctions de l'état dont ces instruments ont été mis en place pour les atteindre. En effet, les mesures considérées actuellement comme stabilisateurs automatiques ont été principalement mises en place pour atteindre des objectifs d'affectation et de redistribution<sup>120</sup>.

En période de récession, la baisse de l'activité et des revenus réduit les recettes fiscales et certaines dépenses de transfert, notamment dans le domaine social. Ceci provoque une

---

<sup>118</sup> Antonio Fatas & Ilian Mihov (2003), "The Case for Restricting Fiscal Policy Discretion", *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 118, n°4, P1419-1447.

<sup>119</sup> Kaminsky, Graciela L., Reinhart Carmen M. & Végh, Carlos A. (2005), "When it Rains it Pours: Procyclical Capital Flows and Macroeconomic Policies", *NBER Macroeconomics Annual*, Vol.19, MIT Press, April 2005.

<sup>120</sup> Vegh C. & Vuletin G. (2012), "How is Tax Policy Conducted Over the Business Cycle?" ,NBER Working Paper Series, N°17753, January 2012, P6

---

dégradation du solde budgétaire, indépendamment de la volonté de l'état. En contrepartie, cela maintient partiellement le revenu disponible, ce qui stabilise la demande de biens de consommation et favorise la stabilité de la production et de l'emploi<sup>121</sup>. En ce sens, une étude menée par Xavier Debrun & Rhadika Kapoor (2010)<sup>122</sup> sur les pays de l'OCDE, démontre que les stabilisateurs automatiques réduisent aux alentours de 40% des fluctuations du PIB dans ces pays.

D'un autre côté, l'ampleur des stabilisateurs automatiques dépend de la sensibilité du budget de l'état au cycle économique. Cette sensibilité est fonction de plusieurs facteurs, dont le plus important est la taille du secteur public. Ainsi, plus grande est la part des dépenses budgétaires rapportée au PIB plus cette sensibilité est importante. Cependant, la structure fiscale exerce aussi un impact important sur cette dernière, ainsi, les recettes fiscales varient plus fortement au cycle d'autant que l'assiette fiscale est grande, la progressivité des systèmes d'imposition est grande ou que la part des impôts directs est grande.

Cette sensibilité est aussi influencée par la générosité des indemnités de chômage ainsi que d'autres prestations sociales. D'autres facteurs peuvent affecter les effets de stabilisateurs automatiques à l'instar de la propension à consommer ou à investir ou le degré d'ouverture de l'économie, dans le sens où une plus grande propension à importer réduit l'effet des stabilisateurs automatiques<sup>123</sup>.

Aussi, l'étude de Fatas & Mihov (2001)<sup>124</sup> s'intéresse aux composantes de la politique budgétaire qui représentent des stabilisateurs automatiques et révèlent que les dépenses publiques ainsi que toutes les recettes fiscales, sauf les impôts indirects, constituent de bons indicateurs. Ces résultats sont obtenus à travers une estimation des stabilisateurs automatiques dans les pays de l'OCDE, en prenant comme indicateur de la cyclicité la taille du gouvernement mesurée par la part des dépenses budgétaires dans le PIB.

---

<sup>121</sup> Landais Bernard (2011), "Management and Efficiency of the Economic Policies: The Crisis' Lessons", MPRA Papers, n°31223, Munich (Allemagne), P9-10

<sup>122</sup> Debrun, Xavier & Kapoor, Radhicka (2010), "Fiscal Policy and Macroeconomic Stability : Automatic Stabilizers Works, Always and Everywhere", IMF Working Paper, wp10111, May 2010.

<sup>123</sup> OCDE (2003), "Cyclicité de la Politique Budgétaire : le Role de la Dette, des Institutions et des Contraintes Budgétaires", Perspectives Economiques de l'OCDE, n°74, P6-7.

<sup>124</sup> Fatas, Antonio & Mihov, Ilian (2001), "The Effects of Fiscal Policy on Consumption and Employment: Theory and Evidence", CEPR Discussion Papers, n°2760.

---

Une étude ultérieure de Fatas & Mihov (2003)<sup>125</sup>, approfondie encore plus l'analyse des composantes de la politique budgétaire qui serait les plus adaptés comme indicateurs des stabilisateurs automatiques. Ils indiquent que les dépenses de transferts et les impôts sont fortement préconisés d'un point de vue théorique et empirique. Un affinement supplémentaire des mesures dans cette étude conclue à ce que les impôts sur le revenu, notamment le taux marginal d'imposition, constituent la meilleur mesure des stabilisateurs automatiques et minimisent la part de la politique budgétaire discrétionnaire<sup>126</sup>.

Dans une optique similaire, l'étude de Bogdan & Al. (2010)<sup>127</sup> utilise comme indicateurs les impôts sur le revenu, les profits et les gains en capital ainsi que le ratio des dépenses budgétaires par rapport au PIB pour mesurer la volatilité du PIB par habitant. Les résultats démontre, d'une part, que les stabilisateurs automatiques réagissent de façon contra-cyclique à la production, et d'autre part, que la composante cyclique de la politique budgétaire a une relation négative avec la volatilité du PIB par habitant, pour les deux groupes de pays étudiés ; développés et en développement. Ceci démontre l'effet de lissage de l'activité économique exercé par les stabilisateurs automatiques.

Cependant, les stabilisateurs automatiques présentent aussi des risques, notamment, si les autorités budgétaires laissent jouer les stabilisateurs librement en période de ralentissement mais augmentent leurs dépenses en période d'expansion. Ce cas, comme le fonctionnement retardé des stabilisateurs<sup>128</sup>, peut résulter en un excès d'endettement qui serait suivit d'un relèvement des taux d'intérêt et des impôts entraînant une dynamique instable de la dette susceptible de suivre une hausse continue du fait que les taux d'intérêts réels soient supérieur à la croissance économique.

Un second risque important, est que les stabilisateurs budgétaires réagissent aussi aux variations structurelles de l'économie<sup>129</sup>. Si l'état n'en tient pas compte suffisamment rapidement, cela peut influencer négativement la situation budgétaire de l'état de même que l'activité économique. Dans certains cas aussi, l'état doit neutraliser les stabilisateurs automatiques par des mesures contraires. Ceci peut se produire si la prime de risque sur les taux d'intérêts à long terme augmente suite à la perte de confiance des entreprises et marchés financiers en réaction à une

---

<sup>125</sup> Fatas, Antonio & Mihov, Ilian (2003), *Op.cit.*, P1419-1447

<sup>126</sup> H. Baddi (2015), *Op.cit.*, P89.

<sup>127</sup> Bogdan Dima, Moldovan Nicoleta, Oana Lobont (2010), "Correlation Between Electoral Cycle and Fiscal Policy Decisions in Romania", *EuroEconomica*, Vol.24, n°1, p48-55

<sup>128</sup> Bernard Landais (2011), *Op.cit.*, P10.

<sup>129</sup> OCDE (2003), *Op.cit.*, P156

---

position budgétaire non soutenable. Ceci alourdit les déficits budgétaires et nuit à l'activité économique. Ainsi l'état doit intervenir pour consolider sa position budgétaire en exerçant des effets contraires à ceux des stabilisateurs automatiques.

Notons que, selon S.G. Jeanneney & S. J-A. Tapsoba (2009)<sup>130</sup>, les dépenses publiques liées à la conjoncture, telles que les indemnités de chômage ou les versements d'un revenu minimum n'existent pratiquement pas dans les pays en développement à faibles revenus de telle sorte que la stabilisation automatique repose essentiellement sur les taux d'imposition.

### **2.3. Cyclicité de la Politique Budgétaire :**

La politique budgétaire étant une politique de stabilisation, elle a pour principal objectif de réduire les fluctuations au cours du cycle économique cette vision est d'ailleurs acceptée par la plupart des théories économiques, qu'elles soient d'inspiration keynésienne ou néoclassique. D'ailleurs une politique économique est dite optimale, selon Mankiw (2005)<sup>131</sup> si elle permet de rapprocher le niveau de production d'une économie de son niveau réel ou, en d'autres mots, rapprocher le taux de chômage de son taux naturel, le taux de chômage non accélérateur d'inflation (NAIRU).

Ainsi, l'approche keynésienne classique suggère une contra-cyclicité de cette dernière, donc, un relèvement des dépenses budgétaires et une baisse de la charge fiscale en période de faible croissance alors qu'en période de forte croissance l'état doit améliorer son solde budgétaire en suivant une politique de rigueur budgétaire ou à défaut de laisser jouer les stabilisateurs automatiques<sup>132</sup>.

Par contre, la théorie de la fiscalité optimale « *tax-smoothing* » de Robert Barro (1979)<sup>133</sup> a pour principal objectif d'éviter les distorsions intertemporelles. Ainsi, cette dernière suggère que le niveau des taxes doit être maintenu fixe tout au long du cycle économique alors que le surplus budgétaire doit évoluer dans le même sens que le cycle, par le jeu des stabilisateurs

---

<sup>130</sup> Jeanneney, S. Guillaumont S. & Tapsoba S. J-A (2009), "Procyclicité de la Politique Budgétaire et Surveillance Multilatérale dans les Unions Monétaires", CERDI Etudes et Documents, 2009/04,P11

<sup>131</sup> Mankiw Gregory (2005), "Comments: Separating the Business Cycle from Other Economic Fluctuations", Jackson Hole Conference, Federal Reserve Bank of Kansas City, August 2005, 187-192.

<sup>132</sup> Talvi & Vegh (2005), Op.cit.,P156

<sup>133</sup> Nese Erbil (2011), "Is Fiscal Policy Procyclical in Developing Oil-Producing Countries?", IMF Working papers, n°11/171, P5

---

automatiques. Cependant, cette théorie laisse la liberté à l'état d'intervenir si des changements non anticipés affectent sa contrainte budgétaire<sup>134</sup>.

Si une économie suit une approche keynésienne, selon Talvi & Vegh (2005)<sup>135</sup>, la corrélation de la croissance économique avec les dépenses budgétaires serait négative alors que celle avec les recettes serait positive par l'effet des stabilisateurs automatiques. Cependant, suivant une approche à la Barro le coefficient de corrélation devrait être nul pour les deux, attestant d'une indépendance de la politique budgétaire par rapport au cycle économique.

Le caractère contracyclique de la politique budgétaire dans les pays développés est dû en grande partie, selon l'étude de Lane (2003)<sup>136</sup>, aux stabilisateurs automatiques, notamment les dépenses de transferts, ainsi que les variations des intérêts de la dette. Cette dernière serait procyclique dans les pays ayant une volatilité importante de la production et une dispersion du pouvoir politique régissant la politique économique ou des restrictions importantes sur les taux d'imposition. A noter que la cyclicité peut se manifester dans la taxe inflationniste qui a tendance à augmenter en période de croissance et diminué en période de récession, représentant une politique économique contra-cyclique<sup>137</sup>.

Ainsi, nous allons aborder plus en détail à travers la littérature économique, les principaux facteurs qui déterminent l'orientation de la politique budgétaire.

### **2.3.1. Conditions financières**

Selon la théorie d'optimisation temporelle, un pays doit emprunter dans les phases de ralentissement temporaire pour stimuler la croissance économique, et rembourser ses emprunts ou accumuler des réserves lors des phases de redressement. Cependant, dans la pratique on remarque généralement des comportements contraires qui peuvent être imputés aux imperfections des marchés de capitaux tels que l'information asymétrique ou le manque de confiance<sup>138</sup>. Ainsi, les conditions financières d'une économie jouent un rôle important dans la détermination de l'orientation budgétaire.

---

<sup>134</sup> G. Jeanneney & S. Tapsoba (2009), op.cit, P11

<sup>135</sup> Talvi E. & Vegh C. (2005), Op. Cite, P157

<sup>136</sup> Lane P. R. (2003), "The Cyclical Behavior of Fiscal Policy: Evidence from OECD", Journal of Economic Policy, n°86, P2670

<sup>137</sup> Thomas F. Cooley, Gary D. Hansen & Edward C. Prescott (Juin 1995), "Equilibrium business cycles with idle and variable capacity utilization", Economic Theory, Vol. 6, N°1, Springer, P35-49.

<sup>138</sup> J. Frankel (2010), "Comment Rendre la Politique Budgétaire et Monétaire des Pays Producteurs de Matières Premières Moins Procycliques ?", Séminaire sur les Ressources Naturelles, Finance et Développement, Institut du FMI et Banque d'Algérie, 4-5 Novembre 2010, p2

---

L'étude d'Egert B. (2010)<sup>139</sup> démontre que les pays qui ont des déficits importants ont tendance à avoir une plus faible réactivité budgétaire, lors des phases de ralentissement de l'économie, contrairement au pays qui enregistrent des excédents budgétaires ou de faibles déficits. D'ailleurs, il a été remarqué pour les pays de l'OCDE lors de la crise économique de la fin des années deux-mille que les pays qui avaient des déficits budgétaires importants ont eu tendance à suivre des politiques pro-cycliques restrictives lors de la phase de récession qui s'en est suivie, alors que les pays qui étaient dans des positions budgétaires confortables ont suivis des politiques contra-cycliques pour faire face à la crise<sup>140</sup>.

En ce sens le niveau d'endettement public, notamment la soutenabilité à long terme, peuvent affecter la cyclicité de la politique budgétaire. Lorsque la dynamique d'accumulation de la dette suit une trajectoire explosive, du point de vue des décideurs de la politique budgétaire, les autorités procèdent à un ajustement budgétaire sans prise en compte de la position dans le cycle, ce qui peut conclure à des politiques pro-cycliques. Les résultats des études de Wyplosz (2002) et Auerbach (2002) pour les États-Unis ou encore l'étude de Ballabriga & Martinez-Mongaz (2002) sur les pays de l'OCDE, confirment l'existence, d'un point de vue empirique, de la relation entre le niveau d'endettement et la procyclicité de la politique budgétaire<sup>141</sup>.

Une autre explication de la variation de l'orientation budgétaire est que la capacité d'emprunt des états est plus grande en période d'expansion qu'en période de récession ou de crise. Ceci est notamment dû aux coûts d'emprunt, les taux d'intérêts, qui suivent la situation économique du pays emprunteur. Ainsi, un pays se trouvant dans une situation économique défavorable fait face à des difficultés d'accès au financement extérieur et est donc amené à réduire ses dépenses ou à augmenter ses prélèvements<sup>142</sup>.

S'inscrivant dans la même perspective, Gavin & Perotti (1997)<sup>143</sup>, relie la pro-cyclicité de la politique budgétaire en période de basse conjoncture au rationnement du crédit. En ce sens, la faible cyclicité ou la contra-cyclicité des politiques budgétaires dans les pays à haut-revenus tient au fait que ces derniers accumulent des quantités importantes d'actifs financiers qui libèrent leurs

---

<sup>139</sup> Egert, B. (2010), "Fiscal Policy Reaction to the Cycle in the OECD: Pro or Counter-cyclical?", OECD Economics Department Working Papers, n°763, Paris.

<sup>140</sup> S. Tounsi & K. El Mokri (Novembre 2015), *Op.cit.*, P23

<sup>141</sup> OCDE (Février 2003), *Op.cit.*, P156

<sup>142</sup> S. Tounsi & K. El Mokri (Novembre 2015), *op.cit.*, P22

<sup>143</sup> Gavin M. & Perotti R. (1997), "Fiscal Policy in Latin America", NBER Macroeconomics Annual, n°11-61, 1997, in Nese Erbil (2011), *op.cit.*, p13

---

contraintes financières quand leurs économies se trouvent dans une phase de récession dans le cycle économique.

Notons cependant, que d'autres études empiriques, notamment Alesina & Ardagna (1998)<sup>144</sup> ou encore Giavazzi & Alii (2000)<sup>145</sup>, indiquent qu'une politique budgétaire restrictive en réponse à un excès d'endettement, malgré une hausse des impôts et une baisse des dépenses budgétaire, peut avoir un effet expansif sur l'économie. Une politique restrictive dans ce contexte semble procyclique d'un point de vue de la variation des composantes de la politique budgétaire, cependant son orientation effective est plus contra-cyclique. Cette hypothèse est d'ailleurs appuyée par l'étude de Lane (2003)<sup>146</sup> en précisant que ceci est d'autant plus possible si l'explosion de la dette est le principal facteur de la phase récessive du cycle.

Concernant les pays exportateurs de matières premières, les études de Reinhart, Rogoff & Savastano (2003), Caballero & Krishnamurthy (2004) ou encore Haussmann & Al. (2006), reprises par Nese Erbil (2011)<sup>147</sup>, indiquent que les contraintes financières des pays exportateurs de pétrole s'accroissent en période faible revenus des hydrocarbures. Ceci est dû à la perte de confiance des investisseurs, ces pays ayant pour la plupart une politique budgétaire peu crédible. Cela, alors même que c'est en ces moments précisément que ces pays recourent à l'endettement, les laissant face à un risque important d'arrêt brusque des entrées de capitaux, phénomène qualifié de « *Sudden Stop* » par Calvo & Reinhart (2000)<sup>148</sup>.

Notons, cependant, que cette situation peut faire état d'une relation inversée, selon J. Frankel (2010)<sup>149</sup>, arguant que la principale cause de la pro-cyclicité des flux de capitaux réside dans la pro-cyclicité des politiques budgétaires. Les états empruntant pour financer leurs politiques expansionnistes durant les phases de croissance et réduisent leurs dépenses pour rembourser leurs emprunts durant les phases de ralentissement.

### **2.3.2. Facteurs institutionnels et politiques :**

D'un point de vue institutionnel, la plupart des études semblent indiquer une forte corrélation négative entre la qualité institutionnelle et la pro-cyclicité de la politique budgétaire. D'ailleurs l'un des exemples les plus flagrants exposé par J. Frankel (2010) est le Chili qui est passé d'une

---

<sup>144</sup> Alesina A. & Ardagna S. (1998), "Tales of fiscal adjustment", *Economic Policy*, Vol. 13, n°27, p489-585

<sup>145</sup> Giavazzi F., Japelli T. & Pagano M. (2000) "Searching for non-linear effects of fiscal policy: evidence from industrial and developing countries", in OCDE (Février 2003), *Op.cit.*, P156

<sup>146</sup> Lane P. R. (2003), *Op.cit.*, P10

<sup>147</sup> Nese Erbil (2011), *Op.cit.*, P6

<sup>148</sup> Calvo G.A. & Reinhart C.M. (2000), "Fear of Floating", NBER Working Paper, n°7993

<sup>149</sup> J. Frankel (2010), *Op.cit.*, p2.

---

politique budgétaire pro-cyclique à une politique budgétaire contra-cyclique en engageant un ensemble de mesures institutionnelles pour améliorer la qualité de la gestion budgétaire de ses ressources.

L'une des causes de la cyclicité de la politique budgétaire est la myopie des gouvernements élus. Ces derniers ont tendance, selon Rogoff & Sibert (1988)<sup>150</sup>, à augmenter leurs dépenses et réduire leurs prélèvements pour stimuler leurs chances de réélection, notamment dans les pays en développement.

En ce sens, l'étude de Talvi & Vegh (2005), plus axée sur les facteurs politiques et portant sur 56, conclue à ce que la politique budgétaire cyclique accompagne une mauvaise situation politique et sociale. Cet état de fait est prédominant dans les pays en développement d'où la pro-cyclicité de leur politique budgétaire, alors que cette dernière est neutre dans les pays développés moins exposés aux pressions politiques et sociales.

Par ailleurs, une étude de l'OCDE (2003)<sup>151</sup>, démontre que les politiques budgétaires sont plus contra-cycliques dans les années électorales, alors que les périodes postélectorales connaissent des politiques plus pro-cycliques pour les pays avancés. A noter que les gouvernements qui ne disposent pas d'une grande majorité lors des élections législatives peuvent avoir des difficultés à faire approuver certaines mesures contra-cycliques, probablement impopulaire, dans les assemblées statuant sur la politique budgétaire. Autre fait marquant est que les pays avec des régimes électoraux proportionnels, par candidat, ont des politiques budgétaires plus contra-cycliques que ceux avec des systèmes d'élections uninominales, par parti politique. Ceci tient au fait notamment que le premier system aboutit généralement à des gouvernements de coalition.

Cependant, selon le modèle d'économie politique de Talvi & Vegh (2005)<sup>152</sup>, la pro-cyclicité de la politique budgétaire dans les pays en développement tient à la forte volatilité de l'assiette fiscale due aux fortes pressions sociales et celles de différents lobbies. Ainsi, les états sont contraints d'augmenter leurs dépenses, notamment de salaire, et baisser leurs recettes, notamment les taxes, en période de bonne conjoncture suit à choc extérieur positif, du fait de pressions sociales et politiques, ce qui ne lui permet pas d'améliorer son solde primaire. En conséquence, quand la conjoncture se retourne, choc extérieur négatif, l'état est obligé de

---

<sup>150</sup> Rogoff K. & Sibert A. (1988) "Elections and macroeconomic policy cycles", *The Review of Economic Studies*, Vol. 55, n°01, Janvier 1988, P1-16.

<sup>151</sup> OCDE (2003), *Op.cit.*, P165-166

<sup>152</sup> Talvi & Vegh (2005), *Op. Cite*, P3

---

diminuer ses dépenses et augmenter ses taxes, suivant une politique procyclique pour répondre à une contrainte intertemporelle de stabilité financière.

Dans le même sens, le problème dit de « *Common Pool* », avancé par Debrun & Kumar (2007)<sup>153</sup> stipule que les groupes d'intérêts et les entités qui dépensent ont tendance à faire en sorte de maximiser leurs intérêts sans tenir compte des restrictions budgétaires ou des intérêts d'autres entités économiques concurrentes. Cette concurrence sur les ressources budgétaires a tendance à s'accroître en période d'expansion engendrant une hausse des dépenses budgétaires et un déficit important, cet effet est appelé « *voracity effect* » ou « l'effet de voracité budgétaire » par Tornell & Lane (1999)<sup>154</sup>.

A noter que, pour d'Alesina, Campante & Tabellini (2008)<sup>155</sup> le principal facteur de pro-cyclicité de la politique budgétaire dans les pays en développement réside dans la corruption des gouvernements. Conjointement aux fortes pressions électorales et sociales, ces facteurs provoquent des revendications salariales et de transferts mais aussi des avantages fiscaux en période d'expansion.

Finalement, notons que même si les caractéristiques pour une situation institutionnelle favorisant la conduite de politique contra-cyclique pouvait s'assimiler à la démocratie, état de droit, développement financier, bonne gouvernance d'entreprise, etc. La crise financière et économique de 2007, a démontré que cela n'est pas forcément suffisant.

### **2.3.3. Méthodes d'estimation et anticipations :**

L'une des causes de la procyclicité est la mauvaise estimation de certaines variables économiques et budgétaires. Cette hypothèse est notamment valable pour la croissance potentielle mais aussi pour l'élasticité des recettes fiscales à la production et aux variables financières. Ceci peut conduire à des anticipations erronées qui influent sur les décisions des autorités budgétaires et ainsi conduire à des politiques budgétaires pro-cycliques. Ces écarts d'estimation peuvent aussi être volontaires de la part des autorités budgétaires et constituent des marges de sécurité informelles. En ce sens, une sous-estimation des recettes ou une surestimation

---

<sup>153</sup> Debrun X. & Kumar M. S. (2007) "The discipline enhancing role of fiscal institutions: Theory and empirical evidence", IMF Working Papers, n°07-171, Juillet 2007.

<sup>154</sup> Tornell A. & Lane P. (1999) "The Voracity Effect", American Economic review, n°89, PP22-46

<sup>155</sup> Alberto Alesina, Filipe R. Campante & Guido Tabellini (2008), "Why is Fiscal Policy Often Procyclical?", Journal of the European Economic Association, Vol.6, n°5, p1006-1036.

---

du déficit budgétaire peuvent freiner des revendications pour des politiques budgétaires expansionnistes<sup>156</sup>.

Des réductions d'impôts tardives, sans cohérence temporelle, peut aussi provoquer une baisse procyclique des dépenses budgétaires ultérieurement. Ceci tient au fait, que l'opinion publique pousse les autorités budgétaires à réduire les impôts dans les phases d'expansion, où les recettes budgétaires sont importantes. Cependant, lorsque le cycle s'inverse les gouvernements disposent d'une plus faible flexibilité pour les impôts et opèrent donc des baisses pro-cycliques des dépenses<sup>157</sup>.

D'ailleurs, l'étude de Frankel (2010)<sup>158</sup> sur un échantillon de 33 pays démontre que les prévisions sur l'évolution de la croissance réelle et du prix des matières premières dans les pays exportateurs ainsi que les prévisions relatives au déficit budgétaire sont trop optimistes dans l'échantillon étudié. Ces pays basent leur politiques sur ce dernier plus que sur la croissance économique. Ce biais optimistes est d'autant plus marqué lorsque l'économie se trouve dans un pic expansionniste lors du cycle économique, ou un pic des prix internationaux, susceptible de d'influencer exagérément les prévisions de long terme<sup>159</sup>.

Ainsi, la conduite d'une politique budgétaire anti-cyclique nécessite la mise en place de bonnes prévisions pour l'évolution macroéconomique.

#### **2.3.4. Le rôle des règles budgétaires :**

Les règles budgétaires nominales, notamment concernant la dette et le déficit, peuvent conduire à des politiques budgétaires pro-cycliques, selon une étude de l'OCDE (2003)<sup>160</sup>. Dans la mesure où les stabilisateurs automatiques ont tendance à faire dégrader le déficit budgétaire en période de récession et augmentent l'excédent budgétaire en période d'expansion, et de fait la présence d'une règle limitant le déficit peut amener les autorités budgétaires à suivre des politiques discrétionnaires pro-cycliques. A noter que cet effet peut être atténué par l'accumulation des réserves pendant les phases hautes du cycle économique, ce qui atténue la rigidité des règles budgétaires dans les phases basses du cycle.

---

<sup>156</sup> OCDE (2003), Op.cit., P161-162

<sup>157</sup> Ibid., P163

<sup>158</sup> Frankel (2010), op.cit., p6

<sup>159</sup> D'ailleurs on a pu relever ce biais trop optimiste lors de l'étude de la conduite de la politique budgétaire en Algérie dans le premier chapitre.

<sup>160</sup> OCDE (2003), Op.cit., 162-163

---

Dans un autre sens, les dépenses budgétaires, notamment courantes, font face à de nombreuses rigidités, notamment des dépenses incompressibles et des plafonnements des dépenses, qui réduisent les fluctuations de ces dernières et garantissent une certaine neutralité de ces derniers dans les pays OCDE. Cependant, les investissements publics sont considérés comme étant une variable d'ajustement conjoncturel et ont tendance à être contra-cycliques.

### **2.3.5. Spécificité des Pays Exportateurs de Matières Premières:**

Les pays exportateurs de matières premières ont tendance à augmenter leurs dépenses budgétaires en période de fort revenus de ces derniers, flambée des prix internationaux. Ces hausses touchent généralement plus fortement deux composantes à savoir les dépenses d'investissement ainsi que les dépenses de rémunération des fonctionnaires. Cette dernière composante est affectée principalement par deux facteurs ; une augmentation des salaires ainsi qu'une hausse de l'emploi dans le secteur public pour résorber le chômage.

L'un des principaux facteurs de procyclicité dans la littérature économique tiens au fait que les pays en développement ont tendance à avoir de plus fortes variations cycliques à cause des fortes fluctuations des prix des produits de base. Aussi, la forte cyclicité des revenus hors hydrocarbures des pays exportateurs, notamment à bas et moyen revenus, tient à la hausse de la collecte des impôts mais plus spécialement aux externalités des recettes des hydrocarbures. Cependant, J. Frankel (2010)<sup>161</sup>, note que le syndrome hollandais n'en est pas la seule cause, cette tendance est accompagnée de flux de capitaux pro-cycliques, politique monétaire, budgétaire et sectorielle pro-cyclique.

La plupart des études menée sur les pays exportateurs de matières premières, suggèrent une procyclicité de la politique budgétaire de ces pays par rapport aux revenus de ces derniers. Cela tient, selon Nese Erbil (2011)<sup>162</sup>, à la structure politique, sociale, institutionnelle et budgétaire de ces pays mais aussi à leur faible accumulation d'actifs financiers et un faible accès au marché des crédits. Ces deux derniers facteurs imposent aux autorités budgétaires de réduire leurs dépenses en période de faibles revenus des matières premières à défaut d'autres sources de financement.

---

<sup>161</sup> Jeffrey Frankel (2010), op.cit., P1

<sup>162</sup> Nese Erbil (2011), Op.cit., P7

---

Autres facteur important de pro-cyclicité que soulève Nese Erbil (2011)<sup>163</sup>, c'est la faiblesse de la structure de la politique budgétaire en elle-même, faisant spécialement référence à une faible utilisation des stabilisateurs automatiques dans les pays exportateurs de matières premières par rapport aux pays développés. D'ailleurs, l'étude de Gavin & Perotti (1997) démontre que les pays en développement de l'Amérique du Sud dépensent moins que les pays développés de l'OCDE en matière de transferts et de subventions, 24% du total des dépenses budgétaires pour les premiers contre 42% pour les seconds. De même, les impôts hors hydrocarbure sont généralement bas dans les pays exportateurs d'hydrocarbures.

A noter que les hypothèses avancées dans les études de Villafuerte & Lopez-Murphy (2010)<sup>164</sup> ou encore Arezki & Ismail (2010)<sup>165</sup>, laissent penser qu'en période de baisse des revenus des hydrocarbures les états ont tendances à baisser les dépenses d'investissement alors que les dépenses de consommation sont moins flexibles à la baisse, et donc forte cyclicité des premiers et cyclicité réduite pour les seconds. Nous avons d'ailleurs mit en avant cette tendance pour l'Algérie dans le premier chapitre notamment en période de baisse des cours internationaux des hydrocarbures.

Par contre, lors des périodes de forts revenus, les investissements publics augmentent conjointement aux salaires, moins flexibles à la baisse. Bien que les investissements peuvent contribuer à l'accumulation du capital et donc une plus forte croissance de long terme s'ils sont bien conçus. Cependant, ces derniers prennent généralement la forme de projets qui ne peuvent être achevés ou entretenus lorsque les prix des exportations baissent, ces projets sont aussi appelés les éléphants blancs par Gelb (1986).

---

<sup>163</sup> Ibid.

<sup>164</sup> Mauricio Villafuerte & Pablo Lopez-Murphy (2010), "Fiscal Policy in Oil Producing Countries During the Recent Oil Price Cycle", IMF Working Paper, WP10/28, P13-15

<sup>165</sup> Rabah Arezki & Kareem Ismail (2010), "Boom-Bust Cycle, Asymmetrical Fiscal Response and the Dutch Disease", IMF Working paper, WP10/94, April 2010, P13

### Section 3 : Cyclicité de la Politique Budgétaire en Algérie

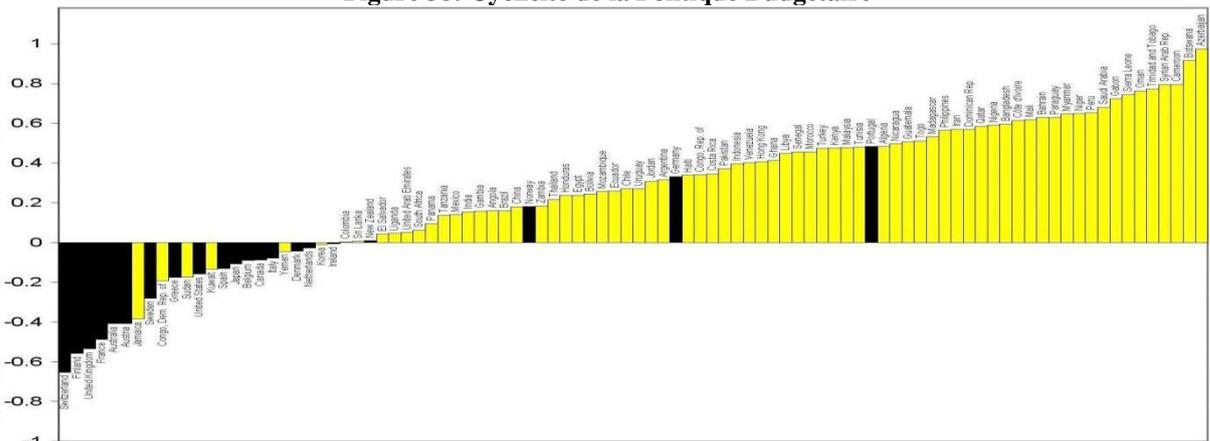
Nous essayons au cours de cette section d'estimer empiriquement les déterminants de la politique budgétaire en Algérie. Pour cela nous analysons différentes études empiriques sur la cyclicité de la politique budgétaire que nous avons abordé d'un point de vue théorique au cours de la deuxième section. Ensuite en nous basant sur ces dernières nous estimons une fonction de la politique budgétaire en Algérie, en y introduisant une variable permettant de statuer si cette dernière est soumise à une contrainte de solvabilité, tel qu'on a vu dans la première section.

#### 3.1. Revue de la Littérature Empirique sur la Cyclicité :

Parmi les études sur la cyclicité on distingue deux types de travaux ; le premier s'intéresse au degré et signe de la cyclicité de la politique budgétaire, que nous allons voir dans cette section sur la littérature empirique, alors que le second s'intéresse aux déterminants de cette cyclicité.

Les résultats pour les deux groupes de pays, à savoir une procyclicité pour les pays en développement et une contra-cyclicité ou acyclicité pour les pays développés tel que suggérés par la revue de la littérature précédente, sont confirmés dans l'étude de Kaminsky, Reinhart & Vegh (2005)<sup>166</sup>. Ces derniers étudient la relation entre les dépenses budgétaires et le cycle économique sur un échantillon de 104 pays développés et en développement entre 1960 et 2003. Ils concluent à une variation importante du sens et du degré de la cyclicité entre les deux groupes de pays avec des extrémités dans les coefficients de corrélation atteignant près de -1, signe de forte contra-cyclicité, pour la Finlande et +1, signe de forte pro-cyclicité, pour Azerbaïdjan.

Figure 38: Cyclicité de la Politique Budgétaire



Source: Kaminsky, Reinhart & Vegh (2005), When it Rains it Pours: Procyclical Capital Flows and Macroeconomic Policies, NBER Macroeconomics, P67

<sup>166</sup> Graciela L. Kaminsky, Carmen M. Reinhart & Carlos A. Vegh (2005), op.cit., P35-37

---

Ainsi on remarque que la majeure part des pays avancés (barres noires) ont des politiques budgétaires contra-cycliques, à l'exception du Portugal, de l'Allemagne et de la Norvège, cette dernière étant exportatrice d'hydrocarbures, alors que les pays en développement (barres jaunes) ont pour la plupart des politiques budgétaires pro-cycliques sauf le RD Congo, le Soudan et le Koweït qui ont des politiques contra-cycliques. Cette étude conclue aussi à la pro-cyclicité de la politique budgétaire en Algérie avec un coefficient proche de +0,5.

Ces mêmes résultats sont constatés par Talvi & Vegh (2005)<sup>167</sup> sur un échantillon de 56 pays<sup>168</sup> qui conclue à une acyclicité en moyenne dans les pays développés et une pro-cyclicité dans les pays en développement, notons que dans cette étude les dépenses budgétaires sont divisées en deux composantes ; une composante exogène et une deuxième composante fonction du solde primaire, cette relation est d'autant plus importante que les pressions sociales et politiques sont fortes. Cependant, le signe et l'ampleur de la cyclicité ne sont pas forcément homogènes entre les pays des deux groupes, comme le note Lane (2003)<sup>169</sup> partant d'un échantillon de 46 pays intégrés dans le marché mondial des capitaux<sup>170</sup>, ce dernier démontre que le caractère cyclique de la politique budgétaire dans les pays de l'OCDE diffère d'un pays à un autre, ce qui concorde avec les résultats de Kaminsky, Reinhart & Vegh (2005).

### **3.1.1. Pays développés :**

La majeure part des études empiriques sur les pays développés, concluent à une absence d'un biais cyclique pour la politique budgétaire, cette dernière est notamment qualifiée de neutre par Easterly (2003)<sup>171</sup>. Aussi, une étude sur les prévisions budgétaires, ce qui correspond à la loi de finance, menée par Agnello & Cimadomo (2012)<sup>172</sup> sur les pays de l'OCDE, démontre que les intentions budgétaires sont contra-cycliques dans ces pays en phase d'expansion. Suivant la même approche sur les prévisions mais en s'intéressant à deux sous-groupes de pays, l'étude de Beetsma & Giuliodari (2008)<sup>173</sup>, conclue à une acyclicité de la politique budgétaire dans les pays

---

<sup>167</sup> Ernesto Talvi & Carlos A. Vegh (2005), *Op.cit*, P156-190.

<sup>168</sup> 20 pays industrialisés et 34 pays en développement.

<sup>169</sup> Phillip R. Lane (2003), "Business cycles and macroeconomic policy in emerging market economies", Trinity Economic Papers, Trinity College Dublin, P3-4

<sup>170</sup> 22 Pays industrialisés, 5 pays de l'Asie du sud-est et 19 pays de l'Amérique Latine.

<sup>171</sup> William Easterly (Mars 2003), "National Policies and Economic Growth: A Reappraisal, Handbook of Economic Growth", Center for Global development, New York University (États-Unis).

<sup>172</sup> Luca Agnello & Jacopo Cimadomo (2012), "Discretionary Fiscal Policies over the Cycle : New Evidence based on the ESCB Disaggregated Approach", International Journal of Central Banking, Vol. 82, Juin 2012, p43-85

<sup>173</sup> Beetsma R. & Giuliodori M. (2008) "Fiscal adjustment to cyclical development in the OECD; an empirical analysis based on real time data", CEPR Discussion Paper, n°6692

---

de l'union européenne alors que les pays non-membres de l'union ont des politiques budgétaires contra-cycliques.

Aussi, l'étude de Lee & Sung (2007)<sup>174</sup>, conclue à une forte contra-cyclicité des recettes budgétaires dans les pays de l'OCDE, alors que les dépenses budgétaires sont faiblement procycliques. En termes de composantes, les résultats de l'étude démontrent une acyclicité des dépenses en capital, transferts et subventions alors que les impôts sur le revenu sont contra-cycliques, ce qui en termes de stabilisateurs automatiques devrait donner des résultats contraires. L'étude d'Auerbach (2009)<sup>175</sup> démontre que les recettes et les dépenses budgétaires sont contra-cycliques dans les pays de l'OCDE entre 1984 et 2009, cependant, il note une plus forte réactivité des dépenses par rapport aux recettes.

La politique budgétaire n'est devenue contra-cyclique dans certains pays de l'union européenne qu'après l'adoption du traité de Maastricht en 1992 selon Gali (2005)<sup>176</sup>. Ce résultat est expliqué par la réduction du niveau de la dette dans ces pays. Dans le même sens, une étude approfondie de Girouad & André (2005)<sup>177</sup>, basée sur une approche des composantes de la politique budgétaire, dépenses et recettes, corrigées des fluctuations cycliques démontre que la politique budgétaire est devenue plus contra-cyclique dans les pays de l'OCDE après 1990 et plus spécialement dans 15 pays de l'union européenne après l'adoption de la monnaie unique, l'euro.

Par contre, l'étude de Fioritto & Kollintzas (1994)<sup>178</sup> basée sur le modèle des cycles réels de Kydland & Prescott (1990) appliqué à l'économie des États-Unis, élargi sur tous les pays du G7 en utilisant des données trimestrielles entre 1960 et 1989, démontre une divergence dans l'ampleur et le sens de la cyclicité entre les pays de ce groupe. Cette divergence apparaît notamment en Espagne où la politique budgétaire est procyclique contrairement au reste des pays européens.

---

<sup>174</sup> Young Lee & Taeyoon Sung (2007), "Fiscal Policy, Business Cycles and Economic Stabilisation: Evidence from Industrialised and Developing Countries", *Fiscal Studies*, Vol. 28, n°4, December 2007, p437-462.

<sup>175</sup> Auerbach Alan J. (2009), "Implementing the New Fiscal Policy Activism", *American Economic Review*, Vol. 99, n°2, 543-549.

<sup>176</sup> Jordi Gali (Avril 2005), "Modern perspectives on fiscal stabilization policies", *CESifo Economic Studies*, Vol.51, N°4, P595-597

<sup>177</sup> Girouad N. & André C. (2005), "Measuring cyclical-adjusted budget balances for OECD countries", *OECD Working Paper*, n°434, Juillet 2005.

<sup>178</sup> Ricardo Fioritto & Tryphon Kollintzas (1994), "Stylized facts of business cycles in the G7 from a real business cycles perspective", *European Economic Review*, N°38, Hollande du Nord (Pays-Bas), P235-269

---

Par ailleurs, l'article de Leigh & Stehn (2009)<sup>179</sup> adoptant une approche par étude de cas de la réaction de la politique budgétaire dans les pays du G7, qu'il confirme par un VAR, démontre que ces derniers suivent une politique budgétaire discrétionnaire souple. Ils notent aussi, une réactivité plus rapide face au ralentissement économique au Canada, États-Unis et au Royaume-Uni, que dans le reste des pays du G7. Cette étude conclue, aussi, à une contra-cyclicité de la politique budgétaire dans les pays anglo-saxons, alors que les pays de l'Europe occidentale suivent globalement des politiques pro-cycliques.

### **3.1.2. Pays en Développement :**

L'étude de Gavin & Perotti (1997)<sup>180</sup> entre 1970 et 1995, démontre que les pays en développement d'Amérique Latine poursuivent des politiques budgétaires pro-cycliques en période d'expansion et contra-cycliques en période de récession. D'ailleurs ces deux économistes notent que même la taxe inflationniste augmente en période de récession et diminue en période d'expansion, ce qui accentue le caractère procyclique de la politique budgétaire dans toutes les phases du cycle économique. Dans le même sens, l'étude d'Ilzetski & Vegh (2008)<sup>181</sup>, généralise le caractère procyclique de la politique budgétaire à un grand nombre de pays en développement, sans toutefois de distinction entre phase d'expansion et de récession.

Pour les pays africains il existe plusieurs études sur la cyclicité de la politique budgétaire, notamment dans le cas des pays des unions économiques et monétaires. Ainsi, l'étude de S. G. Jeanneney et S. J-A. Tapsoba (2009)<sup>182</sup> porte sur 48 pays africains dont ceux de la CEMAC et de l'UEMOA entre 1980 et 2004 avec une comparaison avec d'autres pays ne faisant pas partie d'unions économiques. Le modèle intègre comme variables explicatives, une variable budgétaire, l'écart de production ainsi que la variable budgétaire retardée qui exprime la contrainte de retour à l'équilibre et ajoute des variables de control qui peuvent déterminer la politique budgétaire suivie.

Ces dernières concernent notamment ; le niveau de la dette, les termes de l'échange, les dons extérieurs ainsi que l'inflation. Il intègre aussi dans son étude des variables de la qualité institutionnelle, notamment concernant le système politique et la démocratie.

---

<sup>179</sup> Daniel Leigh & Sven Jari Stehn (2009), "Fiscal and Monetary Policy During Downturns: Evidence from the G7", IMF Working Paper, w09/50, Mars 2009, P3-5.

<sup>180</sup> Michael Gavin & Roberto Perotti (1997), "Fiscal Policy in Latin America", NBER Macroeconomics, Vol.12.

<sup>181</sup> Ilzetzki E. & Végh C. (2008), "Procyclical fiscal policy in developing countries: truth or fiction", NBER Working Paper, n°14191.

<sup>182</sup> S.G. Jeanneney & Tapsoba (2009), *Op.cit.*

---

Par ailleurs Akitoby & Al. (2004)<sup>183</sup> démontrent que les composantes de la politique budgétaires sont pro-cycliques dans la moitié des pays en développement. Ils notent aussi, que l'investissement public est plus pro-cyclique dans les pays avec une volatilité importante de la production et où le risque financier est important, ce qui confirme certaines approches théoriques sur la question.

### **3.1.3. Pays exportateurs de matières premières :**

La pro-cyclicité de la politique budgétaire est plus prononcée dans les pays exportateurs de matières premières, selon Villafuerte & Lopez-Murphy (2010)<sup>184</sup>, les recettes de ces derniers dominant en grande partie le cycle conjoncturel.

Aussi, l'étude Nese Erbil (2011)<sup>185</sup>, utilise quatre méthodes pour vérifier la cyclicité dans ces pays ; la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO), effets fixes (fixed effects), variables instrumentales (instrument variables IV) et finalement la méthode des moments généralisés (General Method of Moments GMM). Il spécifie une fonction de réaction de la politique budgétaire en prenant comme variables explicatives de la variable budgétaire, le produit intérieur brut hors hydrocarbures, un indice des termes de l'échange ainsi que la variable budgétaire retardée. Dans son étude il étudie plusieurs variables budgétaires, notamment les dépenses publiques, les recettes ou encore la dette publique.

Cependant, un changement important par rapport au pays non-exportateurs de matières premières et l'utilisation du PIB hors hydrocarbures, cela tient au fait que ce secteur tend à dominer le PIB global dans ces pays. L'indice des termes de l'échange est aussi introduit pour tenir compte des spécificités de ces pays fortement sensibles aux chocs extérieurs. Finalement, il introduit un certain nombre de variables de contrôles, qui permettent d'estimer l'effet de la qualité institutionnelle et politique.

Cette étude couvre 28 pays producteurs d'hydrocarbure, classés par tranche de revenus selon la classification de la banque mondiale en 2009, sur une période allant de 1991 à 2009. Les estimations réalisées par les différentes méthodes donnent des résultats similaires, cependant, la méthode des moindres carrés ordinaires génère des données légèrement surestimées alors que la

---

<sup>183</sup> Akitoby B., Clement B., Gupta S. & Inchauste G. (2004), "The cyclical and long term behavior of government expenditures in development countries", IMF Working Paper, N°04/02.

<sup>184</sup> Villafuerte & Lopez-Murphy (2010), *Op.cit.*, p5-6.

<sup>185</sup> Nese Erbil (2011), *Op.cit.*, P3-5

---

méthode des effets fixes donne des résultats légèrement sous-estimés, ce qui laisse paraître, que la méthode des Diff-GMM est la plus significative<sup>186</sup>.

Ce dernier obtient des coefficients positifs et significatifs, synonyme de procyclicité de la politique budgétaire, pour les pays à bas et moyens revenus alors que ce coefficient est négatif, signe de contra-cyclicité de la politique budgétaire, pour les pays à hauts revenus. En termes d'ampleur les pays à bas revenus ont une pro-cyclicité presque unitaire, coefficient proche de 1, alors que les pays à moyens revenus ont une réaction plus que proportionnelle aux variations du cycle économique, coefficient de cyclicité supérieure à 1.

En termes de composantes, les dépenses d'investissement sont contra-cycliques dans les pays à haut revenus et pro-cycliques pour le reste des pays, alors que les recettes hors hydrocarbures sont acycliques dans les pays à haut revenus, pro-cyclique dans les pays à bas revenus et fortement pro-cyclique dans les pays à revenu moyen avec un coefficient supérieur à 2.

Autres résultat important dans l'étude de Nese Erbil (2011)<sup>187</sup> réside dans l'estimation de la cyclicité des dépenses totales en introduisant d'abords la variable représentant la part des revenus des hydrocarbures avec d'autres variables retardées de contraintes financières<sup>188</sup>. Les résultats démontrent que la contraintes intérieure de crédit privé renforce la pro-cyclicité alors que celle des taux d'intérêt réels et la contrainte extérieur de flux de capitaux n'ont pas des valeurs significatives.

Dans un second temps, l'introduction de variables représentant la qualité institutionnelle et politique conclue à ce que la politique budgétaire est de plus en plus procyclique lorsque la bureaucratie, la concurrence politique et les contraintes à la prise de décision sont basse, ces variables ayant un signe négatif.

Notons, que la variable de démocratie a un signe positif ce qui signifie que les dépenses budgétaires sont plus importantes lorsque le système politique est démocratique. Ce résultat est justifié par le fait que les gouvernements corrompus dans les démocraties suivent une politique budgétaire pro-cyclique. Ces résultats apparaissent clairement pour la tranche de pays à bas revenus producteurs de pétrole alors que seul l'indice composite et la vérification et control

---

<sup>186</sup> Nese Erbil (2011), Op.cit., P9-11

<sup>187</sup> *Ibid.*, P14-17

<sup>188</sup> Crédits intérieurs privés en pourcentage du PIB pour représenter la profondeur du marché du crédit, taux d'intérêt réel de la banque centrale qui représente le cout des crédits et finalement le ratio des flux nets de capitaux en pourcentage du PIB pour représenter la contrainte extérieure.

---

affectent les pays à revenus moyens alors qu'aucune d'elles n'affecte la cyclicité des pays à hauts revenus exportateurs de pétrole.

#### **3.1.4. Maghreb :**

Concernant les pays maghrébins, une étude empirique de H. Baddi (2015)<sup>189</sup> étudie le cas du Maroc, Pays en Voie de Développement exportateur de Phosphate, entre 1970 et 2012 en utilisant la méthode des moments généralisés. Ce dernier démontre que la politique budgétaire est pro-cyclique en moyenne, mais note une cyclicité plus forte en période d'expansion qu'en période de récession.

Ce résultat est expliqué par l'adoption du Maroc du Plan d'Ajustement Structurel, avec ses mesures budgétaires restrictives, pendant les années 1980 alors que le pays subissait une situation économique défavorable, alors que cette pro-cyclicité est attribué, pour les dernières années de l'étude, à la recherche de préservation d'un équilibre budgétaire, imposé par le FMI dans le cadre de la ligne de précaution et de liquidité LPL, permettant un financement extérieur à faible coût<sup>190</sup>. Cependant, l'étude d'Akboul & Ragbi (2015)<sup>191</sup>, concluent à la pro-cyclicité de certaines composantes seulement, notamment les recettes et dépenses en biens et services, alors que le reste des composantes sont acycliques.

Dans la même étude le coefficient de la variable budgétaire retardé est positif et inférieur à 1 ce qui suggère l'existence d'une contrainte d'équilibre de long terme, à noter que le coefficient de la dette est non-significatif ce qui exclue l'existence d'un effet de cette dernière dans la conduite de la politique budgétaire au Maroc. Aussi, en subdivisant la période totale, 1970-2012, l'auteur conclue à ce que la politique budgétaire est devenue acyclique entre 1993 et 2012 alors qu'elle était pro-cyclique entre 1970 et 1993. Ce résultat est dû notamment à la rationalisation des dépenses, privatisation de certaines entreprises publiques ainsi qu'à l'amélioration de l'efficience fiscale dans la dernière période étudiée<sup>192</sup>.

Concernant la Tunisie, S. Hathroubi & S. Rezgui (2011)<sup>193</sup> étudient la cyclicité à un niveau désagrégé en utilisant la méthode des moments généralisés et des données trimestrielles entre

---

<sup>189</sup> Hichem Baddi (2015), *op.cit.*, P82

<sup>190</sup> Tounsi Said & Karim El Mokri (2015), *op.cit.*, P24-25.

<sup>191</sup> Naima Akboul & Bouameur Ragbi (2015), "Evaluation de l'Orientation Budgétaire au Maroc", in *Politique Budgétaire et Activité Economique au Maroc*, Ouvrage Collectif, Rabat (Maroc), P65.

<sup>192</sup> Hichem Baddi (2015), *op.cit.*, P97-99

<sup>193</sup> Salem Hathroubi & Sami Rezgui (Septembre 2011), "Fiscal Policy Cyclicity in Developing Countries; Case of Tunisia", *Interdisciplinary Journal of Contemporary Research in Business*, Vol. 3, N°5, Tunisie, P41-56

---

1979 et 2007. L'étude conclue à une procyclicité de l'investissement public en Tunisie conformément aux résultats alors que la consommation publique ne montre pas une relation claire.

### **3.2. Cyclicité de la Politique Budgétaire en Algérie :**

A travers la revue de la littérature empirique au cours de la section précédente, il a été remarqué que plusieurs méthodes peuvent être utilisées pour l'estimation de la cyclicité de la politique budgétaire, de même les variables utilisées dans différent d'une étude empirique à une autre. Ainsi nous essayerons d'étudier différentes approches qui peuvent être utilisées pour l'estimation de la cyclicité de la politique budgétaire en Algérie au cours de cette section.

#### **3.2.1. Approche méthodologique :**

A travers les différentes études empiriques nous pouvons constater que celles-ci utilisent principalement deux approches différentes ;

- Une première approche analysant la relation entre le déficit budgétaire, ou le solde budgétaire corrigé des fluctuations cycliques, et l'écart de production. On retrouve dans cette catégorie, notamment, les études de Gavin & Perotti (1997), Alesina, Campante & Tabellini (2008) ou encore de Florente Huart (2011).

Cette approche a certaines limites notamment concernant l'estimation de l'écart de production lui-même basée sur une estimation de la production potentielle, généralement obtenues par des méthodes de lissage tel que le filtre de Hodrick Prescott. Aussi, Hichem Baddi (2015)<sup>194</sup>, fait remarquer que le solde budgétaire ne peut être une mesure fiable que si les taux d'imposition sont stables sur toute la période de l'étude.

- La seconde approche est basée sur l'estimation d'une fonction de réaction pour différentes composantes de la politique budgétaire en utilisant un indicateur des fluctuations de la production comme variable explicative dont le coefficient donnerait une indication de l'orientation de la politique budgétaire. Cette approche est plus récente que la première et est adoptée dans la plupart des études récentes sur la question à l'instar de celles de Reinhart, Kaminsky & Vegh (2004), Alesina & Tabellini (2005), Talvi & Vegh (2005), Ilzetski & Vegh (2008) ou encore Nese Erbil (2011).

---

<sup>194</sup> Hichem Baddi (2015), *Op.cit.*, P92

Dans la présente étude nous utiliserons cette dernière approche en spécifiant une fonction de réaction de la politique budgétaire par rapport à une variable représentant les variations du produit intérieur brut.

Ensuite, il est nécessaire de connaître quelle est la variable budgétaire la plus à même de représenter un indicateur fiable pour la mesure de la cyclicité. En ce sens, l'étude de Kaminsky, Reinhart & Vegh (2005)<sup>195</sup> pose un cadre théorique solide au sens de la cyclicité pour différentes composantes de la politique budgétaire suivant le signe de sa corrélation au cycle économique résumé dans le tableau suivant :

**Tableau 4: Variations de la production et variables budgétaires**

	Dépenses Publiques	Taux d'Imposition	Recettes Fiscales	Solde Primaire	Dépenses/PIB	Recettes Fiscales	Solde Primaire/PIB
Contra-cyclique	-	+	+	+	-	-/0/+	-/0/+
Pro-cyclique	+	-	-/0/+	-/0/+	-/0/+	-/0/+	-/0/+
Acyclique	0	0	+	+	-	-/0/+	-/0/+

Source: Kaminsky, Reinhart & Vegh (2004), *when it Rains, it pours; Procyclical capital flows and macroeconomic policies*, P16

Le précédent tableau laisse paraître que seules les dépenses budgétaires et les taux d'imposition peuvent donner une indication sans ambiguïté sur l'orientation budgétaire, alors que les autres indicateurs peuvent être influencés par différents facteurs. Ainsi, suivant cette approche, une politique budgétaire est dite contra-cycliques si les autorités budgétaires réduisent les dépenses budgétaires ou augmentent les taux d'imposition en phase d'expansion. Alors qu'un comportement inverse est suivi dans les phases de récession, hausse des dépenses et baisse des taux d'imposition.

En ce sens, et dans l'absence d'un indicateur composite de la pression fiscale en Algérie sur une longue période, nous utiliserons au cours de cette étude les dépenses budgétaires, et leurs composantes, comme variable endogène dans l'étude de la cyclicité.

Concernant les variables explicatives, la fonction de réaction inclura, à l'instar des études de Gavin & Perotti (1997), Alesina & Tabellini (2005), quatre variables notamment le produit

<sup>195</sup> Kaminsky, Reinhart & Vegh (2005), *Op.cit.*, P16-20

---

intérieur brut hors hydrocarbures PIBHH, le taux de change effectif réel TCER, la dette extérieure publique DEP ainsi que les revenus des hydrocarbures RENTE.

L'utilisation du produit intérieur brut hors secteur des hydrocarbures, tel que suggéré par Nese Erbil (2011), tient au fait que le produit intérieur global des pays exportateur d'hydrocarbure dépend grandement du secteur des hydrocarbures ce qui ne situe pas le pays d'une façon réelle dans sa position dans le cycle, le secteur des hydrocarbures ayant de faibles externalités sur le reste de l'économie<sup>196</sup>. La variable du taux de change effectif réel utilisée ici, à l'instar de l'indice des termes de l'échange utilisé dans l'étude de Nese Erbil (2011) ou encore Tabsopa & Guillaumont (2009), intervient pour tenir compte des chocs externes qui affectent grandement les recettes et dépenses des pays exportateurs de matières premières.

Aussi, la dette publique constitue une variable importante dans la mesure où cette dernière devrait exercer un effet positif sur le solde budgétaire pour exprimer la contrainte de soutenabilité budgétaire, elle est d'ailleurs utilisée dans la plupart des études sur la question notamment, Gavin & Perotti (1997), Wyplosz (2002), Gali & Perotti (2003) ou encore Alesina & Al. (2007). Finalement, l'introduction de la variable budgétaire retardée permet de tenir compte de l'effet d'inertie dû aux délais de mise en place des politiques budgétaires et des dépenses induites par les exercices précédents<sup>197</sup>. Notons, que l'introduction de la variable représentant le revenu des hydrocarbures permet d'estimer la dépendance de la politique budgétaire vis-à-vis de ces ressources fortement volatiles.

Toutes ces variables sont prises en différence première et en logarithme avec une fréquence annuelle, les données sont issues de WDI pour la dette extérieure et de l'ONS pour le reste. Ainsi, la fonction de réaction que nous estimerons au cours de cette étude s'écrit comme suite:

$$dIDBUDG = \alpha_1.dIPIBHH + \alpha_2.dIRENTE + \alpha_3.dIDEP + \alpha_4.dITCER + \alpha_5.dIDBUDG(-1) + \alpha_6.dIDEP(-1) + \alpha_7.dIRENTE(-1)$$

Notons que les variables de la dette et de la rente ont été aussi introduire avec un retard, ceci est due au fait que la politique budgétaire réagit au niveau d'endettement lors de sa mise en place alors que pour la rente, la politique budgétaire en Algérie prend en compte une moyenne sur

---

<sup>196</sup> Bien que les tests eu été effectué avec le PIB réel et nominal, les résultats obtenus avec ce dernier sont plus significatifs, ce qui laisse suggérer que la politique budgétaire en Algérie réagit plus aux variations nominales de la production que réelle, d'où l'utilisation du produit intérieur brut hors hydrocarbures en terme nominal.

<sup>197</sup> Malheureusement, dans l'absence de données suffisantes sur la qualité institutionnelle et politique en Algérie couvrant toute la période de l'étude nous n'avons pu introduire ces dernières en tant que variables de control.

---

quelques années de cette dernière alors que les tests de causalité de granger démontre l'existence d'un effet retardé.

Dans cette équation la variable DBUDG sera remplacée par les dépenses budgétaires totales « deptot » puis par ses composantes pour l'estimation de la cyclicité de chacune d'elle. Alors que le coefficient de cyclicité sera donné par le coefficient  $\alpha_1$ . Un coefficient négatif indiquerait une politique contra-cyclique, proche de 0 une politique acyclique et un coefficient supérieur à 0 une politique pro-cyclique.

- Méthode d'estimation :

La plupart des études empiriques suggèrent que l'utilisation des moindres carrés ordinaires peut donner des résultats surestimés pour l'estimation de la cyclicité, représentée par un coefficient de Durbin Watson largement supérieur à 2. Ceci est dû notamment aux problèmes de simultanéité entre les variables budgétaires et les variables représentant la production nominal mais aussi par certaines variables non incluses dans l'étude mais qui peuvent agir au même temps sur les deux variables, comme l'indique Hichem Baddi (2015)<sup>198</sup>. Dans le même sens, Nese Erbil (2011), argue que les estimations réalisées par la méthode des effets fixes dynamiques et variables instrumentales posent des problèmes similaires, mais que les coefficients sont similaires.

Pour contourner ce genre de problème la plupart des études, notamment Guillomaunt & Tabsopa (2009), Nese Erbil (2011) ou encore Hichem Baddi (2015), suggèrent l'utilisation de la méthode des moments généralisés (GMM) ou encore le recours à des VAR ou VAR structurel, ces derniers permettant de distinguer entre les chocs de court termes sur la politique budgétaire et ceux de long terme sur la croissance économique, cependant la première méthode reste la plus utilisée. Ainsi, la méthode des moments généralisés est appliqué sur l'équation en différence premières, telle que préconisé par Arellano & Bond (1991), en utilisant des niveaux de retards ajustés comme instruments<sup>199</sup>.

- Tests Préliminaires :

Les variables utilisées sont prises en logarithme et en différence première. Ainsi, les tests de racine unitaire effectués par la méthode d' « *Augmented Dickey-Fuller* » indiquent que toutes les variables sont stationnaires avec une valeur du t-statistic inférieur à celle du niveau critique 1%. Les résultats sont résumés dans le tableau suivant ;

---

<sup>198</sup> Hichem Baddi (2015), *Op.cit.*, P96

<sup>199</sup> Nese Erbil (2011), *Op.cit.*, P9-10

**Tableau 5: Tests de Stationnarité, fonction de réaction de la politique budgétaire**

	dldeptot	dldepfonc	dldepequi	dlpibhh	dltcer	dlrente	dldep
t-statistic	-5.42	-5.66	-6.09	-4.73	-5.22	-5.48	-4.11
(prob.)	(0.00)	(0.00)	(0.00)	(0.00)	(0.00)	(0.00)	(0.00)
Valeurs Critiques <sup>200</sup> :							
1% : -3.59							
5% : -2.93							
10% : -2.60							

Concernant la corrélation, l'étude de cette dernière révèle une forte corrélation entre les dépenses totales et le produit intérieur brut hors hydrocarbures ainsi que les recettes des hydrocarbures de l'exercice précédent. Cependant, il n'existe pas de corrélation significative avec le reste des variables étudiées ; taux de change réel et dette notamment.

**Tableau 6: Test de Corrélation: Cyclicité**

Covariance Analysis: Ordinary  
 Date: 06/02/16 Time: 16:06  
 Sample (adjusted): 1972 2013  
 Included observations: 42 after adjustments  
 Balanced sample (listwise missing value deletion)

Correlation Probability	DLDEPTOT	DLPIBHH	DLRENTE	DLTCER	DLDEP	DLDEPTOT(-1)	DLRENTE(-1)	DLDEP(-1)
DLDEPTOT	1.000000 -----							
DLPIBHH	<b>0.548005</b> <b>0.0002</b>	1.000000 -----						
DLRENTE	0.202402 0.1986	0.470668 0.0017	1.000000 -----					
DLTCER	-0.138355 0.3822	-0.420430 0.0056	-0.453658 0.0025	1.000000 -----				
DLDEP	0.139665 0.3777	0.418780 0.0058	0.229773 0.1432	-0.317725 0.0403	1.000000 -----			
DLDEPTOT(-1)	0.191615 0.2241	0.187752 0.2338	-0.114184 0.4715	0.403140 0.0081	0.057488 0.7176	1.000000 -----		
DLRENTE(-1)	<b>0.459260</b> <b>0.0022</b>	0.284693 0.0676	0.163119 0.3020	0.073109 0.6454	0.058756 0.7117	0.199518 0.2052	1.000000 -----	
DLDEP(-1)	0.237545 0.1298	0.401266 0.0084	0.305167 0.0494	-0.131573 0.4062	0.409432 0.0071	0.116554 0.4623	0.227202 0.1479	1.000000 -----

Source : calculs de l'auteur

<sup>200</sup> Les valeurs critiques changent légèrement entre les différentes variables mais n'influence pas la valeur à deux virgules.

L'étude de la causalité réalisée par la méthode Granger, laisse paraître que le produit intérieur brut hors secteur des hydrocarbures impacte les dépenses budgétaires à court terme alors que la relation s'inverse à long terme, cependant, seule la variable des recettes des hydrocarbures affecte les dépenses budgétaires. Ces deux résultats correspondent à la majeure part des études théoriques et empiriques sur la question.

### 3.2.2. Discussion des Résultats :

L'estimation de la fonction de réaction à l'aide de la méthode des moments généralisés tels que décrite dans le point précédent en utilisant le logiciel E-views donne les résultats suivants :

**Tableau 7: Résultats Estimation Fonction de Réaction Budgétaire 1**

Dependent Variable: DLDEPTOT  
Method: Generalized Method of Moments  
Date: 06/02/16 Time: 23:21  
Sample (adjusted): 1972 2014  
Included observations: 43 after adjustments  
Linear estimation with 1 weight update  
Estimation weighting matrix: HAC (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 4.0000)  
Standard errors & covariance computed using estimation weighting matrix  
Instrument specification: DLPIBHH(-1) DLT CER DLRENTE DLDEPTOT(-1) DLDEP(-1) DLRENTE(-1)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
<b>DLPIBHH</b>	<b>1.189694</b>	<b>0.203233</b>	<b>5.853848</b>	<b>0.0000</b>
DLTCER	0.109249	0.112719	0.969210	0.3387
DLRENTE	-0.048305	0.060142	-0.803185	0.4270
DLDEPTOT(-1)	-0.106626	0.130523	-0.816913	0.4192
DLDEP(-1)	-0.015204	0.059913	-0.253771	0.8011
<b>DLRENTE(-1)</b>	<b>0.119090</b>	<b>0.040670</b>	<b>2.928224</b>	<b>0.0058</b>
<b>R-squared</b>	<b>0.387085</b>	Mean dependent var		0.160776
Adjusted R-squared	0.304259	S.D. dependent var		0.138325
S.E. of regression	0.115379	Sum squared resid		0.492553
<b>Durbin-Watson stat</b>	<b>2.104578</b>	<b>J-statistic</b>		<b>7.01E-46</b>
Instrument rank	6			

Source : calculs de l'auteur

La probabilité du J-statistic est très proche de 0 ( $7,01^{-46} \approx 0,00$ ) ce qui démontre la robustesse de la fonction estimée, alors que le coefficient de Durbin-Watson est proche de 2, justifiant l'utilisation des variables instrumentales attestant de la juste identification de la présente équation. Ainsi, nous obtenons l'équation suivante :

$$\text{DLDEPTOT} = 1.190 \cdot \text{DLPIBHH} + 0.109 \cdot \text{DLTCER} - 0.048 \cdot \text{DLRENTE} - 0.107 \cdot \text{DLDEPTOT}(-1) - 0.015 \cdot \text{DLDEP}(-1) + 0.119 \cdot \text{DLRENTE}(-1)$$

---

Nous remarquons que seules les variables du produit intérieur brut hors hydrocarbure et celle de la rente retardée sont significatives avec des coefficients positifs et une probabilité proche de 0. Ce résultat confirme les résultats préliminaires obtenus avec l'étude de la corrélation entre les variables.

Ainsi, le coefficient de la cyclicité  $\alpha_1$  est de +1,19 ce qui démontre une pro-cyclicité de la politique budgétaire en Algérie ce résultat est similaire à celui obtenu par Nese Erbil (2011) ou encore Talvi & Vegh (2005) pour l'Algérie et des pays similaires, exportateurs d'hydrocarbures à bas revenus. Un autre résultat intéressant est le coefficient de +0.12 pour les recettes des hydrocarbures retardés, ce qui atteste aussi de la pro-cyclicité de la politique budgétaire par rapport à ses recettes non-permanente ce qui pourrait être problématique dans la mesure où ces dernières sont fortement volatiles et pourraient induire des variations importantes des dépenses budgétaires, bien que le coefficient ne soit pas très fort.

Un résultat important est l'absence d'effet de la variable budgétaire retardée ce qui annule l'hypothèse d'un effet d'inertie et donc une absence d'implication future pour les dépenses engagées au cours d'un exercice donné.

De même, l'absence d'un effet significatif de la dette publique sur les dépenses nouvelles représente une absence de contrainte intertemporelle de soutenabilité pour l'Algérie, ce résultat peut être dû à l'existence de fortes recettes pétrolières mais aussi au faible niveau d'endettement de l'économie algérienne sauf pour la période entre 1990 et 1996. Ce résultat est d'ailleurs similaire à celui obtenu par Hichem Baddi (2015) pour l'économie du Maroc.

Concernant les composantes des dépenses budgétaires, nous distinguons entre les dépenses de fonctionnement et celles d'investissement, les résultats des estimations sont présentés dans les tableaux suivants ;

**Tableau 8: Résultats Estimation Fonction de Réaction Budgétaire 2**

Dependent Variable: DLDEPFONC  
 Method: Generalized Method of Moments  
 Date: 07/02/16 Time: 00:12  
 Sample (adjusted): 1972 2014  
 Included observations: 43 after adjustments  
 Linear estimation with 1 weight update  
 Estimation weighting matrix: HAC (Bartlett kernel, Newey-West fixed  
 bandwidth = 4.0000)  
 Standard errors & covariance computed using estimation weighting matrix  
 Instrument specification: DLPIBHH(-1) DLTCER DLRENTE DLDEPFONC(  
 -1) DLDEP(-1) DLRENTE(-1)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
<b>DLPIBHH</b>	<b>1.212117</b>	<b>0.333887</b>	<b>3.630324</b>	<b>0.0009</b>
DLTCER	-0.105302	0.153732	-0.684969	0.4976
DLRENTE	-0.074928	0.064939	-1.153819	0.2560
DLDEPFONC(-1)	-0.112659	0.179579	-0.627353	0.5343
DLDEP(-1)	0.036708	0.047817	0.767691	0.4475
DLRENTE(-1)	0.093519	0.052235	1.790364	0.0816
<b>R-squared</b>	<b>0.449728</b>	Mean dependent var		0.159628
Adjusted R-squared	0.375367	S.D. dependent var		0.141577
S.E. of regression	0.111894	Sum squared resid		0.463246
<b>Durbin-Watson stat</b>	<b>2.158553</b>	<b>J-statistic</b>		<b>5.25E-46</b>
Instrument rank	6			

Source : calculs de l'auteur

$$DLDEPFONC = 1.21*DLPIBHH - 0.11*DLTCER - 0.08*DLRENTE - 0.11*DLDEPFONC(-1) + 0.04*DLDEP(-1) + 0.09*DLRENTE(-1)$$

Ainsi, nous remarquons que les dépenses de fonctionnement ont une pro-cyclicité presque unitaire avec un coefficient de +1,08 alors que ces dernières ne semblent pas réagir aux variations des recettes des hydrocarbures, dont le coefficient n'est pas significatif.

**Tableau 9: Résultats Estimation Fonction de Réaction Budgétaire 3**

Dependent Variable: DLDEPEQUI  
 Method: Generalized Method of Moments  
 Date: 06/02/16 Time: 23:20  
 Sample (adjusted): 1972 2014  
 Included observations: 43 after adjustments  
 Linear estimation with 1 weight update  
 Estimation weighting matrix: HAC (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 4.0000)  
 Standard errors & covariance computed using estimation weighting matrix  
 Instrument specification: DLPIBHH DLTCER DLRENTE DLDEPEQUI(-1) DLDEP(-1) DLRENTE(-1)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
<b>DLPIBHH</b>	<b>0.970539</b>	<b>0.250189</b>	<b>3.879217</b>	<b>0.0004</b>
DLTCER	0.423365	0.214646	1.972391	0.0561
DLRENTE	0.002604	0.088061	0.029567	0.9766
DLDEPEQUI(-1)	0.036862	0.083662	0.440612	0.6621
DLDEP(-1)	-0.087636	0.105178	-0.833213	0.4101
<b>DLRENTE(-1)</b>	<b>0.169933</b>	<b>0.065342</b>	<b>2.600691</b>	<b>0.0133</b>
<b>R-squared</b>	<b>0.214068</b>	Mean dependent var		0.162998
Adjusted R-squared	0.107860	S.D. dependent var		0.212833
S.E. of regression	0.201028	Sum squared resid		1.495249
<b>Durbin-Watson stat</b>	<b>1.986683</b>	<b>J-statistic</b>		<b>2.63E-46</b>
Instrument rank	6			

Source : calculs de l'auteur

$$DLDEPEQUI = 0.97*DLPIBHH + 0.42*DLTCER + 0.00*DLRENTE + 0.04*DLDEPEQUI(-1) - 0.09*DLDEP(-1) + 0.17*DLRENTE(-1)$$

Concernant les dépenses d'équipement, ces dernières ont une pro-cyclicité par rapport à la production presque unitaire avec un coefficient de +0,97, ce qui est conforme au large consensus sur les dépenses d'investissement. Aussi ces dépenses ont une réaction positive aux recettes des hydrocarbures avec un coefficient de +0,17, ce résultat confirme les hypothèses avancées pour les pays exportateurs d'hydrocarbures et confirme les études réalisées par Nese Erbil (2011) ou encore J. Frankel (2010), qui arguent que les recettes des hydrocarbures sont plus répercutés sur les dépenses d'investissement que les dépenses courantes.

Finalement, d'un point de vue plus désagrégée, les dépenses budgétaires en rémunération et salaires et les dépenses en fournitures et subventions sont fortement pro-cycliques avec une réaction plus que proportionnelle aux variations de la production, leurs coefficients sont respectivement de +1,85 et +1,86. Finalement, les dépenses en services de la dette ne réagissent à aucune des variables étudiées, confirmant leurs exogénéité.

---

Ainsi, nous pouvons conclure que la politique budgétaire est pro-cyclique, cette dernière ayant une réaction proportionnelle aux variations de la production globale hors secteur des hydrocarbures. D'ailleurs cette propriété cyclique est confirmée pour toutes les composantes des dépenses budgétaires, sauf les dépenses en service de la dette. D'un autre côté, la pro-cyclicité de la politique budgétaire aux recettes des hydrocarbures est exclusivement due à la sensibilité des dépenses d'investissement par rapport à cette dernière.

Enfin, notant que la conduite de la politique budgétaire en Algérie ne semble pas être soumise à une contrainte intertemporelle de soutenabilité dans la mesure où il n'existe aucune relation empirique entre le niveau de la dette et les variations des dépenses budgétaires.

---

## Conclusion

La dette publique constitue une problématique importante, notamment depuis la crise économique de 2007, bien que l'Algérie ait connu une crise de la dette souveraine au début des années 1990. Ainsi, les autorités budgétaires posent généralement, ou sont soumises à, une contrainte de soutenabilité, cette dernière pouvant être reflétée par plusieurs indicateurs de stock de dette ou de service de la dette.

Aussi, la trajectoire de la dette peut dépendre de plusieurs facteurs, les déficits primaires, la croissance économique, le taux de monétisation des déficits et l'inflation. En ce sens, il est clair que la conduite de la politique monétaire exerce un effet important sur cette dernière. Lorsque la politique monétaire est dominante dans le cadre de la TBNP, l'inflation est maîtrisée, alors que la politique budgétaire est soumise à une contrainte de soutenabilité de sa dette. Cependant, lorsque la politique budgétaire domine, elle ne préoccupe pas du niveau de la dette, alors que la politique monétaire est accommodante et permet de réaliser la soutenabilité en maintenant une certaine inflation. Ceci semble à priori le cas du *policy-mix* en Algérie.

Par ailleurs, les pays en développement et plus précisément les pays exportateurs de matières premières sont caractérisés par des cycles économiques plus marqués, alternant des phases de forte croissance et des phases de récession. La plupart des études théoriques et empiriques sur ces pays relient ces variations importantes aux fluctuations exogènes des cours des matières premières dont dépendent les politiques budgétaires de ces pays.

Ces dernières sont non seulement affectées par les revenus des hydrocarbures mais aussi par les fluctuations de la croissance économique à travers diverses composantes des dépenses et recettes budgétaires. D'abord involontaires à travers les mécanismes des stabilisateurs automatiques qui permettent un lissage de l'activité économique mais aussi par des actions volontaires regroupées dans la notion de cyclicité.

En ce sens, lorsque la politique budgétaire suit la conjoncture économique, notamment la croissance, elle est qualifiée de pro-cyclique. Cette procyclicité dépend de plusieurs facteurs ; les contraintes financières, notamment le niveau d'endettement et les flux de capitaux, qualité institutionnelle et politique, niveau de corruption et système politique notamment, mais aussi de facteurs d'ordre technique se résumant dans les erreurs de prévisions provoquant des biais optimistes. Par ailleurs, les études sur les pays exportateurs de matières premières, suggèrent une

---

procyclicité par rapport aux recettes d'exportation, caractérisée par l'effet de voracité. La rente elle-même provoquant une dégradation des facteurs précédents.

Finalement, la mesure du degré de cyclicité de la politique budgétaire en Algérie entre 1970 et 2014 par la méthode des moments généralisés donne une indication de l'orientation de cette dernière de même que sa soumission à une contrainte de soutenabilité en intégrant une variable du niveau de la dette.

Les résultats des estimations démontrent une procyclicité plus qu'unitaire pour les dépenses budgétaires face aux variations de la croissance économique et une faible réactivité aux variations des recettes des hydrocarbures. Cependant, les dépenses courantes ne sont pas sensibles à la rente pétrolière est ont une réaction procyclique plus marquée que les dépenses totales. Finalement, les investissements publics ont une procyclicité unitaire et constitue la seule composante des dépenses budgétaires qui réagit aux variations des recettes des hydrocarbures.

Notons, qu'aucune composante de la politique budgétaire ne réagit aux variations de la dette extérieure publique. Ceci démontre l'absence d'une contrainte de soutenabilité dans la conduite de la politique budgétaire en Algérie durant la période de l'étude. Ces résultats correspondent aux préceptes théoriques et aux résultats obtenus pour des pays similaires, confortant d'ailleurs les observations relevés durant le premier chapitre de cette thèse.

---

## **Chapitre III**

# **Impact des Composantes de la Politique Budgétaire sur l'Inflation et la Croissance**

---

## Introduction

L'impact de la politique budgétaire est au centre des débats économiques et politiques depuis l'émergence de la macroéconomie keynésienne au début du 20<sup>ème</sup> siècle. Alors que les théories d'inspiration keynésienne prônent une efficacité de cette dernière dans la stimulation de la croissance, les théories d'inspiration classique suggèrent un faible impact. Ce courant insiste sur les effets négatifs de la politique budgétaire découlant des anticipations des agents annulant les effets bénéfiques de la politique initiale.

Bien que cette opposition théorique fût axée sur le court terme dans une perspective de demande durant la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, le débat s'est élargi au long terme en insistant de plus en plus sur les effets des politiques de l'offre. Cette nouvelle perspective est amorcée par les nouvelles théories de la croissance, notamment endogène. Cependant, la littérature récente est principalement axée sur les théories des cycles réels et leurs prolongements néokeynésiens.

Aussi, depuis la crise de la dette européenne en 2009, on s'intéresse de plus en plus à la structure des plans de relance en comparant l'efficacité d'une hausse des dépenses à la baisse des impôts. Ou même la différence d'impact entre différentes composantes des dépenses ou recettes dans un souci d'optimisation des effets de ces derniers sur la croissance économique au moindre coût en termes d'inflation.

Ainsi, nous étudions au cours de ce chapitre une revue de la littérature théorique et empirique sur l'impact de la politique budgétaire et de ses composantes sur l'inflation et la croissance économique. En ce sens, nous abordons dans la première section les théories axées sur la demande décrivant les effets de court terme de la politique budgétaire. Dans le second chapitre, nous étudions les théories et travaux empiriques sur les effets de la politique budgétaire du côté de l'offre.

Durant la troisième section de ce chapitre, en nous basant sur les principaux travaux théoriques et empiriques de même que sur les caractéristiques de l'économie algérienne nous modélisons la croissance économique et l'inflation de sorte à mesurer l'impact de la politique budgétaire sur ces deux derniers indicateurs macroéconomiques. D'abord dans une perspective agrégée en distinguant entre dépenses et recettes, ensuite dans une perspective désagrégée en étudiant l'impact de chaque composante des dépenses, dépenses courantes et dépenses d'investissement, et des recettes, recettes ordinaires et recettes des hydrocarbures.

---

## Section 1 : Revue de la littérature : Approche par la Demande

Pour cerner les débats théoriques autour de la question de l'impact de la politique budgétaire, à court terme notamment, nous allons nous baser sur la distinction en trois niveaux des effets d'une politique expansionniste faites par Michael Boskin (1988)<sup>201</sup> :

- Soutien de la croissance économique et réduction du chômage ;
- Réduction de la croissance économique en évinçant l'investissement privé ;
- Neutralité sur les grandeurs macroéconomiques.

A ces trois hypothèses contradictoires il ajoute une quatrième qui nous intéresse particulièrement dans la présente étude à savoir un effet inflationniste, qui peut être soit direct ou indirect à travers la monétisation de la dette publique. Ainsi, chacun de ces trois effets représente un courant théorique majeur ; le courant keynésien qui soutient une politique budgétaire active pour relancer la croissance économique et absorber le chômage, les néoclassiques qui mettent en avant l'effet d'éviction sur le secteur privé pour démontrer les effets négatifs d'une expansion budgétaire et finalement la théorie néoricardienne qui se base sur la rationalité des agents économiques pour suggérer une neutralité des effets de la politique budgétaire.

### 1.1. L'Approche Keynésienne Initiale :

Les idées keynésiennes trouvent leur naissance durant la grande dépression du début du 20<sup>ème</sup> siècle qui mit en difficulté l'économie de l'offre prônée par les classiques. Pour cette dernière les économies convergent toujours naturellement vers une situation de plein emploi. L'emploi étant déterminé sur le marché du travail au salaire d'équilibre et il ne peut donc y avoir de chômage involontaire, ce dernier déterminant le niveau de l'offre et que toute offre trouve sa demande, selon la loi des débouchées de Jean Baptiste Say.

Cependant, John Maynard Keynes (1936) dans son livre « *la théorie générale de l'emploi, de la monnaie et de l'intérêt* », démontre que la crise économique découle d'un manque de demande sur le marché. Ce dernier introduit le concept de la demande effective regroupant la consommation et l'investissement, cette demande est anticipée par les producteurs et détermine leur niveau d'offre et donc le niveau de l'emploi, alors que l'offre de travail est déterminée par la démographie. A noter que l'approche keynésienne originale est basée sur un raisonnement à court terme pour une économie en situation de sous-emploi.

---

<sup>201</sup> Boskin Michael (1988), "Consumption, Savings and Fiscal Policy", American Economic Review, Vol.78, n°2, pp401-407, Mai 1988, États-Unis.

---

Ainsi, l'état, en menant une politique discrétionnaire, augmente ses dépenses ce qui a pour effet d'accroître la demande effective et finalement la production, ceci par l'effet positif de l'intervention étatique sur les anticipations des agents économiques, notamment concernant l'investissement et la consommation. Alors que la politique budgétaire augmente aussi le niveau général des prix ce qui abaisse le salaire et le taux d'intérêt réel, permettant d'outrepasser les rigidités du marché du travail, et ainsi de stimuler encore plus les investissements et donc la croissance économique.

Aussi, selon Bernard Landais (1998)<sup>202</sup>, pour Keynes dès que le plein emploi est retrouvé il est possible de revenir aux mécanismes de marché pour assurer l'allocation optimale des ressources et la fixation des prix. Cependant, dans ses œuvres originales, il n'accorde aucune importance aux problèmes de l'équilibre budgétaire, de déficits récurrents ni à l'accumulation de la dette, qui peuvent avoir des effets importants sur l'économie.

Les critiques de la pensée keynésienne mettent, justement, en avant une croissance exagérée des dépenses publiques et un trop grand laxisme en ce qui concerne les déficits et la dette, mais aussi une inflation importante et un affaiblissement des incitations aux agents. C'est en ce sens que ces points ont été approfondis par les autres tenants du courant keynésien, comme nous le verrons par la suite.

A noter que d'un point de vue microéconomique, selon L. Oulhaj (2015)<sup>203</sup>, Keynes fait remarquer que la propension marginale à consommer est une fonction décroissante du revenu. Donc, une redistribution en faveur des bas revenus augmenterait la demande effective sans aucune variation du revenu global. Cet argument peut aussi être repris pour expliquer une plus grande efficacité des politiques keynésiennes lorsque le niveau du revenu est bas.

## **1.2. Le Modèle IS-LM :**

Le modèle IS-LM est une synthèse de la théorie générale keynésiennes et des théories néoclassiques par deux économistes ; John Richard Hicks (1937) dans son article « *Mr. Keynes and the « Classics » ; A Suggested Interpretation* » et Alvin H. Hansen (1953) « *A Guide to Keynes* ». D'où son appellation de Modèle Hicks-Hansen.

---

<sup>202</sup> Bernard Landais (1998), "Leçons de Politique Budgétaire", éd. De Boeck Université, Bruxelles (Belgique), p22-23

<sup>203</sup> Lahcen Oulhaj (2015), "Du Cadre Théorique Général de la Politique Budgétaire", in Politique Budgétaire et Activité Economique au Maroc, Ouvrage Collectif, Rabat (Maroc), p32

---

Ce modèle est repris par Robert EISNER (1993)<sup>204</sup> et augmenté des théories du revenu permanent de Milton Friedmann et du cycle de vie de Modigliani, en intégrant notamment les effets de richesse induit par la dette publique. Ainsi, les équations du modèle keynésien sont présentées comme suite :

$$Y = C + I + G \text{ (Marché des biens et des services, Relation IS)}$$

$$M/P = L(i, Y, w) \text{ (Marché de la monnaie, Relation LM)}$$

Avec :

$$C = f(Y_d, W) \text{ (Consommation des ménages)}$$

$$Y_d = Y + i (B/P) - T \text{ (Revenu disponible)}$$

$$W = M/P + B/P \text{ (Richesse nette réelle)}$$

$$T = T_0 + t Y \text{ (Impôts et Taxes)}$$

$$I = f(i) \text{ (Investissement)}$$

$$L = f(i, Y, W) \text{ (Demande de monnaie)}$$

Y étant le revenu globale (ou la production globale), C la consommation, I l'investissement, G les dépenses budgétaires, L la demande de monnaie, M/P l'offre de monnaie (masse monétaire réelle),  $Y_d$  le revenu disponible des ménages, B les titres de dette publique détenus par les résidents, P le niveau des prix, T les taxes totales,  $T_0$  les taxes forfaitaires, t les impôts sur le revenu, i le taux d'intérêt.

Dans ce modèle, la consommation est affectée par le revenu disponible et la richesse nette W. le revenu disponible comprend les intérêts sur les titres de la dette publique ( $i B/P$ ) mais déduit des impôts T. alors que la richesse nette comprend les encaisses réelles M/P en plus de la valeur réelle des titres de dette publique B/P.

Ainsi, la politique budgétaire de l'état peut agir sur l'économie, notamment la consommation des ménages, à travers plusieurs instruments ;

- Variation des impôts, forfaitaires ou sur le revenu.
- Variation des taux d'intérêts et donc des montants versés sur la dette publique.

---

<sup>204</sup> Robert Eisner (1993), "Sense and Nonsense about Budget Deficits", Harvard Business Review, Mai/Juin 1993.

- Variation du volume des titres publics
- Finalement, les dépenses budgétaires  $G$ , qui n'exercent pas un impact direct ni sur la consommation des ménages ni sur les investissements privés. Mais ces dernières exercent un impact indirect par l'effet du multiplicateur sur le revenu global.

Si l'état augmente ses dépenses publiques  $G$  financées par un emprunt intérieur  $\Delta G = \Delta B$ , alors le revenu global augmente, la courbe IS se déplace vers la droite. Cet effet passe par trois canaux; directement puisque les dépenses publiques sont une part du revenu global, en augmentant la richesse des ménages  $W$  fonction des titres de dettes détenus et finalement en augmentant le revenu disponible des ménages à travers les intérêts de la dette perçus par les ménages. Ces deux derniers éléments affectent le revenu disponible dont dépend la consommation  $C$  et donc le revenu global. Si l'on ignore l'impact sur les taux d'intérêt, en supposant une politique monétaire accommodante, l'effet sur le revenu global est maximal. L'impact global est donné par le multiplicateur suivant<sup>205</sup> :

$$\Delta Y = \frac{1 + i C'_y + C'_w}{1 - C'_y(1 - t)} \Delta G$$

Aussi, une baisse des impôts augmente seulement le revenu disponible des ménages  $Y_d$  et de fait la consommation  $C$ , ce qui explique que son effet soit contraire mais moins important que celui des dépenses budgétaires dans la théorie keynésienne. En ce sens, une hausse des dépenses budgétaires financée par une hausse des impôts aurait un impact toujours positif sur le revenu global mais moins important que le schéma initial. De même, une hausse des dépenses budgétaires financée par emprunt extérieur aurait le même impact initial réduit des effets de richesse, contrairement à l'emprunt intérieur.

Cependant, l'augmentation des dépenses budgétaires accroît aussi le taux d'intérêt  $i$  qui varie en réponse à la hausse de la demande de monnaie  $L$  pour satisfaire les transactions nouvelles qui accompagnent l'augmentation du revenu  $Y$ . La hausse du taux d'intérêt réduit la demande globale, la consommation  $C$  mais surtout l'investissement  $I$ , et de fait le revenu global  $Y$  et la croissance économique, mais dans une proportion moindre que la hausse initiale. Dans cette situation le multiplicateur budgétaire devient comme suite ;

---

<sup>205</sup> Qui inclut les trois effets expansionnistes ; l'impact direct des dépenses publiques en tant qu'élément de la demande globale, l'impact sur le revenu des intérêts de la dette détenue par les résidents ( $i C'_y$ ) et l'impact sur la richesse des ménages issue de la hausse de leur stock d'actifs publics ( $C'_w$ ).

$$\Delta Y = \frac{1 + i C'_y + C'_w - \left(\frac{L'_w I'_i}{L_i}\right)}{1 - C'_y(1 - t) + \left(\frac{L'_y I'_i}{L_i}\right)} \Delta G$$

On appelle l'effet de la hausse des taux d'intérêt sur le revenu suite à son augmentation l'effet de freinage monétaire ou l'effet d'éviction Hicksien. A noter que cet effet s'affaiblit d'autant que l'économie est plus liquide ou que la demande de monnaie est plus sensible aux variations du taux d'intérêt, suivant  $L_i'$ . Au contraire son effet est d'autant plus important que la demande de biens est sensible aux taux d'intérêt, suivant  $I_i^{206}$ , que la demande de monnaie est sensible au revenu, suivant  $L_y'$ .

Ainsi, l'effet d'éviction est plus important lorsqu'une économie est dans une situation de faible liquidité où les taux d'intérêts varient fortement en réaction à une variation de la demande de monnaie. Cependant, un financement des dépenses par une émission de titres publics induit un effet de richesse qui peut augmenter les encaisses réelles et réduit par conséquent l'effet d'éviction.

Cette approche théorique est d'ailleurs reprise par Albert ANDO et Franco MODIGLIANI (1976) dans leur modèle MPS utilisé par un nombre important de banques centrales dans le monde. Ce dernier explique en sept étapes les effets d'une politique budgétaire expansionniste ainsi ; lorsque l'état augmente les dépenses budgétaires, l'effet direct de cette action est une augmentation de la demande globale, s'ensuit un effet indirect sur la consommation qui augmente comme réponse à la hausse du revenu disponible des ménages par le mécanisme du multiplicateur qu'on a vu précédemment.

A noter que la force du multiplicateur dépend positivement de la valeur de la propension marginale à consommer des ménages. Alors que la plupart des économistes keynésiens croient en une propension élevée, Ando & Modigliani (1976) stipulent qu'elle peut être faible du fait que les agents économiques lissent leur consommation sur la durée de leur vie, ce raisonnement se résume dans leur théorie du cycle de vie, mais aussi celle du revenu permanent de Milton Friedman (1957).

Le troisième effet concerne l'intensification des investissements comme réponse à la demande nouvelle. Ensuite, le niveau des prix s'élève progressivement, la hausse est d'autant plus

---

<sup>206</sup> Bien que négligée dans cette représentation, la consommation des ménages peut aussi être sensible aux taux d'intérêt.

---

importante que l'on s'approche du niveau de plein emploi, d'ailleurs la courbe de Phillips permet de quantifier ces hausses. Après, ils introduisent un effet de richesse découlant de l'épargne nouvelle générée par l'achat de titres de dette publiques par les ménages, ceci pousse les agents à accroître leur consommation et permet de financer la politique d'expansion.

Cependant une certaine distinction s'impose ; pour les keynésiens les titres publics constituent une richesse nette au même titre que la monnaie, ce qui réduit le taux d'épargne et encourage la consommation. Alors que pour les monétaristes et principalement Friedman, les titres publics et la monnaie ne sont pas substituables mais complémentaires. L'effet de richesse augmente la demande de monnaie et de même le taux d'intérêt ce qui réduit l'effet expansionniste initial, et l'annule pour les monétaristes<sup>207</sup>. Cet effet est amplifié ou réduit par les mêmes facteurs que ceux de l'effet d'éviction Hicksien qu'on a abordé précédemment.

A noter que les keynésiens et les monétaristes s'accordent sur l'effet haussier sur le taux d'intérêt qui peut aggraver la charge de la dette, cependant, pour les keynésiens les recettes dégagées par l'expansion compensent le déficit qui en découle.

Dans la sixième étape ils évoquent l'effet d'éviction Hicksien qui réduit l'efficacité de la politique budgétaire, et qu'on a vue précédemment. Finalement, la septième étape concerne un effet richesse négatif, dans la mesure où la hausse des prix évoquée dans la 4<sup>ème</sup> étape réduit la valeur des titres publics détenus par les agents qui réduisent de fait leur consommation, ce qui exerce un certain effet d'éviction sur la croissance économique.

Ainsi, il est admis dans une optique keynésienne, selon Bernard Landais (1998)<sup>208</sup>, que les influences positives perdurent pendant 40 mois avant de s'annuler, alors que l'effet cumulé reste globalement positif sur la production et l'emploi. Cependant, ces effets keynésiens sont établis dans une situation de sous-emploi, ou du moins en dehors de celle de plein emploi avec une demande globale insuffisante. Donc, les effets sur une économie proche du plein emploi peuvent être dangereux notamment en ce qui concerne la dette publique.

- Prise en considération des anticipations rationnelles :

L'introduction des anticipations rationnelles ajoute un effet d'annonce aux politiques budgétaires, qui affectent dès lors les anticipations des agents et leurs comportements,

---

<sup>207</sup> L'effet cumulé est cependant positif pour les keynésiens alors qu'il est fortement réduit voire négatif pour les néoclassiques et les anti-keynésiens.

<sup>208</sup> Landais B. (1998), op.cit., p27

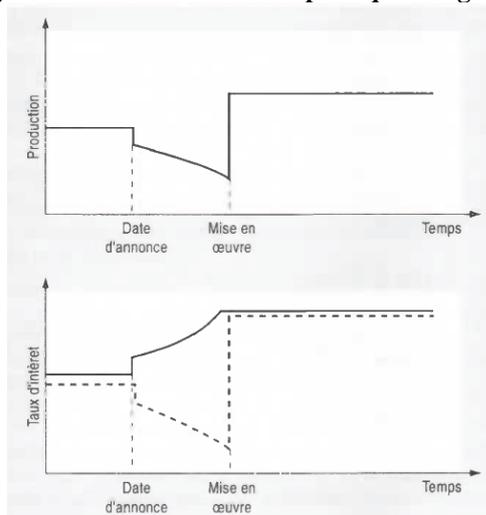
notamment d'investissement. L'enchaînement des effets est décrit par Bernard Landais (1998)<sup>209</sup> ; dans ces conditions, l'annonce d'une politique budgétaire expansionniste provoque des anticipations de hausses futures des taux d'intérêts courts. Par l'effet d'éviction Hicksien, et puisque les taux d'intérêt longs sont, selon la théorie des anticipations pures, une moyenne des taux d'intérêt courts futurs, les taux longs augmentent.

Contrairement au modèle IS-LM, les investissements dépendent ici des taux longs, ainsi, la hausse immédiate de ces derniers à l'annonce de la politique budgétaire fait baisser instantanément les investissements privés, et de fait le niveau de la production baisse. À noter que la baisse des investissements abaisse momentanément les taux courts.

Après la mise en œuvre de la politique expansionniste, selon la théorie keynésienne, la production augmente par l'effet multiplicateur, de même que les taux d'intérêt courts qui augmentent pour rejoindre les taux longs, alors l'effet global serait une baisse temporaire de la production, sous l'effet de la baisse des investissements, puis une hausse de la production sous l'impulsion de la demande interne. On remarque ici que l'ordre a changé par rapport au modèle MPS d'Ando et Modigliani dans lequel l'effet d'éviction venait dans les dernières étapes alors qu'ici il a lieu avant l'exécution de la politique elle-même.

Le schéma proposé par Willem Hendrik Buiter (1990)<sup>210</sup> illustre la progression dans le temps d'une politique budgétaire expansionniste avec des anticipations rationnelles dans une optique keynésienne:

**Figure 39: Effet d'annonce et politique budgétaire**



Source : Landais Bernard (1998), *Leçons de politique budgétaire*, p30

<sup>209</sup> Landais B. (1998), *op.cit.*, p29-32

<sup>210</sup> Buiter Willem (1990), "Principles of Budgetary and Financial Policy", Harvester Wheatsheaf. In LANDAIS B. (1998), *op.cit.*, p29-32

---

Aussi, la situation de sous-emploi réduit grandement la possibilité de hausse des taux d'intérêt et donc de freinage monétaire dans la mesure où les agents économiques rationnels tiennent compte de la situation de sous-emploi, pour laquelle la politique budgétaire keynésienne de relance est basée. Les anticipations ne concernent pas seulement les taux d'intérêt, les consommateurs et les entreprises anticipent aussi une meilleure conjoncture de l'activité et une hausse de leurs revenus ce qui rend leur comportement plus optimiste et les incite à augmenter leurs dépenses et investissement.

### **1.3. Politique Budgétaire en Economie Ouverte, le modèle IS-LM-BP :**

Les résultats des politiques budgétaires sont influencées en économie ouverte, selon Frankel & Mussa (1982)<sup>211</sup>, par trois relations ; d'abord le commerce extérieur qui rend la demande globale domestique dépendante des variations du lien entre prix intérieurs et étrangers ainsi que les conjonctures nationales et étrangères. L'ouverture du commerce extérieur induit aussi une baisse de l'effet multiplicateur suivant la proportion à importer de l'économie. Ensuite, la libre circulation des capitaux, en supposant une substitution entre capitaux nationaux et étrangers à travers le rapport entre les taux d'intérêts des différents pays et leur évolution en réponse aux différentes politiques.

Finalement, ces effets sont influencés par le régime de change qui offre plus ou moins de liberté. Un effet renforcé ou réduit aux différentes politiques économiques selon qu'on se situe en régime de change fixe ou flottant. A noter que l'intensité de ces effets varie en fonction de la taille des pays considérés, les grands pays ayant une plus grande autonomie dans la conduite de leurs politiques conjoncturelles.

Ces différentes relations sont résumées dans le modèle IS-IM-BP créé indépendamment par deux économistes ; Marcus Fleming (1958) dans son article « *Exchange rate, depreciation, financial policy and the domestic price level* », et Robert Mundell (1963) dans son article « *Capital mobility and stabilization policy under fixed and flexible exchange rates* ». Depuis, il est devenu l'un des modèles les plus reconnus pour les économies développées du fait de sa simplicité et de la clarté de ses conclusions.

Mundell et Fleming élargissent le modèle IS-LM à une économie ouverte en prenant en compte l'équilibre extérieur et ajoutent par la même occasion une troisième courbe, dite de la Balance

---

<sup>211</sup> Jacob A. Frankel & Michael L. Mussa (1982), "Politique Monétaire et Politique Budgétaire en Economie Ouverte", Problèmes Economiques, n°1797, 10 Novembre 1982, p6-9.

des Paiements BP. Cette courbe évolue dans un graphique reliant le produit national au taux d'intérêt et permet aussi de relier l'offre et la demande de devises dans deux types de systèmes de change ; fixe et flexible. La balance des paiements est ici fonction du taux d'intérêts réel  $r$  et du revenu national, ou produit national,  $Y$ <sup>212</sup> :

$$BP = BC + BK = F [(-) Y, (+) r]$$

Dans ce schéma initial, une hausse des taux d'intérêt induit une hausse des entrées de capitaux étrangers BK▲ et doit être compensée par une augmentation des importations BC▼ pour que la balance s'équilibre.

Ce modèle de base est repris et élargit dans le livre de B. Landais (1998)<sup>213</sup>, lui-même se basant sur les travaux de R. Dornbusch, S. Fischer, A. Giovannini et O. Blanchard. Cette présentation intègre notamment l'impact de la compétitivité et du commerce extérieur de même que les effets de la mobilité des capitaux et du système de change sur les grandeurs macroéconomiques. Ainsi ;

- Sur le marché des biens et des services (courbe IS), la production globale est fonction non seulement de l'absorption interne  $A$ ; Consommation, Investissement et dépenses budgétaires, tel que stipulé dans le modèle IS-LM, mais aussi de la balance commerciale extérieure nette  $T$  ; Exportations et Importations. Nous savons que l'absorption interne est affectée positivement par le revenu national  $Y$  et négativement par le niveau des taux d'intérêts  $i$ .

Aussi le solde extérieur  $T$  dépend du revenu national  $Y$  et étranger  $Y^*$  ainsi que de la compétitivité extérieure exprimée par l'inverse du taux de change réel «  $e P^*/P$  »,  $P$  étant les prix nationaux et  $P^*$  étant les prix étrangers.

$$Y = A (i, Y) + T (Y, Y^*, e P^*/P)$$

Cette équation est réécrite en intégrant l'hypothèse du taux d'intérêt réel anticipé ;

$$Y = f[(i - p_a), Y, e P^*/P, F_i]$$

Dans cette équation, le taux d'intérêt réel anticipé est donné par la soustraction de l'inflation anticipée  $p_a$  au taux d'intérêt nominal  $i$ . Alors que  $F_i$  représente la politique budgétaire. Ainsi le revenu national, et donc la croissance économique, dépend du taux d'intérêt réel anticipé, taux de

<sup>212</sup> BP représentant la balance des paiements, BC le solde extérieur courant et BK le solde extérieur de capital.

<sup>213</sup> B. Landais (1998), *op.cit.*, p150-155

---

change nominal  $e$ , du rapport des prix extérieurs et domestiques ainsi que de la politique budgétaire.

Suivant l'hypothèse de fixité des prix nationaux  $P$  et étrangers  $P^*$  posée dans le modèle de Mundell & Fleming, la relation est positive entre la production  $Y$  et le taux de change nominal  $e$ , monnaie étrangère par rapport à la monnaie domestique, cette relation pouvant être représentée par une courbe croissante dans un schéma  $(e, Y)$ . Ainsi, lorsque la monnaie nationale se déprécie,  $e$  augmente, la compétitivité des produits nationaux s'améliore et donc la production  $Y$  augmente.

- Sur le marché de la monnaie LM, l'ouverture financière induit une substituabilité des titres financiers entre les différents pays et change par conséquent la contrainte de rémunération de ces derniers. L'équilibre monétaire est exprimé de la façon suivante :

$$M/P = f(i, Y) \text{ et donc } i = f(M/P, Y)$$

$$i = i^* + (e_a - e)/e$$

Selon ces équations  $i$  est donné par l'équation de la courbe LM dans le modèle IS-LM, le taux d'intérêt national étant une fonction négative de la masse monétaire réelle et positive en fonction du revenu national. Alors que la libéralisation des capitaux induit une égalité des taux d'intérêt entre les différents pays de sorte que le taux d'intérêt nominal national soit égale au taux d'intérêt étranger augmenté des anticipations de variation du taux de change. A partir de ces deux équations nous pouvons conclure que :

$$e = \frac{e_a}{1 + i \left( \frac{M}{P}, Y \right) - i^*}$$

En supposant que  $e_a$  et  $i^*$  soient fixes, seul le taux d'intérêt interne impacte le taux de change. Donc si l'offre de monnaie réelle  $M/P$  augmente, le taux d'intérêt  $i$  baisse ce qui provoque une sortie nette de capitaux et une dépréciation nette de la monnaie locale,  $e$  augmente. Cependant, si la production globale  $Y$  augmente, le taux d'intérêt augmente et la monnaie locale s'apprécie suite aux entrées de capitaux. Donc, le taux de change  $e$  est en relation positive avec le taux d'intérêt et négative avec le revenu global  $Y$  sur le marché de la monnaie.

Ainsi nous pouvons, distinguer quatre effets possibles, en gardant les hypothèses de fixité des prix et des taux d'intérêt étrangers, lors de la conduite d'une politique budgétaire, selon le système de change et la portée de la politique suivie ;

---

➤ Changes Flexibles avec Mobilité des Capitaux:

En changes flexibles, la politique budgétaire est plus ou moins efficace selon sa durée.

a) Politique Budgétaire Temporaire :

Une politique budgétaire temporaire ne modifie pas les anticipations des agents économiques notamment concernant le taux de change anticipé  $e_a$ . Ainsi, une hausse des dépenses budgétaires, en changes flexibles, déplace la courbe IS vers la droite, alors que la courbe LM décroissante reste fixe sans une politique monétaire d'accompagnement. Cette politique augmente la production globale et le taux d'intérêt provoquant une appréciation de la valeur de la monnaie nationale,  $e$  baisse. Ainsi, la politique budgétaire conserve une efficacité, bien que réduite par l'effet d'éviction du taux de change, sur la croissance malgré une perte de compétitivité. Cet effet est, selon Richard MARSTON (1985)<sup>214</sup>, reconnu par Fleming dans son article contrairement à Mundell.

b) Politique Budgétaire Permanente :

Lorsque la politique budgétaire est permanente, n'est pas supposée être inversée plus tard, les anticipations du taux de change à long terme  $e_a$  sont modifiées en conséquence. Dans cette situation la courbe LM est verticale.

Une politique budgétaire expansionniste augmente la production  $Y$ , donc la demande de monnaie augmente provoquant une hausse des taux d'intérêts  $i$ , ce qui attire les capitaux étrangers. Pour que l'égalité entre taux d'intérêt national et étranger soit respectée la monnaie locale s'apprécie, baisse de  $e$  sous l'effet des entrées de capitaux, jusqu'à atteindre son niveau anticipé  $e_a$ , lui-même étant poussé à la baisse.

Sur le marché des biens et des services, la hausse initiale de la production  $Y$  est compensée entièrement par la baisse de cette dernière suite à la hausse du taux de change et la perte de compétitivité qui s'en suit. Au final, une politique budgétaire expansionniste n'affecte pas le niveau de la production  $Y$  et a pour seul effet une hausse du taux de change, baisse de  $e$ , plus importante que celle d'une action temporaire.

Ainsi, selon le modèle de Mundell-Fleming, la politique budgétaire n'a aucun impact sur la production en changes flexibles quand cette politique est permanente, alors qu'une action

---

<sup>214</sup> Richard Marston (1985), "stabilization policies in open economies", handbook of international economics, vol.2, Elsevier. In B Landais (1998), *op.cit.*, p153

---

temporaire à un faible effet. Dans les deux cas le taux de change augmente, faiblement pour une action temporaire et fortement quand l'action est permanente. Ceci évince la production locale, par les exportations, en faveur des importations pour un même revenu global<sup>215</sup>.

➤ Changes Fixes avec Mobilité de Capitaux:

En change fixe, le taux de change doit revenir à sa valeur initiale fixée  $e_0$  à travers l'intervention de la banque centrale. La différence entre politique temporaire ou permanente est très faible ici puisque le taux de change actuel et anticipé doivent correspondre au taux fixe  $e_0$ . La seule différence consiste en une courbe LM verticale à long terme qui réduit légèrement les effets des politiques économiques.

L'effet initial d'une expansion budgétaire est le même ; hausse de la production  $Y$  accompagnée d'une hausse des taux d'intérêt  $i$ , un déplacement de la courbe IS vers la droite. Ceci provoque des entrées de capitaux étrangers et finalement une appréciation du taux de change de la monnaie locale, e baisse. Puisqu'on est en changes fixes la banque centrale doit intervenir sur le marché des changes pour faire revenir le taux de change à sa valeur initiale, ceci en vendant sa monnaie nationale et en achetant des devises.

Cette dernière action a pour effet d'accroître la masse monétaire  $M/P$  et donc la courbe LM se déplace vers la droite. Au final nous aurons une hausse de la production, donc une croissance, encore plus importante, grâce à la hausse des dépenses budgétaires<sup>216</sup>, politique budgétaire expansionniste, et la hausse de la masse monétaire, politique monétaire expansionniste. Notons que les interventions de la banque centrale ont eu pour effet l'annulation de l'effet d'éviction Hicksien en empêchant le taux d'intérêt de croître par la hausse de la masse monétaire. La politique budgétaire expansionniste provoque dans ce système un impact inflationniste important ainsi qu'une détérioration du solde commerciale, perte de compétitivité par les prix.

Les effets de la politique budgétaire sur la balance commerciale et le taux de change sont vérifiés empiriquement par W. Easterly, C. A. Rodriguez & K. Schmidt-Hebel (1994)<sup>217</sup> sur 10 pays en voie de développement ; Argentine, Chili, Colombie, Côte d'Ivoire, Ghana, Mexique, Maroc, Pakistan, Thaïlande, Zimbabwe. Ainsi, une politique de rigueur budgétaire, adoptée dans les plans

---

<sup>215</sup> Bernard Landais (1998), Op.cit., p39

<sup>216</sup> L'émission de dette extérieure provoque les mêmes effets en créant des tensions sur la monnaie locale.

<sup>217</sup> William Easterly, Carlos Alfredo Rodriguez & Klaus Schmidt-Hebel (1994), "Public Sector Deficits and Macroeconomic Performance", World Bank Publications, ed. Oxford University Press, New York.

---

d'ajustement de la Banque Mondiale, améliore le solde de la balance commerciale suite à une dépréciation du taux de change réel.

Ces conclusions peuvent justifier les politiques d'ajustement budgétaire dans le rétablissement des équilibres extérieurs par les dévaluations nominales. D'ailleurs ce genre de politiques a été appliqué par l'Algérie durant la décennie 1990, comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, avec un retour à un équilibre macroéconomique en fin de période.

#### **1.4. Approche Monétariste de la Politique Budgétaire :**

Selon Douglas Bernheim (1989)<sup>218</sup> l'approche néoclassique, et notamment celle des monétaristes, est devenue dominante à partir des années 60 grâce notamment à l'insistance sur la notion d'effet d'éviction et l'élargissement de son analyse à l'économie ouverte ainsi que la croissance à long terme. Pour ces derniers les déficits occasionnent des effets d'éviction importants qui freinent les perspectives de croissance et accélèrent l'endettement extérieur. Ainsi, pour Milton Friedman (1970)<sup>219</sup>, les monétaristes considèrent que la politique budgétaire sans une politique monétaire d'accompagnement n'exerce pas un effet significatif sur la croissance économique et le niveau des prix.

La théorie néoclassique base son analyse sur le marché des fonds prêtables. En ce sens, on peut distinguer, selon B. Landais (1998)<sup>220</sup>, deux types d'effets d'éviction :

- a) Eviction indirecte : l'état peut financer son déficit sur les marchés financiers, avec un avantage de ne pas être tenu par des impératifs de rentabilité appliqués aux entreprises. Ceci augmente la demande de fonds prêtables, en supposant une offre stable, le taux d'intérêt augmente. Dans la mesure où certains éléments de la demande sont liés au taux d'intérêt, les dépenses privées auront tendance à diminuer. Pour simplifier la hausse des déficits publique absorbe une partie de l'épargne nationale au détriment de l'investissement privé.

En outre, l'émission de titres de dette intérieure, au lieu d'une hausse des impôts, aura pour effet d'augmenter la consommation et de réduire l'épargne nationale, privée et publique. Cependant,

---

<sup>218</sup> Bernheim Douglas (1989), "A Neoclassical Perspective on Budget Deficits", *Journal of Economic Perspectives*, Vol.3, n°2, Printemps 1989, pp55-72.

<sup>219</sup> Milton Friedman (1970), "A Theoretical Framework for Monetary Analysis", *The Journal of Political Economy*, Vol.78, n°2, Mars-Avril 1970, pp193-238.

<sup>220</sup> Bernard Landais (1998), *op.cit.*, p36-41

---

quand une économie est proche du niveau de plein emploi, une hausse de la consommation survient au détriment de l'investissement et/ou des exportations qui auront tendance à se réduire.

L'équation des grands équilibres de la balance des paiements exprime la relation entre le déficit extérieur d'une part (différence entre exportations X et importations M) et le déficit interne d'autre part, ce dernier se décomposant en déficit public (différence entre recettes budgétaires T et dépenses budgétaires G) et en déficit privé (différence entre épargne privée S et investissement privé I);

$$(X - M) = (T - G) + (S - I)$$

Ainsi une politique de déficit budgétaire réduit le déficit public (T - G) et donc pour que l'équilibre se maintient il faudrait, selon la théorie néoclassique, ou une baisse des exportations X ou une baisse de l'investissement privé I. Alors que les économistes keynésiens supposent que c'est la hausse de l'épargne privée S suite à l'augmentation du revenu qui compense ce déficit.

L'effet d'éviction est plus important en absence d'une politique monétaire d'accompagnement qui pourrait augmenter l'offre de fonds prêtables et atténuer la hausse des taux d'intérêt, ce qu'appelle Modigliani le mauvais Policy-Mix. Ainsi, l'étude d'Hélen Baumer (1982)<sup>221</sup> sur l'Allemagne, les Etats-Unis et le Canada démontre que dans un environnement monétaire contraignant une hausse de la dette publique de 10 milliard \$ évince les investissements privés à hauteur de 5 milliard \$. Pour l'Italie soumise à une limitation des crédits, l'effet d'éviction s'exerçait directement par rationnement.

Les économistes keynésiens critiquent cet effet d'éviction en considérant qu'un déficit budgétaire exerce un impact positif et rapide sur le revenu qui permet de générer une épargne nouvelle et donc une augmentation des fonds prêtables qui permet de satisfaire la demande nouvelle sans hausse significative des taux d'intérêt. Aussi, dans une situation de sous-emploi, la demande de fond prêtables est insuffisante et donc une hausse de cette dernière n'impacte le taux d'intérêt d'une manière significative qu'à l'approche du plein emploi. Ces derniers arguent aussi qu'une partie du déficit public est absorbée par le mécanisme des stabilisateurs automatiques.

b) Eviction directe : ce type d'éviction, qualifié aussi d'ultrarationalité par Willem Buiter (1990)<sup>222</sup>, s'exprime par le fait que toute hausse des dépenses budgétaires est

---

<sup>221</sup> Helen Baumer (1982), "L'effet d'éviction des emprunts d'état sur les marchés financiers", Problèmes Economiques, 1<sup>er</sup> Décembre 1982.

<sup>222</sup> Willem Buiter (1990), *op.cit.*

---

accompagnée d'une baisse de la consommation ou des investissements privés. L'hypothèse de rationalité suggère que les agents privés anticipent que les dépenses de consommation ou d'investissement de l'état, de même que certaines recettes, vont se substituer aux dépenses de consommation et d'investissement privés, réduisant par conséquent leurs dépenses. Cette hypothèse est notamment valable, selon Sam Peltzham (1973)<sup>223</sup>, pour les dépenses d'éducation, de santé ainsi que les cotisations de retraite.

### **1.5. La Théorie d'Equivalence Néoricardienne :**

La théorie d'équivalence ricardienne a été réhabilitée par Robert Barro (1974)<sup>224</sup> en se basant sur le principe néoricardien d'équivalence, appelé aussi principe de neutralité budgétaire. Cette théorie part d'une hypothèse de plein emploi de l'économie, ignorant de faite toute variation des taux d'intérêt ou des prix. Ceci suggère, selon Landais (1998)<sup>225</sup>, une absence d'effet d'éviction, mais aussi aucune influence sur les entrées de capitaux en économie ouverte, puisque les taux d'intérêt restent stables. Cependant, tous les modes de financement des dépenses budgétaires sont supposés équivalents, une dette actuelle équivalant des prélèvements futurs.

Cette théorie part aussi du principe que les ménages, rationnels, élaborent un plan intertemporel et intergénérationnel de consommation et d'épargne qualifié d'optimal, selon Solow (2002)<sup>226</sup>, suivant la théorie du revenu permanent du cycle de vie RPCV. Les ménages sont considérés comme ricardiens s'ils savent et incorporent dans leurs anticipations la contrainte d'équilibre inter-temporel de l'état. Donc ces derniers anticipent une hausse des impôts suite à une hausse du déficit public, en ce sens, ils ne considèrent pas la dette publique comme une richesse pour eux. Dans le cas contraire, ils sont non-ricardiens, et considèrent la dette publique comme une richesse nette aboutissant aux effets de type keynésiens tel que décrits dans le modèle IS-LM.

Ainsi, pour ce dernier, suite à une politique d'expansion budgétaire, hausse des dépenses ou baisse des impôts, le revenu disponible des ménages augmente certes. Cependant, ces derniers anticipent des impôts supplémentaires dans le futur, destinés à financer l'emprunt qui a servi à la réalisation de la politique budgétaire expansionniste. De fait, les ménages reviennent à leur affectation intertemporelle optimale. En ce sens, les ménages génèrent un surcroit d'épargne

---

<sup>223</sup> Sam Peltzham (1973), "The effects of public subsidies in kind on private expenditures; the case of higher education", *The Journal of Political Economy*, Vol.81, n°1, Jan-Fev 1973, pp01-27.

<sup>224</sup> Robert Barro (1974), "Are Government Bonds Net Wealth ?", *The Journal of Political Economy*, Vol. 82, n°6, Novembre-Décembre 1974, p1095-1117.

<sup>225</sup> Bernard Landais (1998), *Op.cit.*, P63

<sup>226</sup> Robert Solow (2002), "Peut-on Recourir à la Politique Budgétaire? Est-ce Souhaitable ?", *Revue de l'OFCE*, n°83, Octobre 2002, p11-12

---

privée qui compense la désépargne publique, laissant l'épargne nationale inchangée, équivalence entre épargne publique et privée, ce qui explique la neutralité de la politique budgétaire au sens du principe de l'équivalence ricardienne.

D'ailleurs, cette théorie est vérifiée empiriquement dans un sondage récent réalisé par Mathew Shapiro & Joel Slemrod (2009)<sup>227</sup>. Ces derniers démontrent qu'après une augmentation de leurs revenus, seulement 20% des ménages sondés voulaient augmenter leur consommation alors que les 80% restants allaient épargner leur surplus, pour faire face à des hausses d'impôts futures, ou l'utiliser pour se désendetter.

A noter que cette neutralité ne s'applique, selon Bernard Landais (1998)<sup>228</sup>, qu'à la politique budgétaire conjoncturelle du fait qu'elle peut être anticipée, faisant usuellement objet d'annonces. Cependant, il existe une part non anticipée de la politique budgétaire, représentée par les stabilisateurs automatiques, que nous avons vue dans le chapitre précédent. Ces derniers sont les mieux à même de corriger les déséquilibres macroéconomiques transitoires. D'ailleurs ceci est préconisé par R. Barro (1976) lui-même dans sa théorie de la fiscalité optimale, préconisant des taux de prélèvement fixe alors que stabilisateurs budgétaires permettent de corriger les déficits ou excédents budgétaires temporaires suivant les fluctuations économiques.

En critiquant cette théorie, Solow (2002)<sup>229</sup>, met en avant la faiblesse des hypothèses avancées. D'abord, le fait que la mise en œuvre d'un plan intertemporel pour la consommation et l'épargne nécessite un accès libre à l'épargne, hors ce n'est pas toujours le cas. Aussi, les ménages n'ont pas une durée de vie infinie et n'accordent pas forcément un grand intérêt à la situation économique à laquelle serait confrontée leur descendance.

De même, les agents économiques ne sont pas forcément « rationnels », principale hypothèse de cette théorie, et auraient tendance à minimiser les incidences futures des politiques budgétaires actuelles. Aussi, les impôts non forfaitaires, contrairement à l'emprunt, peuvent modifier le comportement des agents économiques qui y sont imposables. Donc il est peu probable qu'il y'est, selon ce dernier, une « tendance générale forte à des variations équivalentes et s'annulant mutuellement » des épargnes privée et publique.

---

<sup>227</sup> Matthew D. Shapiro & Joel B. Slemrod (2009), "Did the 2008 Tax Rebates Stimulate Spending?", NBER Working Paper, n°14753, p10-11

<sup>228</sup> Bernard Landais (1998), *Op.cit.*, p64

<sup>229</sup> Robert Solow (2002), *Op.cit.*, P12

---

Aussi, M. Friedmann (1984)<sup>230</sup> ajoute la monétisation aux autres moyens de financement, arguant que lorsque les déficits sont monétisés, les agents économiques anticipent une inflation. Ces anticipations les incitent à épargner pour maintenir une valeur réelle stable de leurs encaisses monétaires.

Par ailleurs, une distinction entre politique budgétaire permanente et transitoire est introduite par Patrick Artus (1989)<sup>231</sup>, aux conclusions de la théorie néoricardienne. Dans le cas d'une hausse permanente des dépenses budgétaires, les agents économiques anticipent les hausses régulières des dépenses publiques et donc des prélèvements. Pour faire face à ces derniers, ils réduisent leur consommation en conséquence pour compenser toutes les hausses futures des dépenses publiques, rendant l'effet sur la croissance nul.

Cependant, ce dernier, argue que si la hausse des dépenses publiques est transitoire, les agents économiques anticipent la répartition des prélèvements sur un nombre important, ou même infini, de périodes. Ainsi, les ménages revoient légèrement leur revenu permanent, et réduisent toujours leur consommation, mais dans une proportion plus faible que la hausse des dépenses. De même les agents peuvent anticiper une hausse transitoire des charges fiscales qui n'affecte pas leur richesse et gardent leur niveau de consommation inchangé.

Ainsi, une politique d'expansion budgétaire peut aboutir à une hausse temporaire de la demande globale, et donc une croissance économique, se résorbant après une certaine période plus ou moins longue, sans un alourdissement de la charge de la dette.

## **1.6. La position des Hyperclassiques :**

Rompant avec les approches abordées précédemment, les auteurs hyperclassiques suggèrent un impact négatif de la politique budgétaire sur la croissance économique. Ces économistes se basent principalement sur des études empiriques, dont le principal apport est dû à Francesco Giavazzi & Marco Pagano (1990)<sup>232</sup>. L'étude de ces derniers démontre que les politiques de rigueur budgétaire ont un impact positif sur la croissance économique. Pour arriver à ce résultat, cette étude s'intéresse aux contractions budgétaires opérées dans dix pays européens durant la décennie 1980.

---

<sup>230</sup> Milton Friedmann (1984), "The Taxes Called Deficits", *The Wall Street Journal*, in Landais (1998), p67-68

<sup>231</sup> Patrick Artus (1989), "Efficacité et limites de l'emploi de la politique budgétaire", *Revue Française d'Economie*, n°4-1989, p31

<sup>232</sup> Francesco Giavazzi & Marco Pagano (1990), "Can Sever Fiscal Contractions be Expansionary? Tales of Two Small European Countries", *NBER Annual 1990*.

---

Ainsi, Giavazzi & Pagano (1990) supposent deux effets possibles à une contraction budgétaire, baisse des dépenses ou hausse des impôts; un impact keynésien impliquant une éviction de la croissance et une baisse du niveau des prix ou un impact suivant le point de vue allemand suggérant un effet positif sur la croissance par un regain de confiance et d'optimisme dans l'économie.

Ce dernier point de vue suggère, selon Manfred Hellwing & Martin Neumann (1987)<sup>233</sup>, que l'effet direct d'une contraction budgétaire est négatif sur la croissance économique, cependant, l'effet indirect induit sur la demande globale par les anticipations optimistes des agents économiques est positif permettant de couvrir l'impact négatif. Cette théorie est, selon les auteurs, valable si la politique budgétaire est crédible, poursuivant un objectif de consolidation budgétaire à moyen et long terme.

En ce sens, l'étude Giavazzi & Pagano (1990), analyse empiriquement la relation entre les dépenses budgétaires et la consommation des ménages entre 1973 et 1989. Les résultats aboutissent à une relation négative entre ces deux derniers, démontrant un impact négatif de la politique budgétaire sur la consommation privée et donc la croissance économique. Cependant, B. Landais (1998)<sup>234</sup>, note que les deux économistes ont choisi les pays étudiés qui correspondaient le plus aux résultats attendus, notamment l'Irlande et le Danemark. Alors que ces résultats peuvent être dus à d'autres facteurs comme les dévaluations qui ont accompagné ces politiques.

Ces résultats sont relativisés dans une étude ultérieure de Philippine Cour & Jean Pisani-Ferry (1995)<sup>235</sup> suivant la même méthodologie et portant sur quatorze redressement budgétaire en Europe entre 1974 et 1994. Ces derniers concluent à ce que les contractions budgétaires massives n'ont en moyenne eu qu'un impact très faible sur la croissance économique, le multiplicateur budgétaire étant en moyenne de 0,3. Cependant, ce dernier est négatif dans un nombre important de pays considérés, notamment ; le Danemark, l'Australie, la Suède, etc... D'ailleurs c'est derniers expliquent l'effet positif des contractions budgétaires par des anticipations des agents sur les taux d'intérêt à long terme favorable à l'investissement ainsi qu'une absence d'anticipation de prélèvement futurs, tel que décrit dans la théorie néoricardienne.

---

<sup>233</sup> Manfred Hellwing & Martin Neumann (1987), "Economic Policy in Germany : was there a turnaround ?", *Economic Policy*, Octobre 1987. In Landais Bernard (1998), p59-60

<sup>234</sup> Bernard Landais (1998), *op.cit.*, p60

<sup>235</sup> Philippine Cour & Jean Pisani-Ferry (1995), "Combien coûte un redressement budgétaire ? une comparaison internationale", *La Lettre du CEPII*, Octobre 1995.

---

Cependant, les deux économistes notent que le comportement rationnel est d'autant plus accentué lorsque la situation économique d'un pays est dégradée, ce qui est le cas des pays faisant face à une crise économique. En ce sens, l'impact négatif d'une politique budgétaire de rigueur est d'autant réduit que la situation économique est dégradée, et peut même aboutir à des effets positifs pendant cette période<sup>236</sup>.

L'étude d'Alesina & Perotti (1995)<sup>237</sup> analyse les politiques d'ajustement réussies et manquées dans quatorze pays. Ces derniers concluent aussi à ce que des politiques fortement expansionnistes aboutissent à des effets d'éviction importants, alors que les politiques budgétaires fortement restrictives aboutissent à des effets positifs importants.

Par ailleurs, Giavazzi & Pagano (1996)<sup>238</sup>, ajoutent qu'une politique budgétaire de baisse des prélèvements peut avoir un effet récessif sur la croissance économique. Les agents économiques anticipent des hausses d'impôts plus importantes dans le futur découlant des charges d'intérêts supplémentaires. Contrairement à la théorie néoricardienne qui prévoit une hausse similaire des prélèvements. L'impact d'une politique budgétaire expansionniste, dans ce cas, serait négatif.

---

<sup>236</sup> Landais Bernard (1998), *Op.cit.*, P61

<sup>237</sup> Alesina & Perotti (1995), "Fiscal Expansion and Fiscal Adjustments in OECD countries", *Economic Policy*, n°21, 1995, pp207-2048

<sup>238</sup> Giavazzi & Pagano (1996), "Non-Keynesian Effects of Fiscal Policy Changes: International Evidence and the Swedish Experience", *Swedish Economic Policy Review*, Vol. 3, n°1, Printemps 1996, p67-103.

---

## **Section 2 : Revue de la Littérature – Prise en Considération des Effets sur l’Offre :**

L’approche par l’offre est principalement due aux apports des économistes néoclassiques durant la moitié du 20<sup>ème</sup> siècle. Alors que les keynésiens raisonnent à court terme en termes de déficits temporaires, les économistes néoclassiques raisonnent à long terme en termes de déficits permanents. Ainsi, pour Douglas Bernheim (1989)<sup>239</sup> les modèles néoclassiques sont basés sur 4 caractéristiques principales :

- 1- La consommation suit une optimisation intertemporelle avec un horizon étendu en intégrant la possibilité de prêt et d’emprunt au taux d’intérêt du marché. Cette dernière est basée sur la théorie du cycle de vie de Modigliani et du revenu permanent de Friedman.
- 2- Une importance au côté de l’offre du marché avec des fonctions de travail et de production sensibles au profit. Ainsi, une baisse de l’imposition encourage la production en augmentant les profits nets.
- 3- Les agents sont considérés sur plusieurs générations avec une durée de vie limitée, ce qui permet de justifier l’effet de richesse. La substitution d’un emprunt à un impôt profite à la génération présente qui consommera plus et s’attendra à ce qu’une partie de la dette soit remboursée par les générations futures.
- 4- Les marchés sont toujours en situation d’équilibre de plein emploi, contrairement à la position des keynésiens.

Ainsi, nous analyserons au cours de cette section les différents apports théoriques et empiriques dans ce domaine. En commençant par les théories axées sur l’offre, notamment celle induisent par les théories de la croissance et complétées par les apports empiriques des économistes de l’offre. Nous nous intéressons ensuite aux théories permettant de regrouper les deux segments du marché, l’offre et la demande en présentant le modèle de d’offre agrégée et de demande agrégée et en terminant notre analyse par le socle théorique dominant actuellement ; les théories des cycles réels RBC et leurs extensions par les nouveaux keynésiens.

---

<sup>239</sup> Douglas Bernheim (1989), “A Neoclassical Perspective on Budget Deficits”, Journal of Economic Perspectives, Vol.3, Printemps 1989, pp55-72.

---

## 2.1. Les Théories de l'Offre :

L'économie de l'offre « *Supply Sider* » est centrée, selon B. Landais (1998)<sup>240</sup>, principalement sur l'impact des prélèvements fiscaux sur les initiatives privées. Cet effet est scindé en un effet keynésien à court terme exprimant une relation négative entre impôts et production à travers les variations du revenu des ménages. Alors que dans une perspective de long terme, sujet de l'économie de l'offre, les variations de l'imposition ont une relation négative avec le rendement net privé, donc l'investissement et la production.

Ce raisonnement peut amener à une baisse continue des taux d'imposition, cependant, ces dernières peuvent provoquer un déficit budgétaire important si la baisse des taux n'est pas compensée par un élargissement de la base imposable. Les tenants de ce courant tablent justement sur ce dernier effet, formalisé dans l'étude de Robert Lucas (1990)<sup>241</sup>.

D'ailleurs les enseignements de la courbe de Laffer, démontrent qu'il existe un seuil optimal d'imposition. Tant que le taux réel est supérieur à ce dernier les effets décrits par les économistes de l'offre sont vérifiés, en-dessous ce taux les effets s'inversent. Ainsi, nous pouvons en déduire qu'à long terme, lorsque le taux d'imposition est supérieur au taux optimal, tel que décrit par Barro (1976)<sup>242</sup>, une politique budgétaire induisant une baisse des taux d'imposition encourage les investissements privés et stimule fortement la croissance économique, à travers aussi la hausse des dépenses budgétaire qui en découlent.

Cependant le taux d'imposition optimal permet seulement de maximiser les recettes fiscales, alors que le point d'efficacité maximale de la politique budgétaire est à un taux inférieur à ce dernier. Par ailleurs, les économistes d'inspiration keynésienne supposent que le taux d'imposition ne peut atteindre ce taux optimal, postulant que ce dernier est plus éloigné que ne puisse atteindre un taux réel, d'où une efficacité de la politique fiscale en tout temps.

L'étude de Milton Friedmann (1984)<sup>243</sup> confirmant l'absence d'effet sur les taux d'intérêt et l'équivalence entre les moyens de financement des déficits, élargissant le principe d'équivalence ricardienne au côté de l'offre. Cependant, ce dernier axe son analyse plus sur le comportement des entreprises, contrairement à celle de de Barro (1974) axée sur les ménages. Pour Friedmann

---

<sup>240</sup> Bernard Landais (1998), *Op.cit.*, p208-220

<sup>241</sup> Robert Lucas (1990), "Supply-Side Economics: An Analytical Review", *Oxford Economic Papers*, Vol.42, n°2, Avril 1990, pp293-316.

<sup>242</sup> Robert Barro (1976), *Op.cit.*

<sup>243</sup> Milton Friedmann (1984), "the taxes we call deficits", *the wall street journal*, 27 avril 1984, in Bernard Landais (1998), p67-68.

---

(1984), les anticipations d'impôts futurs réduisent les investissements futurs suite à des anticipations de réductions des profits nets. Ceci aboutit à une baisse de la demande des fonds prêtables, empêchant les taux d'intérêt d'augmenter, pouvant même provoquer une baisse de la croissance économique, alors que la théorie néoricardienne aboutit simplement à la neutralité de la politique budgétaire.

Aussi, l'étude d'Arvisenet (1984)<sup>244</sup> élargit l'analyse en indiquant que les réponses de l'offre au taux d'imposition dépend du taux marginal et non pas du taux moyen. Ce dernier, argue aussi que les différents types d'impôts n'ont pas la même réponse sur le comportement des agents économiques et préconise en ce sens l'analyse de l'impact de chaque type d'impôt et son ampleur séparément.

En analysant l'effet sur l'inflation Michael Evans (1984)<sup>245</sup>, argue que l'inflation peut être résorbée par un accroissement de l'offre, contrairement aux théories keynésiennes et néoclassiques qui l'analyse du côté de la demande. Ainsi, en présentant la schématisation des effets, une baisse d'impôts augmente la propension à épargner des ménages et augmente l'incitation à investir des entreprises. Les baisses d'impôts augmentent aussi la liquidité des entreprises qui baissent leur recours à l'endettement provoquant une baisse supplémentaire des taux d'intérêt favorisant encore plus l'investissement.

Aussi, l'augmentation de la part du capital dans la production réduit les coûts unitaires de cette dernière et provoque une baisse de l'inflation. La baisse de l'inflation fait baisser les taux d'intérêt réels et encourage encore plus les investissements, stimulant la croissance économique. Dans le même sens, l'augmentation de la production stimule les exportations provoquant une appréciation de la monnaie nationale et donc une baisse des prix des produits importés, réduisant encore plus le niveau de l'inflation.

M. Evans (1984), met aussi en avant l'impact sur l'offre de travail par la modification des prix relatifs entre temps et travail. Une hausse des prélèvements fiscaux réduit la profitabilité du travail au profit du loisir, donc les agents économiques ont tendance à réduire leur offre de travail. Cependant, la hausse de l'imposition réduit le revenu net, donc l'offre de travail doit augmenter pour atteindre le revenu souhaité. Cet effet est d'ailleurs confirmé dans l'étude

---

<sup>244</sup> Philippe Arvisenet (1984), "une courbe de Laffer pour la France", Chroniques d'Actualité de la SEDEIS, Vol. 31, n°8, Aout 1984, p263-268.

<sup>245</sup> Michael Evans (1984), "An Econometric Model Incorporating the Supply Side Effects of Economic Policy", in The Supply Side Effects of Economic Policy, ed. Lawrence Meyer. In Bernard Landais (1998), op.cit., p215-216

---

d'Alesina & Al. (2002)<sup>246</sup>. Parallèlement, la demande de travail est aussi affectée négativement par les hausses de l'imposition, les coûts en salaires devenant plus imposant pour les employeurs.

Finalement, l'étude de Lindbeck (1995)<sup>247</sup>, démontre que les enseignements de la courbe de Laffer et les effets présentés par les économistes de l'offre sont valable seulement à long terme. A court les terme, les effets des incitations, positives ou négatives, aux agents privés se font graduellement et d'une façon lente. En ce sens, toute baisse des taux de prélèvement ne se répercute sur la production qu'après une longue période alors que les recettes budgétaires baissent dans le court terme avant d'augmenter dans le long terme. Aussi, une hausse des taux d'imposition ne baisse la production qu'après plusieurs périodes alors que les recettes budgétaires augmentent dans l'immédiat.

## **2.2. Les Théories de la Croissance :**

Dans les théories de la croissance exogène des néoclassiques, les rendements sont supposés décroissants alors que les théories de croissance endogènes les considèrent comme constants.

### **2.2.1. Les Théories de la Croissance Exogène :**

Le modèle de Harrod (1939) & Domar (1946) détermine un équilibre dynamique du marché des biens et services. Pour que cet équilibre se réalise l'épargne, part du revenu global  $sY$ , doit être égale à l'investissement, fonction du revenu anticipé ( $v \Delta Y$ ). Le taux de croissance déterminé par cette égalité représente le taux de croissance garanti  $g$ . Cependant, Harrod (1946) lui-même reconnaît que le taux de croissance n'est pas forcément égal au taux de croissance garanti et aboutit à deux situations ; lorsque la croissance réelle est supérieure à ce taux on parle d'expansion cumulative, alors que dans le cas contraire on parle de dépression cumulative<sup>248</sup>.

Ce modèle conclut à une instabilité résultante du comportement exagérément pessimiste ou optimiste des investisseurs, suite à une mauvaise coordination des décisions par la mécanique du

---

<sup>246</sup> Alberto Alesina, Silvia Ardagna, Roberto Perotti & Fabio Schiantarelli (2002), "Fiscal Policy, Profits and Investment", *American Economic Review*, Vol. 32, n°3, p571-589

<sup>247</sup> Assar Lindbeck (1995), "Hazardous Welfare-State Dynamics", *American Economic Review*, Vol.85, n°2, Mai 1995, pp9-15.

<sup>248</sup> Joseph Deiss & Philippe Gugler (2012), "Politique Economique et Sociale", éd. De Boeck Université, Bruxelles (Belgique), p178-179

---

marché. D'où la nécessité d'une intervention de l'Etat pour stimuler la demande et créer des anticipations positives<sup>249</sup>.

Le modèle de Solow (1956) et Swan (1956), constitue une étape importante du passage aux théories de croissance endogènes. Ce modèle considère toujours une égalité entre épargne et investissement, ce dernier contribuant à l'accroissement du stock du capital, alors que le marché du travail est toujours en situation d'équilibre. Les rendements sont positifs et décroissants et aboutissent à un état stationnaire alors que la production suit une fonction de production classique. Ainsi, la croissance économique dépend, dans ce modèle de trois facteurs exogènes<sup>250</sup> :

- **L'accumulation du capital K**; l'augmentation de la part de l'épargne et donc de l'investissement dans le revenu accroît le stock de capital stationnaire et le niveau de revenu et de fait il accélère la croissance économique
- **La croissance démographique L**; une forte croissance démographique abaisse le capital par tête et le niveau de production par travailleur ce qui influe négativement sur la croissance et sur le niveau de vie
- **Le progrès technique A**; il représente une amélioration des capacités de production qui accroît l'apport du travail à la croissance de la production, l'efficacité des travailleurs augmentant à un taux constant  $x$ .

Ce modèle peut être écrit sous la forme d'une fonction de production similaire à celle de Cobb-Douglas (1928) :

$$Y = A K^\alpha L^{1-\alpha}$$

Ainsi, le modèle de Solow (1956) « *montre qu'une économie en concurrence pure et parfaite, converge toujours vers une situation de croissance équilibrée* »<sup>251</sup>. En outre, ce modèle exclut tout intérêt d'une politique économique active puisqu'il n'accepte l'existence d'aucune défaillance du marché. Cependant, une augmentation définitive du taux d'épargne peut provoquer une augmentation transitoire du taux de croissance économique.

En ce sens, le modèle keynésien de Kaldor (1957) endogénéise le taux d'épargne en le faisant dépendre de la part des profits. Et préconise donc d'augmenter la part des profits dans le revenu

---

<sup>249</sup> Darreau Philippe (2003), "Croissance et Politique Économique", éditions De Boeck Université, Bruxelles (Belgique), PP22-23

<sup>250</sup> Deiss & Gugler (2012), *Op.cit.*, P182-186

<sup>251</sup> Darreau Philippe (2003) *Op.cit.*, P45

---

pour accroître l'épargne, ce qui peut être atteint par deux politiques ; une politique d'épargne forcée par l'inflation et une politique des revenus qui favorise le profit au détriment des salaires<sup>252</sup>.

Aussi, le modèle de Ramsey (1928), repris par Cass (1965) et Koopmans (1965), endogénéise le taux d'épargne en l'expliquant par les comportements d'optimisation des agents, qui arbitrent entre consommation immédiate et consommation future<sup>253</sup>. Cette fonction d'optimisation s'écrit comme suite :  $[\beta^t U(Ct)]$  où  $\beta$  est le coefficient d'impatience, plus il est proche de zéro (0) plus la préférence pour le présent est forte. Dans le modèle de Ramsey ce coefficient  $\beta$  est plafonné à 1 pour ne pas défavoriser les générations futures. Ainsi, une politique budgétaire affectant la consommation peut induire une variation de la croissance économique à court terme.

Dans le même sens, les modèles à générations imbriquées sont venus pour compléter l'analyse de l'épargne dans le modèle de Solow par une vision intertemporelle, ce qui implique l'existence de liens patrimoniaux intergénérationnels. Ainsi, le modèle de Diamond (1965)<sup>254</sup> suppose une entrée et une sortie continue des générations, les jeunes percevant des rémunérations sous forme de salaires et les vieux sous forme de rémunération du capital.

Autre apport important de ce modèle est l'importance accordée à la dette publique. Selon Diamond (1965), une hausse permanente du ratio Dette/PIB réduit le rapport capital/travail de l'équilibre d'état stable. Plus le ratio augmente, moins les agents voudront détenir de titres publics d'où la hausse des taux d'intérêt qui évince les investissements privés et baissera l'intensité capitaliste et donc la croissance économique.

Ainsi suivant une vision de long terme sur le marché des titres, l'offre de titres publics est représentée par le stock de la dette publique alors que la demande est sensible aux taux d'intérêt. Plus le premier est élevée plus les taux d'intérêt s'élèvent pour augmenter la demande. Cependant sur le marché des titres existe un autre type de titres de dettes, ceux du secteur privé. En ce sens, Bernard Landais (1998)<sup>255</sup>, estime que l'offre globale entre les deux types de titres est fixe, donc plus l'offre de titres publics augmente et plus l'offre de titres privés baisse, ce qui abaisse la productivité du secteur privé et affecte négativement la croissance économique.

---

<sup>252</sup> Darreau Philippe (2003) *Op.cit.*, p23

<sup>253</sup> Ibid., p54

<sup>254</sup> Peter Diamond (1965), "National Debt in a Neoclassical Growth Model", *American Economic Review*, Vol. 55, p1126-1150.

<sup>255</sup> Bernard Landais (1998), *Op.cit.*, p42

---

En résumé, comme le souligne Philippe Darreau (2003)<sup>256</sup> « la théorie (de croissance) néoclassique ne permet pas que la politique économique agisse sur le taux de croissance, sauf durant la dynamique transitoire. A long terme, la théorie suppose que la croissance est déterminée par le progrès technique exogène ».

### 2.2.2. Les Théories de la Croissance Endogène :

Le modèle AK constitue le modèle de base de la théorie de croissance endogène et est due principalement aux apports de Romer (1987) et Rebelo (1991). Ainsi selon Aghion & Howitt (2000)<sup>257</sup>, « Dans le modèle AK les connaissances techniques sont un capital intellectuel qui peut être ajouté aux autres formes de capital (...) afin de former un agrégat unique K ». Et donc dans ce modèle il n'est pas fait une distinction entre le progrès technique, l'innovation, et le capital.

Ce modèle constitue un prolongement du modèle de Solow (1956) par les apports des modèles qui analysent l'apport des externalités dans le processus de croissance, à l'instar du modèle de Kaldor (1957) qui relie la productivité au taux de renouvellement du capital ou le modèle de l'apprentissage par la pratique d'Arrow (1962) qui fait varier le progrès technique en fonction de l'accumulation des sources de connaissances.

La fonction de production dans ce modèle est la suivante<sup>258</sup> :

$$Y = F(K) = A K$$

Avec Y la production, K le stock de capital et A une constante mesurant la quantité produite par unité de capital.

Dans ce modèle les rendements du capital sont constants ; une unité supplémentaire de capital induit A unités supplémentaires de production. Avec s représentant la part du revenu épargnée et investie. La variation du capital est égale à l'investissement diminué de l'amortissement comme suite :  $\Delta K = sY - \delta K$ , avec  $\delta$  représentant la dépréciation du capital.

Finalement le taux de croissance de la production est :  $\frac{\Delta Y}{Y} = \frac{\Delta K}{K} = sA - \delta$

Ainsi, selon Mankiw (2001)<sup>259</sup>, aussi longtemps que  $sA > \delta$ , l'économie croît indéfiniment, étant donné que l'investissement est toujours supérieur à la dépréciation, le stock de capital et donc la

---

<sup>256</sup> Philippe Darreau (2003), *op.cit.*, p25

<sup>257</sup> Philippe Aghion & Peter Howitt (2000), "Théorie de la Croissance Endogène", éd. Dunod, Paris (France), p2

<sup>258</sup> Mankiw Gregory (2001), "Macroéconomie", éditions De Boeck Université, Bruxelles (Belgique), 5<sup>ème</sup> édition, p313

---

croissance économique sont en augmentation constante. Dans le modèle de Solow l'épargne induit une croissance temporaire qui s'estompe et l'économie revient vers un état stationnaire du fait des rendements décroissants du capital, cependant, dans ce modèle l'épargne et l'investissement génèrent à eux seuls une croissance persistante.

Ainsi, ce modèle permet d'expliquer la croissance économique en fonction de trois facteurs<sup>260</sup> ; l'accumulation du capital physique, représentant la part de l'investissement dans le PIB, qui peut voir ses effets prolongés selon la part du progrès technique intégrée dans ce processus. La recherche et le développement qui, par l'apport des nouvelles idées, améliore la productivité des facteurs. Et enfin le capital humain, notamment en terme de qualité et donc de formation.

Un apport important de ces théories et l'accent mis sur le rôle des investissements dans l'accumulation du capital comme principale source de croissance. Ainsi, certains économistes dont Aschauer (1989)<sup>261</sup> et Barro (1990)<sup>262</sup> notamment, distinguent dans leur fonction de production entre deux composantes du capital K ; le capital privé et le capital public.

- Rôle des Dépenses d'Investissement Public dans les Théories de la Croissance :

L'étude empirique d'Aschauer (1989) considère une fonction de production Q qui dépend du stock de capital privé K, de l'emploi L et du stock de capital public P. Il pose en outre l'hypothèse de rendements d'échelle constants. Le modèle s'écrit comme suite<sup>263</sup> :

$$Q(t) = A K^\alpha(t) L^\beta(t) P^\gamma(t)$$

Avec :  $0 < \alpha < 1$  et  $0 < \beta < 1$  et  $\alpha + \beta + \gamma = 1$

A est un facteur d'échelle représentant l'innovation non incorporée dans les facteurs et  $\alpha$ ,  $\beta$ ,  $\gamma$  représentent les élasticités de la production aux différents facteurs. On peut réécrire cette équation sous forme logarithmique comme suite :

$$\text{Log } Q = \text{Log } A + \alpha \text{ Log } K + \beta \text{ Log } L + \gamma \text{ Log } P$$

---

<sup>259</sup> Mankiw Gregory (2001), *Op.cit.*, P314

<sup>260</sup> Deiss Joseph & Gugler Philippe (2012), *Op.cit.*, P189-191

<sup>261</sup> David Aschauer (1989), "Is Public Expenditures Productive?", *Journal of Monetary Economics*, Vol. 23, Mars 1989, p177-200.

<sup>262</sup> Robert Barro (1990), "Government Spending in a Simple Model of Endogeneous Growth", *The Journal of Political Economy*, Vol. 98, n°5, p103-125.

<sup>263</sup> Dominique Guellec & Pierre Ralle (2003), "Les Nouvelles Théories de la Croissance", éd. La Découverte, 5<sup>ème</sup> édition, Paris (France), p101-109

---

Ce dernier suppose par ailleurs que la rémunération de chaque facteur de production privé (K et L) est proportionnelle à l'élasticité de la production de ce facteur. Aussi, la rémunération de ces deux facteurs épuise le produit Q. Donc la productivité globale des facteurs privés F est égale à :

$$\text{Log F} = \text{Log Q} - [\alpha/(\alpha+\beta) \text{Log K} + \beta/(\alpha+\beta) \text{Log L}]$$

Ainsi, la productivité globale des facteurs privés F est égale à la différence entre la production Q et une moyenne pondérée (poids de la rémunération de l'ensemble des facteurs  $\alpha+\beta$ ) des facteurs privés K et L.

A partir des deux équations précédentes, il est clair que la productivité globale des facteurs privés dépend de la différence entre le capital public P et une moyenne pondérée du capital privé K et du travail L.

$$\text{Log F} = \text{Log A} + \gamma (\text{Log P} - [\alpha/(\alpha+\beta) \text{Log K} + \beta/(\alpha+\beta) \text{Log L}])$$

Donc c'est le coefficient  $\gamma$  qui détermine l'impact d'une hausse du capital public sur la productivité privée.

D'ailleurs, Aschauer a testé cette méthode sur l'économie américaine entre 1949 et 1985 en y ajoutant un trend temporel et le taux d'utilisation des capacités de production afin de prendre en compte les fluctuations conjoncturelles. Ses résultats démontrent qu'une hausse du capital public de 1% induit une hausse de 40% de la productivité privée.

En 1974 Barro avance l'idée que la hausse des déficits publics provoque une hausse de l'épargne privée ce qui rendrait son effet nul sur la demande globale à court terme, comme nous l'avons vu dans la section précédente. Dans une étude ultérieure de Barro (1990) dans la même ligné que celle d'Aschauer (1989), ce dernier construit un modèle démontrant que les dépenses publiques d'investissement ont un impact positif sur la croissance économique à long terme. Dans le modèle de croissance endogène de Robert Barro (1990)<sup>264</sup>, la production suit un rendement constant et se fait par deux facteurs ; le capital privé et le capital public. Ce modèle conclut à trois résultats :

- Il engendre une croissance auto-entretenu du fait que les deux facteurs sont accumulables et que les rendements sont constants.

---

<sup>264</sup> Dominique Guellec & Pierre Ralle (2003), *Op.cit.*, p97-98

- 
- Le taux d'imposition joue un rôle positif sur la croissance, puisque, en croissant, le capital public croît ce qui augmente l'efficacité du capital privé, et donc la rentabilité privée et la croissance. Cependant, dans un autre sens, la hausse des impôts décourage l'activité privée et fait baisser la croissance.

Donc il existe un niveau optimal du taux d'imposition, de fait, il y'a une taille optimal de l'état qui maximise la croissance économique.

Ces résultats sont confirmés dans l'étude empirique de Munnell (1992)<sup>265</sup>, cependant bien que l'impact du capital public soit toujours positif, son ampleur est plus modérée que le coefficient obtenu par Aschauer (1989). D'ailleurs, Munnell (1992) en critiquant le travail de ce dernier met en avant les points suivants<sup>266</sup> ; d'abord les estimations économétriques donneraient de meilleurs résultats en éliminant les effets de tendance par l'utilisation des différences premières alors qu'Aschauer (1989) utilise les grandeurs brutes. Cette dernière préconise d'ailleurs l'utilisation des méthodes basées sur la cointégration, principalement les modèles à correction d'erreurs, qui permettent de distinguer les effets de long terme.

Autre apport de l'étude de Munnell (1992), qu'il est important de considérer toute l'économie d'un point de vue macroéconomique pour évaluer l'impact du capital public et non pas seulement une région restreinte, états ou villes, dont l'effet serait certainement moindre en termes de croissance.

Cependant, Mills & Quinet (1992)<sup>267</sup> estiment qu'il est difficile de connaître le sens de la causalité entre le capital public et privé, puisque l'augmentation du capital privé nécessite un accompagnement en biens publics, relations inversée. Ces derniers arguent aussi que l'effet positif direct du capital public sur la productivité peut être couvert par un effet négatif indirect lié au nécessaire financement des dépenses publiques.

### **2.3. Offre et Demande Agrégée - Le Modèle AS-AD :**

Ce modèle est représenté, selon P. Krugman & R. Wells (2009)<sup>268</sup>, par un graphique contenant les deux courbes d'Offre Globale (*Aggregate Supply*) et de Demande Globale (*Aggregate*

---

<sup>265</sup> Alicia Munnell (1992), "Infrastructure Investment and Economic Growth", *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 6, n°4, Automne 1992, p189-198.

<sup>266</sup> Bernard Landais (1998), *op.cit.*, p205

<sup>267</sup> Philippe Mills & Alain Quinet (1992), "Dépenses Publiques et Croissance", *Revue Française d'Economie*, Vol. 7, n°3, p29-60

<sup>268</sup> Krugman Paul & Wells Robin (2009), "Macroéconomie", éditions De Boeck Université, Bruxelles (Belgique), PP551-597

---

*Demande*). Ces deux dernières varient en fonction du niveau des prix  $P$  ainsi que du niveau de la production ( $Q$ ), offerte dans la courbe AS et demandée dans la courbe AD.

D'abords du côté de l'offre agrégée, la courbe AS exprime la relation entre le niveau des prix et la production offerte. La production est fonction positive des facteurs technologiques  $A$  et de l'emploi  $L$ . D'ailleurs la relation positive entre croissance et emploi est tirée de la loi d'Okun<sup>269</sup>. Cependant, les explications des variations du travail  $L$  varient d'un courant théorique à un autre.

Ainsi, dans la perception keynésienne, le niveau du travail est déterminé par la demande de ce dernier fonction elle-même négativement du salaire nominal d'équilibre et positivement du niveau des prix. Cependant, pour les néoclassiques et les monétaristes<sup>270</sup>, le niveau de l'emploi est déterminé par l'équilibre entre la demande de travail, fonction négative du salaire nominal et positive du niveau des prix, et l'offre de travail fonction, positive du salaire nominal et négative du niveau des prix anticipé.

Ainsi, les producteurs ne sont prédisposés à augmenter leur production que si les prix nominaux sont supérieurs à leur prix anticipés. En d'autres termes, si les anticipations de prix sont correctes, hypothèse d'anticipations rationnelles, le niveau de la production demeure à son niveau d'équilibre. Cette hypothèse explique la représentation de la courbe d'offre agrégée verticale à long terme.

Dans une hypothèse d'anticipations adaptatives, les prix anticipés pour la période suivante s'ajustent à la hausse non anticipée de la présente période, donc pour garder le niveau de production il faut maintenir une hausse constante des prix de façon à couvrir les nouvelles anticipations formées. Donc, la politique budgétaire ne peut affecter la croissance économique que par cet écart. Ceci explique la courbe AS croissante à court terme.

La courbe de demande globale AD, basée sur le modèle IS-LM, exprime une relation négative entre la quantité de production demandée  $Y$  et le niveau général des prix  $P$ . Cette relation négative rend compte principalement de deux effets ; un effet de richesse, la hausse de l'inflation provoquant une baisse des encaisses réelles ( $M/P$ ). La baisse des encaisses réelles

---

<sup>269</sup>  $Y - Y^* = a(U - U_n)$ ,  $U$  étant le taux de chômage et  $U_n$  le taux de chômage naturel.

<sup>270</sup> A noter que pour ces derniers, le salaire est fixe et correspond au salaire découlant de la théorie du taux de chômage naturel.

---

provoque une hausse des taux d'intérêt, réduisant de fait le niveau des investissements, donc la production et la croissance<sup>271</sup>.

Du côté de la demande, d'après l'étude de Solow (2002)<sup>272</sup>, une politique budgétaire expansionniste provoque une hausse de la production et des taux d'intérêt déplaçant la courbe DG vers la droite. Ceci provoque aussi une hausse du niveau des prix pour rétablir l'équilibre sur le marché monétaire.

Ainsi, dans une économie en équilibre avec un certain niveau de production et un niveau de prix égal aux prix anticipés, en prenant en considération l'offre et la demande. Une politique budgétaire expansionniste, hausse des dépenses budgétaires ou baisse des impôts, provoque un déplacement de la courbe de demande agrégée vers la droite. La courbe d'offre agrégée restant stable nous obtenons un niveau de production plus élevé, donc une croissance économique, et un niveau de prix plus élevé, donc de l'inflation, un déplacement de la courbe AD le long de la courbe AS. Les trois courants théoriques considérés s'accordent sur ces effets à court terme.

Après un certain temps, en introduisant l'hypothèse d'anticipations adaptatives, qui ne sont pas forcément prouvée empiriquement selon Solow (2002), les prix anticipés s'adaptent à la hausse des prix provoquée par la politique budgétaire. Donc la courbe d'offre agrégée se déplace vers le haut ce qui aura pour effet une hausse des prix supplémentaire, une inflation, et une baisse de la production, décroissance, jusqu'à ce qu'elle revienne à son niveau initial, avant l'intervention publique.

Ainsi, la hausse de la production n'aura été que temporaire avant que ses effets ne s'inversent et qu'elle subit une baisse égale à la hausse initiale, alors que les prix augmentent de façon permanente. De même que, en l'absence d'une politique monétaire accommodante, les taux d'intérêt augmentent aussi évinçant les investissements privés.

Par ailleurs Solow (2002) réduit la portée de la baisse de la production qui intervient en second lieu pour rétablir l'équilibre initial en estimant que le processus d'ajustement des anticipations des prix peut être assez long, et varier selon les périodes et les économies en question. Aussi, le retour au niveau de la production initial est lié à l'ajustement des anticipations des prix, hors ces dernières dépendent de plusieurs facteurs qui pourraient être influencés par diverses politiques,

---

<sup>271</sup> Krugman Paul & Wells Robin (2009), *Op.cit.*, p556-557

<sup>272</sup> Robert M Solow (2002), *Op.cit.*, p9-14

---

des effets d'annonces, de modes idéologiques, etc.... Ce qui permettrait d'allonger la portée et la durabilité des effets positifs de la politique budgétaire sur la croissance économique.

A noter que sous l'hypothèse d'anticipations rationnelles, dès que les prix augmentent les prix anticipés s'ajuste instantanément, d'où un déplacement simultané des courbes AS et AD suite à une politique budgétaire expansionniste. Le résultat final serait un effet neutre sur la croissance économique et une inflation importante.

#### **2.4. La Théorie des Cycles Réels RBC:**

La théorie des Cycles Réels des Affaires RBC (*Real Business Cycle*) est introduite par Finn Kydland & Edward Prescott (1982)<sup>273</sup> puis élargie par B. Long & C. Plosser (1983)<sup>274</sup>. Cette théorie est basée sur la demande d'un seul agent représentatif avec des « propriétés mathématiques standards », rationnel, qui maximise une fonction d'utilité additive sous certaines contraintes. Ces contraintes ne permettent qu'un seul équilibre, celui de concurrence pure et parfaite. Aux deux hypothèses précédentes s'ajoutent d'autres hypothèses notamment<sup>275</sup> ;

- Absence d'asymétrie d'information
- Ajustement instantané des prix
- Equilibre concurrentiel parétien
- Firms homogènes et preneuses de prix
- Ménages éternels, homogènes et preneurs de prix

Cette théorie ignore les secteurs financiers et extérieurs, ne prenant en considération que trois secteurs ; les firmes, les ménages et le secteur public. Le secteur public prélève les impôts nécessaires au financement de ces dépenses exogènes.

Les firmes maximisent leurs profits en déduisant les coûts de production, comprenant la rémunération du travail «  $wL$  » et le loyer du capital «  $rK$  », aux recettes de vente de la production, cette dernière suivant une fonction de Cobb-Douglas. Sous l'hypothèse de rendements constants, la maximisation de la fonction de profit aboutit à des rémunérations des facteurs de production égales à leurs productivités marginales.

---

<sup>273</sup> Finn Kydland & Edward Prescott (1982), "Time to Build and Aggregate Fluctuations", *Econometrica*, Vol.50, n°6, Novembre 1982, p1345-1370.

<sup>274</sup> John B. Long & Charles L. Plosser (1983), "Real Business Cycles", *Journal of Political Economy*, Vol. 91, n°1, p39-69

<sup>275</sup> Lahcen Oulhaj (2015), op.cit., p49-50

---

Les ménages maximisent une fonction d'utilité entre consommation et loisir dans un horizon infini sous une contrainte budgétaire intertemporelle. Ainsi, les recettes des ménages consistent dans les rémunérations des facteurs de productions alors que leurs dépenses consistent dans la consommation et l'investissement déduction faite des impôts et de la dépréciation du capital. La maximisation de cette fonction aboutit au sentier temporel de consommation d'Euler, démontrant que les ménages renoncent à une consommation immédiate pour une plus grande consommation dans le futur.

Ainsi, le modèle RBC est composé de 10 équations simultanées avec la prise en compte des valeurs en volume, Kydland & Prescott (1982) postulant une hypothèse que les variables réelles ne peuvent être affectées par des variables nominales reprenant la notion de monnaie comme simple voile de J.B. Say. Ces derniers aboutissent à ce que les cycles réels ne peuvent s'expliquer que par des chocs technologiques stochastiques, ces derniers modifiant le sentier de la croissance lui-même sans affecter le bien être des agents économiques qui réagissent d'une façon optimale.

Dans ce contexte, l'économie est toujours en équilibre stable. Ainsi, selon Solow (2002)<sup>276</sup>, la politique budgétaire n'a aucune utilité, en tant que politique de stabilisation conjoncturelle. Par contre, l'état peut agir sur le profit marginal en modifiant le taux d'imposition, agissant de fait comme un choc de productivité. Cependant, les variations sur le taux d'imposition sont très limitées ce qui réduit fortement l'impact réel de leurs variations sur la production.

L'une des principale critique de cette théorie, selon Robert Solow (2002)<sup>277</sup>, est liée au fait qu'il existe des périodes avec des excès d'offre agrégée ou de demande agrégée, non prises en compte dans ce modèle, qui ne peuvent être rectifiés qu'à travers une politique économique, notamment budgétaire. Aussi, les hypothèses de cette théorie sont très peu réalistes, d'autant que les tests empiriques, notamment sur le modèle Lucas-Prescott, ne valident pas nécessairement cette théorie.

#### **2.4.1. Apport des Nouveaux Keynésiens à la théorie des cycles réels :**

Les économistes du courant des nouveaux keynésiens, on introduit de nouvelles hypothèses au modèle RBC de base pour aboutir à ce qu'on appelle la nouvelle synthèse. En se basant sur

---

<sup>276</sup> Robert Solow (2002), *Op.cit.*, p9-10

<sup>277</sup> *Ibid.*, P11

---

l'étude de M. Goodfriend & R. King (1997)<sup>278</sup>, qui effectuent un rassemblement des différents apports des nouveaux keynésiens au modèle RBC, ces dernières concernent notamment ;

- Un ajustement graduel des prix, contrairement à l'hypothèse initiale d'ajustement immédiat. Cela est dû à l'introduction de l'hypothèse des rigidités sur les marchés des biens et services et des salaires sur le marché de l'emploi.
- Les entreprises ne sont pas homogènes. Les entreprises de production de biens intermédiaires agissent dans un marché monopolistique alors que les entreprises de production de biens finaux agissent dans un marché concurrentiel.
- Le cycle économique est affecté par les variables réelles et les variables nominales.
- Les autres hypothèses de base étant toujours valides ; anticipations rationnelles, absence d'asymétrie d'information et durée de vie infinie des ménages.

Les théories des nouveaux keynésiens se caractérisent principalement par des anticipations rationnelles des ménages et des entreprises avec des rigidités des prix sur le marché des biens et des services et des salaires sur le marché de l'emploi notamment<sup>279</sup>. Ces hypothèses aboutissent à un ajustement graduel des prix contrairement à l'hypothèse initiale d'ajustement immédiat.

En ce sens une politique budgétaire conjoncturelle peut agir sur le niveau de la production, et les prix, mais seulement à court terme dans l'intervalle d'ajustement des prix. Cependant, la croissance économique et les prix reviennent à leur niveau initial après un certain temps, en absence de choc technologique.

Cogan & Al. (2010)<sup>280</sup> démontrent que les modèles keynésiens ne donnent pas forcément les mêmes résultats. Ces derniers comparent, pour les États-Unis, entre une étude de Taylor (1993) résultant en un multiplicateur immédiat de 1,4 alors que l'effet baisse rapidement jusqu'à s'estomper après 4 années et une étude plus récente de Romer & Bernstein (2009) qui résulte en un multiplicateur immédiat de 1 et un effet croissant qui atteint son maximum après une année pour atteindre un multiplicateur de 1,5 alors que l'effet perdure au même niveau ensuite.

Ce dernier résultat est plus conforme aux hypothèses keynésiennes initiales alors que celui de Taylor (1993), et plus tard Christiano & Al. (2005) ou encore Smets & Wouters (2007), inclus les effets d'éviction de l'activité privée résultant en un multiplicateur global inférieur à 1, ce qui

---

<sup>278</sup> Marvin Goodfriend & Robert King (1997), "The New Neoclassical Synthesis and the Role of Monetary Policy", NBER Macroeconomics annual 1997, vol. 12, p246-256

<sup>279</sup> Cwik, John B. Taylor, John F. Cogan, Tobias & Volker Wieland (2010), "New Keynesian vs Old Keynesian Government Spending Multipliers", Journal of Economic Dynamic and Control, vol. 34, p282

<sup>280</sup> Ibid., P283-284

---

correspond aux théories des nouveaux keynésiens. L'hypothèse des nouveaux keynésiens est aussi vérifiée par Cwik & Al. (2010)<sup>281</sup> à travers l'utilisation d'un modèle VAR Bayésien et conclu aux mêmes résultats de ces derniers.

Ces derniers ajoutent aussi que les taxes ont un effet négatif sur la consommation à court terme alors que les dépenses d'investissement ont un impact positif à long terme. Bien que le second effet puisse couvrir le premier, les quatre économistes jugent qu'à court terme une politique d'investissement public financée par les taxes, ou emprunt par effet d'anticipations, peut avoir des effets négatifs sur la croissance<sup>282</sup>.

En ce sens, Holger Strulik & Timo Trimborn (2013)<sup>283</sup> démontrent que la politique budgétaire exerce des effets positifs au début puis négatif après un certain temps, ce qu'ils démontrent d'ailleurs pour l'économie américaine. Ces économistes appellent la seconde phase « le côté obscur de la politique budgétaire ».

#### **2.4.2. Etudes Empiriques Basées sur la Théorie des Cycles Réels :**

L'étude de Fatas & Mihov (2001)<sup>284</sup> sur données trimestrielles vérifia l'impact des chocs de politique budgétaire, dépenses et taxes, sur le taux d'intérêt des bons du trésor, le déflateur du PIB, les salaires et le produit intérieur brut. Ce dernier introduit aussi les anticipations, privés et publiques, des variables budgétaires et suppose sur la base de l'étude de Blanchard & Perotti (1999), que les dépenses budgétaires sont anticipées contrairement aux taxes.

Les estimations réalisées à travers un VAR aboutissent à un impact positif des dépenses budgétaires sur la croissance qui persiste pendant 5 années, atteignant un impact maximum de 0,3 lors de la seconde année alors les taxes n'exercent le même effet qu'après une année, le multiplicateur global étant supérieur à 1. Aussi ces chocs induisent un faible impact négatif sur le déflateur du PIB alors que leur impact est positif sur les taux des bons du trésor et se résorbe en une année.

Ensuite, ce dernier analyse les canaux de transmission de ces chocs à travers notamment la consommation et l'investissement privés. Les résultats démontrent que les dépenses budgétaires exercent un impact positif immédiat sur la consommation privée alors que l'impact positif sur

---

<sup>281</sup> Cwik & Al. (2010), op.cit., p286-288

<sup>282</sup> Ibid., p292

<sup>283</sup> Holger Strulik & Timo Trimborn (2013), "The Dark Side of Fiscal Stimulus", Discussion Papers, Center for European Governance and Economic Development Research, n°150. P24-25

<sup>284</sup> Fatas A. & Mihov I. (2001), op.cit., p7-10

---

l'investissement ne se réalise qu'après 6 trimestres et reste relativement faible. Finalement, le niveau des salaires et de l'emploi augmentent conformément aux théories du cycle réel. Fatas & Mihov (2001) arguent finalement que l'utilisation d'un DGSE, basé sur la théorie des cycles réels, n'aboutit pas à des résultats cohérents des tests empiriques et concluent à la faiblesse de ce genre de modèle<sup>285</sup>.

Par ailleurs l'étude de Blanchard & Perotti (2002)<sup>286</sup> utilisant un VAR Structurel avec seulement trois variables ; le PIB, les dépenses budgétaires et les recettes budgétaires. Ces données sont en fréquence trimestrielles et couvrent une période entre 1947 et 1997. Les résultats de l'étude sont similaires à celles de Fatas & Mihov (2001) concernant les effets positifs, multiplicateur proche de 1, sur la croissance et la consommation. Cependant, l'impact sur l'investissement privé, selon Blanchard & Perotti (2002), est fortement négatif, ces derniers aboutissent aussi à une baisse des exportations et des importations.

Aussi, Gali (2007)<sup>287</sup> utilise un modèle d'équilibre général avec rigidités nominales mais sans lissage de la consommation. Cette dernière hypothèse, introduite dans les modèles DGSE notamment par Smets & Wouters (2003) et Christiano, Echeinbeaum & Evans (2005), annule l'effet d'éviction exercé par les effets de richesse négatif, due aux anticipations de taxes futures notamment, et augmente l'impact positif des dépenses budgétaire sur la consommation des ménages. La consommation des ménages est aussi stimulée par la baisse du chômage et la hausse des salaires réels, sous l'hypothèse de rigidité des prix.

Dans le même sens, Leeper & Al. (2010)<sup>288</sup> utilisent un modèle similaire en y intégrant des délais de réponses. Les résultats de ce dernier aboutissent à un effet négatif des investissements publics sur l'emploi et la production à court terme. Cet effet négatif peut même s'étendre au long terme si la productivité du capital public n'est pas suffisante et en fonction des moyens de financement adoptés.

---

<sup>285</sup> A. Fatas & I. Mihov (2001), op.cit., p19

<sup>286</sup> Blanchard Olivier & Roberto Perotti (2002), "An Empirical Characterization of the Dynamic Effects of Change in Government Spending and Taxes on Output", *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 117, n°4, P1329-1364.

<sup>287</sup> Jordi Gali, Javier Vallès & J. David Lopez-Salido (2007), "Understanding the Effects of Government Spending on Consumption", *Journal of the European Economic Association*, Vol.5, n°1, Mars 2007, 227-261

<sup>288</sup> Leeper Eric M., Walker Todd B., Yang Shu-chun (2010), "Government Investment and Fiscal Stimulus", IMF Working Papers, w10/229, p11-16

---

## 2.5. Etudes Empiriques sur l'Impact des Composantes de la Politique Budgétaire :

Plusieurs approches alternatives se sont développées durant les dernières décennies axées fortement sur les considérations empiriques, distinguant généralement entre l'impact des différentes composantes de la politique budgétaire.

Ainsi, l'étude empirique de Daniel Landau (1986)<sup>289</sup> sur 96 pays en développement entre 1960 et 1980 aboutit à une relation négative entre la consommation publique, hors dépenses d'éducation et militaire, et la croissance économique. Par contre, les dépenses militaires n'ont aucun effet significatif alors que les dépenses d'éducation stimulent la croissance économique. Ce dernier affirme aussi que les investissements publics ont un impact positif sur la croissance économique, cependant, cet impact s'annule par l'effet négatif des moyens de son financement, impôts ou dette. L'étude de Barro (1991)<sup>290</sup> aboutit exactement aux mêmes résultats, démontrant aussi le rôle du capital humain, rapporté au niveau de scolarisation.

Cette décomposition est encore élargie dans l'étude d'Easterly & Rebelo (1993)<sup>291</sup>. Ces derniers aboutissent à un impact négatif sur la croissance économique et les investissements privés des dépenses budgétaires courantes, du taux marginal d'imposition sur le revenu ainsi que du déficit budgétaire.

Aussi, l'étude empirique de Stanley Fischer (1993)<sup>292</sup>, portant sur un large échantillon de pays entre 1961 et 1988, démontre qu'un déficit budgétaire de même que l'inflation qu'il considère comme des signes de la mauvaise gestion des dépenses publics, ont un impact négatif sur la croissance économique. Ce dernier explique ce résultat par le fait que l'incertitude induite par ces deux facteurs affecte le système des prix relatifs et donc les anticipations des agents économiques aboutissant à une baisse de l'investissement et l'accumulation du capital<sup>293</sup>.

Dans le même sens, Alesina & Perotti (1996)<sup>294</sup> arguent que l'impact positif ou négatif d'une politique budgétaire, qu'ils rapprochent de son succès ou de son échec, dépend de la composition

---

<sup>289</sup> Daniel Landau (1986), "Government and Economic Growth in the Less Developed Countries : An Empirical Study for 1960-80", University of Chicago Press, Vol.35, n°1, Octobre 1986, pp35-75

<sup>290</sup> Barro Robert (1991), "Economic Growth in a Cross Section of Countries", Quarterly Journal of Economics, Vol.106, n°2, May 1991, pp407-443.

<sup>291</sup> William Easterly & Sergio Rebelo (1993), "Fiscal Policy and Economic Growth; an empirical investigation", Journal of Monetary Economics, Vol.32, pp417-458.

<sup>292</sup> Stanley Fischer (1993), "The role of macroeconomic factors in growth", Journal of Monetary Economics, Vol.32, n°3, pp485-512

<sup>293</sup> Bernard Landais (1998), *Op.cit.*, p202

<sup>294</sup> Alesina & Perotti (1996), "Fiscal adjustment in OECD countries ; composition and macroeconomic effects", NBER Working Papers, n°5730.

---

des politiques budgétaires. Ces derniers arguent que, dans le cas d'une politique de rigueur, les réductions des dépenses budgétaires courantes, notamment salaires et transferts, donnent des résultats positifs. Alors que les politiques incluant des hausses d'imposition ou baisse des dépenses d'investissement ont eu un impact négatif. Ceci suggère un impact négatif des premiers et positif des seconds sur la croissance économique.

Aussi, l'étude de Tanzi & Schuknecht (1996) en analysant la politique budgétaire de 17 pays développés entre 1945 et 1980 abouti à deux conclusions<sup>295</sup> ; D'abord, les politiques budgétaires avant 1960 dans ces pays étaient axées sur les dépenses d'éducation, de formation et de santé et ont eu un impact positif sur la croissance économique alors qu'à partir de 1960 ces dernières ont privilégié les subventions et les dépenses sociales aboutissant à un impact négatif. En élargissant leur analyse, ces derniers suggèrent qu'il existe une propension optimale de dépenses budgétaires, aux alentours de 30% du PIB.

Plus axée sur le facteur technologique, le rapport d'Aghion, Cohen & Pisany Ferry (2006)<sup>296</sup>, argue que l'efficacité de la politique budgétaire passe par l'investissement publique qui représente un stimulant de la demande adressée aux entreprises privées, mais aussi à travers les subventions qui permettent de soutenir la recherche et développement (R&D) au sein des entreprises en période de faible conjoncture pour permettre l'atteinte d'une meilleure croissance à long terme.

En ce sens, l'intervention budgétaire peut lever les contraintes de liquidités qui s'imposent aux entreprises pendant les périodes de fortes fluctuations. L'impact d'une intervention de politique économique est d'autant plus important sur la production agrégée que les contraintes de crédit sont importantes, ce qui justifie son utilisation pendant les crises économiques et financières.

- Etudes empiriques sur les pays en développement :

Concernant les pays en développement, une étude analysant les effets de différentes composantes de la politique budgétaire sur la croissance dans les pays de l'UEMOA entre 1970 et 2003 est réalisée par Berenger N'guessan Abou (2007)<sup>297</sup> en utilisant un modèle à correction d'erreur MCE. Ce dernier analyse d'abord l'impact de la politique budgétaire sur l'investissement privé faisant dépendre ce dernier de l'investissement public, des dépenses budgétaires courantes, des

---

<sup>295</sup> Landais Bernard (1998), *Op.cit.*, p199-200

<sup>296</sup> Aghion Philippe, Cohen Elie, Pisanni-Ferry Jean (2006), "Politique Economique et Croissance en Europe", éd. La Documentation Française, Paris (France), p91-94

<sup>297</sup> Abou Gerenger N'Guessan (2007), « Structure des Dépenses Publiques, Investissement Privé et Croissance dans l'UEMOA », Documents et Etudes de Recherche, Vol.7, n°4, p7-18

---

crédits à l'économie rapportés au PIB ainsi que l'indice des prix à la consommation pris en logarithme.

En ce sens, il conclue à un impact positif à court et à long terme dans certains pays et un impact négatif dans les deux optiques dans d'autres. Ce dernier aboutit aussi à un impact négatif des dépenses courantes sur l'investissement privé à court comme à long terme.

Dans une seconde étape en analysant l'impact des variables budgétaires sur la croissance, les variations du PIB sont expliquées par les variables utilisés pour l'investissement privé en y ajoutant le taux de scolarisation secondaire comme proxy du capital humain. Ce dernier base d'ailleurs sa méthode empirique sur celle utilisée par Nubukpo (2007)<sup>298</sup>. Ainsi, les résultats démontrent que les dépenses courantes exercent un impact négatif sur la croissance économique à court comme à long terme. Les auteurs expliquent ce résultat par une réallocation des ressources budgétaires vers ce type de dépenses au dépend des investissements.

Concernant les dépenses d'investissement, ces derniers exercent un impact positif mais seulement à long terme. L'inflation exerce aussi un impact positif dans les deux optiques, alors que les crédits à l'économie et le taux de scolarisation n'exercent un effet positif qu'à long terme.

Aussi, une étude d'Issouf Samake, Priscilla Muthoora & Bruno Versailles (2013)<sup>299</sup> utilise un modèle d'équilibre général réduit sur les données annuelles d'un pays exportateur de matière première, le Cameroun, entre 1970 et 2011. Ce modèle est notamment intéressant dans la mesure où il intègre les recettes des hydrocarbures, volatiles et épuisables, et en limitant la notion de croissance au produit intérieur hors secteur des hydrocarbures. Les résultats des estimations aboutissent à un fort impact des dépenses d'investissement sur la croissance économique, notamment lorsque ces derniers sont financés par la rente. Cet effet passe principalement par le canal des investissements privés à travers l'effet d'entraînement. Cependant, comme noté par les auteurs, ce résultat est conditionné par l'efficacité des dépenses réalisées.

---

<sup>298</sup> Nubulpo, Kako K. (2007), "Dépenses Publiques et Croissance des Pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine", *Afrique Contemporaine*, Vol.22, n°2, p213-240.

<sup>299</sup> Issouf Samake, Priscilla Muthoora & Bruno Versailles (2013), "Viabilité budgétaire, investissement public et croissance dans les pays à faible revenu, riches en ressources naturelles : le cas du cameroun", *IMF Working Paper*, W-13-144, Novembre 2013, P19-27

---

## Section 3 : Impact de la Politique Budgétaire en Algérie

### 3.1. Etudes antérieures sur l'impact de la politique budgétaire en Algérie :

Du fait de l'importance de la politique budgétaire dans la politique économique algérienne, il existe un certain nombre de recherches étudiant son impact sur la croissance économique et l'inflation. Cependant, ces études considèrent, en majeure part, seulement les deux grandes parts de cette dernière ; les dépenses et les recettes, sans s'intéresser à leurs composantes. Notre travail consiste justement à étudier l'impact des composantes de la politique budgétaire d'un point de vue désagrégé en s'intéressant aux composantes des dépenses et recettes. Cependant, peu d'étude empirique s'intéresse à cet effet ou ne concluent pas à des résultats satisfaisants.

Ainsi, une première étude de L. Sami & A. Zakane (2008)<sup>300</sup> utilise un modèle vectoriel à corrections d'erreurs (VECM) sur une période allant de 1970 à 2003. Ces derniers utilisent comme variables le PIB, l'IPC, les exportations et les importations. Les résultats des estimations concluent à un impact positif des dépenses budgétaires sur la croissance économique avec un multiplicateur de 1 atteignant 2 dès la deuxième année et dont les effets se prolongent. L'étude conclue aussi à un impact positif sur l'inflation avec un effet instantané de près de 0,4 se prolongeant dans le temps.

Une deuxième étude d'A. Zakane (2009)<sup>301</sup> analyse l'impact des dépenses d'investissement sur la croissance économique en utilisant une modélisation VAR (ordre 2), excluant un modèle structurel du fait de l'inexistence d'une relation de cointégration entre les variables utilisées dans cette étude. Ces variables diffèrent de celles utilisées usuellement dans ce genre d'étude intégrant notamment le PIB par employé, le stock de capital par employé, ainsi que l'investissement public par actif. Cependant, ce dernier ne décèle aucun impact significatif des dépenses d'investissement sur la croissance, bien que leur signe soit positif, les coefficients obtenus sont très faibles.

Une troisième étude réalisée par Chibi, Benbouziane & Chekouri (2010)<sup>302</sup> à travers un SVAR couvrant une période entre 1965 et 2007 et intégrant les dépenses budgétaires, les recettes

---

<sup>300</sup> Lilya Sami & Ahmed Zakane (2008), "Effet d'un choc budgétaire sur les variables macroéconomiques : approche économétrique par utilisation des modèles VECM appliquée au cas de l'Algérie", Les Cahiers du Cread, n°83-84, p47-68, 2008.

<sup>301</sup> Zakane Ahmed (2009), "Impact des dépenses d'infrastructures sur la croissance en Algérie. Une approche en séries temporelles multivariées (VAR)", Les Cahiers du CREAD, n°87/2009, p27-49

<sup>302</sup> Chibi Abderrahim, Benbouziane Mohamed & Chekouri Sidi Mohamed (2010), "The macroeconomic effects of fiscal policy shocks in Algeria: an empirical study", Working Paper 525, Economic Research Forum, Juin 2010.

---

budgétaires, le PIB réel, le taux d'intérêt nominal ainsi que l'indice du déflateur du PIB comme proxy des variations des prix.

Ces derniers concluent à un faible impact positif des chocs budgétaires permanents à court terme alors qu'à long terme l'impact est négatif sur la croissance économique par l'éviction des investissements privés. La consommation, le niveau des prix et les taux d'intérêt sont affectés positivement. Une hausse des recettes budgétaires exerce également un faible impact positif sur la croissance en agissant sur la consommation et l'investissement alors que son effet est négatif sur le niveau des prix et les coûts de financement.

### **3.2. Impact de la Politique Budgétaire sur la Croissance :**

#### **3.2.1. Spécification du modèle :**

Nous baserons notre étude de la croissance économique sur un modèle élaboré par la Banque Mondiale (2002)<sup>303</sup> particulièrement adapté aux pays en développement repris par K. Nubukpo (2007) et élargie par N'Guess (2007)<sup>304</sup>, que nous adapterons aux spécificités de l'économie algérienne. Ce modèle part d'une fonction de production à la Cobb-Douglas;

$$Q = AK^{\alpha}L^{\beta}$$

Réécrite sous forme logarithmique pour linéariser la fonction, cette dernière devient :

$$\log(Q) = \log(A) + \alpha \cdot \log(K) + \beta \cdot \log(L)$$

Concernant la variable endogène, représentée par la production « Q » dans la fonction précédente, nous utiliserons le produit intérieur brut réel hors secteur des hydrocarbures « pibhhr » largement préconisé pour rendre compte de la croissance économique dans les pays exportateurs d'hydrocarbures, notamment par Nese Erbil (2011). Ce dernier est en termes réels par le déflateur du PIB. D'ailleurs les estimations réalisées en utilisant le PIB réel donnent des résultats non significatifs statistiquement et non conformes aux préceptes théoriques.

Concernant les variables exogènes du modèle nous allons désagréger les deux facteurs de production K et L en utilisant des variables proxy. Pour le capital humain L nous utiliserons une variable représentant la population active « popactv », également utilisée par Nubukpo (2007). Alors que pour le capital physique nous utilisons la formulation de N'Guess (2007) lequel part d'un modèle d'accélérateur flexible simple pour déterminer les facteurs qui influencent les

---

<sup>303</sup> Banque Mondiale (2002), "Qualité de la Croissance", Ed. De Boeck Université, Bruxelles, p282.

<sup>304</sup> Dont nous avons déjà abordé les travaux dans la revue de la littérature au chapitre précédent.

---

variations du capital. Cependant, nous regrouperons dans un premier temps les composantes de la politique budgétaire pour les besoins de notre analyse progressive.

Ainsi, ce dernier fluctue en fonction des dépenses publiques totales réelles « deptotr », des recettes publiques totales « rectotr ». Ces deux variables sont déflatées par le déflateur du PIB pour distinguer les chocs réels sur ces derniers. Nous introduisons aussi une variable représentant les crédits à l'économie en pourcentage du PIB « cibp » et le taux d'inflation représenté par l'évolution de l'indice du déflateur du PIB « deflpib » qui exclut l'impact direct de l'inflation importée. A ceux-là nous ajouterons le taux de change effectif réel « tcer », en absence d'une série longue de l'indice des termes de l'échange, pour représenter la compétitivité de l'économie algérienne ainsi que la dette extérieure publique « dep ».

$$\text{PIBHHR} = f(\text{deptotr}, \text{rectotr}, \text{dep}, \text{popactv}, \text{deflpib}, \text{tcer}, \text{cibp})$$

L'écriture de cette équation sous forme logarithmique :

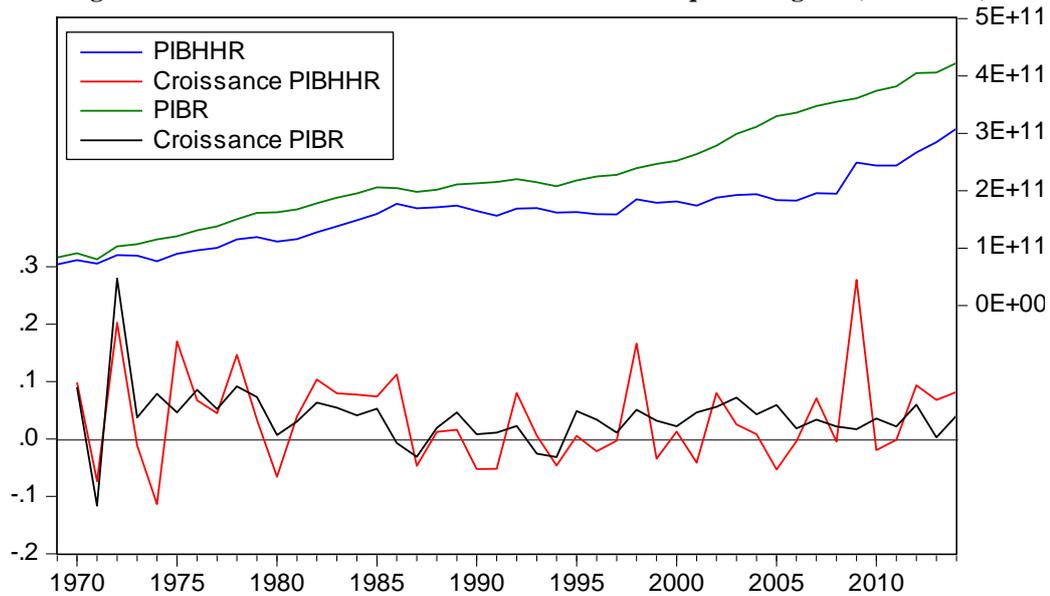
$$\text{Log(PIBHHR)} = \alpha_0 + \alpha_1.\text{log}(\text{deptotr}) + \alpha_2.\text{log}(\text{rectotr}) + \alpha_3.\text{log}(\text{dep}) + \alpha_4.\text{log}(\text{popactv}) + \alpha_5.\text{log}(\text{deflpib}) + \alpha_6.\text{log}(\text{tcer}) + \alpha_7.\text{cibp} + \xi \dots \dots \dots (1)$$

### 3.2.2. Présentation des Variables :

Notons d'abord que toutes les variables utilisées dans cette étude sont exprimées en logarithme, sauf pour les variables exprimées en pourcentage, ce qui nous permet d'obtenir directement les élasticités ou les semi-élasticités

- a) La variable endogène est représentée ici par le produit intérieur brut hors secteur des hydrocarbures en termes réels. Nous utilisons cet indicateur du fait qu'il permet de mieux traduire les fluctuations réelles dans les économies exportatrices d'hydrocarbures, bien que ce dernier suit globalement les mêmes tendances que le PIB global avec un certain retard.

**Figure 40: Production Globale et Croissance Economique en Algérie (1970-2014)**



Source : données de l'ONS

A partir du graphique précédent nous pouvons observer globalement trois tendances, la tendance globale étant positive. Une première tendance haussière du début des années 1970 jusqu'en 1986 correspondant à la période de planification et se termine avec la crise de la fin des années 1980 marquant la fin de ce système. Durant cette période les taux de croissance ont fluctué autour d'une moyenne de 5,6% pour le PIB et 5,8% pour le PIB hors hydrocarbures. Ce taux atteint un maximum de 20,2% en 1972 et un minimum de -11,3% en 1974.

Une seconde période où la production nationale est restée relativement stable entre 1987 et jusqu'en 1998, cette période est considérée comme une période de transition de l'économie algérienne marquée par une crise de la dette extérieure, suivie d'une crise économique et un ajustement structurel sous l'égide du FMI. Durant cette période la moyenne des taux de croissance est clairement inférieure à la première période tournant autour de 1,4% pour le PIB et 0,5% pour le PIBHH alors que ce dernier atteint un maximum de 16.6% en 1998 et un minimum de -5,3% en 1994.

Finalement, une troisième tendance haussière qui s'enclenche dès 1995 pour le PIB réel alors qu'elle ne commence qu'en 1998 pour le PIB hors hydrocarbures, cette dernière étant caractérisée par la fin du programme d'ajustement et le début des programmes de relance ainsi qu'une bonne tenue des cours des hydrocarbures. Ainsi, le taux de croissance a été en moyenne de 3,7% et 4,3% respectivement pour le PIB et le PIBHH alors que le second a atteint un maximum de 27,7% en 2009 et un minimum de -5,3% en 2005.

---

Une chose importante à noter est la forte instabilité des taux de croissance économique en Algérie variant rapidement entre un taux positif et négatif traduisant la forte sensibilité aux chocs. Notons que depuis le début des années 1970 l'écart entre le produit intérieur brut et le PIB hors hydrocarbure ne cesse de grandir du fait de l'inflation des cours des hydrocarbures alors que cet écart commence à se réduire depuis la crise économique mondiale de 2007.

- b) Les variables exogènes, représentent les instruments de la politique budgétaire. Nous utilisons les dépenses publiques totales réelles « deptotr » et les recettes budgétaires totales réelles « rectotr ». Les données de ces deux variables sont issues des lois de règlement budgétaire et constituent donc des valeurs définitives<sup>305</sup>. En nous situant dans une optique keynésienne nous anticipons un impact positif des dépenses budgétaires et négatif des recettes budgétaires. Cependant, l'économie algérienne étant ouverte au commerce extérieur nous anticipons un effet d'éviction par les importations ce qui réduirait l'impact de la politique budgétaire. En ce sens, le coefficient  $\alpha_1$  devrait être positif et  $\alpha_2$  négatif avec des valeurs entre 0 et 1 en valeur absolue.

Si la dette intérieure peut induire des effets de richesse selon la théorie keynésienne, l'impact direct de la dette extérieure publique « dep » ne fait pas l'objet d'un consensus clair. Ignoré par la théorie keynésienne du fait qu'il est supposé être remboursé par les excédents de la politique expansionniste à moyen terme, les théories néoricardienne supposent un effet d'éviction de ce dernier annulant l'impact expansif des politiques budgétaires. Donc le signe du coefficient  $\alpha_3$  est ambigu.

La population active « popactv » constitue un facteur important dans la majeure part des théories de la croissance et devrait donc exercer un impact positif sur la croissance économique, coefficient  $\alpha_4$  positif.

L'effet du niveau des prix sur la croissance ne fait pas non plus l'objet d'un consensus. Alors que les théories se basant sur la courbe de Phillips augmentée de la loi d'Okun supposent une relation positive entre l'inflation et la croissance par l'illusion monétaire du fait des rigidités, notamment sur le marché du travail. L'inflation constitue un facteur d'incitation négatif du point de vue de l'offre du fait qu'elle constitue une incertitude selon Fischer (1993), alors que du côté de la demande la hausse du niveau des prix réduit la richesse des ménages et peut induire une baisse

---

<sup>305</sup> Contrairement aux valeurs prévisionnelles exposées dans les lois de finance.

de leur consommation si elle n'est pas compensée par un niveau d'emploi plus élevé. Ainsi le signe du coefficient  $\alpha_5$  est indéterminé.

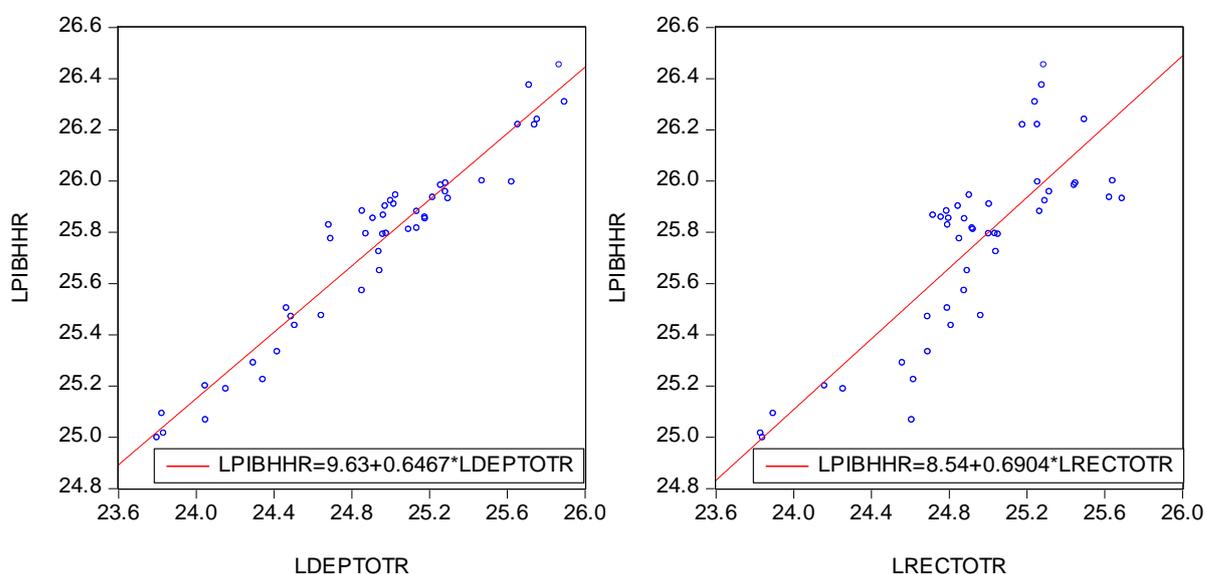
Aussi, le taux de change réel est sensé exercer un impact négatif sur la croissance suivant les enseignements du modèle IS-LM-BP de Mundell et Fleming du fait qu'il réduit la compétitivité de l'économie locale au profit de l'extérieur. Si les exportations algériennes majoritairement constitués d'hydrocarbures ne devraient pas être impactées directement par le taux de change, une amélioration du pouvoir d'achat international induit aussi une augmentation des importations évinçant la production locale. Cette relation devrait s'exprimer par un signe du coefficient  $\alpha_6$  négatif.

Finalement les crédits à l'économie devraient stimuler les investissements et la consommation provoquant une hausse de la croissance économique. En ce sens le coefficient  $\alpha_7$  devrait être positif.

### 3.2.3. Etudes Préliminaires :

Tout d'abord, un test de corrélation est effectué sur les variables de l'étude pour permettre de savoir s'il existe une relation entre la variable endogène et les variables exogènes.

**Figure 41: Diagramme de dispersion du PIBHHR avec les variables budgétaires**



Source : calculs de l'auteur

Il ressort de l'analyse de la corrélation que les variables budgétaires, dépenses totales et recettes totales, sont corrélées fortement et positivement avec le produit intérieur brut, cette relation étant plus nette pour les dépenses, alors que la dette extérieure ne semble pas avoir de relation de

corrélation claire. Aussi, le PIBHH réel est fortement et positivement corrélé avec la population active et le déflateur du PIB, alors qu'il existe une corrélation négative avec le taux de change réel et les crédits intérieurs.

**Tableau 10: Corrélation et Causalité**

	PIBHHR	DEFLPIB	CONSMR	INVPR
PIBHHR	1	0,90	X	X
DEFLPIB	<b>0,90</b> ↑	1	<b>0,99</b> ↑	0,67
DEPTOR	<b>0,96</b> ↑	<b>0,91</b> ←	X	X
DPCOUR	<b>0,96</b> ↑	0,95	0,96	0,75
DPINVR	<b>0,86</b> ↑	0,76	0,78	0,67
RECTOTR	0,80	0,85	X	X
RECORDR	0,86	0,68	0,72	<b>0,67</b> ←
RENTER	<b>0,72</b> ↑	0,86	0,84	0,58
DEP	0,08	0,02	0,08	-0,15
POPACTV	0,94	0,96	<b>0,97</b> ←	0,69
TCER	-0,65	-0,88	-0,86	-0,52
CIBP	-0,46	-0,72	-0,67	-0,50

Source : calculs de l'auteur

Cependant, la corrélation ne donne pas d'indication sur le sens de causalité, d'où l'utilisation du test de Granger. Ce test permet de rejeter l'hypothèse nulle  $H_0$  de non causalité pour les dépenses totales réelles et leur composantes, les recettes des hydrocarbures et la dette extérieure. Ainsi, les dépenses budgétaires et les recettes des hydrocarbures causent le PIBHHR. Aucune indication claire du sens de causalité n'est apparente pour le reste des variables.

Pour éviter des résultats fallacieux et connaître l'ordre d'intégration des variables étudiées, il est préconisé d'utiliser le test de stationnarité. Pour cela, il est possible de vérifier si les séries temporelles contiennent une racine unitaire par la méthode de Dickey Fuller augmentée « Augmented Dickey Fuller ADF » en laissant le nombre de retard se déterminer automatiquement suivant le critère de Schwartz. Ce test est conduit sur l'ensemble des variables étudiées une à une.

Les résultats du test de racine unitaire ADF sur les variables en niveau est significatif, cependant il ne permet pas de rejeter l'hypothèse nulle  $H_0$  de non-stationnarité des variables, sauf pour la variable représentant la population active qui est stationnaire. En ce sens, il est nécessaire de tester la stationnarité des variables en différences premières. Ce dernier test est aussi significatif et permet de rejeter l'hypothèse de non-stationnarité au seuil de 5% pour toutes les variables

considérées et sans retard. Ainsi, ces dernières sont stationnaires en différences premières et intégrées d'ordre « 1 », sauf la variable population active qui est intégrée d'ordre « 0 ».

**Tableau 11: Test de Stationnarité et Ordre d'Intégration**

Variable / Prob.	Niveau	Différence Première	Ordre d'Intégration
LPIBHHR	0,78	<b>0,00</b>	I(1)
LDEFLPIB	0,67	<b>0,00</b>	I(1)
LDEPTOR	0,66	<b>0,00</b>	I(1)
LDPCOUR	0,71	<b>0,00</b>	I(1)
LDPINVR	0,54	<b>0,00</b>	I(1)
LRECTOTR	0,12	<b>0,00</b>	I(1)
LRECORDR	0,53	<b>0,00</b>	I(1)
LPRENTER	0,15	<b>0,00</b>	I(1)
LDEP	0,16	<b>0,00</b>	I(1)
LPOPACTV	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	I(0)
LTCER	0,79	<b>0,00</b>	I(1)
CIBP	0,73	<b>0,00</b>	I(1)

Source : calculs de l'auteur

Les variables de l'étude étant non-stationnaires en niveau et stationnaires en différence première nous pouvons vérifier si l'utilisation d'un mécanisme à correction d'erreur est possible, pour cela nous devons analyser la cointégration des variables. La cointégration permet d'analyser s'il existe une relation stable de long terme entre la variable endogène et les variables exogènes non stationnaires. En ce sens nous utilisons la méthode de Johansen avec un trend linéaire et des intervalles de retard de 1, généralement préconisé pour les données en périodicité annuelle.

Les résultats du test de Johansen permettent de déceler deux relations de cointégration suivant le critère de la Trace. Ainsi, il existe une relation de long terme entre les variables étudiées que nous pouvons étudier en introduisant un mécanisme à correction d'erreur dans l'équation (1). Cette dernière peut être réécrite comme suite<sup>306</sup> :

$$d(LPIBHHR) = \alpha_0 + \alpha_1.d(ldeptotr) + \alpha_2.d(lrectotr) + \alpha_3.d(ldep) + \alpha_4.d(lpopactv) + \alpha_5.d(ldeflpib) + \alpha_6.d(ltcer) + \alpha_7.d(cibp) + \alpha_8.lpibhhr(-1) + \alpha_9.ldeptotr(-1) + \alpha_{10}.lrectotr(-1) + \alpha_{11}.ldep(-1) + \alpha_{12}.lpopactv(-1) + \alpha_{13}.ldeflpib(-1) + \alpha_{14}.ltcer(-1) + \alpha_{15}.cibp(-1) + \xi \dots \dots \dots (1')$$

Dans cette équation, les coefficients  $\alpha_1$  à  $\alpha_7$  représentent la dynamique de court terme alors que les coefficients  $\alpha_9$  à  $\alpha_{15}$  représentent la dynamique de long terme. Aussi,  $\alpha_0$  représente une

<sup>306</sup> Pour faciliter la présentation la lettre « l » devant une variable indique une valeur en logarithme, et d en différence première.

constante alors que la force de rappel est donnée par le coefficient  $\alpha_8$ , cette dernière permet de connaître le délai de retour à l'équilibre. Finalement  $\xi$  représente les résidus de l'équation.

### 3.2.4. Estimation du modèle :

L'équation du modèle à correction d'erreurs (1') est estimée en utilisant la méthode des moindres carrés ordinaires (OLS) sur les données de l'économie algérienne entre 1970 et 2014 en utilisant le logiciel Eviews8. Les résultats sont donnés dans le tableau suivant :

Tableau 12: Résultats MCE Croissance Eq. 1'

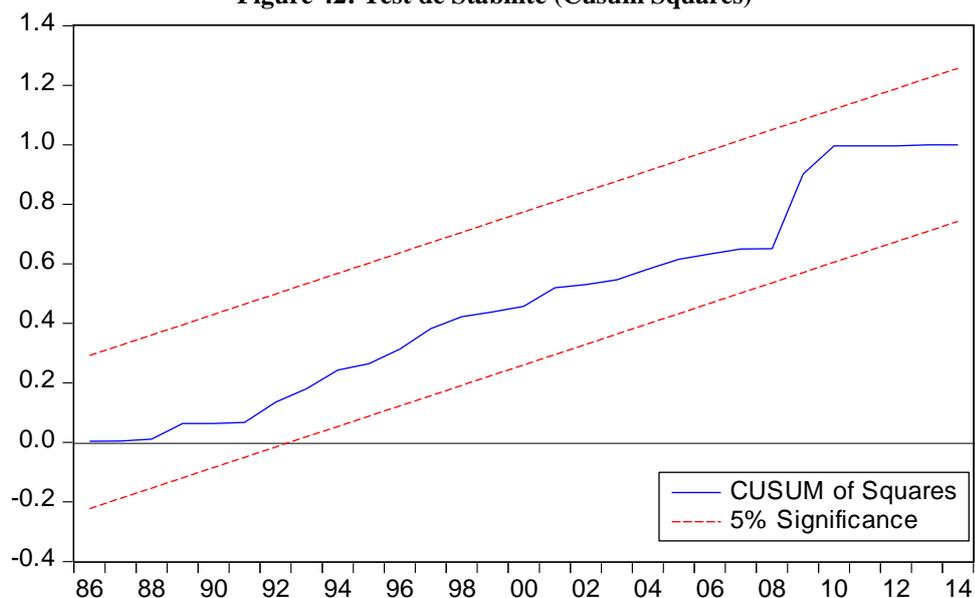
Dependent Variable: D(LPIBHHR)  
 Method: Least Squares  
 Date: 29/05/16 Time: 23:53  
 Sample (adjusted): 1970 2014  
 Included observations: 45 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
<b>C</b>	<b>9.109170</b>	<b>3.517355</b>	<b>2.589778</b>	<b>0.0149</b>
<b>D(LDEPTOTR)</b>	<b>0.160461</b>	<b>0.072816</b>	<b>2.203653</b>	<b>0.0356</b>
D(LRECTOTR)	0.008465	0.067071	0.126206	0.9004
D(LDEP)	0.009311	0.032499	0.286508	0.7765
D(LPOACTV)	0.266122	0.331209	0.803485	0.4282
<b>D(LDEFLPIB)</b>	<b>-0.411432</b>	<b>0.147945</b>	<b>-2.780975</b>	<b>0.0094</b>
D(LTCER)	-0.059146	0.090019	-0.657045	0.5163
D(CIBP)	0.000242	0.001756	0.137727	0.8914
<b>LPIBHHR(-1)</b>	<b>-0.595967</b>	<b>0.158937</b>	<b>-3.749703</b>	<b>0.0008</b>
<b>LDEPTOTR(-1)</b>	<b>0.178113</b>	<b>0.079339</b>	<b>2.244951</b>	<b>0.0326</b>
LRECTOTR(-1)	-0.074292	0.058460	-1.270823	0.2139
<b>LDEP(-1)</b>	<b>-0.055882</b>	<b>0.026637</b>	<b>-2.097884</b>	<b>0.0447</b>
<b>LPOACTV(-1)</b>	<b>0.313589</b>	<b>0.123040</b>	<b>2.548678</b>	<b>0.0164</b>
LDEFLPIB(-1)	-0.003470	0.047273	-0.073410	0.9420
LTCER(-1)	0.007623	0.070384	0.108299	0.9145
CIBP(-1)	0.002218	0.001412	1.571525	0.1269
R-squared	0.793216	Meandependent var		0.032338
<b>Adjusted R-squared</b>	<b>0.686259</b>	S.D. dependent var		0.075021
S.E. of regression	0.042021	Akaike info criterion		-3.229531
Sumsquaredresid	0.051208	Schwarz criterion		-2.587162
Log likelihood	88.66445	Hannan-Quinn criter.		-2.990063
F-statistic	7.416198	Durbin-Watson stat		2.115513
<b>Prob(F-statistic)</b>	<b>0.000002</b>			

Source : calculs de l'auteur

D'abords, le modèle est significatif avec une probabilité proche de 0 et un  $R^2$  ajusté de 0,68, de même le coefficient de Durbin-Watson est proche de 2 attestant de la juste identification de l'équation étudiée. Le test de stabilité du modèle donne des résultats satisfaisants :

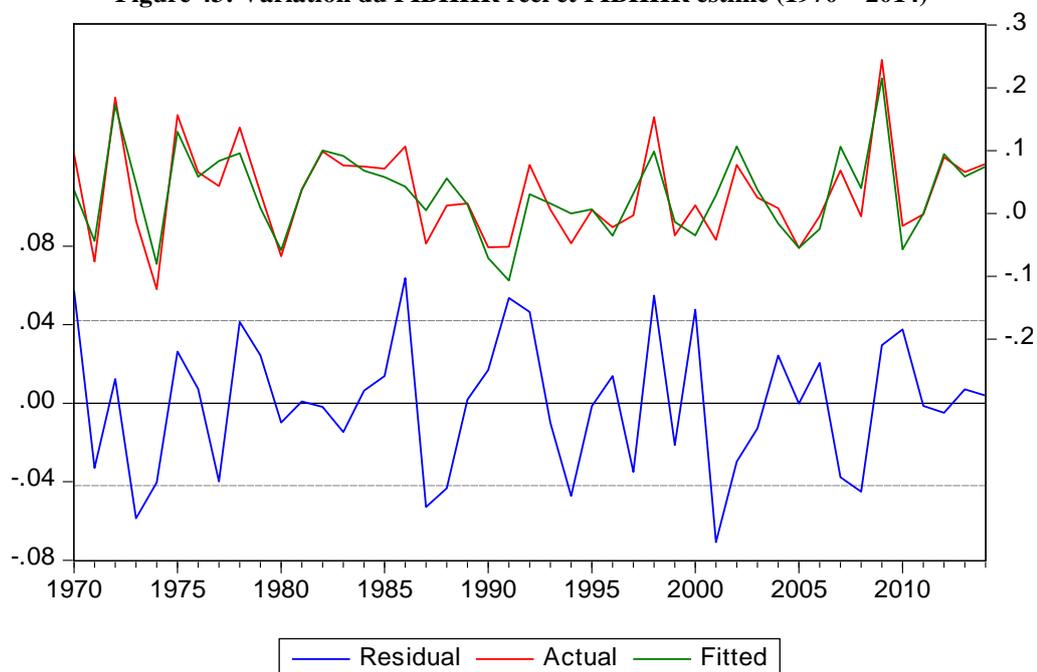
**Figure 42: Test de Stabilité (Cusum Squares)**



Source : calculs de l'auteur

Les résidus des estimations ne montrent aucun biais de d'autocorrélation alors que les données estimées sont en adéquation avec les données réelles sauf en période de forts chocs exogènes, notamment en 1988 et 1994 du fait de la crise économique algérienne.

**Figure 43: Variation du PIBHHR réel et PIBHHR estimé (1970 – 2014)**



Source : calculs de l'auteur

---

Ainsi, nous pouvons réécrire l'équation (1') avec les coefficients de la précédente estimation<sup>307</sup> :

$$\begin{aligned} D(\text{LPIBHHR}) = & 9.11 + 0.16 \cdot D(\text{LDEPTOTR}) + 0.01 \cdot D(\text{LRECTOTR}) + 0.01 \cdot D(\text{LDEP}) + 0.27 \cdot D(\text{LPOACTV}) - \\ & 0.41 \cdot D(\text{LDEFLPIB}) - 0.06 \cdot D(\text{LTCER}) + 0.00 \cdot D(\text{CIBP}) - 0.59 \cdot \text{LPIBHHR}(-1) + 0.18 \cdot \text{LDEPTOTR}(-1) - \\ & 0.07 \cdot \text{LRECTOTR}(-1) - 0.06 \cdot \text{LDEP}(-1) + 0.31 \cdot \text{LPOACTV}(-1) - 0.00 \cdot \text{LDEFLPIB}(-1) + 0.01 \cdot \text{LTCER}(-1) + \\ & 0.00 \cdot \text{CIBP}(-1) \end{aligned}$$

A partir des résultats des estimations nous pouvons déduire un impact positif des dépenses budgétaires à court terme, +0,16, se prolongeant à long terme avec un coefficient de +0,18. Ce résultat est conforme aux théories d'inspiration keynésienne qui supposent un impact immédiat des dépenses budgétaires et dont l'effet de long terme est exprimé par les théories des nouveaux keynésiens en posant l'hypothèse de prix adaptatifs.

A court terme l'inflation exerce un impact négatif sur la croissance économique, avec un coefficient de -0,41. Cet effet s'explique principalement par l'effet de richesse négatif induit par une hausse du niveau des prix tel qu'on l'a vu dans les équations du modèle IS-LM et repris dans le modèle MPS de Modigliani.

A long terme, la population active exerce un impact positif tel que suggéré par les théories de la croissance endogène avec un coefficient de +0,31. Cependant, la dette extérieure publique exerce un effet négatif à long terme, bien que modéré avec un coefficient de -0,06, cet effet peut s'expliquer par l'inclusion de délais de grâce dans les nouveaux engagements de la dette extérieure mais aussi par les anticipations adaptatives, les agents n'incorporant l'évolution de la dette dans leurs décisions qu'après une certaine période.

La constante est égale à 9,11 alors que le coefficient de retour à l'équilibre est de -0,59. A partir de ce dernier, en calculant la force de rappel cette dernière est égale à 1,68, soit un an et huit mois. Ce délai est d'ailleurs proche de celui de Fatas & Mihov (2001) qui l'estiment à une année et six mois ou Romer (2009) qui rapproche ce délai d'une année.

### **3.2.5. Impact des Composantes de la Politique Budgétaire :**

Les dépenses budgétaires totales peuvent être désagrégées en dépenses courantes « dpcour », incluant les rémunérations des salariés, les subventions et les intérêts de la dette, et dépenses d'investissement « dpinvr ». Alors que les recettes totales peuvent être décomposées en recettes ordinaires « recordr », incluant les recettes fiscales et non-fiscales, et les recettes de la fiscalité

---

<sup>307</sup> Les variables en **gras** représentant les coefficients significatifs au seuil de 5%.

des hydrocarbures, en valeur réelle, que nous appelons ici « renter ». En ce sens, chaque composante sera désagrégée dans l'équation (1'), nous obtenons l'équation suivante :

$$d(LPIBHHR) = \beta_0 + \beta_1.d(ldpcour) + \beta_2.d(ldpinvr) + \beta_3.d(lrecordr) + \beta_4.d(lrenter) + \beta_5.d(ldep) + \beta_6.d(lpopactv) + \beta_7.d(ldeflpib) + \beta_8.d(ltcer) + \beta_9.d(cibp) + \beta_{10}.lpibhhr(-1) + \beta_{11}.ldeptotr(-1) + \beta_{12}.lrectotr(-1) + \beta_{13}.ldep(-1) + \beta_{14}.lpopactv(-1) + \beta_{15}.ldeflpib(-1) + \beta_{16}.ltcer(-1) + \beta_{17}.cibp(-1) + \xi \dots \dots \dots (2)$$

Les coefficients  $\beta_1$  à  $\beta_9$  représentent la dynamique de court terme alors que les coefficients  $\beta_{11}$  à  $\beta_{17}$  représentent la dynamique de long terme. Aussi,  $\beta_0$  représente une constante alors que  $\beta_{10}$  représente le coefficient de retour à l'équilibre. L'estimation de cette équation par la méthode précédente donne les résultats suivants :

**Tableau 13: Résultats MCE Croissance Eq. 2**

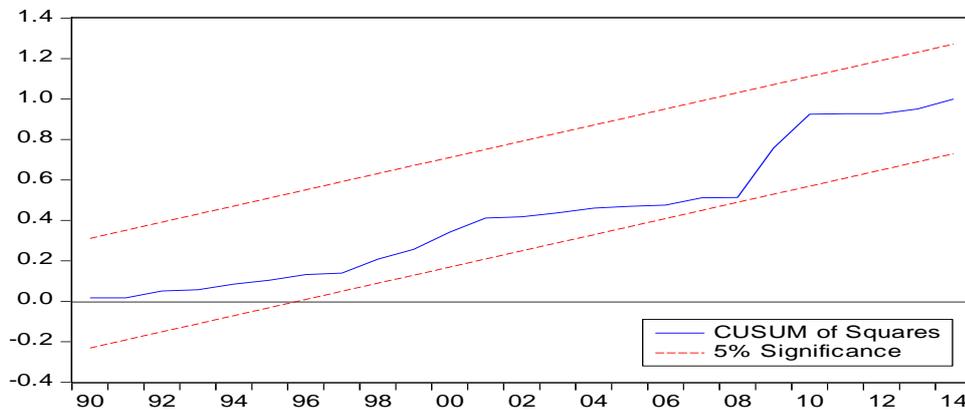
Dependent Variable: D(LPIBHHR)  
Method: Least Squares  
Date: 30/05/16 Time: 19:07  
Sample (adjusted): 1970 2014  
Included observations: 45 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
<b>C</b>	<b>7.770657</b>	<b>3.807338</b>	<b>2.040969</b>	<b>0.0519</b>
<b>D(LDPCOUR)</b>	<b>0.285085</b>	<b>0.098181</b>	<b>2.903659</b>	<b>0.0076</b>
D(LDPINVR)	-0.004856	0.045600	-0.106490	0.9160
D(LRECORDR)	-0.164849	0.094075	-1.752316	0.0920
D(LRENTER)	-0.006996	0.036535	-0.191479	0.8497
D(LDEP)	-0.009559	0.035682	-0.267883	0.7910
D(LPOACTV)	0.553149	0.373508	1.480954	0.1511
<b>D(LDEFLPIB)</b>	<b>-0.597094</b>	<b>0.174358</b>	<b>-3.424522</b>	<b>0.0021</b>
D(LTCER)	-0.079447	0.097569	-0.814267	0.4232
D(CIBP)	-0.001267	0.002042	-0.620710	0.5404
<b>LPIBHHR(-1)</b>	<b>-0.650226</b>	<b>0.173315</b>	<b>-3.751698</b>	<b>0.0009</b>
<b>LDPCOUR(-1)</b>	<b>0.302180</b>	<b>0.121406</b>	<b>2.489011</b>	<b>0.0198</b>
LDPINVR(-1)	0.064014	0.039063	1.638723	0.1138
LRECORDR(-1)	-0.127870	0.091150	-1.402848	0.1730
LRENTER(-1)	0.002275	0.031262	0.072776	0.9426
LDEP(-1)	-0.057722	0.028627	-2.016317	0.0546
LPOACTV(-1)	0.278754	0.140065	1.990179	0.0576
LDEFLPIB(-1)	-0.023580	0.052898	-0.445761	0.6596
LTCER(-1)	0.030558	0.077815	0.392703	0.6979
CIBP(-1)	0.002527	0.001560	1.619221	0.1179
R-squared	0.815834	Meandependent var	0.032338	
<b>Adjusted R-squared</b>	<b>0.675868</b>	S.D. dependent var	0.075021	
S.E. of regression	0.042712	Akaike info criterion	-3.167591	
Sumsquaredresid	0.045607	Schwarz criterion	-2.364630	
Log likelihood	91.27079	Hannan-Quinn criter.	-2.868255	
F-statistic	5.828795	Durbin-Watson stat	2.148315	
<b>Prob(F-statistic)</b>	<b>0.000034</b>			

Source : Calculs de l'auteur

Le modèle est significatif avec un R2 ajusté de 0,67 et une probabilité qui tend vers 0 alors que le coefficient de Durbin-Watson est proche de 2 ce qui atteste de la juste identification de l'équation. D'ailleurs le test de stabilité du modèle donne des résultats satisfaisants :

**Figure 44: Test de Stabilité 2**



Source : calculs de l'auteur

Ainsi, nous pouvons remarquer que seules les dépenses courantes ont un impact significatif à court terme, avec un coefficient de 0,28, sur la croissance économique en Algérie, cet effet se prolonge dans le long terme avec un coefficient de 0,30. Contrairement à nos prédictions et les principaux préceptes théoriques les dépenses d'investissement public n'ont pas un impact significatif sur la croissance économique à court comme à long terme. Concernant les autres variables seul l'effet négatif des prix à court terme est maintenu après la désagrégation des variables alors que les autres variables gardent le même signe et ampleur mais sont légèrement au-dessus du seuil de 5%. Notons que le retour à l'équilibre se fait après un délai d'un an et six mois.

L'équation (2) peut être réécrite avec les valeurs des coefficients obtenues :

$$\begin{aligned}
 \mathbf{D(LPIBHHR)} = & \mathbf{7.77} + \mathbf{0.28 * D(LDPCOUR)} - 0.00 * \mathbf{D(LDPINVR)} - 0.16 * \mathbf{D(LRECORDR)} - \\
 & 0.01 * \mathbf{D(LRENTER)} - 0.01 * \mathbf{D(LDEP)} + 0.55 * \mathbf{D(LPOPACTV)} - \mathbf{0.60 * D(LDEFPLIB)} - \\
 & 0.08 * \mathbf{D(LTCER)} - 0.00 * \mathbf{D(CIBP)} - \mathbf{0.65 * LPIBHHR(-1)} + \mathbf{0.30 * LDPCOUR(-1)} + \\
 & 0.06 * \mathbf{LDPINVR(-1)} - 0.13 * \mathbf{LRECORDR(-1)} + 0.00 * \mathbf{LRENTER(-1)} - 0.06 * \mathbf{LDEP(-1)} + \\
 & 0.28 * \mathbf{LPOPACTV(-1)} - 0.02 * \mathbf{LDEFPLIB(-1)} + 0.03 * \mathbf{LTCER(-1)} + 0.00 * \mathbf{CIBP(-1)} \dots \dots \dots (2)
 \end{aligned}$$

Ces résultats suggèrent une transmission de l'impact de la politique budgétaire principalement par le canal de la consommation privée, les investissements n'étant affectés généralement que par les dépenses d'investissement publique, positivement ou négativement. Ces canaux seront vérifiés dans la suite de ce chapitre, avant cela nous allons vérifier s'il existe un effet prix.

---

### 3.3. Impact de la Politique Budgétaire sur l’Inflation :

La théorie keynésienne suggère une hausse des prix accompagnant la croissance économique suite à une politique d’expansion budgétaire. Cet effet prix est d’ailleurs accepté par la majeure part des théories économiques abordées précédemment. Cette hausse des prix est considérée comme un effet d’éviction par les exportations dans le modèle de Mundell et Fleming, une éviction de la consommation des ménages par un effet négatif de richesse dans le modèle IS-LM repris dans la courbe de demande agrégée alors que dans ce dernier modèle elle permet une hausse transitoire de l’emploi suite à une expansion budgétaire et donc de la croissance du côté de l’offre agrégée. Ce même principe est repris par les nouveaux keynésiens dans leur apports à la théorie des cycles réels, alors que la théorie initiale suppose une absence d’effet prix de la politique budgétaire.

En plus des variables utilisées pour connaître l’impact sur la production nous introduisons une variable représentant l’évolution de la masse monétaire « M2 ». Cette dernière est supposée avoir un impact positif sur l’inflation suivant les principes de la théorie quantitative de la monnaie, repris par les monétaristes modernes<sup>308</sup>. Les crédits à l’économie « cibp » augmentent la disponibilité de liquidité et devrait aussi avoir un impact positif sur le niveau des prix. Par contre les variations de la production devrait réduire le niveau des prix en augmentant l’offre alors qu’une hausse du taux de change « tcer » réel réduit les coûts de production qui sont répercutés sur la production locale, son effet est donc négatif sur les prix.

Ainsi, l’équation de l’inflation s’écrit comme suite :

$$\begin{aligned} d(LDEFLPIB) = & \lambda_0 + \lambda_1.d(ldeptotr) + \lambda_2.d(lrectotr) + \lambda_3.d(ldep) + \lambda_4.d(ltcer) + \lambda_5.d(cibp) + \\ & \lambda_6.d(lpibhhr) + \lambda_7.ldeflplib(-1) + \lambda_8.ldeptotr(-1) + \lambda_9.lrectotr(-1) + \lambda_{10}.ldep(-1) + \lambda_{11}.ltcer(-1) \\ & + \lambda_{12}.lcibp(-1) + \lambda_{13}.lpibhhr(-1) + \xi \dots \dots \dots (3) \end{aligned}$$

#### 3.3.1. Estimation du modèle :

L’équation du modèle à correction d’erreurs (3) est estimée en utilisant la méthode des moindres carrés ordinaires (OLS) sur les données de l’économie algérienne entre 1970 et 2014 en utilisant le logiciel Eviews8. Les résultats sont donnés dans le tableau suivant :

---

<sup>308</sup> Après la conduite des tests préliminaire, notamment le test de causalité qui suggère une relation inversée avec le niveau des prix, nous avons ignoré cette variable dans les estimations.

Tableau 14: Résultats MCE Inflation Eq. 3

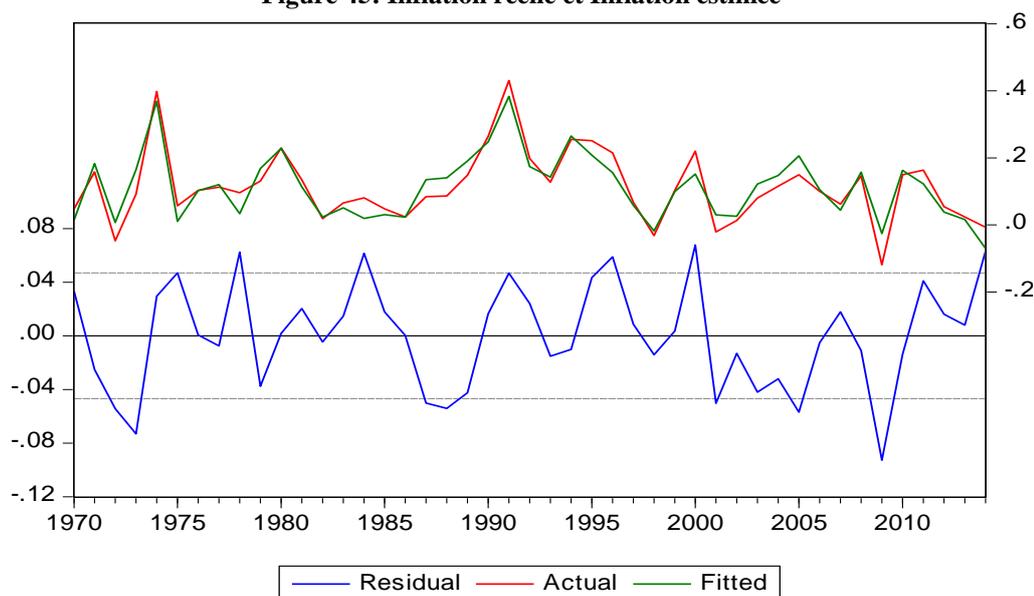
Dependent Variable: D(LDEFLPIB)  
 Method: Least Squares  
 Date: 31/05/16 Time: 00:55  
 Sample (adjusted): 1970 2014  
 Included observations: 45 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-6.655833	3.226947	-2.062579	0.0476
D(LDEPTOTR)	0.095169	0.081569	1.166739	0.2522
D(LRECTOTR)	-0.080645	0.071513	-1.127701	0.2681
D(LDEP)	0.000508	0.035485	0.014320	0.9887
<b>D(LPIBHHR)</b>	<b>-0.418283</b>	<b>0.170857</b>	<b>-2.448145</b>	<b>0.0202</b>
<b>D(LTCER)</b>	<b>-0.262322</b>	<b>0.087949</b>	<b>-2.982680</b>	<b>0.0055</b>
<b>D(CIBP)</b>	<b>-0.006318</b>	<b>0.001554</b>	<b>-4.065192</b>	<b>0.0003</b>
<b>LDEFLPIB(-1)</b>	<b>-0.164434</b>	<b>0.042744</b>	<b>-3.846964</b>	<b>0.0006</b>
LDEPTOTR(-1)	0.154503	0.088117	1.753380	0.0894
LRECTOTR(-1)	-0.075211	0.058730	-1.280633	0.2098
<b>LDEP(-1)</b>	<b>0.055720</b>	<b>0.019943</b>	<b>2.793921</b>	<b>0.0088</b>
LPIBHHR(-1)	0.204038	0.170971	1.193408	0.2418
LTCER(-1)	-0.117550	0.070794	-1.660441	0.1069
<b>CIBP(-1)</b>	<b>-0.003190</b>	<b>0.001444</b>	<b>-2.208738</b>	<b>0.0347</b>
R-squared	0.861486	Meandependent var		0.113037
<b>Adjusted R-squared</b>	<b>0.803399</b>	S.D. dependent var		0.105650
S.E. of regression	0.046845	Akaike info criterion		-3.034404
Sumsquaredresid	0.068028	Schwarz criterion		-2.472332
Log likelihood	82.27410	Hannan-Quinn criter.		-2.824869
F-statistic	14.83107	Durbin-Watson stat		1.472005
<b>Prob(F-statistic)</b>	<b>0.000000</b>			

Source : calculs de l'auteur

Le modèle estimé est significatif avec un R2 ajusté de 0,80 et une probabilité de 0. D'ailleurs les tests sur les résidus attestent de l'absence de biais d'autocorrélation de ces derniers.

Figure 45: Inflation réelle et Inflation estimée



Source : calculs de l'auteur

Ainsi, l'équation (3) peut être réécrite avec les coefficients estimés :

$$D(LDEFPLPIB) = -6.65 + 0.09*D(LDEPTOTR) - 0.08*D(LRECTOTR) + 0.00*D(LDEP) - 0.42*D(LPIBHHR) - 0.26*D(LTCER) - 0.00*D(CIBP) - 0.16*LDEFPLPIB(-1) + 0.15*LDEPTOTR(-1) - 0.07*LRECTOTR(-1) + 0.05*LDEP(-1) + 0.20*LPIBHHR(-1) - 0.12*LTCER(-1) - 0.00*CIBP(-1)$$

Nous pouvons remarquer que les variables budgétaires agrégées n'ont aucun impact significatif sur l'évolution des prix sauf la dette extérieure qui exerce un faible impact positif à long terme, coefficient de 0,05. L'inflation est principalement déterminée à court terme négativement par l'évolution de la production globale, coefficient de -0,42, et du taux de change réel, coefficient de -0,26. L'impact positif de la production globale est conforme aux théories d'inspiration keynésienne qui suggère un effet prix d'une hausse du revenu global provoquant un accroissement de la demande interne alors que l'impact négatif du taux change est reconnu globalement.

Même si le déflateur exclue l'impact direct, une appréciation de la monnaie locale réduit les coûts de production liés aux produits importés, cette baisse se répercute sur les prix de vente et donc sur l'inflation. A noter que les effets se stabilisent après un délai de six ans et trois mois alors que la constante est négative et égale à -6,65. Le long délai de retour à l'équilibre suggère un ajustement long des prix conformément à l'hypothèse d'anticipations adaptatives.

### 3.3.2. Impact des composantes de la politique budgétaire sur l'inflation :

Dans un second temps nous nous intéressons à l'impact des composantes de la politique budgétaire sur l'inflation. Pour cela les dépenses et les recettes totales ont été désagrégée en dépenses courantes et dépenses d'investissement d'un côté, recettes ordinaires et fiscalité des hydrocarbures de l'autre. L'équation (3) peut être réécrite comme suite :

$$d(LDEFPLPIB) = \delta_0 + \delta_1.d(ldeptotr) + \delta_2.d(lrectotr) + \delta_3.d(ldep) + \delta_4.d(ltcer) + \delta_5.d(cibp) + \delta_6.d(lpibhhr) + \delta_7.ldefplpib(-1) + \delta_8.ldeptotr(-1) + \delta_9.lrectotr(-1) + \delta_{10}.ldep(-1) + \delta_{11}.ltcer(-1) + \delta_{12}.lcibp(-1) + \delta_{13}.lpibhhr(-1) + \xi \dots \dots \dots (3')$$

Les résultats de l'estimation sont donnés dans le tableau suivant :

**Tableau 15: Résultats MCE Inflation Eq. 3'**

Dependent Variable: D(LDEFLPIB)  
 Method: Least Squares  
 Date: 31/05/16 Time: 00:54  
 Sample (adjusted): 1970 2014  
 Included observations: 45 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-0.124309	3.482833	-0.035692	0.9718
<b>D(LDPCOUR)</b>	<b>0.194372</b>	<b>0.092565</b>	<b>2.099842</b>	<b>0.0449</b>
<b>D(LDPINVR)</b>	<b>-0.146820</b>	<b>0.045789</b>	<b>-3.206462</b>	<b>0.0033</b>
<b>D(LRECORDR)</b>	<b>-0.244556</b>	<b>0.088495</b>	<b>-2.763512</b>	<b>0.0100</b>
D(LRENTER)	0.046681	0.030091	1.551337	0.1321
D(LDEP)	0.002518	0.037383	0.067368	0.9468
<b>D(LPIBHHR)</b>	<b>-0.623280</b>	<b>0.162398</b>	<b>-3.837978</b>	<b>0.0006</b>
<b>D(LTCER)</b>	<b>-0.316843</b>	<b>0.087724</b>	<b>-3.611815</b>	<b>0.0012</b>
<b>LDEFLPIB(-1)</b>	<b>-0.098618</b>	<b>0.046291</b>	<b>-2.130399</b>	<b>0.0421</b>
LDPCOUR(-1)	0.207861	0.112221	1.852259	0.0746
<b>LDPINVR</b>	<b>0.089121</b>	<b>0.039034</b>	<b>2.283145</b>	<b>0.0302</b>
<b>LRECORDR(-1)</b>	<b>-0.240182</b>	<b>0.085730</b>	<b>-2.801602</b>	<b>0.0091</b>
<b>LRENTER(-1)</b>	<b>0.060139</b>	<b>0.025428</b>	<b>2.365017</b>	<b>0.0252</b>
LDEP(-1)	-0.017888	0.024187	-0.739543	0.4657
LPIBHHR(-1)	-0.046470	0.192791	-0.241040	0.8113
LTCER(-1)	-0.129609	0.072874	-1.778534	0.0862
CIBP(-1)	0.001708	0.001570	1.087593	0.2860
R-squared	0.875337	Meandependent var		0.113037
<b>Adjusted R-squared</b>	<b>0.804102</b>	S.D. dependent var		0.105650
S.E. of regression	0.046761	Akaike info criterion		-3.006432
Sumsquaredresid	0.061225	Schwarz criterion		-2.323915
Log likelihood	84.64473	Hannan-Quinn criter.		-2.751997
F-statistic	12.28790	Durbin-Watson stat		2.556848
<b>Prob(F-statistic)</b>	<b>0.000000</b>			

Source : calculs de l'auteur

Ces résultats sont retranscrits dans l'équation suivante :

$$\begin{aligned}
 \mathbf{D(LDEFLPIB)} = & -0.12 + \mathbf{0.19*D(LDPCOUR)} - \mathbf{0.15*D(LDPINVR)} - \mathbf{0.24*D(LRECORDR)} + \\
 & 0.05*D(LRENTER) + 0.00*D(LDEP) - \mathbf{0.62*D(LPIBHHR)} - \mathbf{0.32*D(LTCER)} - \mathbf{0.10*LDEFLPIB(-1)} \\
 & + 0.21*LDPCOUR(-1) + \mathbf{0.09*LDPINVR} - \mathbf{0.24*LRECORDR(-1)} + \mathbf{0.06*LRENTER(-1)} - \\
 & 0.02*LDEP(-1) - 0.05*LPIBHHR(-1) - 0.13*LTCER(-1) + 0.00*CIBP(-1)
 \end{aligned}$$

A court terme, les dépenses courantes exercent un effet positif sur l'inflation, coefficient +0,19, alors que les dépenses d'investissement et les recettes ordinaires exercent un impact négatif avec respectivement -0,15 et -0,24, ce qui est conforme aux principaux préceptes théoriques. L'impact négatif de la croissance économique et du taux de change est négatif conformément à l'estimation de l'équation précédente.

A long terme, l'impact négatif des recettes ordinaires se maintient avec un coefficient similaire alors que celui des dépenses d'investissement s'inverse et reste relativement faible avec un

coefficient de 0,09. A cela s'ajoute un impact positif sur les prix des recettes des hydrocarbures ce qui est conforme aux effets du syndrome hollandais qui suppose une hausse des prix pouvant évincer les exportations, bien que ce dernier effet n'ait pas été confirmé dans l'étude de la production.

Notons que cette formulation n'accepte pas de constante, sa probabilité étant très élevées, alors que délai de retour à l'équilibre est de 10ans et 3 mois. Ceci suggère un ajustement long des prix conformément à l'hypothèse d'anticipations adaptatives.

A présent que les effets sur la croissance économique et l'inflation sont connus, nous essayons d'analyser dans la section suivante deux canaux de transmission possibles des effets de la politique budgétaire induit par la revue de la littérature présentée dans la section précédente; la consommation des ménages et les investissements privés.

### **3.4. Canaux de transmission de la politique budgétaire :**

L'évaluation de l'impact sur la consommation et les investissements privés permet de connaître les canaux de transmission mais aussi de savoir s'il existe un effet d'éviction, tel que suggéré par les théories d'inspiration néoclassiques. Pour analyser ces effets nous remplaçons successivement la consommation privée réelles « consmr » puis les investissements privés réels « invpr » dans l'équation de production (1').

#### **3.4.1. Impact de la Politique Budgétaire sur la Consommation Privée :**

L'équation de la consommation peut être écrite comme suite :

$$d(LCONSMR) = \alpha_0 + \alpha_1.d(ldeptotr) + \alpha_2.d(lrectotr) + \alpha_3.d(ldep) + \alpha_4.d(ldeflpib) + \alpha_5.d(ltcer) + \alpha_6.d(cibp) + \alpha_7.lpibhr(-1) + \alpha_8.ldeptotr(-1) + \alpha_9.lrectotr(-1) + \alpha_{10}.ldep(-1) + \alpha_{11}.ldeflpib(-1) + \alpha_{12}.ltcer(-1) + \alpha_{13}.cibp(-1) + \xi \dots \dots \dots (5)$$

L'estimation de modèle avec correction d'erreurs donne les résultats suivants :

**Tableau 16: Résultats MCE Canaux de Transmission: Consommation**

Dependent Variable: D(LCONSMR)  
 Method: Least Squares  
 Date: 31/05/16 Time: 02:22  
 Sample (adjusted): 1970 2014  
 Included observations: 45 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	3.095301	3.476917	0.890243	0.3802
<b>D(LDEFLPIB)</b>	<b>0.481864</b>	<b>0.171338</b>	<b>2.812355</b>	<b>0.0085</b>
<b>D(LDEPTOTR)</b>	<b>0.174532</b>	<b>0.080648</b>	<b>2.164130</b>	<b>0.0383</b>
D(LRECTOTR)	0.044935	0.085834	0.523516	0.6043
D(LTCER)	-0.137677	0.110622	-1.244574	0.2226
D(CIBP)	0.001454	0.002121	0.685273	0.4983
D(LDEP)	0.021415	0.037972	0.563951	0.5768
<b>LCONSMR(-1)</b>	<b>-0.442057</b>	<b>0.173921</b>	<b>-2.541707</b>	<b>0.0162</b>
LDEFLPIB(-1)	0.427713	0.220923	1.936031	0.0620
<b>LDEPTOTR(-1)</b>	<b>0.308911</b>	<b>0.075258</b>	<b>4.104709</b>	<b>0.0003</b>
LRECTOTR(-1)	-0.053376	0.066996	-0.796706	0.4317
LTCER(-1)	-0.133113	0.081254	-1.638241	0.1115
CIBP(-1)	0.002788	0.001885	1.479057	0.1492
LDEP(-1)	0.017633	0.020485	0.860800	0.3960
R-squared	0.687512	Meandependent var		0.139136
<b>Adjusted R-squared</b>	<b>0.556468</b>	S.D. dependent var		0.078112
S.E. of regression	0.052021	Akaike info criterion		-2.824797
Sumsquaredresid	0.083891	Schwarz criterion		-2.262725
Log likelihood	77.55794	Hannan-Quinn criter.		-2.615262
F-statistic	5.246444	Durbin-Watson stat		2.145772
<b>Prob(F-statistic)</b>	<b>0.000075</b>			

Source : calculs de l'auteur

$$D(LCONSMR) = 3.09 + 0.48*D(LDEFLPIB) + 0.17*D(LDEPTOTR) + 0.04*D(LRECTOTR) - 0.14*D(LTCER) + 0.00*D(CIBP) + 0.02*D(LDEP) - 0.44*LCONSMR(-1) + 0.43*LDEFLPIB(-1) + 0.31*LDEPTOTR(-1) - 0.05*LRECTOTR(-1) - 0.13*LTCER(-1) + 0.00*CIBP(-1) + 0.02*LDEP(-1)$$

Ainsi, nous pouvons remarquer que les dépenses budgétaires exercent un impact positif à court terme avec un multiplicateur de 0,17 se prolongeant à long terme pour atteindre 0,30. Ce résultat est conforme aux préceptes théoriques d'inspiration keynésienne. Cependant, l'inflation exerce un impact positif sur la consommation réelle ce qui représente un résultat atypique de l'économie algérienne.

En désagrégeant les dépenses et recettes budgétaires totales en leurs composantes nous obtenons les résultats suivants :

**Tableau 17: Résultats MCE Canaux de Transmission: Consommation 2**

Dependent Variable: D(LCONSMR)  
 Method: Least Squares  
 Date: 31/05/16 Time: 02:19  
 Sample (adjusted): 1970 2014  
 Included observations: 45 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.852897	3.445795	0.247518	0.8064
<b>D(LDEFLPIB)</b>	<b>0.362749</b>	<b>0.175961</b>	<b>2.061530</b>	<b>0.0490</b>
<b>D(LDPCOUR)</b>	<b>0.294197</b>	<b>0.088820</b>	<b>3.312290</b>	<b>0.0026</b>
D(LDPINVR)	-0.078168	0.048126	-1.624223	0.1159
D(LRECORDR)	0.122576	0.098010	1.250649	0.2218
D(LRENTER)	0.035003	0.039645	0.882929	0.3851
D(LTCER)	-0.104898	0.101461	-1.033879	0.3104
D(CIBP)	0.000497	0.002121	0.234524	0.8163
D(LDEP)	0.000509	0.036341	0.013997	0.9889
LCONSMR(-1)	-0.317011	0.176787	-1.793181	0.0842
LDEFLPIB(-1)	0.258909	0.219606	1.178968	0.2487
LDPCOUR(-1)	0.205350	0.104687	1.961558	0.0602
<b>LDPINVR(-1)</b>	<b>0.084003</b>	<b>0.038097</b>	<b>2.204990</b>	<b>0.0362</b>
LRECORDR(-1)	-0.022526	0.094842	-0.237508	0.8141
LRENTER(-1)	0.018235	0.028008	0.651057	0.5205
<b>LTCER(-1)</b>	<b>-0.187969</b>	<b>0.074439</b>	<b>-2.525144</b>	<b>0.0177</b>
CIBP(-1)	0.003365	0.001842	1.827030	0.0788
LDEP(-1)	-0.001003	0.021995	-0.045588	0.9640
R-squared	0.788455	Meandependent var		0.139136
<b>Adjusted R-squared</b>	<b>0.655261</b>	S.D. dependent var		0.078112
S.E. of regression	0.045863	Akaike info criterion		-3.037151
Sumsquaredresid	0.056792	Schwarz criterion		-2.314486
Log likelihood	86.33589	Hannan-Quinn criter.		-2.767748
F-statistic	5.919571	Durbin-Watson stat		2.125954
<b>Prob(F-statistic)</b>	<b>0.000024</b>			

Source : calculs de l'auteur

$$\begin{aligned}
 D(LCONSMR) = & 0.85 + 0.36 \cdot D(LDEFLPIB) + 0.29 \cdot D(LDPCOUR) - 0.08 \cdot D(LDPINVR) + \\
 & 0.12 \cdot D(LRECORDR) + 0.04 \cdot D(LRENTER) - 0.10 \cdot D(LTCER) + 0.00 \cdot D(CIBP) + 0.00 \cdot D(LDEP) - \\
 & 0.32 \cdot LCONSMR(-1) + 0.26 \cdot LDEFLPIB(-1) + 0.21 \cdot LDPCOUR(-1) + 0.08 \cdot LDPINVR(-1) - \\
 & 0.02 \cdot LRECORDR(-1) + 0.02 \cdot LRENTER(-1) - 0.19 \cdot LTCER(-1) + 0.00 \cdot CIBP(-1) - 0.00 \cdot LDEP(-1)
 \end{aligned}$$

En décomposant les variables budgétaires, il apparaît clairement que l'effet positif de court terme est principalement dû aux dépenses courantes avec un multiplicateur de 0,29 alors que l'effet de long terme est dû aux dépenses d'investissement dont les effets n'apparaissent qu'après une certaine période du fait de leur délai de réalisation, leur multiplicateur est égale 0,08. Il apparaît aussi un impact négatif du taux de change sur la consommation des ménages ce qui représente un résultat atypique, ce dernier affectant positivement le pouvoir d'achat des ménages.

Notons que les ménages ne réagissent pas ou variation de la dette extérieure ce qui exclue l'existence d'effets de type néoricardienne pour l'économie algérienne.

### 3.4.2. Impact de la Politique Budgétaire sur les Investissements Privés :

Les théories de la croissance endogène, tout comme les théories de l'offre, axent leur analyse principalement sur les effets de la politique budgétaire sur l'investissement privé. Certains économistes comme Aschouer (1989) ou Barro (1990) prennent en considération les externalités positives des investissements publiques sur ces derniers, alors que les théoriciens de l'offre suggèrent une éviction des investissements privés. Ainsi, l'investissement privé est représenté par l'équation suivante :

$$d(LINVPR) = \alpha_0 + \alpha_1.d(ldeptotr) + \alpha_2.d(lrectotr) + \alpha_3.d(ldep) + \alpha_4.d(lpoptv) + \alpha_5.d(ldeflplib) + \alpha_6.d(ltcer) + \alpha_7.d(cibp) + \alpha_8.lplibhr(-1) + \alpha_9.ldeptotr(-1) + \alpha_{10}.lrectotr(-1) + \alpha_{11}.ldep(-1) + \alpha_{12}.lpoptv(-1) + \alpha_{13}.ldeflplib(-1) + \alpha_{14}.ltcer(-1) + \alpha_{15}.cibp(-1) + \xi \dots\dots\dots (6)$$

Nous estimons cette équation avec mécanisme à correction d'erreur par la méthode des moindres carrées ordinaires pour aboutir aux résultats suivants :

**Tableau 18: Résultats MCE Canaux de Transmission: Investissement Privé**

Dependent Variable: D(LINVPR)  
Method: Least Squares  
Date: 31/05/16 Time: 01:58  
Sample (adjusted): 1970 2014  
Included observations: 45 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.483609	5.393223	0.089670	0.9292
D(LDEFPLPIB)	-0.295869	0.464470	-0.637004	0.5291
D(LDEPTOTR)	-0.282449	0.220278	-1.282242	0.2099
D(LRECTOTR)	0.236547	0.192774	1.227071	0.2297
D(LTCER)	-0.381366	0.284817	-1.338988	0.1910
D(CIBP)	0.011238	0.005553	2.023711	0.0523
D(LPOPACTV)	1.255496	0.953306	1.316991	0.1982
D(LDEP)	0.193544	0.091155	2.123235	0.0424
<b>LINVPR(-1)</b>	<b>-0.572946</b>	<b>0.141684</b>	<b>-4.043834</b>	<b>0.0004</b>
<b>LDEFPLPIB(-1)</b>	<b>-0.476366</b>	<b>0.121790</b>	<b>-3.911371</b>	<b>0.0005</b>
LDEPTOTR(-1)	0.054816	0.236979	0.231311	0.8187
LRECTOTR(-1)	-0.026528	0.171662	-0.154537	0.8783
LTCER(-1)	-0.250465	0.205264	-1.220213	0.2322
CIBP(-1)	-0.004503	0.003157	-1.426341	0.1644
<b>LPOPACTV(-1)</b>	<b>1.241687</b>	<b>0.407991</b>	<b>3.043418</b>	<b>0.0049</b>
LDEP(-1)	-0.092803	0.063732	-1.456162	0.1561
R-squared	0.659425	Meandependent var		0.038807
<b>Adjusted R-squared</b>	<b>0.483266</b>	S.D. dependent var		0.169844
S.E. of regression	0.122091	Akaike info criterion		-1.096353
Sumsquaredresid	0.432281	Schwarz criterion		-0.453984
Log likelihood	40.66794	Hannan-Quinn criter.		-0.856884
F-statistic	3.743349	Durbin-Watson stat		2.088431
<b>Prob(F-statistic)</b>	<b>0.001130</b>			

Source : calculs de l'auteur

A partir des résultats, il apparaît que les dépenses et recettes budgétaires n'affectent pas l'investissement privé à court terme comme à long terme. Ce dernier est déterminé à long terme principalement par le capital humain, représenté ici par la population active avec un coefficient de 1,24 et est affecté négativement par les variations des prix. L'impact positif du capital humain dans la production fait globalement l'objet d'un consensus et apparaît clairement dans les théories de la croissance endogène. Aussi, les variations des prix constituent un facteur d'instabilité économique ce qui décourage les investissements.

En désagréant les composantes de la politique budgétaire nous obtenons les résultats suivants :

**Tableau 19: Résultats MCE Canaux de Transmission: Investissement Privé 2**

Dependent Variable: D(LINVPR)  
Method: Least Squares  
Date: 31/05/16 Time: 01:58  
Sample (adjusted): 1970 2014  
Included observations: 45 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-5.627173	6.913262	-0.813968	0.4233
D(LDEFLPIB)	-0.827811	0.537282	-1.540739	0.1359
D(LDPCOUR)	0.144432	0.285950	0.505097	0.6179
<b>D(LDPINVR)</b>	<b>-0.296348</b>	<b>0.132845</b>	<b>-2.230785</b>	<b>0.0349</b>
D(LRECORDR)	0.226918	0.270781	0.838015	0.4100
D(LRENTER)	0.034631	0.103376	0.335001	0.7404
D(LTCER)	-0.625109	0.309682	-2.018551	0.0544
D(CIBP)	0.004746	0.006218	0.763336	0.4524
D(LPOACTV)	1.219824	1.079989	1.129478	0.2694
D(LDEP)	0.112599	0.101965	1.104293	0.2800
<b>LINVPR(-1)</b>	<b>-0.394215</b>	<b>0.158359</b>	<b>-2.489382</b>	<b>0.0198</b>
<b>LDEFLPIB(-1)</b>	<b>-0.478158</b>	<b>0.154433</b>	<b>-3.096208</b>	<b>0.0048</b>
LDPCOUR(-1)	0.317120	0.343984	0.921902	0.3654
LDPINVR(-1)	-0.034072	0.117800	-0.289237	0.7748
LRECORDR(-1)	0.002512	0.266014	0.009444	0.9925
LRENTER(-1)	0.124280	0.091208	1.362597	0.1852
LTCER(-1)	-0.412974	0.224929	-1.836018	0.0783
CIBP(-1)	-0.000498	0.004514	-0.110315	0.9130
LPOACTV(-1)	0.783967	0.443982	1.765763	0.0896
LDEP(-1)	-0.096986	0.070845	-1.368992	0.1832
R-squared	0.696750	Meandependent var		0.038807
<b>Adjusted R-squared</b>	<b>0.466280</b>	S.D. dependent var		0.169844
S.E. of regression	0.124082	Akaike info criterion		-1.034652
Sumsquaredresid	0.384906	Schwarz criterion		-0.231691
Log likelihood	43.27967	Hannan-Quinn criter.		-0.735316
F-statistic	3.023172	Durbin-Watson stat		2.012697
<b>Prob(F-statistic)</b>	<b>0.005215</b>			

A partir des résultats de l'estimation nous pouvons remarquer que les investissements publics évincent fortement les investissements privés à court terme avec un coefficient négatif de -0,29 à court terme. Ce résultat va à l'encontre des théories de la croissance basées sur les externalités

---

positives des investissements publics, principalement Barro (1990) & Achauer (1989), et suggère une substituabilité entre les deux types d'investissement telle que suggérée par les théories des néoclassiques.

---

## Conclusion

Dans une perspective de court terme, les effets de la politique budgétaire divergent d'un courant théorique à un autre.

Dans la théorie keynésienne initiale, les autorités budgétaires peuvent stimuler la croissance économique en augmentant la demande effective. Cette augmentation provoque aussi une hausse des prix qui réduit les salaires réels et les taux d'intérêt réels, alors que les taux d'intérêts nominaux augmentent, stimulant encore plus la croissance. Ce mécanisme est formalisé par le modèle de Hicks-Hansen et élargi par le modèle MPS de Modigliani, intégrant notamment un effet de richesse positif découlant de l'émission de titres publics pour financer l'expansion budgétaire et un effet de richesse négatif découlant de la hausse des prix.

En économie ouverte suivant le modèle de Mundell-Fleming, les effets d'une politique budgétaire temporaire sont réduits en change flexible du fait des variations du taux de change, alors qu'elle est très efficace en change fixes permettant de réduire les effets d'éviction Hicksien. Cependant, une politique budgétaire permanente est neutre en change flexible puisqu'elle modifie les anticipations des agents économiques concernant le taux de change.

Par contre, les économistes néoclassiques insistent sur les effets d'éviction. Directement à travers l'anticipation de substitution des dépenses budgétaires, investissement notamment, aux dépenses privées ou indirectement puisqu'une baisse de l'épargne publique doit être compensée par une baisse du solde extérieur ou d'épargne privé, évinçant les exportations ou les investissements privés.

Finalement, dans une perspective néoricardienne, la politique budgétaire est neutre. Lorsque les autorités budgétaires augmentent leurs dépenses budgétaires, les agents économiques anticipent des hausses futures des prélèvements, quel que soit le mode de financement, et ne modifient donc pas leur comportement laissant la demande effective inchangée.

Dans une perspective de long terme, les différentes théories étudiées insistent sur les effets sur l'offre à travers les nouveaux modèles néoclassiques et leurs extensions keynésiennes.

D'abord, l'économie de l'offre « *supply siders* » principalement axée sur les prélèvements fiscaux, suppose un impact positif keynésien à court terme alors que l'effet de long terme passe par l'augmentation des profits provoquant des incitations positives pour les investissements privés. Cependant, les enseignements de la courbe de Laffer suggèrent que cet effet n'est pas

---

infini est qu'il existe un taux de fiscalité optimal en dessous duquel les incitations deviennent négatives, dans ce cas une hausse des impôts aurait des effets positifs.

Concernant les théories de la croissance exogènes, la politique budgétaire ne peut affecter la croissance économique de long terme que par des politiques structurelles modifiant la structure du marché ou favorisant les profits au détriment des salaires. Cependant, certaines théories, notamment Kaldor puis Cass et Koopmans, endogénéise le taux d'épargne dans le modèle de Solow et Swan. Ceci permet à la politique budgétaire d'agir temporairement sur la croissance économique durant la dynamique transitoire.

Par contre les modèles de croissance endogène supposent une croissance auto-entretenu du fait des rendements constants tant que l'investissement est supérieur à l'amortissement de ce dernier. Ces modèles sont élargis par Aschauer et Barro, en distinguant entre capital public et privé, alors la politique budgétaire peut agir sur la croissance économique de long terme à travers les investissements publics. Ces derniers supposent même une relation positive entre impôts et croissance du fait qu'ils permettent de réaliser plus d'investissements publics.

En prenant en considération les effets sur l'offre et la demande, dans une perspective d'offre agrégée et de demande agrégée, la politique budgétaire exerce d'abord un impact positif passant par ses effets sur la demande. Cet effet est suivi d'un effet négatif sur l'offre découlant de l'ajustement des prix aux anticipations pour que l'économie revienne à son équilibre initial. La durée des effets de la politique budgétaire dépendant de la durée d'ajustement des prix.

Finalement, la théorie des cycles réels aboutit à une économie toujours dans une situation d'équilibre stable ne laissant aucune utilité à une politique budgétaire conjoncturelle. Cependant, cette théorie a été élargie par les nouveaux keynésiens en intégrant des imperfections au modèle précédent de même qu'un ajustement graduel des prix et des salaires. Ces apports aboutissent à un impact transitoire de la politique budgétaire sur l'inflation et la croissance, cependant ces deux derniers reviennent à leur niveau initial dès que les prix s'ajustent.

Le bilan des études empiriques diverge selon le courant théorique, les méthodes utilisées ainsi que les hypothèses de base. Dans les modèles d'inspiration keynésienne, l'impact est positif et persistant sur l'inflation et la croissance alors que les études des nouveaux keynésiens supposent que cet impact est transitoire. Par contre les études d'inspiration néoclassique principalement par des DGSE aboutissent à de faibles effets, même négatifs, de la politique budgétaire.

---

A partir de la revue de la littérature théorique et empirique, un modèle de la Banque Mondiale partant d'une fonction de production a été adapté à l'économie algérienne dans cette étude. Les différentes études préliminaires, toutes les variables étant intégrées d'ordre 1 et cointégrées, nous renvoient à l'utilisation d'une méthode d'estimation à correction d'erreur, cette dernière permet en outre de déceler les effets de court et de long terme.

Les estimations sont réalisées sur les données de l'économie algérienne entre 1970 et 2014. Le PIB hors hydrocarbures et le déflateur du PIB sont utilisés comme variables endogènes. Alors que pour les variables exogènes, les dépenses et recettes budgétaires ainsi que la dette publique sont utilisés comme variables budgétaires de même que la population active, le taux de change réel et les crédits à l'économie. A ceux-là s'ajoute le déflateur du PIB pour l'équation de croissance ainsi que le PIBHH réel pour l'équation de l'inflation pour mesurer son effet.

Les résultats des estimations démontrent un impact positif mais faible des dépenses budgétaires sur la croissance économique à court comme à long terme, ce qui est conforme aux hypothèses des théories des nouveaux keynésiens, notamment Cwik & Al. (2010). Cependant, les dépenses et recettes budgétaires n'exercent aucun impact significatif sur l'évolution des prix.

Les résultats découlant de la désagrégation des composantes de la politique budgétaire démontrent que l'impact des dépenses budgétaires sur la croissance économique découle principalement des effets positifs des dépenses courantes à court comme à long terme sur la croissance économique. Alors que les dépenses d'investissement public n'ont aucun impact significatif, ce qui est contraire aux prédictions des nouvelles théories de la croissance concernant le capital public et représente un impact atypique de l'économie algérienne.

L'effet initialement neutre de la politique budgétaire sur l'inflation est expliqué par les effets contradictoires de ses composantes sur cette dernière. Ainsi, les dépenses courantes exercent un impact positif à court terme sur l'inflation alors que les dépenses d'investissement et les taxes ordinaires exercent un impact négatif, leurs effets s'annulant mutuellement. Cependant à long terme les dépenses d'investissement induisent une plus grande inflation alors que l'impact négatif des recettes fiscales se prolonge dans le temps. A noter un faible impact positif des recettes des hydrocarbures sur l'inflation, à long terme seulement.

Concernant les canaux de transmission étudiés, à savoir la consommation des ménages et les investissements privés, les résultats sont conformes aux préceptes théoriques. L'impact positif des dépenses courantes sur la croissance économique et l'inflation passe par un effet positif sur

---

la consommation des ménages, notamment à court terme. Cependant, malgré l'absence d'un impact significatif sur la croissance, les investissements publics exercent un impact négatif sur les investissements privés confirmant l'hypothèse de substituabilité de ces deux derniers avancée par les néoclassiques, notamment Sam Peltz (1973) et Willem Buiter (1990).

Ainsi, la politique budgétaire ne peut stimuler la croissance économique en Algérie qu'à travers les dépenses courantes, alors que les instruments passant par les investissements publics ou les prélèvements fiscaux sont inefficaces. Cependant, ce genre de politique induit une certaine inflation à court terme. Aussi, les investissements publics n'exerce aucun impact positif sur la croissance économique allant même jusqu'à freiner cette dernière par un effet d'éviction important sur les investissements privés, ce qui est à priori dû à la qualité des investissements publics réalisés.

---

## Conclusion Générale :

Pour l'atteinte de l'objectif final de cette étude, à savoir l'évaluation de l'impact des composantes de la politique budgétaire sur l'inflation et la croissance, il a été nécessaire d'abord d'identifier ces composantes et leur évolution ainsi que les circonstances économiques prévalant durant chaque période, de même que la politique budgétaire dans laquelle ils s'inscrivent. Ensuite, certains déterminants de la politique budgétaire qui définissent son orientation peuvent influencer sur la force de son impact d'où l'intérêt d'étudier l'orientation et le caractère cyclique de la politique budgétaire.

Finalement, une analyse des différents apports théoriques et empiriques sur l'impact de la politique budgétaire et ses composantes, permet la construction d'un modèle empirique adapté à l'économie algérienne. Les résultats de ce dernier peuvent s'expliquer à travers les deux étapes précédentes.

Ainsi, au cours du premier chapitre nous avons abordé la conduite de la politique budgétaire en Algérie pour répondre à la première question secondaire de notre étude, ainsi ;

Entre 1967 et 1979 les autorités budgétaires ont mis en place trois plans d'investissement public suivis de deux années hors plan. Ces plans ont accordé une importance particulière au secteur de l'industrie au détriment des secteurs sociaux et de l'agriculture. D'ailleurs, les investissements publics ont été multipliés par dix durant cette période du fait d'une conjoncture favorable et des prévisions optimistes des cours des hydrocarbures suite à leur nationalisation.

Cependant, les fortes fluctuations des prix du pétrole ont provoqué un déficit budgétaire important, en dépit d'une monétisation importante des déficits provoquant une forte inflation en fin de période. D'ailleurs, ces financements ont permis de réaliser les objectifs en termes d'investissement public et de croissance économique. Ces résultats attestent d'une certaine efficacité de la politique budgétaire durant cette période.

Entre 1980 et 1989 deux plans quinquennaux ont été mis en place devant limiter la monétisation et l'endettement extérieur. Cette période est aussi marquée par une réorientation des investissements publics vers les secteurs sociaux au détriment de l'industrie, par rapport à la première période. Cependant, malgré des ambitions importantes concernant les investissements, seule la moitié de ces derniers a pu être réalisée.

---

Ainsi, les résultats en termes de croissance ont été largement inférieurs aux objectifs fixés. Aussi, les objectifs en termes de limitation de la dette extérieure et de la monétisation n'ont pas pu être atteints provoquant une inflation importante. Ceci démontre une faible efficacité de la politique budgétaire durant cette période.

La dernière période entre 1990 et 2014 a d'abord été marquée par une politique d'austérité budgétaire, entre 1990 et 2000, caractérisée par un gel des dépenses courantes en salaire et subventions et une baisse importante des dépenses en investissement pour permettre un retour de la dette vers un sentier soutenable. Bien que les objectifs de stabilité macroéconomique aient été atteints avec une inflation maîtrisée et un niveau d'endettement soutenable et en baisse, les objectifs en termes de croissance et d'emploi ont été largement inférieurs aux objectifs fixés.

D'ailleurs, ce résultat a conduit au lancement de plusieurs programmes de relance budgétaire par la demande à partir de 2001 axés principalement sur les secteurs sociaux. Ces différents plans ne fixent pas des objectifs quantitatifs clairs mais ont permis de réaliser une croissance stable et un niveau d'inflation faible. Ainsi, la politique budgétaire a été globalement efficace dans l'atteinte de ses objectifs durant cette période.

Dans le second chapitre nous avons étudié les déterminants de la politique budgétaire et aboutit aux résultats suivants ;

L'étude de la conduite de la politique budgétaire laisse suggérer une domination de cette dernière sur la majeure part de l'étude à l'exception de la période d'ajustement structurel. En nous situant dans une analyse stratégique de la relation entre politique budgétaire et monétaire et en étudiant la conduite de cette dernière, ces observations sont confirmées. La politique monétaire étant passive avant 1990 du fait du système de planification ainsi qu'à partir de 2001 du fait de l'excès de liquidité.

Ainsi, l'étude empirique des déterminants de la politique budgétaire démontre une forte procyclicité de cette dernière ainsi qu'une faible réactivité aux variations des recettes des hydrocarbures. Démontrant que les fluctuations de ces dernières ne sont pas totalement répercutées sur la conduite de la politique budgétaire. Ces résultats sont confirmés notamment pour les dépenses d'investissement public alors que les dépenses courantes sont pro-cycliques mais ne réagissent pas aux variations de la rente des hydrocarbures.

Ceci est conforme aux théories sur la cyclicité dans les pays exportateurs de matières premières, ces derniers répercutant globalement l'évolution de la rente sur les investissements publics. Cette

---

procyclicité laisse suggérer un faible impact de la politique budgétaire sur la croissance, les théories supportant un impact positif de cette dernière étant principalement fondées sur des politiques contra-cycliques.

Les estimations démontent aussi une absence de contrainte de soutenabilité pour la politique budgétaire en Algérie. Cette dernière ne réagissant pas au niveau de la dette extérieure. Ceci confirme les résultats initiaux de domination de la politique budgétaire obtenus à partir de l'analyse stratégique du *policy-mix*.

Finalement, dans le troisième chapitre nous avons étudiés théoriquement puis empiriquement l'impact des composantes de la politique budgétaire sur l'inflation et la croissance.

Il ressort des débats théoriques suivant une approche par la demande que les tenants du courant keynésiens supposent un fort impact positif de la politique budgétaire sur l'inflation et la croissance. Cet impact est faible selon les néoclassiques qui introduisent les effets d'évictions par les taux d'intérêts, les prix ou le taux de change. Cependant, en change fixe l'effet de la politique budgétaire est maximal. Aussi, la théorie néoricardienne suppose une neutralité de la politique budgétaire en se basant sur des anticipations rationnelles négatives des agents suite à un choc positif de politique budgétaire.

Ce débat s'élargit au long terme par l'émergence des théories de la croissance. Ces dernières supposent globalement une croissance auto-entretenu dans ses modèles endogènes alors que dans les modèles exogènes la politique budgétaire ne peut agir que durant la dynamique transitoire en modifiant le taux d'épargne. Cependant, les théories de croissance endogènes ont été élargies par les économistes keynésiens en faisant dépendre la croissance économique du capital public, dont l'investissement public, en plus du capital privé.

Dans un autre sens, les modèles d'offre et de demande agrégée supposent un impact positif de la politique budgétaire sur la croissance qui s'inverse et devient négatif dès que le niveau des prix augmente. Aussi, les théories des cycles réels ne laissent aucune utilité aux politiques budgétaires dans leur version originale. Cependant, les apports des nouveaux keynésiens à ces dernières en intégrant des rigidités des salaires et des prix, suggèrent un impact positif des politiques budgétaires qui se résorbe dès que les prix s'ajustent.

Par ailleurs des études empiriques axées sur les composantes de la politique budgétaire, distinguent un impact négatif des dépenses publiques courantes sur la croissance économiques, alors que les dépenses d'investissement exercent un impact positif. Cependant, les prélèvements

---

fiscaux et l'endettement exercent un impact négatif annulent cette impact positif. Ces effets passent principalement par la consommation et l'investissement privé.

A partir de la revue de la littérature théorique et empirique, nous avons élaboré un modèle pour l'économie algérienne suivant une version de la Banque Mondiale adaptée aux pays en développement partant d'une fonction de production. Les différentes études préliminaires aboutissent à une méthode d'estimation à correction d'erreur, cette dernière permettant en outre de déceler les effets de court et de long terme.

Ainsi, les résultats des estimations démontrent un impact positif mais faible des dépenses budgétaires sur la croissance économique à court comme à long terme. L'impact positif est conforme aux hypothèses des théories des keynésiens et nouveaux keynésiens, notamment Cwik & Al. (2010). Alors que le faible multiplicateur peut s'expliquer par la forte pro-cyclicité de la politique budgétaire étudiée dans le second chapitre. Cependant, les dépenses et recettes budgétaires n'exercent aucun impact significatif sur l'évolution des prix. En ce sens, la première hypothèse de cette thèse est partiellement vérifiée.

Aussi, en termes de composantes, les dépenses courantes constituent le principal instrument pour stimuler la croissance économique à court comme à long terme. Cependant l'impact positif des dépenses courantes conforte la conduite d'une politique de demande en Algérie, notamment durant les dernières années de l'étude. Alors que les dépenses d'investissement public n'ont aucun impact significatif sur la croissance économique. Ce résultat est atypique de l'économie algérienne et est contraire aux théories sur le capital public découlant des théories de la croissance. A noter que le délai de retour à l'équilibre après un choc sur la croissance est de seulement 18 mois.

L'effet initialement neutre de la politique budgétaire sur l'inflation est expliqué par les effets contradictoires de ses composantes sur cette dernière. Ainsi, les dépenses courantes exercent un impact positif à court terme sur l'inflation alors que les dépenses d'investissement et les taxes ordinaires exercent un impact négatif, leurs effets s'annulant mutuellement. Cependant à long terme les dépenses d'investissement induisent une plus grande inflation, ce qui est un résultat atypique, alors que l'impact négatif des recettes fiscales se prolonge dans le temps. Soulignons un faible impact positif des recettes des hydrocarbures sur l'inflation à long terme seulement. A noter que les effets sur les prix ne se stabilisent qu'après 11 années.

---

Ainsi, nous pouvons conclure à une confirmation de la seconde hypothèse posée dans cette thèse alors que la troisième hypothèse n'est pas confirmée par les résultats obtenus.

Pour conforter les résultats, une étude des canaux de transmission de l'impact de la politique budgétaire a été réalisée. En ce sens, et conformément aux préceptes théoriques d'inspiration keynésienne, l'impact positif des dépenses courantes sur l'inflation et la croissance passe principalement par la stimulation de la consommation des ménages. Cependant, malgré l'absence d'un impact significatif sur la croissance, les investissements publics exercent un impact négatif sur les investissements privés confirmant l'hypothèse de substituabilité de ces deux derniers avancée par les néoclassiques, notamment Sam Peltz (1973) et Willem Buiter (1990). Ce résultat est aussi conforme à celui obtenu par Cogan & Al. (2010) dans une perspective des nouveaux keynésiens.

Ainsi, la politique budgétaire ne peut affecter la croissance économique en Algérie qu'à travers les dépenses courantes, alors que les instruments passant par les investissements publics ou les prélèvements fiscaux sont inefficaces. Cependant, ce genre de politique induit une certaine inflation à court terme. Aussi, les investissements publics n'exerce aucun impact positif sur la croissance économique allant même jusqu'à freiner cette dernière par un effet d'éviction important sur les investissements privés.

Pour conclure, cette étude nous permet de juger de l'impact de la politique budgétaire conduite en Algérie durant la période de l'étude, globalement positif. Cependant, cet impact est à relativisé eu égard à ses canaux de transmission, privilégiant la consommation au détriment de l'investissement alors que la première induit une hausse continue des importations. Cette politique budgétaire n'a pu être maintenue globalement que grâce à des cours accommodants des hydrocarbures alors que les investissements réalisés semblent plus conformes aux éléphants blancs qu'à des investissements permettant une croissance de long terme.

Par ailleurs, cette étude nous ouvre la perspective d'étudier l'impact simultané des politiques budgétaires et monétaires sur ces deux dernières en intégrant leurs interactions mutuelles. Aussi, un élargissement du cadre géographique de l'étude à des pays similaires pourrait permettre une généralisation des résultats obtenus.

Notons, que l'absence de données en plus grande fréquence concernant la politique budgétaire nuit à la conduite d'études empiriques sur la question et auraient permis d'avoir de meilleurs précisions quant aux délais de réaction.

---

## Liste des Tableaux :

Tableau 1: Objectifs et Réalisation de la Politique Budgétaire (1967 – 1979) .....	28
Tableau 2: Objectifs et Résultats (1980-89).....	46
Tableau 3: Objectifs et Résultats (1994-2001).....	63
Tableau 4: Variations de la production et variables budgétaires.....	128
Tableau 5: Tests de Stationnarité, fonction de réaction de la politique budgétaire.....	131
Tableau 6: Test de Corrélacion: Cyclicité.....	131
Tableau 7: Résultats Estimation Fonction de Réaction Budgétaire 1 .....	132
Tableau 8: Résultats Estimation Fonction de Réaction Budgétaire 2 .....	134
Tableau 9: Résultats Estimation Fonction de Réaction Budgétaire 3 .....	135
Tableau 10: Corrélacion et Causalité.....	186
Tableau 11: Test de Stationnarité et Ordre d'Intégracion .....	187
Tableau 12: Résultats MCE Croissance Eq. 1' .....	188
Tableau 13: Résultats MCE Croissance Eq. 2.....	191
Tableau 14: Résultats MCE Infacion Eq. 3 .....	194
Tableau 15: Résultats MCE Infacion Eq. 3' .....	196
Tableau 16: Résultats MCE Canaux de Transmission: Consommacion .....	198
Tableau 17: Résultats MCE Canaux de Transmission: Consommacion 2 .....	199
Tableau 18: Résultats MCE Canaux de Transmission: Investissement Privé .....	200
Tableau 19: Résultats MCE Canaux de Transmission: Investissement Privé 2.....	201

---

## Liste des Figures :

Figure 1: Répartition sectorielle des Investissements Publics Planifiés (1967-69) .....	8
Figure 2: Répartition sectorielle des Investissements Publics Planifiés (1967-69) .....	9
Figure 3: Répartition des Investissements Planifiés (1970-73).....	12
Figure 4: Répartition des Investissements Réalisés (1970-73).....	13
Figure 5: Evolution des dépenses de courantes (1970-73).....	14
Figure 6: Répartition des Investissements Publics Planifiés (1974-77) .....	18
Figure 7: Croissance annuelle anticipée par secteur d'activité (1974-77) .....	19
Figure 8: Evolution des dépenses courantes (1974-77).....	21
Figure 9: Financement Interne du Déficit Budgétaire (1974-77).....	23
Figure 10: Répartition des investissements publics réalisés (1978-79).....	25
Figure 11: Sources de Financement du Déficit Budgétaire (1978-79).....	26
Figure 12: Investissements Publics Planifiés (1980-84) .....	32
Figure 13: Répartition Sectorielle des Investissements Publics Planifiés (1970-84).....	33
Figure 14: Croissance des Composantes du PIB ; Prévisions et Réalisations (1980-84).....	35
Figure 15: Croissance par Secteur d'Activité (1980-84) .....	36
Figure 16: Répartition Sectorielle des Investissements Publics Réalisés (1980-84).....	37
Figure 17: Evolution des Dépenses Courantes (1980-84).....	38
Figure 18: Evolution des Recettes Budgétaires (1980-84).....	39
Figure 19: Structure du Financement du Déficit Budgétaire (1980-84).....	40
Figure 20: Structure des Investissements Publics Planifiés (1985-89) .....	43
Figure 21: Répartition Sectorielle des Investissements Planifiés (1985-89).....	44
Figure 22: Répartition Temporelle des Investissements Planifiés (1985-89) .....	44
Figure 23: Répartition des Dépenses Budgétaires (1985-89).....	46
Figure 24: Evolution des Recettes Budgétaires (1985-89).....	47
Figure 25: Evolution des Dépenses Budgétaires (1990-93).....	54
Figure 26: Evolution des Recettes Budgétaires (1990-93).....	55
Figure 27: Evolution des Investissements Publics (1994-2000). .....	63
Figure 28: Evolution des Dépenses Courantes (1994-2000).....	64
Figure 29: Evolution des Recettes Budgétaires (1994-2000)S.....	65
Figure 30: Répartition Temporelle des Investissement du PSRE (2001-2004) .....	68
Figure 31: Croissance et Inflation (2000 - 2014) .....	70
Figure 32: Evolution des Dépenses Budgétaires (2001-2014).....	71
Figure 33: Evolution des Recettes Budgétaires (2001-2014).....	72
Figure 34: Indicateurs de la Dette en Algérie (1970-2014).....	85
Figure 35: Dette Publique Extérieure et Inflation (1970-2014) .....	95
Figure 36: Evolution du Réescompte en Algérie (1993-2002) .....	96
Figure 37: Objectif et Taux Effectif de l'Inflation en Algérie (2002-2013) .....	97
Figure 38: Cyclicité de la Politique Budgétaire .....	120
Figure 39: Effet d'annonce et politique budgétaire .....	147
Figure 40: Production Globale et Croissance Economique en Algérie (1970-2014).....	183
Figure 41: Diagramme de dispersion du PIBHHR avec les variables budgétaires .....	185
Figure 42: Test de Stabilité (Cusum Squares).....	189
Figure 43: Variation du PIBHHR réel et PIBHHR estimé (1970 – 2014) .....	189

---

Figure 44: Test de Stabilité 2 .....	192
Figure 45: Inflation réelle et Inflation estimée .....	194

---

## Bibliographie :

### Articles:

- Aghion Philippe (2007), "Croissance et Finance", Revue de l'OFCE, n°102.
- Aghion Philippe & Kharroubi Enisse (2008), "Cyclical Macro Policy and Industry Growth: the effect of counter-cyclical fiscal policy", In the Causes and Consequences of Structural Reforms, FMI, Février 2008.
- Aghion P., Angeletos G.M., Banerjee A. & Manova K. (2010), "Volatility and Growth: Credit Constraints and the Composition of Investment", Journal of Monetary Economics, Vol. 57, February 2010.
- Agnello Luca & Cimadomo Jacopo (2012), "Discretionary Fiscal Policies over the Cycle : New Evidence based on the ESCB Disaggregated Approach", International Journal of Central Banking, Vol. 82, Juin 2012.
- Akboul Naima & Ragbi Bouameur (2015), "Evaluation de l'Orientation Budgétaire au Maroc", in Politique Budgétaire et Activité Economique au Maroc, Ouvrage Collectif, Rabat (Maroc).
- Akerman Johan (1952), "Cycles et Structure », Revue économique, Vol. 3, n°1.
- Akitoby B., Clement B., Gupta S. & Inchauste G. (2004), "The cyclical and long term behavior of government expenditures in development countries", IMF Working Paper, N°04/02.
- Alesina Alberto & Perotti Roberto (1995), "Fiscal Expansion and Fiscal Adjustments in OECD countries", Economic Policy, n°21, 1995.
- Alesina Alberto & Perotti Roberto (1996), "Fiscal Adjustments in OECD Countries: Composition and Macroeconomic Effects", NBER Working Papers, n°5730.
- Alesina Alberto & Ardagna Silvia (1998), "Tales of fiscal adjustment", Economic Policy, Vol. 13, n°27.
- Alesina Alberto, Ardagna Silvia, Perotti Roberto & Schiantarelli Fabio (2002), "Fiscal Policy, Profits and Investment", American Economic Review, Vol. 32, n°3.
- Alesina Alberto, Campante Filipe R. & Tabellini Guido (2008), "Why is Fiscal Policy Often Procyclical?", Journal of the European Economic Association, Vol.6, n°5.
- Arezki Rabah & Ismail Kareem (2010), "Boom-Bust Cycle, Asymmetrical Fiscal Response and the Dutch Disease", IMF Working paper, WP10/94, April 2010.
- Artus Patrick (1989), "Efficacité et limites de l'emploi de la politique budgétaire", Revue Française d'Economie, n°4-1989.
- Arvisenet Philippe (1984), "une courbe de Laffer pour la France", Chroniques d'Actualité de la SEDEIS, Vol. 31, n°8, Aout 1984.
- Aschauer David (1989), "Is Public Expenditures Productive?", Journal of Monetary Economics, Vol. 23, Mars 1989.
- Auerbasch Alan J. (2009), "Implementing the New Fiscal Policy Activism", American Economic Review, Vol. 99, n°2, 543-549.

- 
- Baddi Hichem (2015), "La réaction de la politique budgétaire au cycle économique au Maroc", in *Politique Budgétaire et Activité Economique au Maroc*, Ouvrage Collectif, Rabat (Maroc).
  - Barro Robert (1974), "Are Government Bonds Net Wealth ?", *The Journal of Political Economy*, Vol. 82, n°6, Novembre-Décembre 1974.
  - Barro Rober J. (1979), "On the Determination of the Public Debt", *Journal of Political Economy*, Vol. 87, n°5.
  - Barro Robert (1990), "Government Spending in a Simple Model of Endogeneous Growth", *The Journal of Political Economy*, Vol. 98, n°5.
  - Barro Robert (1991), "Economic Growth in a Cross Section of Countries", *Quarterly Journal of Economics*, Vol.106, n°2, May 1991.
  - Baumer Helen (1982), "L'effet d'éviction des emprunts d'état sur les marchés financiers", *Problèmes Economiques*, 1<sup>er</sup> Décembre 1982.
  - Beetsma R. & Giuliodori M. (2008) "Fiscal adjustment to cyclical development in the OECD; an empirical analysis based on real time data", *CEPR Discussion Paper*, n°6692.
  - Bernheim Douglas (1989), "A Neoclassical Perspective on Budget Deficits", *Journal of Economic Perspectives*, Vol.3, n°2, Printemps 1989.
  - Blanchard Olivier & Perotti Roberto (2002), "An Empirical Characterization of the Dynamic Effects of Change in Government Spending and Taxes on Output", *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 117, n°4.
  - Blinder Alan S. & Solow Robert M. (1972), "Does Fiscal Policy Matters?", *Research Memorandum*, n°144, August 1972.
  - Bogdan Dima, Moldovan Nicoleta, Oana Lobont (2010), "Correlation Between Electoral Cycle and Fiscal Policy Decisions in Romania", *EuroEconomica*, Vol.24, n°1.
  - Boskin Michael (1988), "Consumption, Savings and Fiscal Policy", *American Economic Review*, Vol.78, n°2, pp401-407, Mai 1988, États-Unis.
  - Bouthevillain Carine & Garcia Sophie (2000), "Limites des méthodes d'évaluation et pertinence du concept de déficit public structurel", *Revue Française d'Economie*, Vol. 15, N°1.
  - Bouyacoub Ahmed (1997), "L'économie algérienne et le programme d'ajustement structurel", *Confluences*, Printemps 1997.
  - Burns Arthur F. & Mitchell Wesley C. (1946), "Measuring Business Cycles", *NBER working papers*, New York.
  - Calvo G.A. & Reinhart C.M. (2000), "Fear of Floating", *NBER Working Paper*, n°7993
  - Cooley Thomas F., Hansen Gary D. & Prescott Edward C. (Juin 1995), "Equilibrium business cycles with idle and variable capacity utilization", *Economic Theory*, Vol. 6, N°1, Springer.
  - Cour Philipine & Pisani-Ferry Jean (1995), "Combien coûte un redressement budgétaire ? une comparaison internationale", *La Lettre du CEPII*, Octobre 1995.
  - Creel Jerome & Sterdyniak Henri (1995), "Les déficits publics en Europe : causes, conséquences ou remède à la crise ?", *Revue de l'ODCE*, n°54, Juillet 1995.

- 
- Creel Jerome & Sterdyniak Henri (2001), "La Théorie Budgétaire du Niveau des Prix : un Bilan Critique", *Revue d'économie Politique*, Vol. 111.
  - Cwik Tobias, Cogan John F., Taylor John B. & Wieland Volker (2010), "New Keynesian vs Old Keynesian Government Spending Multipliers", *Journal of Economic Dynamic and Control*, vol. 34.
  - Debrun Xavier & Kumar M. S. (2007) "The discipline enhancing role of fiscal institutions: Theory and empirical evidence", *IMF Working Papers*, n°07-171, Juillet 2007.
  - Debrun Xavier & Kapoor Radhicka (2010), "Fiscal Policy and Macroeconomic Stability : Automatic Stabilizers Works, Always and Everywhere", *IMF Working Paper*, wp10111, May 2010.
  - Diamond Peter (1965), "National Debt in a Neoclassical Growth Model", *American Economic Review*, Vol. 55.
  - Easterly William & Rebelo Sergio (1993), "Fiscal Policy and Economic Growth; an empirical investigation", *Journal of Monetary Economics*, Vol.32.
  - Easterly William (Mars 2003), "National Policies and Economic Growth: A Reappraisal, *Handbook of Economic Growth*", Center for Global development, New York University (États-Unis).
  - Egert Balazs. (2010), "Fiscal Policy Reaction to the Cycle in the OECD: Pro or Counter-cyclical?", *OECD Economics Department Working Papers*, n°763, Paris.
  - Eisner Robert (1993), "Sense and Nonsense about Budget Deficits", *Harvard Business Review*, Mai/Juin 1993.
  - Eisner Robert & Sang-In Hwang (1993), "Self-Correcting Real Deficits: a new lesson in functional finance", in *The Political Economic of Public Debt*, éd. Varbon & Van Winden.
  - Fatas Antonio & Mihov Ilian (2001), "The Effects of Fiscal Policy on Consumption and Employment: Theory and Evidence", *CEPR Discussion Papers*, n°2760.
  - Fatas Antonio & Mihov Ilian (2003), "The Case for Restricting Fiscal Policy Discretion", *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 118, n°4.
  - Fiorito Ricardo & Kollintzas Tryphon (1994), "Stylized facts of business cycles in the G7 from a real business cycles perspective", *European Economic Review*, N°38, Hollande du Nord (Pays-Bas).
  - Fischer Stanley (1993), "The role of macroeconomic factors in growth", *Journal of Monetary Economics*, Vol.32, n°3.
  - Frankel Jacob A. & Mussa Michael L. (1982), "Politique Monétaire et Politique Budgétaire en Economie Ouverte", *Problèmes Economiques*, n°1797, 10 Novembre 1982.
  - Frankel Jeffrey Alan, Vegh Carlos & Vuletin Guillermo (2011), "On Graduation from Fiscal Procyclicality", *NBER Working Papers*, n°17619.
  - Friedman Milton (1953), "Essays in Positive Economics", University of Chicago Press.
  - Friedman Milton (1970), "A Theoretical Framework for Monetary Analysis", *The Journal of Political Economy*, Vol.78, n°2, Mars-Avril 1970.
  - Gali Jordi (1990), "Finite Horizon, Life Cycle Saving and the Time Series Evidence on Consumption", *Journal of Monetary Economics*, Vol. 90.

- 
- Gali Jordi (Avril 2005), "Modern perspectives on fiscal stabilization policies", CESifo Economic Studies, Vol.51, N°4.
  - Gali Jordi, Vallès Javier & J. Lopez-Salido David (2007), "Understanding the Effects of Government Spending on Consumption", Journal of the European Economic Association, Vol.5, n°1, Mars 2007.
  - Gavin Michael & Perotti Roberto (1997), "Fiscal Policy in Latin America", NBER Macroeconomics, Vol.12.
  - Giavazzi & Pagano (1996), "Non-Keynesian Effects of Fiscal Policy Changes: International Evidence and the Swedish Experience", Swedish Economic Policy Review, Vol. 3, n°1, Printemps 1996.
  - Giavazzi Francesco & Pagano Marco (1990), "Can Sever Fiscal Contractions be Expansionary? Tales of Two Small European Countries", NBER Annual 1990.
  - Girouad N. & André C. (2005), "Measuring cyclical-adjusted budget balances for OECD countries", OECD Working Paper, n°434, Juillet 2005.
  - Goodfriend Marvin & King Robert (1997), "The New Neoclassical Synthesis and the Role of Monetary Policy", NBER Macroeconomics annual 1997, vol. 12.
  - Hathroubi Salem & Rezgui Sami (Septembre 2011), "Fiscal Policy Cyclicity in Developing Countries; Case of Tunisia", Interdisciplinary Journal of Contemporary Research in Business, Vol. 3, N°5, Tunisie.
  - Holmstrom Bengt & Tirole Jean (1998), "Private and Public Supply of Liquidity", Journal of Political Economy, Vol. 106, n°1.
  - Ilzetzki Ernesto & Végh Carlos (2008), "Procyclical fiscal policy in developing countries: truth or fiction", NBER Working Paper, n°14191.
  - Jeanneney S. Guillaumont S. & Tapsoba S. J-A (2009), "Procyclicité de la Politique Budgétaire et Surveillance Multilatérale dans les Unions Monétaires", CERDI Etudes et Documents, 2009/04.
  - Kaminsky, Graciela L., Reinhart Carmen M. & Végh, Carlos A. (2005), "When it Rains it Pours: Procyclical Capital Flows and Macroeconomic Policies", NBER Macroeconomics Annual, Vol.19, MIT Press, April 2005.
  - Kydland Finn & Prescott Edward (1982), "Time to Build and Aggregate Fluctuations", Econometrica, Vol.50, n°6, Novembre 1982.
  - Landais Bernard (2011), "Management and Efficiency of the Economic Policies: The Crisis' Lessons", MPRA Papers, n°31223, Munich (Allemagne).
  - Landau Daniel (1986), "Government and Economic Growth in the Less Developed Countries : An Empirical Study for 1960-80", University of Chicago Press, Vol.35, n°1, Octobre 1986.
  - Lane Philippe R. (2003a), "The Cyclical Behavior of Fiscal Policy: Evidence from OECD", Journal of Economic Policy, n°86.
  - Lane Phillip R. (2003b), "Business cycles and macroeconomic policy in emerging market economies", Trinity Economic Papers, Trinity College Dublin.
  - Lee Young & Sung Taeyoon (2007), "Fiscal Policy, Business Cycles and Economic Stabilisation: Evidence from Industrialised and Developing Countries", Fiscal Studies, Vol. 28, n°4, December 2007.

- 
- Leeper Eric M., Walker Todd B., Yang Shu-chun (2010), "Government Investment and Fiscal Stimulus", IMF Working Papers, w10/229.
  - Leigh Daniel & Stehn Sven Jari (2009), "Fiscal and Monetary Policy During Downturns: Evidence from the G7", IMF Working Paper, w09/50, Mars 2009.
  - Lerner Abba (1943), "Functional Finance and the Federal Debt", Social Research, Vol. 10, n°1, February 1943.
  - Lindbeck Assar (1995), "Hazardous Welfare-State Dynamics", American Economic Review, Vol.85, n°2, Mai 1995.
  - Long John B. & Plosser Charles L. (1983), "Real Business Cycles", Journal of Political Economy, Vol. 91, n°1.
  - Lucas Robert (1990), "Supply-Side Economics: An Analytical Review", Oxford Economic Papers, Vol.42, n°2, Avril 1990.
  - Maamar Belkheir & Amani Ismail (2015), "Impact des Chocs Monétaires sur l'Inflation et la Croissance ; cas de l'économie algérienne (1991-2014)", Revue Stratégie et Développement, n°9, Juillet 2015.
  - Martin Ivan (2003), "Politique économique et stabilité de l'état", CERI, Mars/Avril 2003.
  - Menna Khaled, "Etude de la politique budgétaire en Algérie durant la période des réformes depuis 1990", Les Cahiers du Cread, n°109.
  - Mills Philippe & Quinet Alain (1992), "Dépenses Publiques et Croissance", Revue Française d'Economie, Vol. 7, n°3.
  - Mundel Robert A. I (1962), "The Appropriate Use of Monetary and Fiscal Policy for Internal and External Stability", IMF Staff Papers, Vol.9, n°1, March 1962.
  - Munnell Alicia (1992), "Infrastructure Investment and Economic Growth", Journal of Economic Perspectives, Vol. 6, n°4, Automne 1992.
  - N'Guessan Abou Gerenger (2007), "Structure des Dépenses Publiques, Investissement Privé et Croissance dans l'UEMOA", Documents et Etudes de Recherche, Vol.7, n°4.
  - Nese Erbil (2011), "Is Fiscal Policy Procyclical in Developing Oil-Producing Countries?", IMF Working papers, n°11/171.
  - Nubukpo, Kako K. (2007), "Dépenses Publiques et Croissance des Pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine", Afrique Contemporaine, Vol.22, n°2.
  - OCDE (2003), "Cyclicité de la Politique Budgétaire : le Role de la Dette, des Institutions et des Contraintes Budgétaires", Perspectives Economiques de l'OCDE, n°74.
  - Oulhaj Lahcen (2015), "Du Cadre Théorique Général de la Politique Budgétaire", in Politique Budgétaire et Activité Economique au Maroc, Ouvrage Collectif, Rabat (Maroc).
  - Peltzam Sam (1973), "The effects of public subsidies in kind on private expenditures; the case of higher education", The Journal of Political Economy, Vol.81, n°1, Jan-Fev 1973.
  - Persson T. & Tabellini G. (1993), "Designing Institutions for Monetary Stability", Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policies, Vol. 39.
  - Rogoff K. & Sibert A. (1988) "Elections and macroeconomic policy cycles", The Review of Economic Studies, Vol. 55, n°01, Janvier 1988.

- 
- Samake Issouf, Muthoora Priscilla & Versailles Bruno (2013), "Viabilité budgétaire, investissement public et croissance dans les pays à faible revenu, riches en ressources naturelles : le cas du cameroun", IMF Working Paper, W-13-144, Novembre 2013.
  - Shapiro Matthew D. & Slemrod Joel B. (2009), "Did the 2008 Tax Rebates Stimulate Spending?", NBER Working Paper, n°14753.
  - Solow Robert (2002), "Peut-on Recourir à la Politique Budgétaire? Est-ce Souhaitable ? », Revue de l'OFCE, n°83, Octobre 2002.
  - Strulik Holger & Trimborn Timo (2013), "The Dark Side of Fiscal Stimulus", Discussion Papers, Center for European Governance and Economic Development Research, n°150.
  - Talvi Ernesto & Vegh Carlos (2005), "Tax Base Variability and Procyclicality of Fiscal Policy", Journal of Development Economics.
  - Théret Bruno (2016), "Dette Publique et et Auto-Repression Monétaire des Etats", Savoir/agir, 2016/1.
  - Tobin James & Buiter Willem (1974), "Long Run Effects of Fiscal and Monetary Policy on Aggregate Demande", Cowles Foundation Discussion Paper, n°384
  - Torenell A. & Lane P. R. (1999) "The Voracity Effect", American Economic review, n°89.
  - Tounsi S. & El Mokri K. (2015), "Politique Budgétaire au Maroc Diagnostic et Défis", in Politique Budgétaire et Activité Economique au Maroc, Ouvrage Collectif, Rabat (Maroc).
  - Vasseur Daniel (1995), "les déficits publics : enjeux central de la politique et de la théorie économique des années quatre-vingt-dix", Revue Française d'Economie
  - Vegh Carlos & Vulletin Guillermo Javier (2012), "How is Tax Policy Conducted Over the Business Cycle?", NBER Working Paper Series, N°17753, January 2012.
  - Villafuerte Mauricio & Lopez-Murphy Pablo (2010), "Fiscal Policy in Oil Producing Countries During the Recent Oil Price Cycle", IMF Working Paper, WP10/28.

#### **Livres et Ouvrages:**

- Agénor Pierre Richard (2004), "The Economics of Adjustment and Growth", Harvard University Press, New York (USA).
- Aghion Philippe & Howitt Peter (2000), "Théorie de la Croissance Endogène", éd. Dunod, Paris (France).
- Aghion Philippe, Cohen Elie, Pisanni-Ferry Jean (2006), "Politique Economique et Croissance en Europe", éd. La Documentation Française, Paris (France).
- Darreau Philippe (2003), "Croissance et Politique Économique », éditions De Boeck Université, Bruxelles (Belgique).
- Deiss Joseph & Gugler Philippe (2012), « Politique Economique et Sociale », éd. De Boeck Université, Bruxelles (Belgique).
- Easterly William, Rodriguez Carlos Alfredo & Schmidt-Hebel Klaus (1994), "Public Sector Deficits and Macroeconomic Performance", World Bank Publications, ed. Oxford University Press, New York (USA).
- FMI (2013), "Programmation et Politiques Financières", Institut du FMI, New York (USA).

- 
- Guellec Dominique & Ralle Pierre (2003), "Les Nouvelles Théories de la Croissance", éd. La Découverte, 5<sup>ème</sup> édition, Paris (France).
  - Krugman Paul & Wells Robin (2009), "Macroéconomie", éditions De Boeck Université, Bruxelles (Belgique).
  - La Banque Mondiale (2002), "Qualité de la Croissance", Ed. De Boeck Université, Bruxelles (Belgique)
  - Landais Bernard (1998), "Leçons de politique budgétaire", éd. De Boeck Université, Bruxelles (Belgique).
  - Mankiw Gregory (2001), "Macroéconomie", éditions De Boeck Université, Bruxelles (Belgique), 5<sup>ème</sup> édition.
  - Musgrave Richard A. & Musgrave Peggy (1978), "Public Finance in Theory and Practice", ed. International Student, 5<sup>th</sup> edition, New York (USA).
  - Tomassi Daniel (2010), "Gestion des Dépenses Publiques dans les Pays en Développement", éd. Agence Française de Développement, Paris (France).

#### **Conférences, Séminaires et Colloques :**

- Boutaleb Kouider (2004), "La problématique de l'efficacité des politiques économiques dans les PVD : le cas de l'Algérie", communication au colloque international sur "l'évaluation des politiques économiques : réalités et perspectives" ; Novembre 2004, Tlemcen (Algérie),
- Frankel Jeffrey Alan (2010), "Comment Rendre la Politique Budgétaire et Monétaire des Pays Producteurs de Matières Premières Moins Procycliques ?", Séminaire sur les Ressources Naturelles, Finance et Développement, Institut du FMI et Banque d'Algérie, 4-5 Novembre 2010.
- Mankiw Gregory (2005), "Comments: Separating the Business Cycle from Other Economic Fluctuations », Jackson Hole Conference, Federal Reserve Bank of Kansas City, August 2005.

#### **Rapports:**

- Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (1971), "Evolutions et Perspectives Economiques de l'Algérie", Vol. 1, Rapport n°39-EMA, 29 Octobre 1971.
- Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (1975), "Evolutions et perspectives de l'économie algérienne", Vol.1, rapport n°900-AL, 20 Octobre 1975.
- La Banque Mondiale (1980), "Algérie ; Evolution Récente et Perspectives de l'Economie", Rapport n°3018-AL, 03 Octobre 1980.
- La Banque Mondiale (1982a), "Algérie ; Le Plan de Développement Quinquennal et les Perspectives à Moyen Terme 1980-84", Vol. 1, Rapport n°3668-AL, 25 Juin 1982.
- La Banque Mondiale (1982b), "Algérie ; Le Plan de Développement Quinquennal et les Perspectives à Moyen Terme 1980-84", Vol. 2, 25 Juin 1982 .
- La Banque Mondiale (1987), "Algérie, le Plan de Développement 1985-1989 et les Perspectives à Moyen et Long Terme", Rapport n°6607-AL, 30 Septembre 1987.

- 
- La Banque Mondiale (1994), "Mémorandum Economique ; La Transition vers une Economie de Marché", Vol. 1, Rapport n°12048-AL, 25 Mai 1994, P13.
  - La Banque Mondiale (2007), "Une Revue des Dépenses Publiques ; A la Recherche d'un Investissement Public de Qualité", Vol. 1, Rapport n°36270-DZ, 15 Aout 2007, p4.

**Sources WEB :**

[www.ons.dz](http://www.ons.dz)

[www.bank-of-algeria.dz](http://www.bank-of-algeria.dz)

[www.imf.org](http://www.imf.org)

[www.databank.banquemonddiale.org](http://www.databank.banquemonddiale.org)

Alexis Direr (2003), "Croissance et Cycles", ENS, [www.cours-univ.fr/documents/ecogenerale.pdf](http://www.cours-univ.fr/documents/ecogenerale.pdf)

---

## Table des matières

Introduction Générale :.....	1
Chapitre I Conduite de la Politique Budgétaire en Algérie.....	5
Introduction :.....	6
Section 1 : La Politique Budgétaire en Algérie entre 1967 et 1979 :.....	7
<b>1.1. Plan Triennal 1967-69 :.....</b>	<b>8</b>
<b>1.1.1. Moyens mis en œuvre :.....</b>	<b>8</b>
<b>1.1.2. Résultats :.....</b>	<b>9</b>
<b>1.2. Plan Quadriennal 1970-1973:.....</b>	<b>10</b>
<b>1.2.1. Objectifs :.....</b>	<b>10</b>
<b>1.2.2. Moyens prévus :.....</b>	<b>11</b>
<b>1.2.3. Résultats du Plan 1970-73 :.....</b>	<b>13</b>
<b>1.3. Plan Quadriennal 1974-1977 :.....</b>	<b>16</b>
<b>1.3.1. Objectifs :.....</b>	<b>16</b>
<b>1.3.2. Moyens mis en œuvre :.....</b>	<b>18</b>
<b>1.3.3. Résultats du Plan 1974-77 :.....</b>	<b>20</b>
<b>1.4. Les années hors plan 1978-79 :.....</b>	<b>24</b>
<b>1.4.1. Objectifs :.....</b>	<b>24</b>
<b>1.4.2. Moyens mis en œuvre :.....</b>	<b>24</b>
<b>1.4.3. Résultats :.....</b>	<b>28</b>
Section 2 : La Politique Budgétaire en Algérie entre 1980 et 1989.....	29
<b>2.1. Plan Quinquennal 1980-1984 :.....</b>	<b>29</b>
<b>2.1.1. Objectifs :.....</b>	<b>29</b>
<b>2.1.2. Moyens mis en œuvre :.....</b>	<b>32</b>
<b>2.1.3. Résultats du Plan 1980-84 :.....</b>	<b>34</b>
<b>2.2. Plan Quinquennal 1985-89 :.....</b>	<b>41</b>
<b>2.2.1. Objectifs :.....</b>	<b>41</b>
<b>2.2.2. Moyens Mis en Œuvre :.....</b>	<b>43</b>
<b>2.2.3. Résultats du Plan 1985-89 :.....</b>	<b>45</b>
Section 3 : La Politique Budgétaire entre 1990 et 2014 :.....	50
<b>3.1. Programme de Stabilisation Macroéconomique et Programme de Travail du Gouvernement (1990-1993).....</b>	<b>50</b>
<b>3.1.1. Objectifs :.....</b>	<b>51</b>
<b>3.1.2. Moyens mis en œuvre :.....</b>	<b>51</b>

<b>3.1.3. Résultats :</b> .....	53
<b>3.2. Plan de Stabilisation et d'Ajustement Structurel 1994-2001 :</b> .....	56
<b>3.2.1. Objectifs :</b> .....	56
<b>3.2.2. Moyens mis en œuvre :</b> .....	58
<b>3.2.3. Résultats de la période :</b> .....	62
<b>3.3. Les Plans de Soutien à la Croissance Economiques (2001-2014) :</b> .....	66
<b>3.3.1. Objectifs :</b> .....	67
<b>3.3.2. Moyens Mis en œuvre :</b> .....	68
Conclusion : .....	75
Chapitre II Orientation de la Politique Budgétaire en Algérie .....	80
Introduction : .....	81
Section 1 : Policy-Mix et Soutenabilité de la Dette : .....	82
<b>1.1. Dette Publique et Contrainte de Soutenabilité:</b> .....	83
<b>1.1.1. Soutenabilité de la Dette Publique :</b> .....	84
<b>1.1.2. Contrainte de Solvabilité : la méthode des institutions internationales :</b> .....	86
<b>1.2. Dette Publique et Politique Monétaire : Une Approche par la Théorie Budgétaire du Niveau des Prix</b> .....	89
<b>1.2.1. Interactions entre politique monétaire et budgétaire, le policy mix :</b> .....	90
<b>1.2.2. Dette, inflation et Policy-mix :</b> .....	91
<b>1.2.3. La Théorie Budgétaire du Niveau des Prix :</b> .....	94
<b>1.3. Conduite de la Politique Monétaire et Policy-Mix en Algérie :</b> .....	95
Section 2 : Cycles Economiques et Cyclicité de la Politique Budgétaire : .....	99
<b>2.1. Les Cycles économiques :</b> .....	100
<b>2.1.1. Typologie des Cycles Economiques Réguliers:</b> .....	100
<b>2.1.2. Les Cycles Endogènes :</b> .....	101
<b>2.2. Politique Budgétaire et Cycle Economique :</b> .....	103
<b>2.2.1. Solde Structurel et Solde Conjoncturel</b> .....	105
<b>2.2.2. Stabilisateurs automatiques :</b> .....	108
<b>2.3. Cyclicité de la Politique Budgétaire :</b> .....	111
<b>2.3.1. Conditions financières</b> .....	112
<b>2.3.2. Facteurs institutionnels et politiques :</b> .....	114
<b>2.3.3. Méthodes d'estimation et anticipations :</b> .....	116
<b>2.3.4. Le rôle des règles budgétaires :</b> .....	117
<b>2.3.5. Spécificité des Pays Exportateurs de Matières Premières:</b> .....	118

---

Section 3 : Cyclicité de la Politique Budgétaire en Algérie .....	120
<b>3.1. Revue de la Littérature Empirique sur la Cyclicité :</b> .....	120
<b>3.1.1. Pays développés :</b> .....	121
<b>3.1.2. Pays en Développement :</b> .....	123
<b>3.1.3. Pays exportateurs de matières premières :</b> .....	124
<b>3.1.4. Maghreb :</b> .....	126
<b>3.2. Cyclicité de la Politique Budgétaire en Algérie :</b> .....	127
<b>3.2.1. Approche méthodologique :</b> .....	127
3.2.2. Discussion des Résultats : .....	132
Conclusion.....	137
Chapitre III Impact des Composantes de la Politique Budgétaire sur l'Inflation et la Croissance .....	139
Introduction .....	140
Section 1 : Revue de la littérature : Approche par la Demande .....	141
<b>1.1. L'Approche Keynésienne Initiale :</b> .....	141
<b>1.2. Le Modèle IS-LM :</b> .....	142
<b>1.3. Politique Budgétaire en Economie Ouverte, le modèle IS-LM-BP :</b> .....	148
<b>1.4. Approche Monétariste de la Politique Budgétaire :</b> .....	153
<b>1.5. La Théorie d'Equivalence Néoricardienne :</b> .....	155
<b>1.6. La position des Hyperclassiques :</b> .....	157
Section 2 : Revue de la Littérature – Prise en Considération des Effets sur l'Offre : .....	160
<b>2.1. Les Théories de l'Offre :</b> .....	161
<b>2.2. Les Théories de la Croissance :</b> .....	163
<b>2.2.1. Les Théories de la Croissance Exogène :</b> .....	163
<b>2.2.2. Les Théories de la Croissance Endogène :</b> .....	166
<b>2.3. Offre et Demande Agrégée - Le Modèle AS-AD :</b> .....	169
<b>2.4. La Théorie des Cycles Réels RBC:</b> .....	172
<b>2.4.1. Apport des Nouveaux Keynésiens à la théorie des cycles réels :</b> .....	173
<b>2.4.2. Etudes Empiriques Basées sur la Théorie des Cycles Réels :</b> .....	175
<b>2.5. Etudes Empiriques sur l'Impact des Composantes de la Politique Budgétaire :</b> .....	177
Section 3 : Impact de la Politique Budgétaire en Algérie .....	180
<b>3.1. Etudes antérieures sur l'impact de la politique budgétaire en Algérie :</b> .....	180
<b>3.2. Impact de la Politique Budgétaire sur la Croissance :</b> .....	181
<b>3.2.1. Spécification du modèle :</b> .....	181
<b>3.2.2. Présentation des Variables :</b> .....	182

---

3.2.3.	Etudes Préliminaires :	185
3.2.4.	Estimation du modèle :	188
3.2.5.	Impact des Composantes de la Politique Budgétaire :	190
3.3.	Impact de la Politique Budgétaire sur l’Inflation :	193
3.3.1.	Estimation du modèle :	193
3.3.2.	Impact des composantes de la politique budgétaire sur l’inflation :	195
3.4.	Canaux de transmission de la politique budgétaire :	197
3.4.1.	Impact de la Politique Budgétaire sur la Consommation Privée :	197
3.4.2.	Impact de la Politique Budgétaire sur les Investissements Privés :	200
	Conclusion.....	203
	Conclusion Générale .....	207
	Liste des Tableaux .....	212
	Liste des Figures .....	213
	Bibliographie :.....	215